

INDEX ANALYTIQUE

A

Absence du travail, voir *Congé de décès, Congé de maladie, Congé de maternité, Congé de paternité ou de parent, Congé de soignant, Congé en cas de décès ou de disparition d'un enfant, Congé en cas de maladie grave d'une personne proche, Congé lié à la COVID-19, Congé parental, Congé personnel, Congé pour événements familiaux, Congé pour fonctions judiciaires, Congé pour les victimes de violence familiale, Congé pour pratiques autochtones traditionnelles, Congé pour proche aidant, Congé pour raisons familiales ou parentales, Stagiaire*

Absence et congé pour raisons familiales ou parentales

- Circonstances autorisées, [QUE-13] 79.7–79.12, 79.14
- Durée, [QUE-13] 79.7–79.12, 79.15, 79.16
- Exclusions, [QUE-13] 79.13
- Prolongation, [QUE-13] 79.9
- Reprise du travail à temps partiel, [QUE-13] 79.15

Absence pour cause de maladie, de dons d'organes ou de tissus à des fins de greffe, d'accident ou d'acte criminel

- Avantage, [QUE-13] 79.6
- Avis à l'employeur, [QUE-13] 79.2
- Congé annuel, [QUE-13] 74
- Report, [QUE-13] 74
- Document attestant les motifs d'absence, [QUE-13] 79.2
- Durée, [QUE-13] 79.1–79.1.2
- Licenciement ou mise à pied, [QUE-13] 79.5
- Régime d'assurances collectives et de retraite, [QUE-13] 79.3
- Réintégration du salarié, [QUE-13] 79.4
- Reprise du travail à temps partiel, [QUE-13] 79.2

Abus de droits

- Droit de refus (fédéral), [CAN-2] 147.1

Accès aux documents, voir aussi

Confidentialité, Information, Renseignement confidentiel

- Commission canadienne des droits de la personne
 - Commissaire et agent, [CAN-1] 33(1)
- Conciliation, [QUE-6] 102.2; [QUE-10] 123
- Recours devant le Tribunal
 - Copie du dossier, [QUE-10] 114, 114.1
- Tribunal administratif du Québec
 - Dossier de la section des affaires sociales, [QUE-10] 89

Accès à l'égalité en emploi, voir aussi

Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, Programme d'accès à l'égalité en emploi

- Analyse des effectifs, [QUE-1] 3–9
- Personnel temporaire ou à temps partiel, [QUE-1] 4
- Sous représentation d'un groupe dans un type d'emploi, [QUE-1] 7–9
- Application
 - Rôle de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, [C-2] 57
- Champ d'application, [QUE-1] 2
- Groupes visés, [QUE-1] 1
- Ajout du groupe des personnes handicapées n'ayant pas l'effet de modifier les obligations envers les autres groupes, [QUE-1] 33.1
- Liste des organismes assujettis, [QUE-1] 23
- Ministre responsable, [QUE-1] 34
- Mise en œuvre
 - Rapport du ministre, [QUE-1] 32
- Objet, [QUE-1] 1
- Organisme public assujetti, [QUE-1] 2, 33
- Pouvoirs des membres de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, [QUE-1] 24
- Programme, [C-2] 111.1; [QUE-1] 10–21
- Rapport d'analyse d'effectifs
 - Contenu, [QUE-1] 5

Accès à l'égalité en emploi (*suite*)

- Délai de transmission, [QUE-1] 6
- Groupe des personnes handicapées, [QUE-1] 33.1
- Transmission à la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, [QUE-1] 5

Accès en emploi

- Interdiction d'exiger une autre langue de communication, [C-3] 46–47

Accès à l'information, voir *Confidentialité, Information, Renseignement confidentiel*

Accès aux renseignements, voir *Accès aux documents*

Accident du travail, voir aussi *Lésion professionnelle, Plainte du salarié, Procédure d'évaluation médicale*

- Accident hors Québec, [QUE-2] 8
- Application de la Loi, [QUE-2] 7, 553
- Entente, [QUE-2] 8.1
- Définition, [QUE-2] 2; [QUE-16] 1
- Disposition transitoire, [QUE-2] 553, 555–557
- Dispositions d'ordre public, [QUE-2] 4
- Dispositions plus avantageuses, [QUE-2] 4
- Établissement au Québec, [QUE-2] 7, 8
- Indemnité pour vêtement endommagé, [QUE-2] 112
- Lieux de l'accident, [QUE-16] 62
- Rapport de l'employeur, [QUE-16] 62
- Régime particulier des Mohawks de Kahnawake, [QUE-2] 24.1–24.6

Accident du travail (fédéral), voir aussi *Avantages liés à l'emploi, Maladie professionnelle*

- Disposition applicable, [CAN-2] 239.1(11)
- Infraction et peine, [CAN-2] 256(1)-(2)
- Interdiction de toucher aux débris ou objets se rapportant à l'événement, [CAN-2] 127(1)
- Exception, [CAN-2] 127(2)
- Mesure disciplinaire interdite, [CAN-2] 239.1
- Obligations de l'employeur, [CAN-2] 125(1)c, 239.1(2); [CAN-2.2] 34
- Prévention, [CAN-2] 122.1, 122.2
- Rappel au travail, [CAN-2] 239.1(3); [CAN-2.2] 34
- Réaffectation, [CAN-2] 239.1(4)

- Sanction interdite, [CAN-2] 239.1(1)

Accouchement, voir aussi *Congé de maternité, Grossesse*

- Congé ou avantages spéciaux
- Acte non discriminatoire, [CAN-1] 15(1)f)
- Définition, [QUE-13] 1(1°); [QUE-16] 41
- Distinction illicite, [CAN-1] 3(2)

Accréditation, voir aussi *Association accréditée, Conseil canadien des relations industrielles, Requête en accréditation, Requête en révocation d'accréditation, Scrutin de représentation (fédéral), Scrutin secret*

- Aliénation de l'entreprise, [QUE-3] 45–46
- Avis d'audience
- Affichage, [QUE-3] 25
- Concession partielle d'entreprise, [QUE-3] 45–46
- Conditions, [QUE-3] 28; [QUE-16] 28, 32
- Correction ou modification, [QUE-3] 41; [CAN-2] 18
- Désaccord sur l'unité, [QUE-3] 28c)
- Dossier de la Commission, [QUE-3] 35
- Droit à l'accréditation, [QUE-3] 21
- Groupe distinct, [QUE-3] 21
- Groupe formé d'un seul salarié, [QUE-3] 21
- Droit de représentation
- Appartenance à plus d'une association, [QUE-3] 3
- Conditions pour être reconnu membre d'une association, [QUE-3] 36.1
- Changement technologique, [CAN-2] 54(2)
- Représentation interdite de deux unités, [CAN-2] 26
- Secret sur l'appartenance à une association, [QUE-3] 36
- Syndicat dominé, [CAN-2] 25(1)
- Effet, [QUE-3] 43; [CAN-2] 36(1)
- Enquête, [QUE-3] 29
- Entrave, [CAN-2] 94(1)
- Exception, [CAN-2] 94(2.1)
- Époque, [QUE-3] 22
- Ingérence, [QUE-3] 29
- Liste des salariés, [QUE-3] 25
- Malgré un désaccord, [QUE-3] 28d)
- Nouveau vote, [QUE-3] 37.1

Index analytique

Accréditation (*suite*)

- Organisation patronale, [CAN-2] 37
- Pièces justificatives, [QUE-3] 26
- Pourcentage des salariés membres, [QUE-3] 28b)
- Pouvoirs de la Commission, [QUE-3] 39
- Présence d'une association accréditée, [QUE-3] 28e)
- Rapport de l'agent de relations de travail, [QUE-3] 30
- Refus, [QUE-3] 31; [CAN-2] 25(2)
- Rattachement à l'entreprise
- Accréditation non invalidée, [QUE-3] 45; [CAN-2] 44(2)b)
- Acquéreur ou nouvel employeur lié, [QUE-3] 45; [CAN-2] 44(2)c), 44(2)d)
- Aliénation ou concession d'entreprise, [QUE-3] 45-46
- Relations du travail autrefois régies par le *Code canadien du travail*, [QUE-3] 45.3
- Transfert d'une administration publique fédérale, [CAN-2] 47-47.2
- Vente de l'entreprise, [CAN-2] 44
- Vente de l'entreprise avec intégration des employés, [CAN-2] 45
- Requête, [QUE-3] 25
- Irrecevabilité, [QUE-3] 27.1
- Publicité, [QUE-3] 27
- Renouvellement, [QUE-3] 40
- Révocation, [QUE-3] 41
- Effet, [QUE-3] 44
- Ordonnance du Conseil canadien des relations industrielles, [CAN-2] 39, 40(2), 41(2)
- Scrutin secret, [QUE-3] 37, 37.2
- Obligation de l'employeur, [QUE-3] 38
- Pouvoir de la Commission, [QUE-3] 37.2
- Secteur des affaires sociales, [QUE-20] 9, 11
- Cession partielle d'activités, [QUE-20] 31
- Intégration d'activités ou fusion d'établissements, [QUE-20] 17, 23, 25, 28
- Secteurs particuliers, [CAN-2] 34(1), (2)
- Sur-le-champ, [QUE-3] 28(a), 28(d.1)
- Unité de négociation, [CAN-2] 32

Accusé, voir aussi *Avocat*, *Infraction* et *peine*

- Cautionnement, [C-1] 11e)
- Chose jugée, [C-1] 11h); [C-2] 37.1
- Défense pleine et entière, [C-2] 35
- Droit à l'information, [C-1] 11a); [C-2] 28.1
- Interprète, [C-1] 14; [C-2] 36
- Jugement dans un délai raisonnable, [C-1] 11b); [C-2] 32.1
- Non-rétroactivité des lois, [C-1] 11g); [C-2] 37
- Peine moins sévère, [C-1] 11i); [C-2] 37.2
- Présomption d'innocence, [C-1] 11d); [C-2] 33
- Procès avec jury, [C-1] 11f)
- Témoignage interdit, [C-1] 11c); [C-2] 33.1
- Témoignage sous protection, [C-1] 13; [C-2] 38

Acte discriminatoire, voir *Discrimination*

Acte juridique

- Clause discriminatoire
- Nullité, [C-2] 13-14
- Discrimination dans sa formation, [C-2] 12, 134 (1°)
- Exclusion, [C-2] 14

Action civile, voir aussi *Plainte du salarié*, *Prescription*

- Annulation de contrat frauduleux, [QUE-4] 48
- Arriérés de salaire, [CAN-2] 261
- Avantages pécuniaires impayés, [QUE-13] 99
- Convention collective (construction), [QUE-15] 109.1, 122
- Cumul, [QUE-4] 44; [QUE-13] 119
- Instruction d'urgence, [QUE-4] 43; [QUE-13] 119.1
- Prescription, [QUE-15] 122
- Preuve, [QUE-15] 122(6)
- Recouvrement des droits payables, [QUE-8] 52
- Règlement nul, [QUE-13] 101
- Salaire impayé, [QUE-13] 98
- Somme due au salarié, [QUE-13] 111
- Avis au salarié, [QUE-13] 111
- Délai, [QUE-13] 111
- Mise en demeure, [QUE-13] 111
- Montant forfaitaire, [QUE-13] 114

Action civile (*suite*)

- Réclamation par la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-13] 111, 113

Action concertée, [QUE-17] 34, 37.1

Action pénale, voir *Infraction et peine*

Action en responsabilité civile, [QUE-2]

438–447, voir aussi *Lésion professionnelle, Recours devant la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail*

- Contre un employeur, [QUE-2] 441
- Contre un mandataire ou travailleur d'un employeur, [QUE-2] 442
- Contre un professionnel de la santé, [QUE-2] 442
- Infraction criminelle, [QUE-2] 441, 443
- Interruption de la prescription, [QUE-2] 447
- Non permise, [QUE-2] 438, 439, 441, 442
- Option, [QUE-2] 443
- Avis à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 443
- Réclamation de la différence, [QUE-2] 444
- Réclamation de la perte, [QUE-2] 445
- Permise, [QUE-2] 441
- Renonciation, [QUE-2] 443
- Subrogation, [QUE-2] 446

Activité syndicale, voir aussi *Exercice d'un droit protégé*

- Délégué de chantier, [QUE-15] 86(3)
- Légitime, [QUE-3] 14, 14.0.1

Adhésion à une association de salariés ou un syndicat, voir aussi *Accréditation*

- Clause de la convention collective, [CAN-2] 68
- Discrimination, [CAN-1] 9; [CAN-2] 95f)
- Distinction injuste, [CAN-2] 95i)
- Formalités, [QUE-3] 25
- Liberté d'adhésion et d'abstention du salarié, [QUE-3] 14, 14.0.1
- Menace ou mesure coercitive, [CAN-2] 96
- Objection d'ordre religieux, [CAN-2] 70(2)
- Pouvoirs du Conseil canadien des relations industrielles, [CAN-2] 29(3)
- Pratique déloyale de l'employeur, [CAN-2] 94(3)a)(i), 94(3)e)

- Pratique déloyale du syndicat, [CAN-2] 95d), 95f), 95i)
- Regroupement de syndicats, [CAN-2] 32(3)

Administrateur

- Défaut de paiement d'une cotisation à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail
- Responsabilité solidaire, [QUE-2] 323.2, 323.4
 - Date limite de réclamation, [QUE-2] 323.5
 - Moyen de défense, [QUE-2] 323.3
- Droits, [QUE-16] 11
- Obligations, [QUE-16] 7, 8
- Responsabilité civile, [CAN-2] 251.18
- Responsabilité pour salaires, [QUE-15] 122(7)
- Sanction administrative pécuniaire, [CAN-2] 274
- Statut de non-salarié, [QUE-3] 1(l); [QUE-16] 1

Administrateur (association)

- Choix, [C-4] 2269
- Contrat d'association, [C-4] 2186, 2267–2279
- Pouvoirs, [C-4] 2270, 2271
- Responsabilité civile, [C-4] 2274

Administrateur (comité paritaire)

- Suspension des pouvoirs, [QUE-4] 26.1

Administrateur (syndicat professionnel), [QUE-18] 2

Administration gouvernementale, voir aussi *Conseil de la justice administrative, Justice administrative, Tribunal administratif du Québec*

- Constitution, [QUE-10] 3
- Décision relevant de l'exercice d'une fonction administrative
 - Décision défavorable, [QUE-10] 6, 8
 - Décision en matière d'indemnité ou de prestation, [QUE-10] 6
 - Décision portant sur un permis ou une autorisation, [QUE-10] 5
 - Décision prise à l'égard d'un administré, [QUE-10] 2
- Équité, [QUE-10] 2
- Mesures préalables, [QUE-10] 4
- Recours non judiciaire, [QUE-10] 8
- Responsabilité, [QUE-10] 4

Index analytique

- Administration gouvernementale (*suite*)
 - Révision, [QUE-10] 6 al. 2, 7
 - Urgence, [QUE-10] 5 al. 2
 - Décision relevant de l'exercice d'une fonction juridictionnelle
 - Audience, [QUE-10] 10, 11
 - Communication de la décision, [QUE-10] 13
 - Débat déloyal, [QUE-10] 9
 - Décision, [QUE-10] 13
 - Mesures favorables aux parties, [QUE-10] 12
 - Définition, [QUE-10] 3
 - Liste des ministères et des organismes
 - Publication, [QUE-10] 178
- Administration de la justice**
 - Déconsidération, [C-1] 24(2)
- Administration publique fédérale**
 - Cession d'entreprise (cessation d'emploi)
 - Secteur assimilé à une entreprise fédérale, [CAN-2] 189(2)
 - Déposition au civil relativement à des renseignements obtenus dans l'exercice des fonctions, [CAN-2] 119
 - Équité en matière d'emploi, [CAN-4] 4(1), 21;
 - Rapport, [CAN-4] 21(2)–(4), (7), (8)
 - Fonctionnaire
 - Mise en œuvre de la législation provinciale (accord avec les provinces), [CAN-2] 120(1)
 - Pouvoirs ou fonctions, [CAN-2] 120(3)
 - Santé et sécurité au travail
 - Application de la partie du *Code canadien du travail*, [CAN-2] 123(2)
 - Transfert, [CAN-2] 47–47.2
- Admission dans un établissement commercial**, voir aussi *Admission dans un établissement d'alimentation*, *Établissement commercial*, *Exploitant d'un établissement commercial*
 - Autorisation du ministre, [QUE-9] 12–14
 - Ancienne loi, [QUE-9] 29
 - Avis du ministre du Tourisme, [QUE-9] 13
 - Demande écrite, [QUE-9] 12–14
 - Publication, [QUE-9] 12, 13
 - Révocation, [QUE-9] 12
 - Autorisation en dehors des périodes légales, [QUE-9] 5–10, 20
 - Antiquités, [QUE-9] 8(3°)
 - Denrées alimentaires ou boissons alcooliques consommées ailleurs que sur les lieux, [QUE-9] 6
 - Fleurs ou produits horticoles, [QUE-9] 8(2°)
 - Journaux, périodiques, livres, [QUE-9] 7(1°)
 - Œuvres d'art ou d'artisanat, [QUE-9] 8(1°)
 - Produits accessoires, [QUE-9] 9
 - Produits pharmaceutiques, hygiéniques ou sanitaires, [QUE-9] 7(1°)
 - Repas, denrées alimentaires ou boissons alcooliques consommés sur place, [QUE-9] 5
 - Repas ou plats cuisinés consommés ailleurs que sur les lieux, [QUE-9] 5
 - Tabac, [QUE-9] 7(1)
 - Champ d'application de la Loi, [QUE-9] 1
 - Dispositions diverses, transitoires et finales, [QUE-9] 28–38
 - Dispositions inopérantes, [QUE-9] 28
 - Dispositions prépondérantes, [QUE-9] 15, 37
 - Événement spécial, [QUE-9] 14
 - Heures permises, [QUE-9] 2, 3.1
 - Modification par règlement, [QUE-9] 4.1
 - Inspecteur, [QUE-9] 16
 - Inspection, [QUE-9] 16–18
 - Agent de la paix, [QUE-9] 16
 - Communication de documents, [QUE-9] 16
 - Document caché, [QUE-9] 18
 - Entrave, [QUE-9] 18
 - Identification, [QUE-9] 17
 - Jours interdits, [QUE-9] 3, 20
 - Modification par règlement, [QUE-9] 4.1
 - Lieu des établissements, [QUE-9] 10
 - Ministre responsable, [QUE-9] 38
 - Montréal (ville), [QUE-9] 4.2
 - Municipalité près du Québec, [QUE-9] 12
 - Zone sinistrée ou à risque, [QUE-9] 14.1
 - Zone touristique, [QUE-9] 13
- Admission dans un établissement d'alimentation**
 - Autorisation en dehors des périodes légales, [QUE-9] 6

Admission dans un établissement d'alimentation (*suite*)

- Heures d'ouverture, [QUE-9] 3.1
- Infraction et peine, [QUE-9] 23

Adoption, voir *Congé parental*

Adulte

- Congé en cas de maladie grave, [CAN-2] 206.4, 207.01, 207.02, 207.3, 209.3(2), 209.4; [CAN-2.2] 29
- Définition, [QUE-8] 1a)

Aérogare, [QUE-9] 10(3°)

Aéronef

- Droit de refus, [CAN-2] 127(2)a), 128(3), (4)
- En service, [CAN-2] 128(5)

Affaires sociales (unité de négociation), voir *Unité de négociation dans le secteur des affaires sociales*

Affichage, voir aussi *Comité paritaire, Employeur, Normes du travail*

- Acte discriminatoire, [CAN-1] 12
- Équité salariale, [QUE-6] 14, 35, 75, 114(5°)
- Conservation des renseignements, [QUE-6] 14.1, 114(6°)

Affiliation

- Autorisation à certaines périodes, [QUE-3] 73
- Interdiction pendant la convention collective, [QUE-3] 73
- Révélation, [QUE-3.2] 43
- Délai, [QUE-3.2] 43
- Formulaire, [QUE-3.2] 43

Âge, [CAN-1] 2, voir aussi *Équité salariale (provincial)*

- Discrimination interdite, [C-1] 15(1); [C-2] 10, 134(1°); [CAN-1] 3(1)

Âge du travailleur, [QUE-16] 53(1°), voir aussi *Employé de moins de 18 ans*

- Acte non discriminatoire, [CAN-1] 15(1)b)

Agence nationale d'encadrement du secteur financier, voir *Autorité des marchés financiers*

Agence de la santé et des services sociaux

- Accès à l'égalité en emploi
- Application de la Loi, [QUE-1] 2(4°)
- Budget, [QUE-16] 110
- Définition, [QUE-16] 1

- Programme de santé, [QUE-16] 109

Agence de placement de personnel, voir aussi *Permis d'agence de placement ou de recrutement*

- Application, [QUE-13] 92.7
- Exception, [QUE-13.1] 2
- Cautionnement, [QUE-13.1] 10, 27–39
- Définition, [QUE-13.1] 1
- Dirigeant, [QUE-13.1] 3
- Entreprise cliente
- Solidarité, [QUE-13] 95
- Obligation, [QUE-13] 92.7; [QUE-13.1] 21–23, 48
- Règlement du gouvernement, [QUE-13] 92.7
- Salaire, [QUE-13] 41.2

Agence de recrutement de travailleurs étrangers temporaires, voir aussi *Permis d'agence de placement ou de recrutement*

- Application, [QUE-13] 92.7
- Exception, [QUE-13.1] 2
- Définition, [QUE-13.1] 1
- Dirigeant, [QUE-13.1] 3
- Obligation, [QUE-13] 92.7; [QUE-13.1] 21, 24, 25
- Règlement du gouvernement, [QUE-13] 92.7

Agence du revenu du Québec

- Attestation
- Agence de placement de personnel, [QUE-13] 92.7.1, 92.7.2; [QUE-13.1] 8, 40
- Agence de recrutement de travailleurs étrangers temporaires, [QUE-13] 92.7.1, 92.7.2; [QUE-13.1] 8, 40

Agent d'affaires

- Acceptation de récompense ou d'avantages, [QUE-15] 115
- Inhabilité à occuper la fonction, [QUE-15] 26, 91, 115(2), 117, 119

Agent de la paix, [QUE-9] 16

Agent de police privé

- Définition, [CAN-2] 3(1)
- Incorporation à une unité de négociation, [CAN-2] 27(6)

Agent de relations du travail, voir aussi *Accréditation*

- Décision concernant une requête en accréditation, [QUE-3] 39.1

Index analytique

- Agent de relations du travail (*suite*)
- Recours prohibés, [QUE-3] 139, 140
 - Tribunal administratif du travail, [QUE-19] 48, 86, 89, 108
 - • Code de déontologie, [QUE-19] 89; [QUE-19.1] 1-4
 - • • Conflit d'intérêts, [QUE-19.1] 4
 - • • Devoirs, [QUE-19.1] 3
 - • Fonctions, [QUE-19] 86
 - • Immunité, [QUE-19] 108
 - • Nomination, [QUE-19] 86; [QUE-19.1] 2
 - • Rectification d'une décision, [QUE-19] 48
- Agent de vérification ou d'application**, voir *Équité en matière d'emploi*
- Agent immobilier**, [QUE-13] 77(3°)
- Agent négociateur**
- Agent lié par la convention collective, [CAN-2] 56
 - Avis de négociation, [CAN-2] 48
 - • Signification, [CAN-2] 54(1)
 - Définition, [CAN-2] 3(1); [CAN-5] 3
 - Demande d'ordonnance, [CAN-2] 47(3), 53(1)
 - Fin de sa représentativité, [CAN-2] 38(3), 39(1)
 - Maintien en cas de vente d'entreprise, [CAN-2] 44(2)a)
 - Regroupement de syndicats, [CAN-2] 32(1)
 - Syndicat, [CAN-2] 28c)
- Aide (accident du travail)**, voir *Indemnité, Travailleur victime d'une lésion professionnelle*
- Aliénation de l'entreprise**, voir *Accréditation, Décret de convention collective, Entreprise*
- Alimentation au détail**, voir aussi *Admission dans un établissement d'alimentation*
- Semaine normale de travail, [QUE-13] 89(4°)
- Allaitement**, voir *Employée allaitante*
- Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS)**, [QUE-6] 21.1 al. 2(2)
- Allocation**, voir aussi *Indemnité, Normes du travail, Prime*
- Norme établie par règlement, [QUE-13] 86
- Amende**, voir *Infraction et peine, Outrage au tribunal*
- Ancienneté**
- Convention collective (construction)
 - • Arbitrage de griefs, [QUE-15] 62
- Ancienneté (clause)**, [QUE-15] 61; [QUE-20] 33, 37; [CAN-4] 8
- Année de référence**, voir aussi *Congé annuel*
- Définition, [QUE-13] 66
- Année de service**
- Définition, [CAN-2] 183
- Antiquités (vente)**
- Heures d'ouverture, [QUE-9] 8(3)
- Appel**
- Abus de droits, [CAN-2] 147.1
 - Conseil canadien des relations industrielles, [CAN-2] 145.1-146.1, 251.11-251.12
 - • Avis au chef, [CAN-2] 146.01(1), 251.111(1)
 - • Décision, [CAN-2] 146.1, 251.12(1)
 - • • Interdiction de recours extraordinaires, [CAN-2] 251.12(4)
 - • Document, [CAN-2] 146.01, 251.111
 - • Enquête, [CAN-2] 146.1(1)
 - • Instruction du chef, [CAN-2] 146(1)
 - • • Suspension, [CAN-2] 146(2)
 - • Ordonnance, [CAN-2] 251.12(1)
 - • • Caractère définitif, [CAN-2] 251.12(3)
 - • • Sommes à payer, [CAN-2] 251.12(6)
 - • Présence aux procédures
 - • • Salaire de l'employé, [CAN-2] 146.5, 251.12(5); [CAN-2.2] 18.1
 - Cour fédérale, [CAN-4] 30(3), 39(8)
 - Décision du Tribunal administratif du Québec, [QUE-10] 159
 - • Décision sans appel, [QUE-10] 164
 - • Inscription, [QUE-10] 163
 - • Norme de contrôle judiciaire, [QUE-10] 159
 - • Permission d'appeler, [QUE-10] 160
 - • Signification, [QUE-10] 161
 - • Suspension d'exécution, [QUE-10] 162
 - Droit de refus (fédéral)
 - • Appel de la décision du chef, [CAN-2] 129(7)
 - Injonction, [C-5] 514
 - Tribunal des droits de la personne

Appel (*suite*)

- Intervention de la victime, [C-2] 85
- Permission d'appeler, [C-2] 132
- Règles applicables, [C-2] 133

Apprenti

- Définition, [QUE-8] 1b)
- Immunité de l'employeur, [QUE-2] 440
- Taux du salaire minimum, [QUE-8] 30d)

Apprentissage (fédéral)

- Définition, [CAN-2.5] 1
- Exemption des normes du travail, [CAN-2] 167(1.2); [CAN-2.5] 5-7
- Accident et maladie professionnels, [CAN-2.5] 5h), 6, 7(3)
- Congé de décès, [CAN-2.5] 5f)
- Congé de maladie, [CAN-2.5] 5g)
- Congé de maternité, [CAN-2.5] 5e)
- Congé personnel, [CAN-2.5] 5e), 7(2)s)
- Congé pour les victimes de violence familiale, [CAN-2.5] 5e), 7(2)s)
- Congé pour pratiques autochtones traditionnelles, [CAN-2.5] 5e), 7(2)r), s)
- Documents à fournir à l'employeur, [CAN-2.5] 3
- Durée du travail, [CAN-2.5] 5a), 7(2)a)-h)
- Employé de moins de 18 ans, [CAN-2.5] 6a)
- Établissement d'enseignement, [CAN-2.5] 2
- Infraction et peine, [CAN-2.5] 7(2)y)
- Jour férié, [CAN-2.5] 5d), 7(2)i)-k)
- Pause pour raisons médicales ou allaitement, [CAN-2.5] 5c)
- Plainte pour représailles, [CAN-2.5] 5i), 7(2)u), v)
- Réaffectation, [CAN-2.5] 5e), 7(2)l)-q)
- Registre de l'employeur, [CAN-2.5] 4(1)
- Conservation, [CAN-2.5] 4(2)
- Salaire minimum, [CAN-2.2] 11, [CAN-2.5] 5b)
- Test génétique, [CAN-2.5] 5k), 7(2)w)
- Sanction administrative pécuniaire, [CAN-2] 270(1)a), 273; [CAN-2.6] 2, ann. 2

Apprentissage (Québec)

- Apprentissage obligatoire, [QUE-8] 30b)
- Conditions d'admission, [QUE-8] 30c)
- Contrat d'apprentissage, [QUE-16] 1
- Définition, [QUE-8] 1c)

- Discrimination interdite, [C-2] 16
- Infraction, [C-2] 134(1°)
- Quota, [QUE-8] 30d)
- Planification et gestion, [QUE-4] 44

Arbitrage des désaccords (fédéral), voir aussi Règlement des désaccords (fédéral)

- Clause de règlement définitif sans arrêt de travail, [CAN-2] 57(1)
- Frais de l'arbitrage, [CAN-2] 63

Arbitrage de différend, voir aussi Arbitre de différend, Assesseur, Médiation, Règlement des différends et des griefs

- Accord des parties, [QUE-3] 93.7, 99.7
- Assesseur, [QUE-3] 78
- Demande au ministre du Travail, [QUE-3] 74, 75, 93.2
- Dispositions applicables, [QUE-3] 93.9, 99.9
- Dispositions non applicables, [QUE-3] 99.9
- Instruction du différend, [QUE-3] 81
- Matières soumises à l'arbitrage, [QUE-3] 99.4
- Négociation collective (artistes de la scène, du disque et du cinéma), [QUE-17] 33
- Négociation collective (construction), [QUE-15] 45-45.3
- Décision, [QUE-15] 45.0.2
- Dispositions applicables, [QUE-15] 45.0.3
- Entente, [QUE-15] 45.0.1
- Séance publique, [QUE-3] 82

Arbitrage de griefs, voir aussi Assesseur, Règlement des différends et des griefs

- Accord des parties, [QUE-3] 100.3
- Autorisation par le tribunal, [QUE-3] 47.5
- Choix de l'arbitre, [QUE-3] 100
- Conférence préparatoire, [QUE-3] 100.2
- Convention collective (construction), [QUE-15] 62-77
- Délai non respecté, [QUE-3] 100.0.1
- Désistement, [QUE-3] 100.3
- Dossier, [QUE-3] 101.9
- Entente collective (artistes des arts visuels, du cinéma, du disque, de la littérature, des métiers d'art et de la scène), [QUE-17] 35.1
- Incompatibilité des dispositions, [QUE-3] 100
- Instruction du grief, [QUE-3] 100.2

Index analytique

- Arbitrage de griefs (*suite*)
- Irrégularité de procédure, [QUE-3] 100.2.1
 - Recours d'un travailleur, [C-3] 50
 - Mécontentement relative au maintien des conditions de travail, [QUE-3] 100.10
 - Obligation, [QUE-3] 100
 - Ordonnance de la Commission, [QUE-3] 101.7
 - Séance publique, [QUE-3] 100.4
 - Vice de forme, [QUE-3] 100.2.1
- Arbitrage concernant les policiers et les pompiers, voir aussi Médiation concernant les policiers et les pompiers**
- Assesseur, [QUE-3] 99.2
 - Choix de l'arbitre, [QUE-3] 98
 - Compétence, [QUE-3] 99.4
 - Contenu de la convention collective, [QUE-3] 99.1.1
 - Dispositions non applicables, [QUE-3] 99.9
 - Engagement, [QUE-3] 99.1
 - Entente entre les parties, [QUE-3] 99.7
 - Liste des représentants, [QUE-3] 99
 - Matières visées, [QUE-3] 99.4
 - Mécontentement, [QUE-3] 99.10
 - Nomination de l'arbitre, [QUE-3] 98
 - Preuve, [QUE-3] 99.6
 - Règlement préalable, [QUE-3] 99.1.1
 - Sentence, [QUE-3] 99.3, 99.5, 99.7
 - Parties liées, [QUE-3] 99.8
- Arbitrage relatif à un licenciement, voir aussi Comité mixte de planification**
- Arbitre, [CAN-2] 224(1)
 - Demande conjointe, [CAN-2] 223(1)
 - Forme et contenu de la demande, [CAN-2] 223(2)
 - Demande de nomination d'un arbitre, [CAN-2] 223(1)
 - Mission, [CAN-2] 224(4)
 - Pouvoirs, [CAN-2] 224(6)
 - Réserve, [CAN-2] 224(5)
 - Dispositions applicables, [CAN-2] 225
 - Liste des points de désaccord, [CAN-2] 224(2)
 - Restriction, [CAN-2] 224(3)
- Arbitre (fédéral), voir aussi Ministre du Travail (fédéral), Règlement des désaccords (fédéral), Sentence arbitrale**
- Décision et ordonnance
 - Accès du public, [CAN-2] 59, 111k)
 - Caractère définitif, [CAN-2] 58(1)
 - Caractère exécutoire, [CAN-2] 66(2)
 - Délai, [CAN-2] 64(1)–(3)
 - Dépôt à la Cour fédérale, [CAN-2] 66(1), 111j)
 - Droits de reproduction, [CAN-2] 111k)
 - Transmission, [CAN-2] 59; [CAN-2.3] 9
 - Définition, [CAN-2] 3(1)
 - Nomination, [CAN-2] 57(2), (5); [CAN-2.3] 8
 - Présomption, [CAN-2] 57(6)
 - Pourvoi en contrôle judiciaire interdit, [CAN-2] 58(2)
 - Pouvoirs, [CAN-2] 60(1)–(2)
 - Procédure, [CAN-2] 61
 - Statut, [CAN-2] 58(3)
- Arbitre de différend, voir aussi Arbitrage de différend, Liste des arbitres, Rémunération des arbitres de grief et de différend, Sentence arbitrale**
- Assesseur, [QUE-3] 78, 80
 - Citation à comparaître, [QUE-3] 84, 86
 - Clause privative, [QUE-3] 139, 140
 - Décision intérimaire, [QUE-3] 91
 - Désignation, [QUE-3] 77, 99.3
 - Désintéressé, [QUE-3] 76
 - Frais, [QUE-3] 103
 - Notification des documents, [QUE-3] 87
 - Pouvoirs, [QUE-3] 83, 99.4
 - Procédure, [QUE-3] 81
 - Recours prohibé, [QUE-3] 139
 - Remplacement, [QUE-3] 80
 - Rémunération, [QUE-3] 103;
 - Sentence arbitrale, [QUE-3] 79, 88, 89, 99.5
 - Correction, [QUE-3] 91.1
 - Délai, [QUE-3] 90
 - Durée, [QUE-3] 92
 - Effet, [QUE-3] 93
 - Exécution, [QUE-3] 93
 - Serment, [QUE-3] 79
- Arbitre de grief, voir aussi Arbitrage de griefs, Convention collective (construction), Liste des arbitres, Rémunération des arbitres de grief et de différend, Sentence arbitrale**
- Assesseur, [QUE-3] 100.1.1

Arbitre de grief (*suite*)

- Audition des parties, [QUE-3] 100.5
- Citation à comparaître, [QUE-3] 100.6
- Clause privative, [QUE-3] 139, 140
- Déclaration écrite, [QUE-3.1] 2
- • Contenu, [QUE-3.1] 3
- • Formulaire, [QUE-3.1] 3
- Désignation, [QUE-3] 100
- Désistement d'un grief, [QUE-3] 100.3
- Dossier, [QUE-3] 101.9
- Frais, [QUE-3] 103
- Grief de conduite de harcèlement psychologique
- • Formation sur la violence à caractère sexuel, [QUE-3] 100.0.0.1
- Honoraires, [QUE-3] 101.8
- Immunité, [QUE-3] 100.1
- Pouvoir d'interroger, [QUE-3] 100.7
- Pouvoirs, [QUE-3] 100.2, 100.12
- Règlement total ou partiel du grief, [QUE-3] 100.3
- Remplacement, [QUE-3] 100.1.2
- Rémunération, [QUE-3] 103;
- Renseignements à fournir, [QUE-3.1] 3
- Réouverture d'enquête, [QUE-3] 100.16
- Secret du délibéré, [QUE-3] 101.3
- Sentence arbitrale, [QUE-3] 100.3, 100.11
- • Délai, [QUE-3] 101.5, 101.6
- • Motif, [QUE-3] 101.2
- • Ordonnance de la Commission, [QUE-3] 101.7
- • Sans appel, [QUE-3] 101
- Visite des lieux, [QUE-3] 100.9

Arbitre externe

- Accompagnement
- • Déposition en matière civile, [CAN-2] 144(2)
- Attributions, [CAN-2] 12.001
- Communication de renseignements, [CAN-2] 143.1
- • Confidentialité, [CAN-2] 144(3)
- Décision, [CAN-2] 12.001
- Définition, [CAN-2] 2
- Entrave et fausse déclaration, [CAN-2] 143
- Nomination, [CAN-2] 12.001
- Ordonnance, [CAN-2] 12.001
- Rémunération, [CAN-2] 12.001
- Visite des lieux

- • Assistance, [CAN-2] 142

Architecte

- Contrat d'entreprise ou de service, [C-4] 2118–2121
- Dispositions non applicables, [CAN-2.2] 3

Arrestation

- Cautionnement, [C-1] 11e); [C-2] 31
- Comparution, [C-2] 30
- Droits de la personne arrêtée, [C-1] 10; [C-2] 29, 30
- Information sur motifs, [C-1] 10a); [C-2] 28, 28.1
- Liberté sur engagement, [C-1] 11e); [C-2] 31
- Motifs, [C-2] 24
- Traitement de la personne arrêtée, [C-2] 25

Arrêt du travail

- Santé et sécurité au travail
- • Situation susceptible d'occasionner un accident ou une maladie liés à l'occupation d'un emploi, [CAN-2] 128.1

Arrêté ministériel, voir aussi Ministère du Travail

- Avis aux employés, [CAN-2.2] 25(2)
- Bulletin de paie (exemption), [CAN-2] 254(2)
- Champ d'application, [CAN-2] 262
- Définition, [CAN-2] 166
- Fusion d'entreprises fédérales, [CAN-2] 255
- Infraction et peine, [CAN-2] 256(1)b)

Artisan

- Définition, [QUE-8] 1t)
- Certificat de qualification, [QUE-8] 42

Artisanat

- Vente
- • Heures d'ouverture, [QUE-9] 8(1°)

Artiste, voir aussi Artistes des arts visuels, du cinéma, du disque, de la littérature, des métiers d'art et de la scène

- Définition, [QUE-17] 1.1, 1.2

Artistes des arts visuels, du cinéma, du disque, de la littérature, des métiers d'art et de la scène, voir aussi Association de producteurs, Commission de reconnaissance des associations d'artistes

- Action concertée, [QUE-17] 34, 37.1

Index analytique

- Artistes des arts visuels, du cinéma, du disque, de la littérature, des métiers d'art et de la scène (*suite*)
 - Administrateur de sociétés par actions, [QUE-17] 45.1
 - • Responsabilité solidaire, [QUE-17] 45.1
 - • • Prudence et diligence raisonnable, [QUE-17] 45.1
 - Application de la Loi, [QUE-17] 1
 - • Ministre responsable, [QUE-17] 76
 - • Restriction, [QUE-17] 5
 - Association
 - • Annulation de la reconnaissance, [QUE-17] 20, 37
 - • • Avis public, [QUE-17] 23
 - • • Cause, [QUE-17] 22
 - • Demande de reconnaissance, [QUE-17] 12, 15
 - • • Audition, [QUE-17] 63
 - • • Avis public, [QUE-17] 16
 - • • Intervenant, [QUE-17] 17
 - • • Période, [QUE-17] 14
 - • Devoirs, [QUE-17] 24.2
 - • Droits et pouvoirs, [QUE-17] 24, 24.1
 - • Liste des membres, [QUE-17] 25
 - • Reconnaissance, [QUE-17] 9
 - • • Effet, [QUE-17] 21, 24
 - • Règlements, [QUE-17] 10, 15, 25
 - • • Interdiction, [QUE-17] 11
 - • • Modification, [QUE-17] 25
 - • Représentant unique dans le secteur de négociation, [QUE-17] 26, 34, 69
 - • Représentativité, [QUE-17] 16
 - • Secteur de négociation, [QUE-17] 13, 17
 - Contrat, [QUE-17] 68.6
 - • Aliénation ou modification de l'entreprise, [QUE-17] 26.2
 - Contrat dans le domaine des arts visuels, des métiers d'art et de la littérature, [QUE-17] 46–55.2, 68.6
 - • Application de la Loi, [QUE-17] 46, 55.2
 - • Compte distinct, [QUE-17] 53
 - • Contenu, [QUE-17] 47
 - • Droits donnés en garantie par le diffuseur, [QUE-17] 51
 - • Examen des livres, [QUE-17] 54
 - • Exclusivité d'une œuvre future, [QUE-17] 50
 - • Faillite du diffuseur, [QUE-17] 52
 - • Formation, [QUE-17] 48
 - • Œuvre se trouvant sur des lieux loués, [QUE-17] 55.1
 - • Registre des œuvres de l'artiste, [QUE-17] 55
 - • Responsabilité de l'artiste, [QUE-17] 48
 - • Stipulation, [QUE-17] 49
 - Cotisation, [QUE-17] 26.1
 - Définition, [QUE-17] 1.1–2
 - Dispositions applicables, [QUE-17] 35.1, 59.1, 64
 - Enquête, [QUE-17] 68.1
 - • Immunité, [QUE-17] 68.1
 - Entente collective
 - • Conditions moins avantageuses, [QUE-17] 8
 - • Copie, [QUE-17] 35
 - • Dispositions transitoires, [QUE-17] 72
 - • • Litige, [QUE-17] 75
 - • • Présomption, [QUE-17] 73, 74
 - • Durée, [QUE-17] 36, 36.1
 - • Fin, [QUE-17] 37
 - • Moyens de pression interdits, [QUE-17] 38, 39, 62, 70
 - • Parties liées, [QUE-17] 40
 - • Procédure d'arbitrage de griefs, [QUE-17] 35.1
 - • Recours, [QUE-17] 41
 - • Remplacement de l'association, [QUE-17] 37
 - • Stipulation, [QUE-17] 27, 27.1, 45
 - Film publicitaire
 - • Définition, [QUE-17] ann. I
 - Gouvernement lié, [QUE-17] 4
 - Harcèlement psychologique, [QUE-17] 43–45
 - • Droit, [QUE-17] 43
 - • Lésion professionnelle, [QUE-17] 63.4
 - • Moyen par le producteur, [QUE-17] 43
 - • Plainte, [QUE-17] 45, 63.3
 - • Politique de prévention, [QUE-17] 43
 - • Stipulation de l'entente collective, [QUE-17] 45
 - Infraction et peine, [QUE-17] 69–71.1
 - Interdiction, [QUE-17] 11.1
 - Interprétation, [QUE-17] 2
 - Intimidation ou menace, [QUE-17] 11.2

Lois du travail 2024-2025

- Artistes des arts visuels, du cinéma, du disque, de la littérature, des métiers d'art et de la scène (*suite*)
- Liberté d'association, [QUE-17] 7, 11
 - Liberté de négociation, [QUE-17] 8
 - Médiation, [QUE-17] 18.1, 31, 68.2–68.4
 - Irrecevabilité en preuve, [QUE-17] 68.3–68.4
 - Négociation d'une entente collective, [QUE-17] 27
 - Action concertée, [QUE-17] 34
 - Arbitrage de différend, [QUE-17] 33
 - Début, [QUE-17] 30, 69
 - Initiative, [QUE-17] 28, 29
 - Médiateur, [QUE-17] 31
 - Convocation des parties, [QUE-17] 32
 - Recommandations, [QUE-17] 32
 - Parties déjà liées par une entente, [QUE-17] 28
 - Négociation de la première entente collective, [QUE-17] 35–36
 - Personne morale, [QUE-17] 3
 - Production audiovisuelle
 - Artiste, [QUE-17] 1.2, ann. I
 - Productions cinématographiques et télévisuelles
 - Définition, [QUE-17] ann. I
 - Reconnaissance d'une association d'artistes, [QUE-17] 9–19
 - Annulation, [QUE-17] 20–23
 - Effets, [QUE-17] 23–26.2
 - Prise d'effet, [QUE-17] 19
 - Refus d'engagement, intimidation, discrimination, représailles ou menaces par un producteur, [QUE-17] 42, 69
 - Présomption, [QUE-17] 42
 - Réglementation, [QUE-17] 68.5, 68.6
 - Réputation de pratiquer à son propre compte, [QUE-17] 6
 - Tribunal administratif du travail, [QUE-17] 2
 - Association professionnelle d'artistes, [QUE-17] 16
 - Audition des parties, [QUE-17] 63
 - Décision, [QUE-17] 58–59.1, 62, 63–63.4, 65
 - Délai d'une demande ou d'une plainte, [QUE-17] 61.3–63.4
 - Fonctions et pouvoirs, [QUE-17] 56–65
 - Plainte de l'artiste, [QUE-17] 24.2, 45, 63.2, 63.3
 - Renseignements exigés des associations et producteurs, [QUE-17] 60
 - Suspension des négociations, [QUE-17] 62
 - Vidéoclip
 - Définition, [QUE-17] ann. I
- Assemblée nationale**
- Accès à l'égalité en emploi
 - Examen du rapport ministériel par une commission compétente, [QUE-1] 32
 - Autochtones
 - Régime particulier, [QUE-16] 8.10
 - Comité paritaire
 - Administration provisoire, [QUE-4] 26.10
 - Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail
 - Plan stratégique, [QUE-16] 161.3, 161.4
 - Dépôt, [C-2] 73, 98; [QUE-1] 32; [QUE-15] 9; [QUE-16] 163, 170
 - Développement et reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre, [QUE-5] 2
 - Mise en œuvre, [QUE-6] 130
 - Ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, [QUE-11] 15
 - Pétition, [C-2] 21
- Assesneur**
- Arbitrage de différend, [QUE-3] 78, 99.2
 - Absence, [QUE-3] 99.2
 - Désignation, [QUE-3] 99.2
 - Remplacement, [QUE-3] 80
 - Arbitrage de grief, [QUE-3] 100.1.1
 - Absence, [QUE-3] 100.1.1
 - Désignation, [QUE-3] 100.1.1
 - Remplacement, [QUE-3] 100.1.2
 - Secret du délibéré, [QUE-3] 101.3
 - Tribunal administratif du travail, [QUE-19] 30, 84, 89, 269
 - Affectation à la division de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-19] 84
 - Assignment à un membre du Tribunal administratif du travail, [QUE-19] 30, 84
 - Code de déontologie, [QUE-19] 89, 269; [QUE-19.1] 1–5
 - Conflit d'intérêts, [QUE-19.1] 4
 - Devoirs, [QUE-19.1] 3

Index analytique

Assesseur (*suite*)

- • Fonctions, [QUE-19] 84
- • Nomination, [QUE-19] 84; [QUE-19.1] 2
- Tribunal des droits de la personne, [C-2] 101

Assignment temporaire d'un travail

- Réadaptation du travailleur avant consolidation, [QUE-2] 145.4, 179
- • Confirmation du rapport médical, [QUE-2] 179
- • Contestation par le travailleur, [QUE-2] 179
- • Danger, [QUE-2] 179
- • Formulaire, [QUE-2] 179
- • Professionnel de la santé, [QUE-2] 179, 180.1
- • Rapport médical, [QUE-2] 179, 180.1
- • Salaire, [QUE-2] 180

Assistance financière, [C-2] 45

Assistance médicale, [QUE-2] 188–198.1, voir aussi *Services de santé*

Association, voir aussi *Contrat d'association, Liberté d'association*

- Définition, [QUE-4] 1b); [QUE-15] 1(a)

Association accréditée, voir aussi

Accréditation, Équité salariale (provincial)

- Avis de grève, [QUE-3] 20.2
- Conditions d'admission, [QUE-3] 36.1
- Défense de conseiller la suspension de travail, [QUE-3] 60
- Définition, [QUE-3] 1(b); [QUE-16] 1
- Discrimination interdite, [QUE-3] 47.2, 47.5
- Droit d'exercer les recours du salarié, [QUE-3] 69
- Élection au scrutin secret, [QUE-3] 20.1
- États financiers, [QUE-3] 47.1
- Exigences supérieures des statuts, [QUE-3] 20.5
- Industrie de la construction, [QUE-15] 27
- Non-reconnaissance par l'employeur, [QUE-3] 141
- Obligation d'agir avec bonne foi et équité, [QUE-3] 47.2
- • Arbitrage, [QUE-3] 47.5
- • Plainte au Tribunal, [QUE-3] 47.3, 47.5
- Refus de négocier, [QUE-3] 53.1
- Subrogation, [QUE-3] 61

Association d'employeurs, voir aussi *Droit d'association*

- Définition, [QUE-3] 1(c); [QUE-16] 1
- Discrimination interdite, [C-2] 17
- • Infraction, [C-2] 134(1°)
- Employeurs liés par une convention collective, [QUE-3] 68
- Exploitant forestier, [QUE-3] 2
- Financement, [QUE-16] 104–106
- Infraction et peine, [QUE-3] 143
- Ingérence dans une association de salariés, [QUE-3] 12, 14.0.1
- Intimidation ou menace, [QUE-3] 13–14.0.1
- Plainte pour ingérence, [QUE-3.2] 26
- Réclamation à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 273
- Réputation d'être employeur, [QUE-3] 2

Association d'employeurs (construction)

- Adhésion obligatoire, [QUE-15] 40
- Agent patronal, [QUE-15] 41
- Association sectorielle, [QUE-15] 41
- • Définition, [QUE-15] 1(c.2)
- • Représentativité, [QUE-15] 44.3
- • Statuts et règlements, [QUE-15] 41.2
- Comité sur la formation, [QUE-15] 18(4)
- Comité sur les avantages sociaux de l'industrie de la construction, [QUE-15] 17(1)
- Cotisation, [QUE-15] 40, 40.1
- Définition, [QUE-15] 1(c)
- Ingérence dans une association de salariés, [QUE-15] 100
- Refus d'embaucher ou intimidation, [QUE-15] 101, 119
- Renseignements à jour, [QUE-15] 86.1

Association d'entrepreneurs

- Comité mixte de la construction, [QUE-15] 17.1
- Comité sur la formation professionnelle, [QUE-15] 18.4
- Conseil d'administration de la Commission, [QUE-15] 3.2(1)
- Définition, [QUE-15] 1(c.1)
- Renseignements à jour, [QUE-15] 86.1

Association de la construction du Québec, [QUE-15] 1(c.1)

Association de producteurs

- Champ d'activité, [QUE-17] 42.3, 59
- Cotisation de l'artiste, [QUE-17] 26.1
- Dispositions applicables, [QUE-17] 42.5
- Droit, [QUE-17] 42.1
- Liberté d'adhésion, [QUE-17] 42.2
- Négociation collective, [QUE-17] 26–28, 31
- Reconnaissance de l'association d'artistes, [QUE-17] 26
- Règlement, [QUE-17] 42.4

Association de salariés, voir aussi
Accréditation, Adhésion à une association de salariés ou un syndicat, Droit d'association, Représentativité (association de salariés)

- Agissements arbitraires ou discriminatoires, [QUE-15] 101.1
- Avis d'audience, [QUE-3] 25
- Certificat d'association, [QUE-3.2] 31
- Comptabilité, [QUE-15] 93.1
- Défense de conseiller l'arrêt de travail, [QUE-3] 60
- Définition, [QUE-3] 1(a)
- Discrimination interdite, [C-2] 17, 134(1)
- Dissolution, [QUE-3] 14.0.1
- Droits protégés, [QUE-3] 14, 14.0.1
- Entrave de l'employeur, [QUE-3] 12
- Ingérence de l'employeur, [QUE-3] 12
- Intimidation ou menace, [QUE-3] 13
- Langue de communication, [C-3] 48, 49
- Liberté d'adhésion et d'abstention du salarié, [QUE-3] 14, 14.0.1
- Lieu de réunion, [QUE-3] 6
- Modification du statut d'un salarié, [QUE-3] 20.0.1
- Non-reconnaissance par l'employeur, [QUE-3] 141
- Plainte, [QUE-3] 14.0.1
- Requête en accréditation, [QUE-3] 25
- Sollicitation, [QUE-3] 5
- Tribunal administratif du travail, [QUE-19] 86(2)

Association de salariés (construction), voir aussi
Syndicat professionnel (construction)

- Acceptation de récompense ou d'avantages, [QUE-15] 115
- Association représentative
- Convention collective

- • • Négociations, [QUE-15] 41.3, 41.4
- • • Protocole, [QUE-15] 41.4
- Comportement arbitraire, [QUE-15] 101, 119
- Discrimination, [QUE-15] 101, 102, 104, 119
- • Dans l'embauchage, [QUE-15] 119
- Ingérence dans une association d'employeurs, [QUE-15] 100
- Inhabilité à occuper certaines fonctions, [QUE-15] 26, 91, 115(2), 117
- Liberté syndicale, [QUE-15] 94, 101, 108
- Plainte au Tribunal, [QUE-15] 105
- • Dispositions applicables, [QUE-15] 107
- • Dommages-intérêts punitifs, [QUE-15] 107
- • Fardeau de la preuve, [QUE-15] 106
- • Indemnisation, [QUE-15] 107
- • Ordonnance de la Commission, [QUE-15] 107
- • Recours des salariés exercé par l'association, [QUE-15] 110
- • Réintégration d'un salarié, [QUE-15] 107
- Recours, [QUE-15] 110
- Représentant syndical
- • Inhabilité à occuper la fonction, [QUE-15] 26, 115(2), 117, 119
- • Offre de récompense ou d'avantages, [QUE-15] 115
- Réunion, [QUE-14] 99
- Sollicitation interdite, [QUE-15] 98

Association de travailleurs autonomes, voir aussi
Lésion professionnelle

- Avis public, [QUE-2] 22, 24
- Contribution des membres, [QUE-2] 33
- Infraction et peine, [QUE-2] 461
- Inscription à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 19
- • Information au travailleur, [QUE-2] 19
- • Retrait, [QUE-2] 24
- Liste des membres, [QUE-2] 22
- Statut d'employeur, [QUE-2] 19

Association de travailleurs domestiques, voir aussi
Travailleur domestique

- Avis public, [QUE-2] 22, 24
- Contribution des membres, [QUE-2] 33
- Infraction et peine, [QUE-2] 461

Index analytique

- Association de travailleurs domestiques (*suite*)
 - Inscription à la Commission des normes, de l'équité de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 19
 - Information au travailleur, [QUE-2] 19
 - Retrait, [QUE-2] 24
 - Liste des membres, [QUE-2] 22
 - Statut d'employeur, [QUE-2] 19
- Association des constructeurs de routes et grands travaux du Québec**, [QUE-15] 1(c.1)
- Association des entrepreneurs en construction du Québec**, [QUE-15] 1(c), 86.1; [QUE-16] 99
- Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec inc.**, [QUE-15] 1(c.1), 1(c.2), 86.1
- Association professionnelle**, voir *Syndicat professionnel*
- Association représentative**
 - Chantier de construction de grande importance, [QUE-16] 220
 - Définition, [QUE-16] 194(1)
- Association représentative (construction)**, voir aussi *Association de salariés (construction)*, *Négociation collective (construction)*
 - Carte d'allégeance syndicale, [QUE-15] 36, 36.1, 37, 119.2
 - Certificat de représentativité, [QUE-15] 34
 - Choix des salariés, [QUE-15] 33, 35.4
 - Comité administratif sur la formation professionnelle, [QUE-15] 3, 12.3
 - Comité administratif sur les relations du travail, [QUE-15] 3, 11(3)
 - Comité sur la formation professionnelle, [QUE-15] 18.4
 - Comité mixte de la construction, [QUE-15] 17(1)
 - Conseil d'administration de la Commission, [QUE-15] 3.2(2)
 - Cotisation syndicale, [QUE-15] 38
 - Critères de représentativité, [QUE-15] 34, 35
 - Définition, [QUE-15] 1(b)
 - Demande de représentativité, [QUE-15] 28
 - Avis public, [QUE-15] 29
 - Exercice de pression sur un employeur, [QUE-15] 119
 - Interdiction à un salarié, [QUE-15] 39
 - Liste de salariés, [QUE-15] 30
 - Salarié qui n'apparaît pas, [QUE-15] 35.2
 - Présomption de choix, [QUE-15] 35.3
 - Publicité ou sollicitation, [QUE-15] 31, 115
 - Représentant, [QUE-16] 208
 - Représentant en santé et en sécurité, [QUE-16] 209, 212.1
 - Scrutin secret, [QUE-15] 32
- Association sectorielle paritaire**, voir aussi *Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail*
 - Administrateur, [QUE-16.1] 10, 13
 - Élection, [QUE-16.1] 10, 13
 - Éligibilité, [QUE-16.1] 11
 - Fonctions continuées, [QUE-16.1] 13
 - Mandat, [QUE-16.1] 12–13
 - Assistance technique, [QUE-16] 100
 - Budget, [QUE-16.1] 28
 - Déficit, [QUE-16.1] 29
 - Catégorie de membres, [QUE-16.1] 9
 - Conseil d'administration, [QUE-16] 98, 99
 - Composition, [QUE-16.1] 10
 - Réunion, [QUE-16.1] 15
 - Vacance, [QUE-16.1] 14
 - Constitution, [QUE-16] 98, 99
 - Définition, [QUE-16] 1
 - Signataire, [QUE-16.1] 1
 - Signataire employeur, [QUE-16.1] 1
 - Signataire syndical, [QUE-16.1] 1
 - Dénomination sociale, [QUE-16.1] 6
 - Dévolution des biens, [QUE-16.1] 19
 - Droits et pouvoirs, [QUE-16] 103
 - Engagement envers la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-16.1] 25
 - Engagement envers ses employés, [QUE-16.1] 27
 - Entente, [QUE-16] 98, 99; [QUE-16.1] 5–22
 - Adhésion, [QUE-15.1] 17
 - Définition, [QUE-16.1] 1
 - Renvoi, [QUE-16.1] 22
 - Résiliation ou modification, [QUE-16.1] 18
 - Exercice financier
 - Définition, [QUE-16.1] 1
 - Fonctions, [QUE-16] 101

- Association sectorielle paritaire (*suite*)
 - Objet, [QUE-16] 101
 - Personne morale, [QUE-16] 99.1
 - Programme d'activités, [QUE-16.1] 31
 - Définition, [QUE-16.1] 1
 - Rapport annuel, [QUE-16] 102; [QUE-16.1] 32
 - Règlement des désaccords, [QUE-16.1] 20
 - Réunion, [QUE-16.1] 9
 - Secteur d'activités, [QUE-16] 98; [QUE-16.1] 2, 3, ann. A
 - Définition, [QUE-16.1] 1
 - Siège social, [QUE-16.1] 7
 - Subvention annuelle, [QUE-16] 100
 - Conditions, [QUE-16.1] 24, 25, 27
 - Critères, [QUE-16.1] 30
 - Date limite pour la demande, [QUE-16.1] 26
 - Demande de subvention, [QUE-16.1] 23, 26
 - Versement périodique, [QUE-16.1] 24
 - Vote, [QUE-16.1] 16
 - Voyage
 - Définition, [QUE-16.1] 1
 - Indemnisation des frais, [QUE-16.1] 27(2)
- Association sectorielle paritaire de la construction**, [QUE-16] 99
- Association sectorielle paritaire de santé et de sécurité**, [QUE-16] 98, *voir aussi Association sectorielle paritaire*
- Association syndicale**, *voir aussi Association de salariés*
 - Définition, [QUE-16] 1
 - Financement, [QUE-16] 104–106
- Assouplissement des conditions de travail**
 - Demande de changements, [CAN-2] 177.1(1)
 - Conditions d'emploi visées, [CAN-2] 177.1(1); [CAN-2.2] 19(6)
 - Contenu, [CAN-2] 177.1(2)
 - Décision de l'employeur, [CAN-2] 177.1(3)
 - Avis, [CAN-2] 177.1(4)
 - Convention collective, [CAN-2] 177.1(6)
 - Interdiction, [CAN-2] 177.1(7)
 - Pouvoir, [CAN-2] 177.1(5)
 - Effet, [CAN-2] 177.1(9)
 - Plainte, [CAN-2] 251.01(4.1)
 - Règlement, [CAN-2] 177.1(8)
- Assurance invalidité**, [QUE-13] 70
- Assurance maladie**, [QUE-13] 70
- Assurance parentale**, [QUE-16] 42.1
- Assurance salaire**, [QUE-13] 70
- Atteinte auditive**, [QUE-2] 28.1
 - Admissibilité, [QUE-2] 28.1
 - Imputation des coûts, [QUE-2] 327, 328
 - Règlement, [QUE-2] 454
- Atteinte permanente à l'intégrité physique ou psychique**, *voir aussi Indemnité pour préjudice corporel, Procédure d'évaluation médicale, Réadaptation*
 - Atteinte permanente grave, [QUE-19] 93, 153, 155, 155.1, 165
 - Droit à la réadaptation, [QUE-2] 146
 - Indemnité de remplacement de revenu, [QUE-2] 53
 - Indemnité pour préjudice corporel, [QUE-2] 83–91, 454
 - Négligence du travailleur, [QUE-2] 27
 - Pourcentage, [QUE-2] 84, 85, 87, 88, 221
 - Rechute, récurrence ou aggravation, [QUE-2] 89
 - Séquelles déterminées, [QUE-2] 88
 - Travailleur âgé d'au moins 60 ans, [QUE-2] 53
- Attestation médicale**, [QUE-2] 60, 124, 199, 207, 267, 269
- Autochtones**, *voir aussi Accès à l'égalité en emploi, Conseil Mohawk de Kahnawake, Mohawks de Kahnawake*
 - Entente en matière de lésions professionnelles et de santé et de sécurité du travail, [QUE-2] 24.1–24.6; [QUE-15] 123; [QUE-16] 8.2–8.12
 - Maintien des droits et libertés, [C-1] 25
 - Préférence d'embauche, [CAN-4] 7
 - Statut de travailleur, [QUE-2] 15
- Autorité régionale des marchés publics**, [QUE-15] 123.4.4
- Autorité régionale de transport métropolitain**
 - Accès à l'égalité en emploi
 - Application de la Loi, [QUE-1] 2(2)
- Avantages à valeur pécuniaire**
 - Équité salariale

Index analytique

- Avantages à valeur pécuniaire (*suite*)
- Estimation des écarts salariaux, [QUE-6] 66
 - Absence de catégories d'emplois à prédominance masculine, [QUE-6.2] 4
- Avantages liés à l'emploi**
- Calcul des prestations et de l'ancienneté, [CAN-2] 209.2(1), 239(8), 239.1(5)
 - Avis de non-paiement des cotisations, [CAN-2] 209.2(2)
 - Défaut de versement, [CAN-2] 209.2(3), 239(11), 239.1(8)
 - Versement des cotisations de l'employé, [CAN-2] 209.2(2), 239(9), 239.1(6)
 - Versement des cotisations de l'employeur, [CAN-2] 209.2(2.1), 239(10), 239.1(7)
 - Cessation de travail, [QUE-16] 39
 - Continuité d'emploi, [CAN-2] 209.2(4), 239(8), (3.1), 239.1(5), (9)
 - Présomption, [CAN-2] 239(12), 239.1(9)
 - Règlement, [CAN-2] 209.4(a)
 - Durée, [QUE-16] 39
 - Équité salariale, [QUE-6] 66
 - Modification du salaire, [CAN-2] 209.1(3)
 - Avis de modification, [CAN-2] 209.1(4)
 - Réaffectation, [QUE-16] 38
 - Régime d'assurance, [CAN-2] 209.21
 - Réglementation, [QUE-13] 89(6)
 - Restriction, [QUE-13] 81.17
- Avantages sociaux**, [QUE-16] 38
- Avis**, voir aussi *Préavis ainsi qu'au descripteur spécifique*
- Action en responsabilité civile, [QUE-2] 443
 - Au ministre fédéral, [CAN-2.3] 2
 - Cession partielle d'activités par un établissement, [QUE-20] 29
 - Demande au Conseil canadien des relations industrielles, [CAN-2.1] 11
 - Injonction interlocutoire, [C-5] 510
 - Par le ministre fédéral, [CAN-2.3] 3, 4
 - Règlement de différend ou grief, [QUE-3] 100.2
 - Somme due au salarié, [QUE-13] 111
 - Tribunal administratif du Québec
 - Audience, [QUE-10] 129
 - Récusation d'un membre, [QUE-10] 143
 - Tribunal administratif du travail, [QUE-19] 37
- Avis de cessation d'emploi ou de mise à pied**, voir aussi *Indemnité compensatoire, Normes du travail*
- Cas de force majeure, [QUE-13] 82.1(4)
 - Délai, [QUE-13] 82
 - Droits acquis, [QUE-13] 82
 - Faute grave, [QUE-13] 82.1(3)
 - Formalisme, [QUE-13] 82
 - Indemnité compensatrice, [QUE-13] 83–83.2
 - Nullité, [QUE-13] 82
 - Salariés non visés, [QUE-13] 82.1
 - Service continu, [QUE-13] 82, 82.1(1)
- Avis de différend**
- Transmission, [CAN-2.3] 6
- Avis de licenciement collectif**, [QUE-13] 84.0.1–84.0.15; [CAN-2.2] 26
- Avis de négociation**, voir aussi *Ministre du Travail (fédéral), Négociation collective*
- Absence de convention collective, [CAN-2] 48
 - Changement technologique, [CAN-2] 54(1)
 - Conclusion de nouvelle convention, [CAN-2] 49(1)
 - Délai, [CAN-2] 49(1), (2)
 - Forme et contenu, [CAN-2] 111(d)
 - Renouvellement de convention, [CAN-2] 49(1)
 - Révision de convention, [CAN-2] 49(1), (2)
 - Signification, [CAN-2] 47(5), (6), 53(4)–54(2)
 - Effet, [CAN-2] 47(7)
 - Substitution de syndicat, [CAN-2] 36(2)
 - Transfert d'une administration publique fédérale, [CAN-2] 47(5), (6)
 - Transmission, [CAN-2] 48; [CAN-2.3] 5
 - Vente d'entreprise avec intégration des employés, [CAN-2] 45
- Avis de sanction**, voir *Équité en matière d'emploi*
- Avis public**, voir aussi *Gazette officielle du Québec*
- Décret de convention collective, [QUE-4] 5
- Avocat**, voir aussi *Secret professionnel*
- Assistance, [C-1] 10(b); [C-2] 29, 34
 - Dispositions non applicables, [CAN-2.2] 3

Avocat (*suite*)

- Droit à l'avocat
- • Recours devant le Tribunal, [QUE-10] 103
- Tribunal canadien des droits de la personne
- • Mesures correctives ou disciplinaires à l'égard d'un membre (services requis pour une enquête), [CAN-1] 48.3(5)

B

Baie James

- Définition des travaux sur le territoire de la région de la Baie James, [QUE-13.2] 1
- Semaine normale de travail, [QUE-13] 89(4); [QUE-13.2] 13

Bail

- Chambre dans un local d'habitation, [C-2] 14

Banque

- Assimilation au débiteur de l'employeur, [CAN-2] 251.13(2)
- Indemnité de remplacement du revenu
- • Versement au compte du bénéficiaire, [QUE-2] 130

Banque de jurisprudence

- Tribunal administratif du Québec, [QUE-10] 90

Barbier

- Minimum chargé au public, [QUE-4] 10(4)

Barreau, [CAN-1] 48.1(3), 49(5)

Bénéficiaire de prestations, voir aussi *Action en responsabilité civile, Indemnité de remplacement du revenu, Indemnité pour préjudice corporel, Prestation, Réadaptation*

- Accès au dossier, [QUE-2] 36
- Avance de l'indemnité, [QUE-2] 129
- Définition, [QUE-2] 2
- Information à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 278
- Infraction et peine, [QUE-2] 463
- Mauvaise foi, [QUE-2] 129, 363, 431
- Remboursement du trop-perçu, [QUE-2] 129, 133, 363, 430

Bénévole, voir *Travailleur bénévole*

Biens

- Droit à la jouissance et à la libre disposition, [C-2] 6

Biodiversité, [C-2] 46.1

Blessure, voir *Lésion professionnelle*

Boissons alcooliques

- Vente
- • Heures d'ouverture, [QUE-9] 3.1, 5, 6

Bref de certiorari, de prohibition ou de quo warranto, [CAN-2] 22(2)b), 58(2), 243(2), 251.12(4)

Briseur de grève, voir aussi *Employeur*

- Autres employés, [QUE-3] 109.1(a), (f)
- Autres salariés, [QUE-3] 109.1(c)
- Entrepreneur, [QUE-3] 109.1(b)–(e), (g)
- Exemption, [QUE-3] 109.2
- Infraction et peine, [QUE-3] 142
- Interdiction à l'employeur, [QUE-3] 109.1

Bulletin de paie, voir aussi *Salaire*

- Acceptation, [QUE-13] 48
- Contenu, [CAN-2] 254(1)
- Exemption, [CAN-2] 254(2)
- Obligation de l'employeur, [QUE-13] 46; [CAN-2] 254
- Règlement, [QUE-13] 89(2)
- Signature exigible, [QUE-13] 47

Bureau d'embauche, voir *Bureau de placement*

Bureau d'évaluation médicale, voir aussi *Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre, Procédure d'évaluation médicale*

- Commission liée, [QUE-2] 224.1
- Complexité d'un dossier, [QUE-2] 218
- Conclusion du membre, [QUE-2] 221
- • Défaut du membre, [QUE-2] 225
- • Délai, [QUE-2] 222
- • Transmission au ministre, [QUE-2] 222
- Constitution, [QUE-2] 216
- Contestation
- • Avis au ministre, [QUE-2] 217
- Étude du dossier médical, [QUE-2] 220
- Examen médical du travailleur, [QUE-2] 220
- Information aux parties, [QUE-2] 218
- Membre
- • Désignation par le ministre du Travail, [QUE-2] 218
- • Immunité, [QUE-2] 223
- • Liste des professionnels membres, [QUE-2] 216

Index analytique

- Bureau d'évaluation médicale (*suite*)
- • Politique du Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre, [QUE-2] 216.1
 - • Restriction, [QUE-2] 216
 - Rémunération des membres, [QUE-2] 196, 225
 - • Remboursement par la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 197, 198
 - Transmission du dossier médical, [QUE-2] 205.1, 206, 212.1, 217

Bureau d'examineurs, [QUE-4] 41

Bureau de placement

- Affichage des règles, [CAN-2] 69(3)
- Définition, [CAN-2] 69(2)
- Discrimination interdite, [C-2] 18, 134(1)

Bureau des présidents des conseils de discipline, [QUE-10] 167(8.1)(8.2)

C

Cadre supérieur

- Cadre non régi par la *Loi sur les normes du travail*, [QUE-13] 3(6), 54(3)
- Dispositions applicables, [QUE-6] 8(6); [QUE-13] 3.1
- Non-assujettissement à la semaine normale de travail, [QUE-13] 54(3)

Caisse de dépôt et de placement du Québec, [QUE-15] 82(g), 92(2)

Caisse de retraite, [QUE-18] 2; [CAN-1] 20–22, 40(7), 62, voir aussi *Régime de retraite*

Calendrier des échéances

- Conciliation, [QUE-10] 121.2
- Conférence de gestion, [QUE-10] 119.1, 119.4

Camelot

- Définition, [QUE-2] 2
- Statut de travailleur, [QUE-2] 10.1

Campagne de recrutement

- Accès aux locaux de l'employeur, [CAN-2] 109(1)b)

Catégorie d'emploi, voir *Équité salariale (provinciale)*

Catégorie d'employeurs, [QUE-13] 90.1, 91

Catégorie de salariés, [QUE-13] 88–91

Cause juste et suffisante, voir *Congédiement*

Cautionnement, [C-1] 11(e); [C-2] 31; [C-5] 511; [QUE-13.1] 10, 27–39; [QUE-15] 13, 41.2

Centrale des syndicats démocratiques (CSD-construction), [QUE-15] 28

Centrale des syndicats du Québec (CSQ), [QUE-6] 21.1 al. 2(1)

Centre culturel, [QUE-9] 10(3)

Centre d'hébergement et de soins de longue durée, [QUE-9] 10(1.1)

Centre de la petite enfance

- Travaux bénévoles de construction, [QUE-15.2] 4(4)

Centre de services scolaire

- Convention collective, [QUE-3] 111.6
 - • Centres liés, [QUE-3] 68
 - • Effet continué, [QUE-3] 111.6
 - • Expiration, [QUE-3] 111.6
 - • Mandat exclusif, [QUE-3] 11
 - • Négociation, [QUE-3] 111.6
 - • Obligations du mandataire, [QUE-3] 11
 - • Révocabilité, [QUE-3] 11
 - • Validité, [QUE-3] 11
- Équité salariale, [QUE-6] 3 al. 2(3), 11, 21.1 al. 2(3)
- Formation de la main-d'œuvre, [QUE-5] 7
- Requête en accréditation
 - • Renouvellement, [QUE-3] 40
- Secteurs public et parapublic, [QUE-3] 111.2(1)
- Travaux bénévoles de construction, [QUE-15.2] 4(4)
- Travaux de construction non régis par la Loi, [QUE-15] 19 al. 1(8)

Centre hospitalier

- Contrat-type, [QUE-16] 107
- Définition, [QUE-16] 1
- Établissement exploitant un, [QUE-9] 10(1.1), (1.2)
- Infraction et peine, [QUE-2] 462
- Intégration du personnel, [QUE-16] 134, 136
 - • Ministre responsable, [QUE-15] 135
- Programme de santé, [QUE-16] 109

Centre intégré de santé et de services sociaux

- Définition, [QUE-2] 195

Centre intégré de santé et de services sociaux (*suite*)

- Entente sur les soins et traitements, [QUE-2] 195

Centre local de services communautaires

- Définition, [QUE-16] 1
- Intégration du personnel, [QUE-16] 134, 136
- • Ministre responsable, [QUE-16] 135
- Programme de santé, [QUE-16] 109

Centre de travail adapté, voir *Entreprise adaptée*

Certificat

- Équité en matière d'emploi, [CAN-4] 39(7), 40

Certificat de classification, [QUE-4] 22(k)

Certificat de compétence

- Confiscation, [QUE-15] 119.5
- Formation professionnelle, [QUE-15] 85.5, 85.6
- Infraction et peine, [QUE-15] 119.1
- Pouvoirs de la Commission de la construction du Québec, [QUE-15] 7.3
- Référence de main-d'œuvre, [QUE-15] 107.7
- Renseignements sur le titulaire, [QUE-15] 85.7
- Suspension, [QUE-15] 119.2
- • Exécution des travaux, [QUE-15] 119.3
- • Utilisation des services du salarié, [QUE-15] 119.4

Certificat de conformité

- Tribunal administratif du Québec
- • Compétence de la section des affaires sociales, [QUE-10] ann. I(3)
- • Recours
- • • Instruction, [QUE-10] 25
- • • Instruction d'urgence, [QUE-10] 119(5.2)

Certificat médical

- Congé de maternité, de paternité ou parental
- • Prolongation, [QUE-13] 81.14.2
- Employée allaitante, [CAN-2] 204(2), 205.1, 205.2
- Employée enceinte, [QUE-13] 81.6, 81.8, 81.9, 122; [CAN-2] 204(2), 205.1, 205.2, 206(1)

- Travailleur exposé à un contaminant, [QUE-16] 32, 33
- Travailleuse enceinte, [QUE-16] 40, 40.1
- Valeur probante, [CAN-2] 209.22

Certificat de qualification, voir aussi *Artisan, Formation et qualification professionnelles*

- Conditions d'obtention et de renouvellement, [QUE-8] 30(c)
- Définition, [QUE-8] 1(f)
- Droits exigibles, [QUE-8] 30(h)
- Infraction et peine, [QUE-4] 35; [QUE-8] 47(b), (c)
- Preuve *prima facie*, [QUE-4] 41
- Production, [QUE-4] 22(a)
- Requis, [QUE-8] 30(b), 42

Certificat de qualification professionnelle, [QUE-4] 22(k)

- Conditions de délivrance, [QUE-5] 25.7
- Droits exigibles, [QUE-5] 25.7

Certificat de travail, [C-4] 2096; [QUE-13] 39(3), 84, voir aussi *Relevé des prestations*

Certiorari, voir *Bref de certiorari, de prohibition ou de quo warranto*

Cessation d'emploi, [QUE-13] 76; [CAN-2] 188, voir aussi *Avis de cessation d'emploi ou de mise à pied*

- Indemnité de congé annuel, [QUE-13] 74; [CAN-2] 188(1)a)
- Indemnité de 4 ou 6 %, [QUE-13] 76; [CAN-2] 188(1)b)
- Paiement des heures supplémentaires
- • Heures majorées exclues, [CAN-2.2] 6(10)
- Présomption en cas de cession d'entreprise, [CAN-2] 189, 209.5, 210(4), 234, 237, 239(5), 239.1(11), 246(2)
- Référence de main-d'œuvre, [QUE-15] 107.11

Cessation de fonctions, voir *Cessation d'emploi*

Chambre à louer, voir *Bail*

Chambre des communes

- Équité en matière d'emploi
- • Application de la Loi, [CAN-4] 44
- Mandat, [C-1] 4(1)
- Prolongation, [C-1] 4(2)

Index analytique

- Chambre des notaires du Québec**, [CAN-1] 48.1(3), 49(5)
- Chambre et pension**
- Frais exigibles par l'employeur, [QUE-13] 51, 89(3)
 - Maximum exigé du salarié, [QUE-13.2] 6
 - • Exemption, [QUE-13.2] 7
- Changement technologique**
- Adaptation, [CAN-2] 54(1)
 - Avis de l'employeur, [CAN-2] 52(1), (2)
 - • Défaut de l'employeur, [CAN-2] 53(1)
 - • Délai, [CAN-2] 52(1)
 - • Présomption, [CAN-2] 53(4)
 - Avis de négociation, [CAN-2] 54(1)
 - Conditions ou sécurité du travail, [CAN-2] 52(1)–54(2)
 - Conditions préalables au changement, [CAN-2] 55
 - Déclaration de l'employeur, [CAN-2] 52(3)
 - • Demande de l'agent négociateur, [CAN-2] 52(3)
 - Définition, [CAN-2] 51(1)
 - Dispositions non applicables, [CAN-2] 51(2)
 - Indemnisation, [CAN-2] 53(3)c)
 - Ordonnance du Conseil canadien des relations industrielles, [CAN-2] 53(1)–(3)
 - Réintégration d'un employé déplacé, [CAN-2] 53(3)b)
 - Suspension, [CAN-2] 53(3)a)
- Chantier de construction**, voir aussi *Comité de chantier*, *Coordonnateur en santé et en sécurité*, *Délégué de chantier*, *Maître d'œuvre*, *Représentant en santé et en sécurité*, *Travailleur de la construction*
- Avis à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-16] 220
 - Chantier de grande importance, [QUE-16] 220–222
 - Conditions de vie, [QUE-16] 57
 - Définition, [QUE-2] 2; [QUE-16] 1
 - Dispositions applicables, [QUE-16] 194–222
 - Inspection, [QUE-16] 216–219
 - • Avis d'inspection, [QUE-16] 181
 - • Résultat de l'inspection, [QUE-16] 183
 - Maître d'œuvre, [QUE-16] 197
 - Programme de prévention, [QUE-16] 199
- Charte canadienne des droits et libertés (L.R.C. (1985), App. II, n° 44)**
- Dérogation, [C-1] 33
- Charte des droits et libertés de la personne (chapitre C-12)**, [QUE-1] 2, 34; [QUE-6] 93(7), 125–128
- Dérogation, [C-2] 52
 - Ministre chargé de l'application, [C-2] 138
- Charte de la langue française (chapitre C-11)**, [C-2] 3.1, 50; [QUE-10] ann. I(3), ann. IV(4.1); [QUE-19] ann. I(1)
- Charte de la Ville de Gatineau (chapitre C-11.1)**, [QUE-10] ann. III(1.4)
- Charte de la Ville de Montréal (chapitre C-11.4)**, [QUE-13] 122(8)
- Charte de la Ville de Québec (chapitre C-11.5)**, [QUE-10] ann. III(1.3)
- Chef de la conformité et de l'application (fédéral)**, voir aussi *Horaire de travail*, *Plainte concernant les normes du travail (fédéral)*, *Sanction administrative pécuniaire (fédéral)*
- Accompagnement, [CAN-2] 249(5), (7)
 - Acte discriminatoire
 - • Avis ou plainte, [CAN-2] 182(2)
 - Appel d'une décision, [CAN-2] 146, 146.01, 251.111
 - • Document, [CAN-2] 146.01, 251.111
 - • Observation, [CAN-2] 146.01(4), 251.111(5)
 - Cessation d'une contravention, [CAN-2] 145
 - Communication de renseignements, [CAN-2] 143.1, 155
 - • Confidentialité, [CAN-2] 144(3)–(6)
 - Congédiement injuste
 - • Conciliation, [CAN-2] 241
 - • Motifs de congédiement, [CAN-2] 241(1)
 - • Plainte, [CAN-2] 240, 241
 - Constatation de l'insuffisance des paiements, [CAN-2] 251(1)
 - • Consentement à poursuite, [CAN-2] 251(4)
 - • Constat accessoire, [CAN-2] 251(1.1)
 - • Entente, [CAN-2] 251(2)
 - • Paiement du montant, [CAN-2] 251(2), (3)
 - • Preuve, [CAN-2] 251(1.2)
 - Définition, [CAN-2] 2

Lois du travail 2024-2025

Chef de la conformité et de l'application (fédéral) (*suite*)

- Délégation d'attributions, [CAN-2] 140(1.1), 249(1)
- Assistance, [CAN-2] 142, 249(4)
- Certificat, [CAN-2] 140(4.1), 249(1.1)
- Entrave et fausse déclaration, [CAN-2] 143
- Immunité, [CAN-2] 140(5), 249(8)
- Non-contraignabilité, [CAN-2] 144(1), 249(7)
- Demande d'injonction, [CAN-2] 152
- Demande de renseignements, [CAN-2] 253(1)
- Défaut de production, [CAN-2] 253(3)
- Preuve, [CAN-2] 253(2)-(5)
- Signification, [CAN-2] 253(1), (2); [CAN-2.2] 35
- Déposition en matière civile, [CAN-2] 249(6)
- Désignation par le ministre, [CAN-2] 122.21
- Enquête
- Accident sur la voie publique, [CAN-2] 141(5)
- Décès dans un lieu de travail, [CAN-2] 141(4)
- Plainte en santé et sécurité, [CAN-2] 127.1(9)-(11)
- Rapport, [CAN-2] 141(6)
- Refus de travailler en cas de danger, [CAN-2] 128(16), 129
- Entrave et fausse déclaration, [CAN-2] 143
- Envoi d'avis, demande ou document, [CAN-2.2] 2(2)
- Horaire de travail
- Dérogation, [CAN-2] 176
- Scrutin, [CAN-2] 172.1
- Immunité, [CAN-2] 249(8)
- Inspection, [CAN-2] 141.1
- Licenciement collectif
- Comité mixte, [CAN-2] 222(2)
- Représentation des surnuméraires, [CAN-2] 217
- Ordre de vérification interne, [CAN-2] 251.001
- Contenu, [CAN-2] 251.001(2), (3)
- Signification, [CAN-2] 251.001(4), (5); [CAN-2.2] 35
- Plainte concernant les normes du travail, [CAN-2] 251.01-251.18
- Plainte en santé et sécurité, [CAN-2] 127.1(8)-(11), (13)
- Pouvoirs, [CAN-2] 127.1, 141, 249(2), 271
- Réception de déclarations, [CAN-2] 250
- Révision d'une décision, [CAN-2] 251.05, 251.101
- Serment, [CAN-2] 250
- Situation dangereuse, [CAN-2] 145
- Affichage, [CAN-2] 145(3)
- Témoignage
- Non-contraignabilité, [CAN-2] 144(1.1)
- Test génétique
- Conciliation, [CAN-2] 247.99(4)
- Plainte, [CAN-2] 247.99
- Visite des lieux, [CAN-2] 249(3)
- Assistance, [CAN-2] 142, 249(4)

Circulation

- Liberté, [C-1] 6(1), 6(3)

Classification de l'employeur, [QUE-2] 297-303, 454, voir aussi *Catégorie d'employeurs*

- Avis de classification, [QUE-2] 303
- Classement par unités, [QUE-2] 298, 454
- Classification à nouveau, [QUE-2] 317
- Unité de classification, [QUE-2] 297, 454

Clause de non-concurrence, [C-4] 2089, 2095, voir aussi *Contrat de travail*

Clause privative, [QUE-3] 139, 140

CNESST, voir *Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail*

Code canadien du travail (L.R.C. (1985), ch. L-2), [QUE-3] 45.3; [QUE-7] 3; [CAN-2.2] 18.1; [CAN-2.8] 1, 5, 6, 9, 14; [CAN-4] 3; [CAN-5] 3, 92, 93

Code civil du Québec (chapitre C-1991), [C-5] 513; [QUE-2] 441, 447; [QUE-13] 39.0.0.3

Code criminel (L.R.C. (1985), ch. C-46), [QUE-2] 11(2.1), 441(1); [QUE-10] 2.1, 19, ann. I(2.1); [QUE-15] 26, 85.0.1; [CAN-4] 35(3)

Code de déontologie, [QUE-10] 70, 76, 177(2), 180-182

Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale (chapitre C-23.1), [QUE-10] ann. II(2)

Code municipal du Québec (chapitre C-27.1), [QUE-19] ann. I(3)

Code de procédure civile (chapitre C-25), 51

Code de procédure civile (chapitre C-25.01), [C-2] 62, 109, 113, 114, 133; [QUE-2] 350; [QUE-3] 36, 85, 100.6, 111.20, 139; [QUE-3.2] 7(a); [QUE-4] 26.9; [QUE-10] 112, 133, 156, 158; [QUE-11] 17.2; [QUE-13] 39.0.0.3; [QUE-15] 68, 91; [QUE-17] 26.1; [QUE-19] 16, [QUE-19] 16, 51, 108

Code de procédure pénale (chapitre C-25.1), [C-2] 95; [QUE-2] 11(1), 11(3); [QUE-4] 52; [QUE-9] 27; [QUE-17] 5

Code des professions (chapitre C-26), [QUE-2] 2, 454(17); [QUE-10] 102; [QUE-15] 3.17; [QUE-16] 174.3; [QUE-19] 2, 20; [QUE-21] 11

Code de la sécurité routière (chapitre C-24.1), [QUE-10] 119(7), 119(8), ann. I(3), ann. IV(6)

Code du travail (chapitre C-27), [C-3] 46, 47.2; [QUE-3.1] 1, 2, 3c); [QUE-3.2] 1, 32; [QUE-4] 11.7; [QUE-6] 2, 5, 76.10, 104; [QUE-13] 1(4), 123, 127, 157; [QUE-15] 8.1, 27, 45, 45.0.3, 62, 85, 107, 124; [QUE-16] 1; [QUE-17] 5, 33.1, 35.1, 59.1, 63.1, 64; [QUE-18] 27; [QUE-19] 1, 5, 7(1), 9 al. 2(2), 29, 50, 86, 87, 105, 109, 256, 257, 264, ann. I; [QUE-19.4] 49–50, 53, 59; [QUE-20] 2, 3, 12, 18, 29, 48, 49, 72; [QUE-21] 1, 24, 30

Coiffeur

- Prix chargé au public, [QUE-4] 10(4)

Collège

- Convention collective, [QUE-3] 111.6
- Équité salariale, [QUE-6] 3 al. 2(3), 11, 21.1 al. 2(3)
- Secteurs public et parapublic, [QUE-3] 111.2(1)
- Travaux bénévoles de construction, [QUE-15.2] 4(4)
- Travaux de construction non régis par la Loi, [QUE-15] 19 al. 1(8)

Collège d'enseignement général et professionnel, voir aussi *Établissement d'enseignement*

- Accès à l'égalité en emploi
- Application de la Loi, [QUE-1] 2(3)

Colon, [QUE-3] 8

Comité consultatif

- Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-6] 95.1–95.4
- Institution, [QUE-8] 41(d); [CAN-2] 264(j)

Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre, voir aussi *Bureau d'évaluation médicale, Ministère du Travail (Québec)*

- Consultation, [QUE-3] 103, 138; [QUE-4] 20, 21; [QUE-19] 2, 77
- Liste des professionnels de la santé, 216
- Membres de comités, [QUE-2] 228, 233.2
- Politique sur les membres du Bureau d'évaluation médicale, [QUE-2] 216.1

Comité consultatif sur les normes du travail, [QUE-13] 39.0.0.4–39.0.0.7

- Avis, [QUE-13] 39.0.0.4, 39.0.0.5, 39.0.0.7
- Composition, [QUE-13] 39.0.0.4
- Fonction, [QUE-13] 39.0.0.4
- Formation, [QUE-13] 39.0.0.4
- Modalités de consultation, [QUE-13] 39.0.0.4
- Nomination des membres, [QUE-13] 39.0.0.4
- Procès-verbaux, [QUE-13] 39.0.0.5
- Règles de fonctionnement, [QUE-13] 39.0.0.4
- Remboursement des dépenses des membres, [QUE-13] 39.0.0.6
- Rémunération des membres, [QUE-13] 39.0.0.5
- Séances, [QUE-13] 39.0.0.5
- Secrétaire, [QUE-13] 39.0.0.5
- Secrétariat, [QUE-13] 39.0.0.5

Comité d'équité salariale, voir *Équité salariale (fédéral), Équité salariale (provinciale)*

Comité d'orientation en matière de santé et de sécurité

- Accès aux renseignements, [CAN-2] 134.1(6)
- Assignation des fonctions, [CAN-2] 135.1(8)
- Attributions, [CAN-2] 134.1(4)
- Comités multiples, [CAN-2] 134.1(3)
- Composition, [CAN-2] 134.1(1), 135.1(1)
- Absence de désignation, [CAN-2] 135.1(5)

- Comité d'orientation en matière de santé et de sécurité (*suite*)
- Droit au salaire, [CAN-2] 135.1(11)
 - Durée du mandat des membres, [CAN-2] 135.1(14)
 - Exception, [CAN-2] 135.1(2)
 - Membre suppléant, [CAN-2] 135.1(6), 135.1(12)
 - Mise en demeure de désigner les membres, [CAN-2] 135.1(4)
 - Nomination des membres
 - Employés sans syndicat, [CAN-2] 135.1(1); [CAN-2.8] 3
 - Employés syndiqués, [CAN-2] 135.1(1)
 - Employeur, [CAN-2] 134.1(1); [CAN-2.8] 4
 - Poste vacant, [CAN-2.8] 6
 - Constitution, [CAN-2] 134.1(1)
 - Exception, [CAN-2] 134.1(2)
 - Définition, [CAN-2] 122(1)
 - Immunité des membres, [CAN-2] 135.1(13)
 - Objet, [CAN-2] 134.1(1)
 - Présidence, [CAN-2] 135.1(7); [CAN-2.8] 5
 - Programme de formation, [CAN-2] 125(1)z.01); [CAN-2.8] 14
 - Quorum, [CAN-2.8] 7
 - Registre des questions, [CAN-2] 135.1(9)
 - Règlement du gouverneur en conseil, [CAN-2] 135.2
 - Règles applicables, [CAN-2] 135.1, [CAN-2] 135.11
 - Règles de fonctionnement, [CAN-2] 135.1(14)
 - Renseignements exigibles de l'employeur, [CAN-2] 134.1(5)
 - Réunion, [CAN-2] 134.1(7), 135.1(14)
 - Procès-verbal, [CAN-2] 135.1(9); [CAN-2.8] 8
 - Temps nécessaire à l'exercice des fonctions, [CAN-2] 135.1(10)
- Comité de chantier, voir aussi Maître d'œuvre, Travailleur de la construction**
- Composition, [QUE-16] 205
 - Constitution, [QUE-16] 204
 - Coordination des activités, [QUE-16] 207
 - Définition, [QUE-16] 1
 - Dispositions applicables, [QUE-16] 208
 - Fonctionnement, [QUE-16] 207
 - Fonctions, [QUE-16] 206
- Réunion, [QUE-16] 207
- Comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal, [QUE-1] 2(3)**
- Comité de résolution des conflits de compétence, [QUE-14] 53.1**
- Décision d'assignation de travaux, [QUE-14] 53.1
- Comité de santé et de sécurité, voir aussi Programme de prévention**
- Absence du travail, [QUE-15] 77
 - Affichage, [QUE-15] 80; [QUE-15.3] 13, 15
 - Catégorie d'établissements, [QUE-15] 68; [QUE-15.3] 3
 - Composition, [QUE-15.3] 4-9
 - Coprésident, [QUE-16.2] 21-24
 - Définition, [QUE-16] 1; [QUE-16.2] 1, 2
 - Désignation des membres, [QUE-16] 71; [QUE-16.2] 7
 - Défaut de désignation, [QUE-15.3] 14
 - Modalités, [QUE-16.2] 10-12
 - Scrutin, [QUE-16.2] 13, 15, 16
 - Dissolution, [QUE-16.2] 9
 - Fonctionnement, [QUE-16] 74, 79; [QUE-16.2] 18-33
 - Fonctions, [QUE-16] 78, 83
 - Exercice abusif, [QUE-16] 81
 - Présomption de travail, [QUE-16] 76
 - Formation, [QUE-16] 68, 69
 - Avis, [QUE-16] 69
 - Entente, [QUE-16] 82
 - Médecin, [QUE-16] 75
 - Nombre des membres, [QUE-16] 70; [QUE-16.2] 4-6, 8
 - Programme de santé, [QUE-16] 85
 - Contrat avec les régies régionales, [QUE-16] 109
 - Rapport annuel d'activités, [QUE-16.2] 34
 - Représentant des travailleurs, [QUE-16] 72, 84, 85
 - Fonctions continuées, [QUE-16.2] 29
 - Révision de la répartition, [QUE-16.2] 17
 - Réunion, [QUE-16] 74, 76, 77; [QUE-16.2] 18-20
 - Ordre du jour, [QUE-16.2] 25
 - Procès-verbal, [QUE-16.2] 31-33
 - Quorum, [QUE-16.2] 26
 - Sanction interdite, [QUE-16] 81

Index analytique

- Comité de santé et de sécurité (*suite*)
- Vacance, [QUE-16.2] 14, 30
 - Vote, [QUE-16] 73, 75; [QUE-16.2] 27, 28
- Comité des maladies professionnelles oncologiques**, voir aussi *Maladie professionnelle oncologique*
- Composition, [QUE-2] 233.2
 - Fonction, [QUE-2] 233.2
 - Formation par le gouvernement, [QUE-2] 233.2
 - Mandat, [QUE-2] 233.3
 - Rémunération et conditions de travail, [QUE-2] 233.2
- Comité des maladies professionnelles pulmonaires**, voir aussi *Maladie professionnelle pulmonaire*
- Composition, [QUE-2] 227
 - Évaluation des conclusions par un comité spécial, [QUE-2] 231
 - Examen médical, [QUE-2] 230
 - Financement par la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 233.0.1
 - Entente avec le ministre du Travail, [QUE-2] 233.0.1
 - Fonction, [QUE-2] 227
 - Formation, [QUE-2] 227
 - Immunité, [QUE-2] 232
 - Pneumologue, [QUE-2] 227
 - Nomination, [QUE-2] 228
 - Rapport, [QUE-2] 230
 - Rémunération des professionnels de la santé, [QUE-2] 196
 - Remboursement par la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 197, 198
 - Transmission du dossier par l'établissement de santé, [QUE-2] 229
 - Transmission du dossier par la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 226
- Comité des relations du travail dans l'industrie de la construction**
- Composition, [QUE-15] 18.14.14
 - Fonctions, [QUE-15] 18.14.13
 - Formation, [QUE-15] 18.14.12
 - Président de séance, [QUE-15] 18.14.15
 - Procès-verbaux, [QUE-15] 18.14.15
 - Quorum, [QUE-15] 18.14.16
 - Règles de régie interne, [QUE-15] 18.14.18
- Vote à la majorité, [QUE-15] 18.14.17
- Comité local de santé et de sécurité**, voir aussi *Représentant en matière de santé et de sécurité*
- Accès aux renseignements, [CAN-2] 135(9)
 - Assignment des fonctions, [CAN-2] 135.1(8)
 - Attributions, [CAN-2] 135(7)
 - Exception, [CAN-2] 135(7.1)
 - Autre comité, [CAN-2] 135(6)
 - Composition, [CAN-2] 135(1), 135.1(1)
 - Absence de désignation, [CAN-2] 135.1(5)
 - Droit au salaire, [CAN-2] 135.1(11)
 - Durée du mandat des membres, [CAN-2] 135.1(14)
 - Exception, [CAN-2] 135.1(3)
 - Membre suppléant, [CAN-2] 135.1(6), (12)
 - Mise en demeure de désigner les membres, [CAN-2] 135.1(4)
 - Nomination des membres
 - Employés sans syndicat, [CAN-2] 135.1(1); [CAN-2.8] 3
 - Employés syndiqués, [CAN-2] 135.1(1)
 - Employeur, [CAN-2] 135(1); [CAN-2.8] 4
 - Poste vacant, [CAN-2.8] 6
 - Constitution, [CAN-2] 135(1), 137
 - Exception, [CAN-2] 135(2)
 - Définition, [CAN-2] 122(1)
 - Demande d'exemption, [CAN-2] 135(6), (6.1)
 - Immunité des membres, [CAN-2] 135.1(13)
 - Navire, [CAN-2] 135(2)
 - Objet, [CAN-2] 135(1)
 - Présidence, [CAN-2] 135.1(7); [CAN-2.8] 5
 - Programme de formation, [CAN-2] 125(1)z.01; [CAN-2.8] 14
 - Quorum, [CAN-2.8] 7
 - Rapport annuel, [CAN-2.8] 9
 - Registre des questions, [CAN-2] 135.1(9)
 - Règlement du gouverneur en conseil, [CAN-2] 135.2
 - Règlement interne des plaintes, [CAN-2] 127.1(3)–(5)
 - Règles applicables, [CAN-2] 135.1
 - Règles de fonctionnement, [CAN-2] 135.1(14)

Lois du travail 2024-2025

- Comité local de santé et de sécurité (*suite*)
- Renseignements exigibles de l'employeur, [CAN-2] 135(8)
 - Réunion, [CAN-2] 135(10), 135.1(14)
 - Procès-verbal, [CAN-2] 135.1(9); [CAN-2.8] 8
 - Temps nécessaire à l'exercice des fonctions, [CAN-2] 135.1(10)
- Comité mixte de la construction**
- Budget de la Commission, [QUE-15] 10
 - Composition, [QUE-15] 17.1
 - Décision, [QUE-15] 17.9
 - Décision quant à l'utilisation des fonds de sécurité sociale, [QUE-15] 18
 - Désignation des membres, [QUE-15] 17.2–17.4, 17.8
 - Emploi interdit, [QUE-15] 17.11
 - Existence continuée, [QUE-15] 17.13
 - Fonctions, [QUE-15] 16
 - Formation, [QUE-15] 16
 - Président, [QUE-15] 17.5
 - Quorum, [QUE-15] 17.7
 - Régie interne, [QUE-15] 17.12
 - Séance, [QUE-15] 17.6
- Comité mixte de planification, voir aussi Arbitrage relatif à un licenciement**
- Champ de compétence, [CAN-2] 221(2)
 - Chef, [CAN-2] 222(2)
 - Composition, [CAN-2] 214(2)
 - Délai, [CAN-2] 216
 - Constitution, [CAN-2] 214(1)
 - Avis de nomination, [CAN-2] 218
 - Coprésident, [CAN-2] 219(2)
 - Décision, [CAN-2] 219(7)
 - Définition, [CAN-2] 211
 - Mission, [CAN-2] 221(1)
 - Procédure, [CAN-2] 219(1)
 - Programme d'adaptation, [CAN-2] 221
 - Coopération extérieure, [CAN-2] 221(4)
 - Coopération des membres, [CAN-2] 221(3)
 - Mise en œuvre, [CAN-2] 226
 - Quorum, [CAN-2] 219(4)
 - Règlement, [CAN-2] 227
 - Renseignements, [CAN-2] 222(1)
 - Représentant de l'employeur, [CAN-2] 214(3)
 - Nomination, [CAN-2] 215(5)
- Représentant des surnuméraires, [CAN-2] 214(3)
 - Défaut de nomination, [CAN-2] 217
 - Élection, [CAN-2] 215(4)
 - Nomination, [CAN-2] 215(1)–215(3)
 - Salaire, [CAN-2] 220
 - Séance, [CAN-2] 219(3)
 - Vacance, [CAN-2] 219(5)–219(6)
- Comité paritaire, voir aussi Décret de convention collective, Employeur professionnel, Infraction et peine, Plainte du salarié, Prélèvement de l'employeur professionnel, Prescription, Registre**
- Administration des fonds, [QUE-4] 22(n)
 - Administration provisoire
 - Compte définitif, [QUE-4] 26.6
 - Effet, [QUE-4] 26.3
 - Frais, [QUE-4] 26.7
 - Immunité des administrateurs, [QUE-4] 26.8, 26.9
 - Pouvoir du ministre, [QUE-4] 26.2, 26.5
 - Rapport des administrateurs, [QUE-4] 26.4
 - Rapport du ministre, [QUE-4] 26.10
 - Affichage, [QUE-4] 22(f)
 - Allocation de présence, [QUE-4] 22(l)
 - Bénéfice de sécurité sociale, [QUE-4] 22(m)
 - Certificat de classification, [QUE-4] 22(k)
 - Certificat de qualification, [QUE-4] 35
 - Compromis, [QUE-4] 22(d)
 - Contrat d'assurance, [QUE-4] 23
 - Création, [QUE-4] 16
 - Définition, [QUE-4] 1(c)
 - Développement des compétences de la main-d'œuvre, [QUE-4] 22(q), 22(r)
 - Directeur général, [QUE-4] 22(e)
 - Enquête, [QUE-4] 25.1–25.4, 26
 - Avis, [QUE-4] 28.1
 - Existence du comité, [QUE-4] 25
 - Extinction du comité, [QUE-4] 27
 - Fin d'un décret, [QUE-4] 25, 27
 - Fonctions, [QUE-4] 16
 - Frais, droits et honoraires, [QUE-4] 28.2
 - Fraude, [QUE-4] 28, 34
 - Inspection, [QUE-4] 22(e)
 - Entrave à l'inspection, [QUE-4] 33
 - Langue de communication, [C-3] 49

Index analytique

Comité paritaire (*suite*)

- Membre
- Adjoint, [QUE-4] 17
- Allocation de présence, [QUE-4] 22(l)
- Négligence, [QUE-4] 32
- Remplacement, [QUE-4] 18
- Liquidateur, [QUE-4] 27
- Mesures correctives, [QUE-4] 26.1
- Normes de qualification professionnelle, [QUE-8] 43
- Personnel, [QUE-4] 22(e)
- Plainte de l'employeur, [QUE-4] 24, 28.1
- Plainte du salarié, [QUE-4] 24
- Pouvoirs, [QUE-4] 22
- Prélèvement, [QUE-4] 22(i)
- Présomption de légalité, [QUE-4] 19
- Prévisions budgétaires, [QUE-4] 23
- Rapport mensuel, [QUE-4] 22(h)
- Réclamation du salarié, [QUE-4] 22(a)
- Recouvrement de l'employeur, [QUE-4] 22(c)
- Régime de retraite, [QUE-4] 23
- Registre des délibérations, [QUE-4] 41
- Règlement, [QUE-4] 18, 22(g)
 - Abrogation, [QUE-4] 21
 - Amendement, [QUE-4] 19
 - Avis, [QUE-4] 19, 21
 - Publication, [QUE-4] 19, 21, 22(g)
- Règlement du gouvernement, [QUE-4] 20
 - Disposition devenue inopérante, [QUE-4] 20
 - Entrée en vigueur, [QUE-4] 20
 - Publication, [QUE-4] 20
- Remise illégale, [QUE-4] 36
- Renseignement exigé par le ministre, [QUE-4] 23.1
- Représentation du salarié, [QUE-4] 22(a)
- Reprise d'instance, [QUE-4] 22(b), 47
- Secrétaire, [QUE-4] 22(e)
- Siège, [QUE-4] 18
- Somme remise par l'employeur, [QUE-4] 45
- Somme versée au salarié, [QUE-4] 46, 47
- Stratégie industrielle, [QUE-4] 22(p)
- Système d'enregistrement, [QUE-4] 22(g)
- Utilisation des fonds non réclamés, [QUE-4] 22(o)
- Vérification et enquête

- Entrave interdite, [QUE-4] 25.4
- Identification, [QUE-4] 25.3
- Immunité du vérificateur, [QUE-4] 25.2
- Infraction, [QUE-4] 37–39
- Pouvoir du ministre, [QUE-4] 25.1

Comité paritaire de santé et de sécurité, [QUE-16] 327, voir aussi Comité de santé et de sécurité

Comité patronal, [QUE-3] 111.8(3)

Comité scientifique sur les maladies professionnelles

- Avis et recommandation, [QUE-2] 348.2, 348.3
 - Publication, [QUE-2] 348.3
 - Transmission, [QUE-2] 348.3
- Composition, [QUE-2] 348.4
- Institution, [QUE-2] 348.1
- Mandat, [QUE-2] 348.2
 - Durée, [QUE-2] 348.5
- Rémunération et conditions de travail, [QUE-2] 348.4
- Vacance, [QUE-2] 348.6

Comité sectoriel de main-d'œuvre, voir aussi Développement et reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre

- Constitution, [QUE-5] 44.5
- Élaboration de normes professionnelles, [QUE-5] 25.4
- Élaboration de stratégies de développement des compétences en milieu de travail, [QUE-5] 25.6
- Nombre par secteur d'activités économiques, [QUE-5] 44.5
- Objet, [QUE-5] 44.5
- Pouvoirs, [QUE-5] 44.6

Comité sur la formation professionnelle dans l'industrie de la construction

- Avis, [QUE-15] 18.2
- Budget de la Commission de la construction du Québec, [QUE-15] 10
- Composition, [QUE-15] 18.3
- Décisions, [QUE-15] 18.10.1
- Désignation des membres, [QUE-15] 18.4, 18.6
 - Durée du mandat, [QUE-15] 18.7
 - Emploi non rémunéré, [QUE-15] 18.13
 - Membre substitut, [QUE-15] 18.5
 - Remboursement des dépenses, [QUE-15] 18.14

Lois du travail 2024-2025

- Comité sur la formation professionnelle dans l'industrie de la construction (*suite*)
 - • Remplacement, [QUE-15] 18.8
 - • Rémunération, [QUE-15] 18.14
 - Formation, [QUE-15] 18.1
 - Interprétation, [QUE-15] 1(e.1)
 - Président, [QUE-15] 18.4, 18.10
 - Procès-verbal des séances, [QUE-15] 18.11
 - Programme de formation, [QUE-15] 85.3, 85.4
 - Quorum, [QUE-15] 18.9
 - Régie interne, [QUE-15] 18.12
 - Règles d'utilisation du fonds de formation, [QUE-15] 18.2
 - Sous-comité provincial ou régional, [QUE-15] 18.12
 - Vote, [QUE-15] 18.10
- Comité sur les avantages sociaux de l'industrie de la construction**, [QUE-15] 18.14.1–18.14.11
 - Association représentative, [QUE-15] 18.14.4
 - Composition, [QUE-15] 18.14.3, 18.14.4
 - Fonction, [QUE-15] 18.14.2
 - Formation, [QUE-15] 18.14.1
 - Président, [QUE-15] 18.14.4
 - Quorum, [QUE-15] 18.14.8
 - Régie interne, [QUE-15] 18.14.9
 - Règlement, [QUE-15] 18.14.5
 - Rémunération des membres, [QUE-15] 18.14.10
 - Transfert réciproque, [QUE-15] 18.14.6
- Commissaire à l'équité salariale**, voir aussi *Équité salariale (fédéral)*, *Tribunal canadienne des droits de la personne*
 - Absence ou empêchement, [CAN-1] 38.4
 - Affichage, [CAN-5] 176
 - Attestation des copies, [CAN-5] 177
 - Attributions, [CAN-1] 36.1, 38.3
 - Augmentation de la rémunération
 - • Prolongation de la période d'échelonnement, [CAN-5] 63, 113
 - Communication de données au ministre, [CAN-5] 116
 - Composition différente du comité d'équité salariale, [CAN-5] 19(3), 27, 67(6), 68(6), 75, 109
 - Délégation d'attributions, [CAN-5] 105(1)
 - • Certificat, [CAN-5] 105(2)
 - Déposition en matière civile, [CAN-5] 179
 - Enquête, [CAN-5] 121
 - • Accompagnement, [CAN-5] 123
 - • Assistance, [CAN-5] 124
 - • Pouvoir, [CAN-5] 121, 122
 - Évaluation de conformité d'un employeur ou agent négociateur, [CAN-5] 118, 120(5)
 - • Accompagnement, [CAN-5] 123
 - • Assistance, [CAN-5] 124
 - • Ordonnance de vérification interne, [CAN-5] 120
 - • Ordonnance pour cessation de contravention, [CAN-5] 119
 - • Ordonnance pour non-application des mesures, [CAN-5] 118(8), 119
 - • Pouvoir, [CAN-5] 118(3), 122
 - • Recommandation de mesures, [CAN-5] 118(7)
 - Exécution des ordonnances, [CAN-5] 180
 - Immunité, [CAN-5] 178
 - Interdiction
 - • Déclaration fausse ou trompeuse, [CAN-5] 100
 - • Entrave, [CAN-5] 99
 - Intérim, [CAN-1] 38.4
 - Mandat, [CAN-5] 104
 - Modalités de présentation ou de dépôt, [CAN-5] 175
 - Nomination, [CAN-1] 26(2.1)
 - Plan d'équité salariale de l'employeur
 - • Autre méthode de comparaison de la rémunération, [CAN-5] 48, 111
 - • Établissement sans comité, [CAN-5] 25, 26, 28, 29, 108, 110
 - • Mise à jour sans comité, [CAN-5] 73, 74, 76, 77, 110
 - • Plans multiples, [CAN-5] 30, 107
 - • Prolongation de la conservation du plan, [CAN-5] 91(1)
 - • Prolongation du délai d'affichage, [CAN-5] 57, 85, 112
 - Poste à temps plein, [CAN-1] 26(2)
 - Pouvoir de réglementation, [CAN-5] 182
 - Rapport annuel, [CAN-5] 117
 - Rapport sur des questions particulières, [CAN-5] 115
 - Reconnaissance d'un groupe comme étant un seul employeur, [CAN-5] 4(1), 106
 - Règlement de différends, [CAN-5] 147-171

Index analytique

- Commissaire à l'équité salariale (*suite*)
- Avis d'objection relativement au plan, [CAN-5] 148, 158
 - Avis de différend au sein du comité, [CAN-5] 147, 158
 - Avis de rejet, [CAN-5] 154(4)
 - Décision, [CAN-5] 157-160
 - Enquête, [CAN-5] 156
 - Motifs de rejet, [CAN-5] 154(2)-(3)
 - Plainte pour contravention à la loi, [CAN-5] 149(1), 150(3), 151(1), 159
 - Plainte pour influence ou entrave, [CAN-5] 149(2), 150(3), 159
 - Plainte pour mauvaise foi ou discrimination, [CAN-5] 149(2), 150(3), 151(2), 159
 - Plainte pour représailles, [CAN-5] 152, 160
 - Preuve et observations, [CAN-5] 157(1)
 - Prorogation de délai, [CAN-5] 153
 - Règlement volontaire, [CAN-5] 155
 - Renvoi au tribunal, [CAN-5] 162
 - Révision de la décision, [CAN-5] 154(4), 156(5), 161
 - Rôle, [CAN-5] 154(1)
 - Renseignements ou conseils, [CAN-5] 114
 - Sanction administrative pécuniaire
 - Certificat de non-paiement, [CAN-5] 144
 - Procès-verbal, [CAN-5] 128, 132, 140
 - Publication, [CAN-5] 146
 - Révision, [CAN-5] 141, 142
 - Section de l'équité salariale, [CAN-1] 36.1
 - Texte réglementaire, [CAN-5] 183
 - Unité de l'équité salariale, [CAN-1] 32.2
- Commissaire à la lutte contre la corruption**, [QUE-15] 15.4–15.6
- Commissaire de la Commission canadienne des droits de la personne**, voir *Commission canadienne des droits de la personne*
- Commissaire du travail**, voir *Tribunal administratif du travail*
- Commissaire-conciliateur**, voir aussi *Conciliateur*
- Accord des parties, [CAN-2] 79
 - Définition, [CAN-2] 3(1)
 - Déposition au civil, [CAN-2] 119
 - Inadmissibilité en justice, [CAN-2] 87
 - Mission, [CAN-2] 75(2)
 - Nomination, [CAN-2] 72(1)b)–(2), 74(a)
 - Pouvoirs, [CAN-2] 84
 - Rapport au ministre du Travail, [CAN-2] 76(1)
 - Communication, [CAN-2] 78
 - Délai, [CAN-2] 76(1)
 - Modalités d'application, [CAN-2] 111(l)
 - Présomption, [CAN-2] 77(2)
 - Réexamen, [CAN-2] 77(1)
 - Retard, [CAN-2] 113
 - Recours prohibés, [CAN-2] 86
 - Témoignage, [CAN-2] 87
- Commissaire-enquêteur sur les incendies**, [C-2] 56(2)
- Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances**, [QUE-10] 26
- Commission canadienne des droits de la personne**, [CAN-1] 26–38, voir aussi *Commissaire à l'équité salariale*, *Plainte devant la Commission canadienne des droits de la personne*, *Tribunal canadien des droits de la personne*, *Tribunal de l'équité en matière d'emploi*
- Accès aux renseignements, [CAN-1] 33
 - Acte non discriminatoire
 - Contrainte excessive (projet de règlement)
 - Consultation publique, [CAN-1] 15(4)
 - Défaut de remettre son rapport au gouverneur en conseil, [CAN-1] 15(7)
 - Rapport au gouverneur en conseil, [CAN-1] 15(4)
 - Programme d'adaptation de services, d'installations, de locaux, d'activités ou de matériel (personnes atteintes d'une déficience), [CAN-1] 17–19
 - Annulation de l'approbation, [CAN-1] 18
 - Approbation, [CAN-1] 17(2)
 - Observations des intéressés, [CAN-1] 19
 - Refus de la demande, [CAN-1] 17(4)
 - Programme, plan ou arrangement (accès à des biens, services, installations ou moyens d'hébergement)
 - Recommandations et assistance, [CAN-1] 16(2)
 - Agent
 - Accès aux renseignements, [CAN-1] 33
 - Bureau régional ou local, [CAN-1] 34(2)

Lois du travail 2024-2025

- Commission canadienne des droits de la personne (*suite*)
- Comité, [CAN-1] 37(1)c)
 - Commissaire
 - Accès aux renseignements, [CAN-1] 33
 - Barème de rémunération, [CAN-1] 37(1)e)
 - Durée maximale du mandat, [CAN-1] 26(3)
 - Frais de déplacement et de séjour, [CAN-1] 30(3), 37(1)f)
 - Nombre, [CAN-1] 26(1)
 - Nouveau mandat, [CAN-1] 26(5)
 - Poste à temps plein ou à temps partiel, [CAN-1] 26(2)
 - Poste à titre inamovible, [CAN-1] 26(4)
 - Prise de décisions à la majorité des voix, [CAN-1] 35
 - Remplacement du président et du vice-président, [CAN-1] 31(3)
 - Rétribution, [CAN-1] 30
 - Révocation du poste, [CAN-1] 26(4)
 - Serment, [CAN-1] 33(1)
 - Statut, [CAN-1] 38
 - Commissaire à l'accessibilité, [CAN-1] 26(1), (2)
 - Absence ou empêchement, [CAN-1] 38.2
 - Attributions, [CAN-1] 38.1
 - Communication de renseignements personnels, [CAN-1] 40.01
 - Poste à temps plein, [CAN-1] 26(2)
 - Unité sur l'accessibilité, [CAN-1] 32.1
 - Composition, [CAN-1] 26
 - Constitution, [CAN-1] 26
 - Décision, [CAN-1] 35
 - Définition, [CAN-4] 3
 - Délégation de fonctions, [CAN-1] 28
 - Distinction fondée sur un motif illicite
 - Motif reconnu comme raisonnable par ordonnance de la Commission, [CAN-1] 11(4), 15(1)e), 27(2)
 - Équité en matière d'emploi
 - Agent d'application ou de vérification, [CAN-4] 22(3)–(5)
 - Ordonnance, [CAN-4] 25, 33
 - Politique de règlement négocié, [CAN-4] 22(2)
 - Rapport d'activités, [CAN-4] 32
 - Renseignements, [CAN-4] 34
 - Responsabilité, [CAN-4] 22(1)
 - Expert
 - Engagement à contrat, [CAN-1] 32(2)
 - Ordonnance, [CAN-1] 27(2)–(4)
 - Personnel, [CAN-1] 32(1)
 - Pouvoirs et fonctions, [CAN-1] 27–29
 - Président, [CAN-1] 26(1), (2)
 - Affectation, [CAN-1] 31(3), 34(4), 36
 - Absence ou empêchement, [CAN-1] 31(2), (3)
 - Poste à temps plein, [CAN-1] 26(2)
 - Premier dirigeant, [CAN-1] 31(1)
 - Remplacement, [CAN-1] 31(2), (3)
 - Vacance du poste, [CAN-1] 31(2), (3)
 - Rapport, [CAN-1] 61
 - Régie interne
 - Règlement administratif, [CAN-1] 37
 - Réunion
 - Convocation, [CAN-1] 37(1)a)
 - Date, heure et lieu, [CAN-1] 34(3)
 - Déroulement, [CAN-1] 37(1)b)
 - Saisine, [CAN-2] 182(2)
 - Section
 - Constitution, [CAN-1] 36(1)
 - Convocation et déroulement des réunions, [CAN-1] 37(1)a), b)
 - Équité salariale, [CAN-1] 36.1
 - Exercice des fonctions et pouvoirs de la Commission, [CAN-1] 36(1)
 - Président, [CAN-1] 36(2)
 - Siège, [CAN-1] 34(1)
 - Suivi de la convention internationale, [CAN-1] 28.1
 - Vice-président, [CAN-1] 26(1), (2)
 - Absence ou empêchement, [CAN-1] 31(3)
 - Poste à temps plein, [CAN-1] 26(2)
 - Remplacement, [CAN-1] 31(3)
 - Remplacement du président, [CAN-1] 31(2)
 - Vacance du poste, [CAN-1] 31(3)
 - Violation des engagements
 - Révision de l'ordonnance, [CAN-4] 27
 - **Commission d'enquête**, [C-2] 56(2)
 - **Commission d'enquête sur les relations du travail (fédéral)**
 - Composition, [CAN-2] 108(3)
 - Enquête, [CAN-2] 108(4)a)

Index analytique

Commission d'enquête sur les relations du travail (fédéral) (*suite*)

- Fonctions, [CAN-2] 108(2), (4)
- Nomination, [CAN-2] 108(1)
- Pouvoirs, [CAN-2] 108(6)
- Rapport au ministre du Travail, [CAN-2] 108(4)b
- • Délai, [CAN-2] 108(4)b
- • Diffusion et publication, [CAN-2] 108(5)
- Rémunération et indemnités, [CAN-2] 116

Commission de conciliation (fédéral)

- Accord des parties, [CAN-2] 79
- Composition, [CAN-2] 81(1)
- Constitution, [CAN-2] 72(1)c)–(2), 74(b), 81–83
- • Avis de candidature, [CAN-2] 82(1)
- • Avis de constitution, [CAN-2] 83
- • Délai pour proposer un candidat, [CAN-2] 82(1)
- Définition, [CAN-2] 3(1)
- Déposition au civil, [CAN-2] 119
- Inadmissibilité en justice, [CAN-2] 87
- Membre
- • Conflit d'intérêts, [CAN-2] 81(2)
- • Désignation, [CAN-2] 82(1), (2)
- • Remplaçant, [CAN-2] 85(3)
- Mission, [CAN-2] 75(2)
- Pouvoirs, [CAN-2] 84
- Président, [CAN-2] 82(3)
- • Absence de candidature, [CAN-2] 82(4)
- • Fonctions, [CAN-2] 85(1)
- Rapport au ministre du Travail, [CAN-2] 76
- • Communication, [CAN-2] 78
- • Délai, [CAN-2] 76(1)
- • Majorité, [CAN-2] 76(2)
- • Présomption, [CAN-2] 77(2)
- • Réexamen, [CAN-2] 77(1)
- • Retard, [CAN-2] 113
- Recours judiciaires interdits, [CAN-2] 86
- Rémunération et indemnités, [CAN-2] 116
- Séance, [CAN-2] 85(1)
- • Avis de convocation, [CAN-2] 85(1)b
- • Compte rendu, [CAN-2] 85(1)c
- • Quorum, [CAN-2] 85(2)
- Témoignage, [CAN-2] 87

Commission de l'assurance-emploi du Canada

- Avis de licenciement collectif, [CAN-2] 212(2)
- Réemploi des surnuméraires, [CAN-2] 213(1)

Commission de l'équité salariale, voir *Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail*

Commission de la construction du Québec,

- voir aussi Comité des relations du travail dans l'industrie de la construction, Comité mixte de la construction, Comité sur la formation professionnelle dans l'industrie de la construction, Comité sur les avantages sociaux de l'industrie de la construction, Fonds d'indemnisation des salariés de l'industrie de la construction, Fonds de formation des salariés de la construction, Référence de main-d'œuvre*
- Action civile résultant de la *Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction*
- • Prescription, [QUE-15] 122(1)
- Année financière, [QUE-15] 8
- Application des lois fiscales, [QUE-15] 4
- Association représentative
- • Carte d'allégeance syndicale, [QUE-15] 36, 39.1, 119.2
- • Certificat, [QUE-15] 34
- • Choix des salariés, [QUE-15] 33
- • Cotisation syndicale, [QUE-15] 38
- • Liste des salariés, [QUE-15] 30
- • Scrutin secret, [QUE-15] 32
- Budget, [QUE-15] 10
- Bureau régional, [QUE-15] 14
- Cautionnement, [QUE-15] 13
- Certificat de compétence
- • Enquête, [QUE-15] 7.3
- Code d'éthique, [QUE-15] 3.12.2, 9.2, 9.3
- Collaboration
- • Prévention de la corruption, [QUE-15] 4
- Collaboration à l'application des normes de qualification professionnelle de la main-d'œuvre, [QUE-8] 43
- Comité d'audit, [QUE-15] 3.13
- • Composition, [QUE-15] 3.17
- • Constitution, [QUE-15] 3.13
- • Fonction, [QUE-15] 3.16
- • Quorum, [QUE-15] 3.18

Lois du travail 2024-2025

- Commission de la construction du Québec (*suite*)
- Comité de gouvernance et d'éthique, [QUE-15] 3.13–3.15
 - Composition, [QUE-15] 3.15
 - Constitution, [QUE-15] 3.13
 - Fonction, [QUE-15] 3.14
 - Quorum, [QUE-15] 3.18
 - Comité des ressources humaines, [QUE-15] 3.13
 - Composition, [QUE-15] 3.17
 - Constitution, [QUE-15] 3.13
 - Fonction, [QUE-15] 3.16.1
 - Quorum, [QUE-15] 3.18
 - Communication de bonne foi d'un renseignement par un salarié
 - Sanction interdite, [QUE-13] 122(16)
 - Conseil d'administration, [QUE-15] 3.2–3.12.4
 - Absence d'un membre, [QUE-15] 3.5
 - Conflit d'intérêts, [QUE-15] 3.8
 - Cumul interdit de fonctions, [QUE-15] 3.8
 - Durée du mandat, [QUE-15] 3.3
 - Évaluation des contrôles et des systèmes d'information, [QUE-15] 3.2
 - Fonction, [QUE-15] 3.12.2
 - Fonction continuée, [QUE-15] 3.3
 - Imputabilité des décisions, [QUE-15] 3.12.2
 - Membre, [QUE-15] 3.2
 - Nomination, [QUE-15] 3.2
 - Programme d'accueil et de formation continue, [QUE-15] 3.12.4
 - Membre indépendant, [QUE-15] 3.2
 - Nombre de femmes, [QUE-15] 3.3.1, 3.9.1
 - Orientation stratégique, [QUE-15] 3.12.1
 - Personne âgée de 35 ans ou moins, [QUE-15] 3.3.2, 3.9.1
 - Quorum, [QUE-15] 3.9
 - Rémunération, [QUE-15] 3.7
 - Renouvellement de mandat, [QUE-15] 3.3
 - Représentation de la diversité de la société québécoise, [QUE-15] 3.3.3, 3.9.1
 - Vacance, [QUE-15] 3.4
 - Validité des actes, documents ou décisions, [QUE-15] 3.9.1
 - Vote, [QUE-15] 3.9
 - Convention collective (construction), [QUE-15] 48
 - Choix de l'arbitre des griefs, [QUE-15] 62
 - Exécution, [QUE-15] 81–84
 - Formation d'un comité, [QUE-15] 18.15
 - Plainte relative au placement, à l'embauche ou à la mobilité de la main-d'œuvre, [QUE-15] 78
 - Création, [QUE-15] 2
 - Décision, [QUE-15] 80.1–80.3
 - Délai de prescription, [QUE-15] 15.7
 - Dépenses de développement des compétences, [QUE-5] 12, 64.2
 - Directive d'orientation ou d'objectifs, [QUE-15] 15.0.1
 - Documents, [QUE-15] 6, 122(6), 3.9.1
 - Enquête, [QUE-15] 7
 - Coopération des personnes concernées, [QUE-15] 7.2
 - Immunité, [QUE-15] 7.10
 - Pouvoirs, [QUE-15] 7.1, 7.3, 7.6
 - Rapport au ministre, [QUE-15] 7.9
 - Reprise des travaux de construction, [QUE-15] 7.5
 - Révision d'une décision, [QUE-15] 7.7
 - Sanction interdite contre un salarié, [QUE-13] 122(16)
 - Suspension des travaux de construction, [QUE-15] 7.4, 7.8
 - Entente conclue avec les Mohawks de Kanawake
 - Application, [QUE-15] 20.2
 - Dépôt à l'Assemblée nationale, [QUE-15] 20.4
 - Entente administrative, [QUE-15] 20.6
 - Mise en œuvre, [QUE-15] 20.1
 - Publication, [QUE-15] 20.5
 - Règlement, [QUE-15] 20.3
 - Entente en matière d'affaires autochtones, [QUE-15] 4
 - Entente intergouvernementale, [QUE-15] 4, 123, 123.1
 - Exécution de la convention collective, [QUE-15] 81
 - Certificat de compétence, [QUE-15] 80.1
 - Document, [QUE-15] 81.1
 - Pouvoirs additionnels de la Commission, [QUE-15] 82

Index analytique

- Commission de la construction du Québec (*suite*)
 - • Prélèvement et cotisation, [QUE-15] 82.1
 - • • Intérêt, [QUE-15] 82.2
 - • Recouvrement de sommes, [QUE-15] 81.2
 - • Renseignements, [QUE-15] 81.0.1, 83.2
 - Femme dans l'industrie, [QUE-15] 126.0.1
 - Fonctions, [QUE-15] 4
 - Fonds du Tribunal administratif du travail
 - • Contribution, [QUE-15] 8.1
 - Formation professionnelle
 - • Contribution des employeurs, [QUE-15] 64.1
 - • Relevés des déboursés, [QUE-15] 85.4.1
 - Infraction et peine, [QUE-15] 112
 - Interprétation, [QUE-15] 1(d)
 - Licence
 - • Enquête, [QUE-15] 7.3
 - Livres et comptes, [QUE-15] 11
 - Mesures gouvernementales, [QUE-15] 4
 - Orientations stratégiques, [QUE-15] 4
 - Personne morale, [QUE-15] 3
 - Personnel, [QUE-15] 4.1
 - • Avantages sociaux, [QUE-15] 5
 - • Conditions de travail, [QUE-15] 5
 - • Convention collective, [QUE-15] 5
 - • Fonctionnaire affecté, [QUE-15] 5
 - • Rémunération, [QUE-15] 5
 - Plainte d'un employeur ou d'un salarié, [QUE-15] 14
 - Plan stratégique, [QUE-15] 15.0.2
 - • Approbation du gouvernement, [QUE-15] 15.0.3
 - Politiques, [QUE-15] 4
 - Poursuite en vertu de la Loi, [QUE-15] 48.1
 - Pouvoirs, [QUE-15] 7, 7.1, 81
 - Président du conseil d'administration, [QUE-15] 3.2
 - • Absence ou empêchement, [QUE-15] 3.5
 - • Conflit d'intérêts, [QUE-15] 3.8
 - • Durée du mandat, [QUE-15] 3.3
 - • Nomination, [QUE-15] 3.3
 - • Remplacement, [QUE-15] 3.5
 - • Renouvellement de mandat, [QUE-15] 3.3
 - • Réponse au ministre, [QUE-15] 3.12.1
 - • Vote, [QUE-15] 3.9
- Président-directeur général, [QUE-15] 3.2, 5
 - • Conflit d'intérêts, [QUE-15] 3.8
 - • Durée du mandat, [QUE-15] 3.3
 - • Fonction à temps plein, [QUE-15] 3.6
 - • Nomination, [QUE-15] 3.3
 - • Rémunération, [QUE-15] 3.7
 - • Renouvellement de mandat, [QUE-15] 3.3
- Présomption de connaissance, [QUE-15] 15.7
- Rapport annuel, [QUE-15] 9
 - • Contenu, [QUE-15] 9, 9.1, 9.3–9.7
- Rapport du ministre, [QUE-15] 126.0.6
- Rapport des activités du Service de référence, [QUE-15.1] 26
- Recours, [QUE-15] 122(1)
- Régime complémentaire d'avantages sociaux
 - • Administration, [QUE-15] 92–93
 - • Frais payables, [QUE-15] 126.0.2
- Règlement, [QUE-15] 123.1
 - • Consultation, [QUE-15] 123.3
 - • Transmission au ministre, [QUE-15] 123.2
- Règlement de régie interne, [QUE-15] 15
- Règles relatives à la réintégration, [QUE-2] 249
- Renseignements, [QUE-15] 123.4
 - • Communication, [QUE-15] 123.5
 - • Confidentialité, [QUE-15] 123.8
 - • Représailles interdites, [QUE-15] 119.0.5, 123.7
 - • Entente, [QUE-15] 123.4.1
 - • Immunité, [QUE-15] 123.6
- Salaire
 - • Remboursement, [QUE-15] 122(8)
- Salarié
 - • Représentation, [QUE-13] 126.1
- Séance du conseil d'administration, [QUE-15] 3.1, 3.9, 6
 - • Participation du ministre, [QUE-15] 3.9.0.1
 - • Procès-verbaux, [QUE-15] 6
- Siège, [QUE-15] 3.1
- Unité autonome de vérification, [QUE-15] 15.1–15.7

Lois du travail 2024-2025

Commission de la construction du Québec (*suite*)

- Administration, [QUE-15] 15.4
- Compte rendu, [QUE-15] 15.4
- Délégation, [QUE-15] 15.4
- Entente de fonctionnement, [QUE-15] 15.5
- Financement des dépenses, [QUE-15] 15.6
- Fonctions exclusives, [QUE-15] 15.3
- Institution, [QUE-15] 15.1
- Rôle, [QUE-15] 15.2

Commission de la fonction publique

- Équité en matière d'emploi, [CAN-4] 4(4), (8), 8(4)
- Exclusion du statut de salarié, [QUE-3] 1(3°)
- Harcèlement psychologique, [QUE-13] 81.20

Commission de la santé et de la sécurité du travail, voir *Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail*

Commission de la sécurité dans les mines de charbon

- Approbation des méthodes, machines ou appareils miniers, [CAN-2] 137.2(2)
- Approbation des plans et procédures, [CAN-2] 137.2(1)
- Assistance, [CAN-2] 137.1(8)
- Commissaires, [CAN-2] 137.1(2)
- Mandat, [CAN-2] 137.1(3)
- Rémunération, [CAN-2] 137.1(6)
- Sélection, [CAN-2] 137.1(3)
- Constitution, [CAN-2] 137.1(1)
- Fonctionnement, [CAN-2] 137.1(7)
- Fonctions incompatibles, [CAN-2] 137.1(5)
- Immunité, [CAN-2] 137.1(10)
- Ordonnance, [CAN-2] 137.2(3)
- Président, [CAN-2] 137.1(2)
- Président suppléant, [CAN-2] 137.1(2.1)
- Proposition de modification des règlements, [CAN-2] 137.2(4)
- Quorum, [CAN-2] 137.1(4)
- Rapport annuel, [CAN-2] 137.1(9)

Commission des accidents du travail du Québec, voir aussi *Commission des*

normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail

- Affaire pendante, [QUE-16] 328
- Commissaire, [QUE-16] 331
- Dossiers et archives, [QUE-16] 332
- Substitution, [QUE-16] 328

Commission des affaires sociales, [QUE-2] 579

Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, voir aussi *Plainte devant la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse*

- Accès à l'égalité en emploi
- Délai de transmission du rapport d'analyse d'effectifs, [QUE-1] 6
- Groupe des personnes handicapées, [QUE-1] 33.1
- Liste des organismes assujettis à la Loi, [QUE-1] 23
- Mandat, [C-2] 57
- Recours devant le Tribunal, [C-2] 111, 111.1
- Sous-représentation d'un groupe
- Avis du résultat de la comparaison, [QUE-1] 8
- Comparaison par type ou regroupement de types d'emploi, [QUE-1] 7
- Arbitrage, [C-2] 62
- Assistance, [C-2] 72, 87
- Comité des plaintes, [C-2] 61
- Composition, [C-2] 58
- Constitution, [C-2] 57
- Discours haineux
- Recours devant le Tribunal, [C-2] 111.0.1
- Discours incitant à la violence
- Recours devant le Tribunal, [C-2] 111.0.1
- Divulgaration de renseignements, [C-2] 95
- Enquête, [C-2] 62, 71
- Délégation, [C-2] 62
- Infraction, [C-2] 134(3)
- Pouvoirs, [C-2] 68
- Femme dans l'industrie de la construction, [QUE-15] 126.0.1
- Fonctions, [C-2] 71-73
- Immunité, [C-2] 68, 96
- Membre, [C-2] 58, 58.1

Index analytique

- Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (*suite*)
- • Fonctions continuées, [C-2] 60
 - • Mandat, [C-2] 58.3
 - • Pouvoirs d'enquête, [C-2] 68
 - • Pouvoirs en matière d'accès à l'égalité en emploi, [QUE-1] 24
 - • Serment, [C-2] 64
 - • Traitement, [C-2] 59, 67
 - Personnel, [C-2] 62
 - • Conditions de travail, [C-2] 62
 - • Rémunération et allocation, [C-2] 63
 - Poursuite pénale, [C-2] 136
 - • Propriété des frais, [C-2] 136
 - Président, [C-2] 65, 66
 - • Remplacement, [C-2] 67
 - Programme d'accès à l'égalité en emploi, [C-2] 88
 - • Assistance à l'élaboration, [QUE-1] 12
 - • Communication de renseignements confidentiels, [C-2] 93
 - • Demande de modification, [QUE-1] 16
 - • Entente de modification, report ou annulation, [QUE-1] 19
 - • Recommandation, [QUE-1] 17
 - • Recours devant le Tribunal, [C-2] 111, 111.1
 - • Vérification, [QUE-1] 15
 - Rapport annuel, [C-2] 73
 - • Dépôt devant l'Assemblée nationale, [C-2] 73
 - • Publication, [C-2] 73
 - Règlement, [C-2] 70, 99
 - • Approbation du gouvernement, [C-2] 99
 - • Infraction, [C-2] 134(4)
 - Responsabilité, [C-2] 57
 - Séance, [C-2] 66, 69
 - Siège, [C-2] 69
 - Vice-président, [C-2] 65
- Commission des lésions professionnelles,**
voir Tribunal administratif du travail
- Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail,** [QUE-10] 97 al. 2(2), *voir aussi Association sectorielle paritaire, Cotisation de l'employeur, Fonds de la santé et de la sécurité du travail, Indemnité de décès, Indemnité de remplacement du revenu, Indemnité pour préjudice corporel, Inspection en matière de santé et de sécurité au travail, Permis d'agence de placement ou de recrutement, Plainte du salarié, Procédure d'évaluation médicale, Procédure de réclamation, Programme de santé, Réadaptation, Recours devant la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, Recours devant le Tribunal administratif du travail, Recouvrement des prestations, Tribunal administratif du travail*
- Accès au dossier, [QUE-2] 36–43
 - • Avis au travailleur, [QUE-2] 38
 - • Confidentialité, [QUE-2] 39
 - • Délai raisonnable, [QUE-2] 41
 - • Document informatisé, [QUE-2] 40
 - Administration de la Loi, [QUE-2] 589; [QUE-6] 132
 - Ajustements salariaux, [QUE-6] 72, 101–101.1
 - Assignation temporaire du travailleur, [QUE-2] 180
 - Certification en santé et sécurité, [QUE-16] 167.1
 - • Conditions, [QUE-16] 167.1
 - • Modalités, [QUE-16] 167.1
 - • Organismes habilités, [QUE-16] 167.1
 - Chantier de construction de grande importance, [QUE-16] 220
 - • Communication, [QUE-16] 222
 - • Dispositions applicables, [QUE-16] 221
 - Classification de l'employeur, [QUE-2] 297–303, 317, 454
 - Comité administratif, [QUE-16] 156
 - • Décision, [QUE-16.3] 21–22; 24
 - • Fonctions, [QUE-16.3] 12
 - • Président-directeur général, [QUE-16.3] 11.1
 - • Séance, [QUE-16.3] 13–14
 - • • Absence ou empêchement d'un représentant des travailleurs ou des employeurs, [QUE-15.4] 18
 - • • Ajournement, [QUE-16.3] 23
 - • • Avis, [QUE-16.3] 16
 - • • Convocation, [QUE-16.3] 15, 17
 - • • Président, [QUE-16.3] 20
 - • • Quorum, [QUE-16.3] 19
 - • Vote, [QUE-16.3] 21, 22
 - Comité consultatif sur l'équité salariale, [QUE-6] 95.1–95.4
 - Comité d'audit, [QUE-16.3] 29, 30, 41–42
 - Comité d'équité salariale, [QUE-6] 21

Lois du travail 2024-2025

- Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (*suite*)
 - Comité de gouvernance et d'éthique, [QUE-16] 155.1; [QUE-16.3] 40
 - Comité de maintien d'équité salariale, [QUE-6] 76.3
 - Comité de placement et de capitalisation, [QUE-16.3] 44
 - Comité de vérification, [QUE-16] 155.1
 - Comité des ressources humaines et du budget, [QUE-16] 155.1; [QUE-16.3] 46
 - Comité multidisciplinaire, [QUE-2] 184
 - Comité sectoriel d'équité salariale, [QUE-6] 44-48, 93(10)
 - Comité sectoriel de maintien d'équité salariale, [QUE-6] 76.7, 93(10)
 - Comité stratégique
 - Composition, [QUE-16.3] 29-31
 - Fonctions, [QUE-16.3] 27
 - Président, [QUE-16.3] 29, 30
 - Président-directeur général, [QUE-16.3] 11.1
 - Séance, [QUE-16.3] 32, 36-37
 - Ajournement, [QUE-16.3] 38
 - Avis, [QUE-16.3] 33-34
 - Quorum, [QUE-16.3] 35
 - Services d'un expert externe, [QUE-16.3] 39
 - Sommaire d'activités, [QUE-16.3] 28
 - Comité sur les ressources informationnelles, [QUE-16.3] 43
 - Commissaire, [QUE-16] 331
 - Compétence exclusive, [QUE-2] 349
 - Confidentialité, [QUE-16] 174
 - Exemption, [QUE-16] 175
 - Conseil d'administration, [QUE-16] 140
 - Composition, [QUE-16] 140
 - Conflit d'intérêts, [QUE-16] 152
 - Constitution de comités, [QUE-16] 155.1
 - Décision, [QUE-16] 159; [QUE-16.3] 7, 9
 - Fonctions, [QUE-16.3] 1
 - Nomination des membres, [QUE-16] 140-141.1
 - Résolution, [QUE-16] 158.1
 - Séance, [QUE-16] 150; [QUE-16.3] 2-3
 - Ajournement, [QUE-16.3] 8
 - Avis, [QUE-16.3] 5
 - Convocation, [QUE-16.3] 4, 6
 - Quorum, [QUE-16] 151
 - Vacance, [QUE-16] 148
 - Vote, [QUE-16] 7, 140, 153
 - Constitution, [QUE-16] 137-165
 - Contrat de recherche, [QUE-16] 168
 - Contribution au Fonds du Tribunal administratif du travail, [QUE-2] 366.1
 - Coût d'un service, [QUE-2] 586
 - Coûts assumés, [QUE-2] 150, 154, 157, 181, 194, 197-198.1, 204, 454
 - Décision, [QUE-2] 354
 - Équité, [QUE-2] 351
 - Exécution, [QUE-2] 361, 362
 - Fait nouveau, [QUE-2] 365
 - Infraction et peine, [QUE-2] 464
 - Reconsidération, [QUE-2] 365, 366
 - Signature, [QUE-2] 355
 - Décision du Tribunal administratif du travail
 - Notification à la Commission, [QUE-19] 47
 - Décision individuelle en matière d'équité salariale, [QUE-16] 161.0.1-161.0.7; [QUE-16.4]
 - Absence ou empêchement d'agir d'un commissaire, [QUE-16] 161.0.6
 - Commissaire additionnel, [QUE-16] 161.0.7
 - Devoirs et fonctions des commissaires, [QUE-16] 161.0.3
 - Durée du mandat des commissaires, [QUE-16] 161.0.2
 - Exercice des fonctions à temps plein, [QUE-16] 161.0.3
 - Exercice seul des pouvoirs conférés à la Commission, [QUE-16] 161.0.5
 - Expiration du mandat des commissaires, [QUE-16] 161.0.2
 - Nomination de commissaires, [QUE-16] 161.0.1, 161.0.7
 - Prise de la décision, [QUE-16] 161.0.1
 - Quorum des séances, [QUE-16] 161.0.5
 - Rémunération, avantages sociaux et autres conditions des commissaires, [QUE-16] 161.0.4, 161.0.7
 - Déclaration de services, [QUE-16] 161.1, 161.2
 - Décret de convention collective, [QUE-4] 16
 - Définition, [QUE-2] 2; [QUE-6] 4; [QUE-16] 1

Index analytique

- Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (*suite*)
 - Délégation de pouvoirs, [QUE-16] 172, 172.1
 - Demande au Tribunal administratif du travail, [QUE-6] 104–113
 - Différend soumis à la Commission, [C-2] 49.1; [QUE-6] 98
 - Dispositions non applicables, [QUE-16] 176.0.1, 176.0.2
 - Dispositions transitoires, [QUE-16] 251–335; [QUE-19] 239–254
 - Renvoi, [QUE-16] 333
 - Document
 - Utilisation de support ou de technologie, [QUE-16] 173.1
 - Assistance, [QUE-16] 173.1
 - Documents d'information relatifs à l'équité salariale, [QUE-6] 14
 - Conservation des renseignements, [QUE-6] 14.1, 114(6)
 - Employeur tenu personnellement au paiement des prestations, [QUE-2] 339, 340
 - Assistance médicale et réadaptation, [QUE-2] 341
 - Paiement des prestations dues par un employeur, [QUE-2] 342
 - Réclamation pour prestations, [QUE-2] 341, 342
 - Enquête et audition, [QUE-6] 102–102.2.2; [QUE-16] 160, 172
 - Accès aux documents, [QUE-6] 102.2
 - Conciliateur, [QUE-6] 102.2
 - Accord, [QUE-6] 103.0.1–103.0.3
 - Confidentialité, [QUE-16] 160
 - Document caché, [QUE-13] 140(4)
 - Frais, [QUE-16] 172
 - Pouvoirs, [QUE-13] 108, 109, 125; [QUE-16] 160, 172, 172.1
 - Procédure, [QUE-13] 103, 107.1, 108–111
 - Entente avec le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale
 - Communication des renseignements et des documents, [QUE-2] 42.2; [QUE-16] 174.1, 174.2
 - Entente avec le ministre du Revenu
 - Communication des renseignements et des documents, [QUE-2] 315.5
 - Entente avec le ministre de la Santé et des Services sociaux
 - Travailleur domestique, [QUE-16.5] ann. I
 - Entente avec Retraite Québec, [QUE-2] 42.1
 - Entente avec un ministère ou un autre gouvernement, [QUE-16] 170, 170.1
 - Dépôt à l'Assemblée nationale, [QUE-16] 170
 - Entrave à une enquête, une vérification, un examen ou une audition, [QUE-2] 331.2, 464
 - Équité, [QUE-2] 351
 - Évaluation médicale
 - Avis au ministre du Travail, [QUE-2] 217
 - Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail liée, [QUE-2] 224, 224.1, 233
 - Examen médical requis, [QUE-2] 204
 - Financement des comités concernant les maladies pulmonaires, [QUE-2] 233.0.1
 - Professionnel désigné, [QUE-2] 204
 - Transmission des documents au Bureau d'évaluation médicale, [QUE-2] 205.1, 206, 212.1, 217
 - Exécution des décisions hors du Québec, [QUE-13] 39(16)
 - Exécution des décisions rendues hors du Québec, [QUE-13] 39.0.0.1
 - Opposition, [QUE-13] 39.0.0.3
 - Procédure, [QUE-13] 39.0.0.2
 - Exercice financier, [QUE-16] 162
 - Fausse déclaration, [QUE-2] 464
 - Financement, [QUE-2] 281–331.3; [QUE-13] 114, 169; [QUE-16] 247
 - Choix du mode de financement, [QUE-2] 284
 - Compte distinct pour chaque employeur, [QUE-2] 283
 - Cotisation de l'employeur, [QUE-2] 281, 284.1, 284.2, 304–325, 343–345, 574.2
 - Perception, [QUE-2] 281, 574.2; [QUE-16] 247
 - Remboursement à la Régie de l'assurance maladie, [QUE-16] 247, 248
 - Réserve, [QUE-2] 285, 286, 312
 - Somme requise, [QUE-16] 335
 - Fonctionnaire, [QUE-16] 177, 330
 - Fonctions, [QUE-2] 181–187; [QUE-6] 93; [QUE-13] 5; [QUE-16] 166–176
 - Entrave, [QUE-13] 140(1)

Lois du travail 2024-2025

- Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (*suite*)
 - Fonds du Tribunal administratif du travail
 - • Contribution, [QUE-13] 28.1; [QUE-16] 228.1
 - Frais funéraires et de transport du défunt, [QUE-2] 111
 - Hypothèque légale, [QUE-2] 324
 - Immunité, [QUE-2] 350; [QUE-16] 161
 - Imputation des coûts, [QUE-2] 326–331
 - Incitatif financier aux employeurs
 - • Mesures de prévention, [QUE-16] 167.2
 - Indemnité de décès, [QUE-2] 134–141
 - Indemnité de remplacement du revenu, [QUE-2] 124–133
 - • Prélèvement, [QUE-2] 126
 - • Révision, [QUE-2] 54, 55, 64
 - Indemnité pour préjudice corporel, [QUE-2] 88, 90, 91, 454
 - Infraction et peine, [QUE-13] 140; [QUE-6] 115
 - • Amende, [QUE-6] 117
 - • Complicité, [QUE-6] 116
 - • Poursuite pénale, [QUE-6] 118
 - Inscription, [QUE-2] 18, 19
 - • Avis, [QUE-2] 21
 - Institution, [QUE-16] 137
 - Intérêt, pénalité ou frais exigibles d'un employeur
 - • Renonciation, [QUE-2] 323.1
 - • Intervention, [QUE-6] 101; [QUE-19] 13
 - • Langue officielle, [C-3] 47–47.5
 - • • Plainte, [C-3] 47, 47.4
 - • • • Délai, [C-3] 47.4, 47.5
 - • • • Information confidentielle, [C-3] 47.1
 - • • • Nomination d'une personne pour régler la plainte, [C-3] 47.1
 - • • • Représentation d'un travailleur sans appartenance à une association, [C-3] 47.3
 - • • Transmission au Tribunal administratif du travail, [C-3] 47.2
 - Jurisdiction exclusive, [QUE-16] 176
 - Liste des professionnels de la santé, [QUE-2] 205
 - Loi applicable, [QUE-16] 36, 156.1
 - Membre du conseil d'administration
 - • Conflit d'intérêts, [QUE-16] 152
 - • Fonctions
 - • • Cumul, [QUE-16] 153.1
 - • • Honoraires ou allocations, [QUE-16] 149
 - • • Immunité, [QUE-16] 161
 - • • Mandat, [QUE-16] 144, 147
 - • • Nomination, [QUE-16] 140, 141
 - • • Vacance, [QUE-16] 148
 - • • Vote, [QUE-16] 153
 - Mesures, [QUE-6] 101, 103, 103.1, 104, 105
 - • Non-respect, [QUE-6] 106
 - Mise en demeure, [QUE-13] 111, 120
 - Normes de qualification professionnelle, [QUE-8] 43
 - Normes déontologiques (employés membres d'un ordre professionnel), [QUE-16] 174.3
 - Nouveau délai, [QUE-6] 101.1
 - Obligations en terme de services, [QUE-16] 161.2
 - • Observateur, [QUE-16] 145
 - Ordonnance, [QUE-2] 170.4
 - • Ordonnance en cas d'harcèlement psychologique
 - • • Remboursement de l'employeur, [QUE-2] 144.1
 - Paiement d'indemnités
 - • Avis au Curateur public, [QUE-2] 141
 - • Réduction ou suspension, [QUE-2] 142
 - • Remboursement de l'employeur, [QUE-2] 60–62, 268
 - • • Rétroactivité, [QUE-2] 143
 - • • Versement au tuteur ou mandataire, [QUE-2] 141
 - Paiement d'intérêts, [QUE-2] 364, 454
 - Permis d'agence de placement ou de recrutement, [QUE-13] 92.5; [QUE-13.1] 5, 6, 9–14, 20, 21, 26–28, 30, 32, 34, 36–44
 - Personne morale, [QUE-16] 138
 - Personnel, [QUE-16] 157
 - Plainte, [C-2] 49.1; [C-3] 47–47.5; [QUE-6] 96.1, 97, 99, 100, 101, 101.1, 103.1; [QUE-13] 102, 124
 - • Accord entre les parties, [QUE-6] 103
 - • Plainte frivole, [QUE-13] 106
 - Plan stratégique, [QUE-16] 161.3
 - • Contenu, [QUE-16] 161.4
 - • Transmission, [QUE-16] 161.5
 - Poursuite pénale, [QUE-2] 473
 - Pouvoirs, [QUE-2] 184; [QUE-6] 94, 95; [QUE-13] 39

Index analytique

- Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (*suite*)
 - Président du conseil d'administration
 - Absence, [QUE-16] 155
 - Conflit d'intérêts, [QUE-16] 152
 - Fonctions, [QUE-16] 154; [QUE-16.3] 10–11
 - Cumul, [QUE-16] 141.1
 - Immunité, [QUE-16] 161
 - Mandat, [QUE-16] 143
 - Nomination, [QUE-16] 140
 - Vote prépondérant, [QUE-16] 151
 - Président-directeur général
 - Absence, [QUE-16] 155
 - Audit interne, [QUE-16.3] 42
 - Conflit d'intérêts, [QUE-16] 152
 - Fonctions, [QUE-16] 141.1, 146
 - Cumul, [QUE-16] 141.1
 - Immunité, [QUE-16] 161
 - Imputabilité, [QUE-16] 163.1
 - Mandat, [QUE-16] 143, 147
 - Nomination, [QUE-16] 140, 141.1
 - Prévisions financières en matière d'équité salariale, [QUE-16] 162.1
 - Rémunération, avantages et conditions, [QUE-16] 142.1
 - Vote, [QUE-16] 140
 - Prévisions financières en matière d'équité salariale, [QUE-16] 162.1
 - Prolongation de délai, [QUE-2] 352
 - Rapport d'activités, [QUE-16] 163
 - Dépôt à l'Assemblée nationale, [QUE-16] 163
 - Réadaptation après consolidation, [QUE-2] 150, 154, 157
 - Adaptation d'un poste de travail, [QUE-2] 176
 - Avis, [QUE-2] 170.4
 - Décision en cas de nouvelles circonstances, [QUE-2] 147
 - Détermination de la capacité d'exercer, [QUE-2] 167.1, 170.1
 - Entente de services publics d'emploi, [QUE-2] 182.1
 - Mesure de prévention, [QUE-2] 185
 - Ordonnance, [QUE-2] 170.4
 - Plan individualisé, [QUE-2] 146, 147, 169, 170, 183
 - Service de soutien en recherche d'emploi et d'accompagnement, [QUE-2] 173, 174
 - Service professionnel, [QUE-2] 152, 182
 - Subvention à l'employeur, [QUE-2] 167.2, 175
 - Subvention pour la création et la gestion d'une entreprise, [QUE-2] 178
 - Réadaptation avant consolidation, [QUE-2] 145–145.2
 - Approbation par un professionnel de la santé, [QUE-2] 145.2
 - Réclamation en vertu d'un autre régime, [QUE-2] 448–453
 - Recours, [QUE-6] 96, 99, 101, 101.1
 - Recouvrement des prestations, [QUE-2] 129, 133, 363, 431–437
 - Refus d'agir en faveur du salarié ou du plaignant, [QUE-6] 111
 - Règlement, [QUE-2] 454–457, 593; [QUE-6] 114; [QUE-13] 32, 35; [QUE-16] 34, 223
 - Adoption par le gouvernement, [QUE-2] 457
 - Approbation, [QUE-2] 455, 593; [QUE-13] 32
 - Entrée en vigueur, [QUE-2] 455, 457, 593; [QUE-16] 225
 - Modification, [QUE-2] 456
 - Publication, [QUE-2] 455, 457, 593; [QUE-16] 224
 - Renvois, [QUE-16] 223.2
 - Règlement en vigueur, [QUE-16] 286, 294, 300, 310
 - Renseignements, [QUE-2] 42; [QUE-16] 164, 173–175
 - Renseignements non utilisés lors d'une enquête, plainte ou différend, [QUE-6] 93 al. 2
 - Renseignements requis d'un employeur, [QUE-6] 95
 - Réunion, [QUE-16] 145
 - Révision d'une décision, [QUE-2] 358–358.5, 360, 570.1
 - Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail liée, [QUE-2] 358.3
 - Contestation devant le Tribunal administratif du travail, [QUE-2] 359, 360, 362, 365
 - Décision, [QUE-2] 358.3, 358.5, 362–365, 454
 - Délai, [QUE-2] 358, 358.2

Lois du travail 2024-2025

- Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (*suite*)
 - Demande, [QUE-2] 358.1
 - Droit éteint, [QUE-2] 357.1
 - Personne responsable, [QUE-2] 358.4
 - Restriction, [QUE-2] 358
 - Salaire minimum, [QUE-2] 6
 - Sanction interdite pour cause de lésion professionnelle, [QUE-2] 32, 252-264
 - Secrétaire
 - Fonctions, [QUE-16.3] 25
 - Secrétaire adjoint, [QUE-16.3] 26
 - Service de santé, [QUE-2] 193, 194
 - Entente avec le ministre de la Santé et des Services sociaux, [QUE-2] 195
 - Prothèse et orthèse, [QUE-2] 198.1
 - Remboursement de la Régie de l'assurance maladie, [QUE-2] 197, 198
 - Siège, [QUE-16] 139
 - Somme remise par l'employeur, [QUE-13] 120, 121
 - Déduction, [QUE-13] 121
 - Somme versée au salarié, [QUE-13] 112
 - Montant forfaitaire, [QUE-13] 114
 - Stagiaire
 - Plainte pour harcèlement psychologique, [QUE-21] 26-29
 - Enquête, [QUE-21] 27
 - Représentation du stagiaire, [QUE-21] 29
 - Transfert au Tribunal administratif du travail, [QUE-21] 28
 - Plainte pour pratique interdite, [QUE-21] 21-24
 - Information confidentielle, [QUE-21] 22
 - Nomination d'une personne en vue d'un règlement, [QUE-21] 22
 - Représentation du stagiaire, [QUE-21] 24
 - Transfert au Tribunal administratif du travail, [QUE-21] 23
 - Poursuite pénale, [QUE-21] 36
 - Surveillance de la mise en œuvre des normes, [QUE-21] 7
 - Désignation du personnel en charge, [QUE-21] 8
 - Fonctions, [QUE-21] 7
 - Subrogation, [QUE-13] 112, 113, 120, 121, 138
 - Subvention, [QUE-2] 167.2, 175, 178, 186, 187; [QUE-16.1] 30
 - Table des indemnités de remplacement du revenu, [QUE-2] 63, 64
 - Table des revenus bruts annuels d'emplois convenables, [QUE-2] 50
 - Travailleur étranger temporaire
 - Atteinte aux droits, [QUE-13] 92.10
 - Obligation de l'employeur, [QUE-13] 92.9
 - Vérification, [QUE-2] 331.1-331.3
 - Coopération, [QUE-2] 331.1
 - Entrave interdite, [QUE-2] 331.2, 464
 - Identification, [QUE-2] 331.3
 - Vérification des livres, [QUE-16] 165
 - Vice de forme ou irrégularité de procédure, [QUE-2] 353
 - Vice-président
 - Absence, [QUE-16] 155
 - Conflit d'intérêts, [QUE-16] 152
 - Équité salariale, [QUE-16] 142, 161.0.1, 161.0.5, 161.0.7
 - Fonctions, [QUE-16] 142, 146
 - Immunité, [QUE-16] 161
 - Mandat, [QUE-16] 143, 147
 - Nomination, [QUE-16] 142
 - Normes du travail, [QUE-16] 142
 - Rémunération, avantages et conditions, [QUE-16] 142.1
- Commission des normes du travail, voir** *Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail*
- Commission des partenaires du marché du travail, voir aussi** *Comité sectoriel de main-d'œuvre, Développement et reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre, Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre, Stratégie de développement des compétences en milieu de travail*
 - Composition, [QUE-11] 21
 - Conflit d'intérêts, [QUE-11] 26
 - Conseil régional, [QUE-11] 37
 - Création, [QUE-11] 16
 - Dépenses de développement des compétences admissibles, [QUE-5] 5-9, 11-13
 - Entente pour l'exercice de ses attributions, [QUE-11] 17.1
 - Fonctions, [QUE-11] 17

Index analytique

- Commission des partenaires du marché du travail (*suite*)
- Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre, [QUE-5] 26, 28
 - Frais pour l'utilisation d'un service offert par le Ministère, [QUE-11] 3.2
 - Immunité des membres, [QUE-11] 17.3
 - Mandat, [QUE-11] 18
 - Mandat des membres, [QUE-11] 23
 - Norme professionnelle
 - Approbation, modification ou désaveu
 - Recommandation au ministre, [QUE-5] 25.4
 - Plan d'action en matière de main-d'œuvre et d'emploi, [QUE-11] 3.1
 - Pouvoirs, [QUE-11] 17.1, 17.3
 - Président, [QUE-11] 24
 - Procès-verbaux, [QUE-11] 28
 - Quorum, [QUE-11] 27
 - Rapport annuel de gestion, [QUE-11] 17.0.1
 - Recommandations, [QUE-11] 17.0.1
 - Régie interne, [QUE-11] 27
 - Règlement, [QUE-5] 20–22
 - Rémunération des membres, [QUE-11] 25
 - Renseignements au ministre, [QUE-11] 29
 - Séance, [QUE-11] 27
 - Secrétaire général, [QUE-11] 22
 - Stratégies et objectifs en matière de main-d'œuvre, [QUE-11] 3
 - Pouvoir d'élaboration, [QUE-5] 25.6
- Commission des relations du travail**, voir *Tribunal administratif du travail*
- Commission du salaire minimum**, voir aussi *Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail*
- Dispositions transitoires, [QUE-13] 152–156
 - Affaires continuées, [QUE-13] 154
 - Commissaire à temps partiel, [QUE-13] 156
 - Ordonnance continuée, [QUE-13] 152
 - Régime de retraite, [QUE-13] 156
 - Secrétaire et personnel, [QUE-13] 155
- Commission parlementaire**, [C-2] 98
- Commission scolaire**
- Accès à l'égalité en emploi
 - Application de la Loi, [QUE-1] 2(3)
 - Convention collective
 - Commissions liées, [QUE-3] 68
 - Effet continué, [QUE-3] 111.6
 - Expiration, [QUE-3] 111.6
 - Mandat exclusif, [QUE-3] 11
 - Négociation, [QUE-3] 111.6
 - Obligations du mandataire, [QUE-3] 11
 - Révocabilité, [QUE-3] 11
 - Validité, [QUE-3] 11
 - Équité salariale, [QUE-6] 3 al. 2(3), 11, 21.1 al. 2(3)
 - Formation de la main-d'œuvre, [QUE-5] 7
 - Requête en accréditation
 - Renouvellement, [QUE-3] 40
 - Secteurs public et parapublic, [QUE-3] 111.2(1)
 - Travaux bénévoles de construction, [QUE-15.2] 4(4)
 - Travaux de construction non régis par la Loi, [QUE-15] 19 al. 1(8)
- Communauté métropolitaine**, [QUE-1] 2(2); [QUE-3] 40; [QUE-15] 19 al. 1(3)
- Communauté urbaine**, voir *Communauté métropolitaine*
- Communication**
- Besoins spéciaux de l'employé
 - Mode de communication requis en matière de santé et de sécurité au travail, [CAN-2] 122.3
 - Liberté de moyens, [C-1] 2(b)
- Concession d'entreprise**, [QUE-3] 45–45.2; [QUE-4] 14.1, 14.2; [QUE-13] 96, 97
- Conciliateur**
- Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-6] 102.2, 103–103.0.3
 - Désignation, [QUE-3] 54–55
 - Présence aux réunions, [QUE-3] 56
 - Rapport, [QUE-3] 57
 - Renvoi à l'arbitrage, [QUE-3] 93.1, 93.3
 - Statut de non-salarié, [QUE-3] 1(l) 3°
 - Tribunal administratif du travail, [QUE-19] 21, 23, 85, 89, 269
 - Accord entre les parties, [QUE-19] 21, 23
 - Code de déontologie, [QUE-19] 89, 269; [QUE-19.1] 1–4

- Conciliateur (*suite*)
- Conflit d'intérêts, [QUE-19.1] 4
 - Devoirs, [QUE-19.1] 3
 - Désignation, [QUE-19] 21
 - Fonctions, [QUE-19] 85
 - Nomination, [QUE-19] 85; [QUE-19.1] 2
- Conciliateur (construction)**
- Désignation, [QUE-15] 43, 43.1
 - Rapport, [QUE-15] 43.3
 - Réunion, [QUE-15] 43.2
- Conciliateur (fédéral), voir aussi Ministre du Travail (fédéral)**
- Définition, [CAN-2] 3(1)
 - Déposition au civil, [CAN-2] 119
 - Échec du conciliateur, [CAN-2] 74
 - Fonctions, [CAN-2] 73(2)
 - Nomination, [CAN-2] 72(1)a), (2)
 - Rapport au ministre du Travail, [CAN-2] 73(1)b)
 - Délai, [CAN-2] 73(1)b)
 - Retard, [CAN-2] 113
- Conciliation**, [QUE-2] 254 [QUE-19] 21–25, voir aussi *Conciliateur, Négociation collective, Recours devant le Tribunal administratif du travail*
- Absence d'accord, [QUE-19] 24
 - Accès aux documents, [QUE-10] 123
 - Accord, [QUE-10] 124; [QUE-19] 23
 - Approbation du Tribunal administratif du travail, [QUE-19] 23
 - Assurance automobile, [QUE-10] 120
 - But, [QUE-10] 121
 - Calendrier des échéances
 - Modification, [QUE-10] 121.2
 - Conférence de gestion, [QUE-10] 119.1(4)
 - Confidentialité, [QUE-10] 123; [QUE-19] 25
 - Consentement des parties, [QUE-2] 254; [QUE-19] 21
 - Décision du Tribunal administratif du travail, [QUE-19] 23
 - Déontologie, [QUE-19] 89
 - Déroulement, [QUE-10] 121.1
 - Désignation du conciliateur, [QUE-10] 120; [QUE-19] 21
 - Dossier en matière d'indemnité ou de prestation, [QUE-10] 119.6
 - Effet non suspensif de l'instance, [QUE-10] 121
 - Exécution de l'accord, [QUE-10] 124
 - Expiration du délai, [QUE-10] 118.1
 - Facultative, [QUE-19] 21
 - Fonctions du conciliateur, [QUE-19] 85
 - Formalités, [QUE-10] 121.1
 - Frais, [QUE-10] 121.1
 - Huis clos, [QUE-10] 121.1
 - Participation, [QUE-10] 120, 121.1
 - Plainte d'un travailleur, [QUE-2] 254
 - Pouvoir du membre du Tribunal, [QUE-10] 121.2
 - Présidence, [QUE-10] 120
 - Preuve, [QUE-19] 22
 - Procédure, [QUE-10] 121.1
 - Recevabilité en preuve, [QUE-10] 122
 - Recours devant la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 254
 - Recours devant le Tribunal administratif du travail, [QUE-19] 21–25
 - Refus d'entériner l'accord, [QUE-19] 24
 - Régime des rentes, [QUE-10] 120
 - Règles applicables, [QUE-10] 121.1
 - Restriction, [QUE-19] 22
 - Restriction d'accès, [QUE-19] 25
 - Rôle du conciliateur, [QUE-10] 121.1
 - Section des affaires sociales, [QUE-10] 120
 - Sécurité du revenu, [QUE-10] 120
 - Tenue, [QUE-10] 119.6, 120, 121.1
- Conciliation (fédéral), voir aussi Commission de conciliation (fédéral), Service fédéral de médiation et de conciliation**
- Commission canadienne des droits de la personne
 - Plainte fondée sur des actes discriminatoires, [CAN-1] 47
 - Demande, [CAN-2.3] 6
 - Procédure, [CAN-2] 71–79
- Condition sociale**
- Discrimination interdite, [C-2] 10, 134(1)
- Conditions d'emploi, voir Conditions de travail**
- Conditions de travail, voir aussi Assouplissement des conditions de travail, Équité en matière d'emploi, Équité**

Index analytique

- Conditions de travail (*suite*)
salariale (provincial), Maintien des conditions de travail
- Applicables à la fin d'une grève ou d'un lock-out, [QUE-3] 93.5
 - Convention collective plus avantageuse, [QUE-16] 4
 - Décret de convention plus avantageux, [QUE-4] 13; [QUE-16] 4
 - Discrimination interdite, [C-2] 16, 134(1)
 - Droits, [C-2] 46; [QUE-16] 9
 - Équité salariale, [QUE-6] 74
 - Modification interdite
 - Secteurs public et parapublic, [QUE-3] 111.11
 - Service public, [QUE-3] 111.0.23
 - Personnel de la Commission des droits de la personne, [C-2] 62
 - Reconduction stipulée à la convention collective, [QUE-3] 59
- Confédération**, voir aussi *Syndicat professionnel, Union et fédération*
- Approbation des statuts et règlements, [QUE-18] 29
 - Caisse d'assurance, [QUE-18] 20
 - Approbation du registraire des entreprises
 - Constitution, [QUE-18] 20
- Confédération des syndicats nationaux (CSN)**, [QUE-6] 21.1 al. 2(1); [QUE-15] 28
- Conférence de gestion**
- Application, [QUE-10] 118.1, 119.1
 - Calendrier des échéances, [QUE-10] 119.1, 119.4
 - Conciliation, [QUE-10] 119.1(4)
 - Convocation, [QUE-10] 118.1, 119.1
 - Décision, [QUE-10] 119.3, 119.5
 - Défaut de participer, [QUE-10] 119.3
 - Échéance non respectée par les parties, [QUE-10] 119.5
 - Entente, [QUE-10] 119.1
 - Expropriation, [QUE-10] 119.4
 - Fiscalité municipale, [QUE-10] 119.4
 - Forclusion, [QUE-10] 119.5
 - Objectifs, [QUE-10] 119.1
 - Procès-verbal, [QUE-10] 119.2
- Conférence préparatoire**
- Convocation, [QUE-10] 125
- Déroulement de l'instance, [QUE-10] 127
 - Objet, [QUE-10] 126
 - Procès-verbal, [QUE-10] 127
- Confidentialité**, voir aussi *Renseignement confidentiel*
- Commission des droits de la personne
 - Plainte, [C-2] 94
 - Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail
 - Renseignements obtenus, [QUE-16] 174
 - Conseil canadien des relations industrielles
 - Document, [CAN-2.1] 22
 - Dossier médical, [QUE-16] 129
 - Produit contrôlé
 - Information, [QUE-16] 62.20
 - Programme d'accès à l'égalité en emploi, [C-2] 93
 - Infraction, [C-2] 134(4)
 - Scrutin sur la modification d'un horaire de travail
 - Document, [CAN-2] 172.1(3)
 - Tribunal administratif du Québec
 - Conciliation, [QUE-10] 123
 - Dossier de la section des affaires sociales, [QUE-10] 89 al. 2
 - Tribunal administratif du travail
 - Plainte, [QUE-13] 123.3
 - Tribunal canadien des droits de la personne
 - Instruction des plaintes, [CAN-1] 52
 - Volonté des employés (fédéral), [CAN-2.1] 35
- Conflit de compétence**, [QUE-15] 53.1
- Conflit d'intérêts**, [QUE-10] 69, 70, 182; [QUE-19] 69; [QUE-19.1] 4, 5
- Conflit de lois**, voir *Statut des obligations, Statut personnel*
- Congé (membre de la force de réserve)**, [CAN-2] 247.5, voir aussi *Membre de la force de réserve*
- Ancienneté (calcul), [CAN-2] 247.91(2)
 - Avantages, [CAN-2] 247.91(2)
 - Modifications durant le congé, [CAN-2] 247.95
 - Confirmation (remise à l'employeur), [CAN-2] 247.7
 - Congédiement, suspension, mise à pied, rétrogradation ou prise de mesures disciplinaires interdits, [CAN-2] 247.96

Lois du travail 2024-2025

- Congé (membre de la force de réserve) (*suite*)
- Continuité d'emploi, [CAN-2.2] 29
 - Disposition applicable, [CAN-2] 247.92
 - Durée, [CAN-2] 247.5(1.1), (1.2), 247.6
 - Pouvoirs du ministre, [CAN-2] 247.5
 - Préavis, [CAN-2] 247.6
 - Règlement, [CAN-2] 247.97
 - Réintégration de l'employé, [CAN-2] 247.93
 - • Affectation à un poste différent, [CAN-2] 247.94
 - Retour au travail
 - • Report, [CAN-2] 247.8
 - Situations visées, [CAN-2] 247.5; [CAN-2.2] 19(6)
- Congé à la personne, voir aussi Congé de maternité**
- Grossesse ou accouchement, [QUE-13] 74, 81.4–8.5, 81.5.2, 81.6, 81.8, 81.9, 81.14.1–81.15.1, 81.17, 123.2
- Congé annuel, voir aussi Cessation d'emploi, Indemnité compensatoire, Normes du travail**
- Année de référence, [QUE-13] 66
 - Année de service, [CAN-2] 183; [CAN-2.2] 13
 - Application exclusive de la convention, [CAN-2] 168(1.1)
 - Assurance salaire, maladie ou invalidité, [QUE-13] 70
 - Avis, [CAN-2.2] 12
 - Continuité d'emploi, [CAN-2] 190(d); [CAN-2.2] 29
 - Date, [QUE-13] 72
 - Droit au congé payé, [QUE-13] 66; [CAN-2] 185; [CAN-2.2] 13
 - Durée, [CAN-2] 184, 185
 - • Service continu inférieur à un an, [QUE-13] 67
 - • Service continu d'un an, [QUE-13] 68
 - • Service continu de sept ans, [QUE-13] 69
 - Fractionnement, [QUE-13] 71
 - Indemnité compensatrice interdite, [QUE-13] 73
 - Indemnité de congé, [CAN-2] 184.01, 188
 - • Assimilation à salaire, [CAN-2] 186
 - • Calcul, [CAN-2] 184.01
 - • Définition, [CAN-2] 183
 - • Non-versement, [CAN-2] 251.1(2)
 - • Versement, [CAN-2] 185(b); [CAN-2.2] 13(4), 14(2)
 - Infraction et peine, [CAN-2] 256(1)a)
 - Interruption, [CAN-2] 187.1
 - Jour férié en jour de congé, [CAN-2] 187
 - Paie de vacances, [QUE-13] 74–75
 - • Absence pour cause de don d'organes ou de tissus à des fins de greffe, [QUE-13] 74
 - • Calcul, [QUE-13] 74
 - • Congé de maternité, à la personne ou de paternité, [QUE-13] 74
 - • Versement, [QUE-13] 75
 - Période du congé, [QUE-13] 70; [CAN-2] 184.1, 185(a)
 - Prolongation, [CAN-2] 187
 - Réduction interdite, [QUE-13] 74.1
 - Règlements d'application, [CAN-2] 190
 - Réintégration, [CAN-2] 209.1(1)
 - • Emploi comparable, [CAN-2] 209.1(2)
 - • Motif valable, [CAN-2] 209.1(2), 209.4(c)
 - Renonciation, [CAN-2.2] 14(1)
 - • Entente, [CAN-2.2] 14(1)
 - • Indemnité, [CAN-2.2] 14(2)
 - Report, [QUE-13] 70; [CAN-2] 187.2; [CAN-2.2] 14
 - • Entente, [CAN-2.2] 14(1)
 - • Supplémentaire sans salaire, [QUE-13] 68.1
 - Salarié réserviste des Forces canadiennes, [QUE-13] 70
 - Statut d'emploi du salarié, [QUE-13] 74.1
 - Travailleur agricole, [QUE-13] 75
- Congé de décès, voir aussi Avantages liés au travail, Congé en cas de décès ou de disparition d'un enfant, Normes du travail**
- Absence du travail, [QUE-13] 80–80.2
 - Application exclusive de la convention, [CAN-2] 168(1.1)
 - Avis à l'employeur, [QUE-13] 80.2; [CAN-2] 210(1.3)
 - Congé payé, [CAN-2] 210(2); [CAN-2.2] 19(6)
 - • Condition d'admissibilité, [CAN-2] 210(2)
 - Continuité d'emploi, [CAN-2] 210(3)c); [CAN-2.2] 29
 - Décès
 - • Enfant, [CAN-2] 210(1.01)

Index analytique

- Congé de décès (*suite*)
 - • Mortinaiissance, [CAN-2] 210(1.02)
 - • Proche parent, [CAN-2] 210(1); [CAN-2.2] 33
 - Définition, [CAN-2] 210(1.03)
 - Division du congé, [CAN-2] 210(1.2)
 - Durée, [CAN-2] 210(1)
 - Infraction et peine, [CAN-2] 256(1)a)
 - Prolongation, [CAN-2] 210(1.1)
 - Règlement, [CAN-2] 210(3)
 - Rémunération, [CAN-2] 210(2); [CAN-2.2] 17, 19(6)
 - Stagiaire, [QUE-21] 4, 12, 13
- Congé de maladie, voir aussi Avantages liés à l'emploi**
 - Avis à l'employeur, [CAN-2] 239(3), (4)
 - Calcul de la paie de vacance ou indemnité, [QUE-13] 74
 - Calcul des avantages, [CAN-2] 239(8)
 - • Présomption, [CAN-2] 239(12)
 - Certificat médical, [CAN-2] 239(2)
 - • Professionnel de la santé, [CAN-2] 239(2)
 - Conditions d'admissibilité, [CAN-2] 239(1)
 - Continuité d'emploi, [CAN-2] 239(8); [CAN-2.2] 29
 - Cotisation, [CAN-2] 239(9)-(11)
 - Disposition applicable, [CAN-2] 239(14)
 - Division du congé payé, [CAN-2] 239(1.5)
 - Durée, [CAN-2] 239(1), (4)
 - Infraction et peine, [CAN-2] 256(1)a)
 - Interdiction, [CAN-2] 239(6)
 - Modification, [CAN-2] 239(4)
 - Nombre de journée de congé payé, [CAN-2] 239(1.2), (1.21); [CAN-2.2] 19(6), 33.1(1)
 - Possibilité d'emploi, [CAN-2] 239(5)
 - Réaffectation, [CAN-2] 239(7)
 - Règlement, [CAN-2] 239(13)
 - Report annuel, [CAN-2] 239(1.4); [CAN-2.2] 33.1(2)
 - Situations visées, [CAN-2] 239(1)
 - Stagiaire, [QUE-21] 4, 11
 - Taux de salaire, [CAN-2] 239(1.3); [CAN-2.2] 17
- Congé de maternité, voir aussi Avantages liés à l'emploi**
 - Accouchement après la date prévue, [QUE-13] 81.4.1
 - Accouchement prématuré, [QUE-13] 81.5.3
 - Application de la Loi, [QUE-13] 157-158
 - Avis à l'employeur, [QUE-13] 81.6, 81.14.2; [CAN-2] 207(1), 207.2(1)
 - • Modification de la durée, [QUE-13] 81.13, 81.14.2; [CAN-2] 207(2)
 - Certificat médical, [QUE-13] 81.6, 81.8, 81.9, 81.14.2; [CAN-2] 206(1), 207.2(4)
 - Conditions d'admissibilité, [CAN-2] 206(1)
 - Congé forcé, [QUE-13] 81.8
 - Continuité d'emploi, [CAN-2.2] 29
 - Cumul des congés
 - • Durée maximale, [CAN-2] 206.2
 - Danger d'interruption de grossesse, [QUE-13] 81.5.1
 - Début, [QUE-13] 81.5
 - Démission présumée, [QUE-13] 81.14
 - Discrimination, [QUE-13] 122
 - Droit, [QUE-13] 81.4
 - Durée, [QUE-13] 81.4, 89(6); [CAN-2] 206(1)
 - • Maximum, [CAN-2] 206.2
 - Enfant hospitalisé, [QUE-13] 81.14.1, 81.14.2; [CAN-2] 206(2)
 - Fractionnement, [QUE-13] 81.14.1, 89(6.1.1)
 - Information sur les possibilités d'emploi, [CAN-2] 209
 - Infraction et peine, [CAN-2] 256(1)a)
 - Interruption, [CAN-2] 207.2
 - Interruption de grossesse, [QUE-13] 81.5.1-81.5.3
 - Modalités d'attribution, [CAN-2] 206
 - Paie de vacances, [QUE-13] 74
 - Poste aboli, [QUE-13] 81.15
 - Procédure, [CAN-2] 207-209.5
 - Prolongation, [QUE-13] 81.14.2, [CAN-2] 206(3)
 - Règlement, [CAN-2] 209.4
 - Réintégration, [QUE-13] 81.15; [CAN-2] 209.1(1)
 - • Emploi comparable, [CAN-2] 209.1(2)
 - • Motif valable, [CAN-2] 209.1(2), 209.4(c)
 - Réintégration du salarié, [QUE-13] 81.15.1
 - Retour au travail
 - • Avant la date prévue, [QUE-13] 81.13
 - Sanction interdite, [QUE-13] 122; [CAN-2] 209.3

Lois du travail 2024-2025

Congé de maternité (*suite*)

- • Plainte, [QUE-13] 123
- • Présomption prolongée, [QUE-13] 123.2
- Stagiaire, [QUE-21] 4, 11, 15, 16
- Suspension, [QUE-13] 81.14.2

Congé de paternité ou de parent, [QUE-13] 74, 81.2, 81.14.1, 81.14.2, 81.15.1, 89(6), (6.1.1), 123.2

- Adoption, [QUE-13] 81.2
- Avis à l'employeur, [QUE-13] 81.2.1
- • Modification de la durée, [QUE-13] 81.13
- Grossesse pour autrui, [QUE-13] 81.2
- Infraction et peine, [CAN-2] 256(1)a
- Retour au travail
- • Avant la date prévue, [QUE-13] 81.13

Congé de soignant

- Avis à l'employeur, [CAN-2] 207.1, 207.3
- Certificat, [CAN-2] 206.3(2), (3.1), (8)
- Continuité d'emploi, [CAN-2.2] 29
- Définition, [CAN-2] 206.3(1), 209.4
- Infraction et peine, [CAN-2] 256(1)a
- Interdiction, [CAN-2] 209.3(2)
- Interruption, [CAN-2] 207.02, 207.1
- Modalités d'attribution, [CAN-2] 206.3(2), (8)
- Période de congé, [CAN-2] 206.3(3), (7)
- • Durée minimale, [CAN-2] 207.01
- Période plus courte, [CAN-2] 206.3(4), (5)
- Règlement, [CAN-2] 209.4
- Réintégration, [CAN-2] 209.1(1)
- • Emploi comparable, [CAN-2] 209.1(2)
- • Motif valable, [CAN-2] 209.1(2), 209.4(c)
- Restriction, [CAN-2] 206.3(7.1)
- • Soins à un membre de la famille mourant, [CAN-2] 206.3(2)
- Travailleur indépendant, [CAN-2] 206.3(9)

Congé en cas de décès ou de disparition d'un enfant

- Avis à l'employeur, [CAN-2] 207.1, 207.3
- Continuité d'emploi, [CAN-2.2] 29
- Décès d'un enfant par un crime, [CAN-2] 206.5(2)
- Définition, [CAN-2] 206.5(1)
- Disparition d'un enfant, [CAN-2] 206.5(3)
- Durée, [CAN-2] 206.5(8)
- Exception, [CAN-2] 206.5(4)

- Infraction et peine, [CAN-2] 256(1)a
- Interdiction, [CAN-2] 209.3(2)
- Interruption, [CAN-2] 207.02, 207.1
- Période de congé, [CAN-2] 206.5(5)–(7)
- • Durée maximale, [CAN-2] 206.4(5)
- • Durée minimale, [CAN-2] 207.01
- Règlement, [CAN-2] 209.4
- Réintégration, [CAN-2] 209.1(1)
- • Emploi comparable, [CAN-2] 209.1(2)
- • Motif valable, [CAN-2] 209.1(2), 209.4(c)

Congé en cas de maladie grave d'une personne proche

- Avis à l'employeur, [CAN-2] 207.1, 207.3
- Certificat, [CAN-2] 206.4(2), (2.1)
- Continuité d'emploi, [CAN-2.2] 29
- Définition, [CAN-2] 206.4(1)
- Infraction et peine, [CAN-2] 256(1)a
- Interdiction, [CAN-2] 209.3(2)
- Interruption, [CAN-2] 207.02, 207.1
- Période de congé, [CAN-2] 206.4(4)
- • Durée maximale, [CAN-2] 206.4(5)
- • Durée minimale, [CAN-2] 207.01
- Règlement, [CAN-2] 209.4
- Réintégration, [CAN-2] 209.1(1)
- • Emploi comparable, [CAN-2] 209.1(2)
- • Motif valable, [CAN-2] 209.1(2), 209.4(c)
- Restriction, [CAN-2] 206.4(6), (7)
- Soins à une personne gravement malade
- • Adulte, [CAN-2] 206.4(2.1)
- • Enfant, [CAN-2] 206.4(2)

Congé lié à la COVID-19

- Affectation à un poste différent, [CAN-2] 239.01(14)
- Avis à l'employeur, [CAN-2] 239.01(9)
- Calcul des avantages, [CAN-2] 239.01(15), (19)
- Cotisation
- • Défaut de versement, [CAN-2] 239.01(18)
- • Employé, [CAN-2] 239.01(16)
- • Employeur, [CAN-2] 239.01(17)
- Déclaration écrite, [CAN-2] 239.01(11)
- Définition, [CAN-2] 239.01(2)
- Durée, [CAN-2] 239.01(1), (3)
- • Congé antérieur, [CAN-2] 239.01(6)

Index analytique

- Congé lié à la COVID-19 (*suite*)
 - Division du congé, [CAN-2] 239.01(7)
 - Modification, [CAN-2] 239.01(10)
 - Plusieurs employés, [CAN-2] 239.01(5)
 - Prolongation, [CAN-2] 239.01(4), (4.1)
 - Interdiction, [CAN-2] 239.01(13)
 - Plainte pour représailles, [CAN-2] 246.1(1)
 - Possibilité d'emploi, [CAN-2] 239.01(12)
 - Règlement, [CAN-2] 239.01(20)
 - Restriction, [CAN-2] 239.01(8)
 - Situations visées, [CAN-2] 239.01(1)
- Congé parental, voir aussi Avantages liés à l'emploi**
 - Adoption, [QUE-13] 81.1-81.2, 81.10-81.12; [CAN-2] 206.1
 - Durée, [CAN-2] 206.1(1)b), 206.1(3)
 - Période, [CAN-2] 206.1(2)a)
 - Réglementation, [QUE-13] 89(6), (6.1)
 - Avis à l'employeur, [QUE-13] 81.12, 81.13, 81.14.2; [CAN-2] 207(1), 207.2(1)
 - Modification de la durée, [QUE-13] 81.13, 81.14.2; [CAN-2] 207(2)
 - Conditions d'admissibilité, [CAN-2] 206.1(1)
 - Continuité d'emploi, [CAN-2] 209.4(a); [CAN-2.2] 29
 - Cumul des congés
 - Durée maximale, [CAN-2] 206.2
 - Début, [QUE-13] 81.11
 - Démission présumée, [QUE-13] 81.14
 - Dispositions applicables, [QUE-13] 81.17
 - Droit, [QUE-13] 81.10; [CAN-2] 206.1
 - Droit d'être informé sur les possibilités d'emploi, [CAN-2] 209
 - Durée, [QUE-13] 81.11; [CAN-2] 206.1(1), (2)
 - Maximum, [CAN-2] 206.1(3), 206.2
 - Enfant hospitalisé, [QUE-13] 81.14.1, 81.14.2
 - Fractionnement, [QUE-13] 81.14.1, 89(6.1.1)
 - Grossesse pour autrui, [QUE-13] 81.1-81.2, 81.10-81.12
 - Infraction et peine, [CAN-2] 256(1)a)
 - Interruption, [CAN-2] 206.1, 207.1, 207.2
 - Préavis, [CAN-2] 207.1(2)
 - Mariage, [QUE-13] 81
 - Modalités d'attribution, [CAN-2] 206.1(1)
 - Naissance, [QUE-13] 81.1
 - Période, [CAN-2] 206.1(2)
 - Prolongation, [CAN-2] 206.1(2.1)–(2.3)
 - Présomption de démission, [QUE-13] 81.14
 - Procédure, [CAN-2] 207–209.5
 - Prolongation, [QUE-13] 81.14.2; [CAN-2] 206.1
 - Régime d'assurances collectives, [QUE-13] 81.15
 - Règlement, [QUE-13] 89(6)–(6.1.1); [CAN-2] 209.4
 - Réintégration, [QUE-13] 81.15.1; [CAN-2] 209.1(1)
 - Emploi comparable, [CAN-2] 209.1(2)
 - Motif valable, [CAN-2] 209.1(2), 209.4(c)
 - Retour au travail avant la date prévue, [QUE-13] 81.13
 - Sanction interdite, [QUE-13] 122; [CAN-2] 209.3
 - Plainte, [QUE-13] 123
 - Présomption prolongée, [QUE-13] 123.2
 - Stagiaire, [QUE-21] 4, 14, 15
 - Suspension, [QUE-13] 81.14.2
- Congé personnel**
 - Avis à l'employeur, [CAN-2] 207.3(1), (2)
 - Continuité d'emploi, [CAN-2.2] 29
 - Division du congé, [CAN-2] 206.6(3)
 - Document justificatif, [CAN-2] 206.6(4)
 - Durée, [CAN-2] 206.6(1)
 - Infraction et peine, [CAN-2] 256(1)a)
 - Interdiction, [CAN-2] 209.3(2)
 - Règlement, [CAN-2] 206.6(5), 209.4
 - Réintégration, [CAN-2] 209.1(1)
 - Emploi comparable, [CAN-2] 209.1(2)
 - Motif valable, [CAN-2] 209.1(2), 209.4(c)
 - Rémunération, [CAN-2] 206.6(2); [CAN-2.2] 17, 19(6)
 - Situations visées, [CAN-2] 206.6(1)
- Congé pour événements familiaux, [QUE-13] 80–81.17; [QUE-21] 4, 12, 13**
- Congé pour fonctions judiciaires**
 - Avis à l'employeur, [CAN-2] 207.3
 - Continuité d'emploi, [CAN-2.2] 29
 - Document justificatif, [CAN-2] 207.3(4)
 - Droit, [CAN-2] 206.9
 - Infraction et peine, [CAN-2] 256(1)a)
 - Interdiction, [CAN-2] 209.3(2)

Congé pour fonctions judiciaires (*suite*)

- Réintégration, [CAN-2] 209.1(1)
- Emploi comparable, [CAN-2] 209.1(2)
- Motif valable, [CAN-2] 209.1(2), 209.4(c)

Congé pour les victimes de violence familiale

- Avis à l'employeur, [CAN-2] 207.3(1), (2)
- Continuité d'emploi, [CAN-2.2] 29
- Division du congé, [CAN-2] 206.7(4)
- Document justificatif, [CAN-2] 206.7(5)
- Durée, [CAN-2] 206.7(2)
- Exception, [CAN-2] 206.7(3)
- Infraction et peine, [CAN-2] 256(1)a)
- Interdiction, [CAN-2] 209.3(2)
- Règlement, [CAN-2] 206.7(6), 209.4
- Réintégration, [CAN-2] 209.1(1)
- Emploi comparable, [CAN-2] 209.1(2)
- Motif valable, [CAN-2] 209.1(2), 209.4(c)
- Rémunération, [CAN-2] 206.7(2.1); [CAN-2.2] 17, 19(6)
- Situations visées, [CAN-2] 206.7(2)

Congé pour pratiques autochtones traditionnelles

- Avis à l'employeur, [CAN-2] 207.3(1), (2)
- Continuité d'emploi, [CAN-2.2] 29
- Définition, [CAN-2] 206.8(4)
- Division du congé, [CAN-2] 206.8(2)
- Document justificatif, [CAN-2] 206.8(3)
- Durée, [CAN-2] 206.8(1)
- Infraction et peine, [CAN-2] 256(1)a)
- Interdiction, [CAN-2] 209.3(2)
- Règlement, [CAN-2] 209.4
- Réintégration, [CAN-2] 209.1(1)
- Emploi comparable, [CAN-2] 209.1(2)
- Motif valable, [CAN-2] 209.1(2), 209.4(c)
- Situations visées, [CAN-2] 206.8(1); [CAN-2.2] 19(6)

Congé pour proche aidant, [QUE-13] 79.7; [QUE-21] 4, 11, *voir aussi Congé pour raisons familiales ou parentales*

Congé pour raisons familiales ou parentales, [QUE-13] 79.7–81.17; [QUE-21] 4, 11

Congé pour raisons médicales, *voir Congé de maladie*

Congédiement, *voir aussi Conseil canadien des relations industrielles, Décret de convention collective, Plainte du salarié, Plainte pour congédiement injuste, Renvoi abusif, Tribunal administratif du travail*

- Cause juste et suffisante, [QUE-3] 14, 14.0.1
- Continuité d'emploi, [CAN-2] 245; [CAN-2.2] 29
- Illégalité, [QUE-15] 122(2)
- Indemnité, [QUE-13] 128; [CAN-2] 242(4)a)
- Infraction à la loi commise par l'employeur
- Communication de renseignements par l'employé
- Menaces et représailles, [CAN-3] 425.1
- Injuste, [CAN-2] 240–246
- Interdiction, [C-3] 45; [QUE-2] 32; [QUE-3] 15; [QUE-13] 122; [QUE-16] 81, 97; [CAN-2] 94(3)c), f), 209.3, 238, 239, 239.1(1)
- Plainte à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-13] 124–127
- Conditions d'ouverture, [QUE-13] 124
- Délai, [QUE-13] 124
- Médiation, [QUE-13] 123.3, 125
- Motifs du congédiement, [QUE-13] 125
- Plainte au Tribunal administratif du travail, [QUE-4] 30.1; [QUE-13] 127, 128
- Décision, [QUE-13] 130, 131
- Recours civil, [CAN-2] 246(1)
- Réintégration, [QUE-13] 128; [CAN-2] 242(4)b)

Conjoint

- Congé de décès
- Proche parent, [CAN-2.2] 33
- Conjoint invalide, [QUE-2] 99
- Définition, [QUE-2] 2; [QUE-13] 1(3); [QUE-21] 1
- Direction conjointe de la famille, [C-2] 47
- Égalité, [C-2] 47
- Indemnité de décès, [QUE-2] 81.1, 91, 98–101, 109, 134, ann. IV
- Indemnité de remplacement du revenu, [QUE-2] 58
- Indemnité pour préjudice corporel, [QUE-2] 91, 454

Index analytique

Conjoint de fait

- Congé de décès
- Définition, [CAN-2.2] 33
- Proche parent, [CAN-2.2] 33
- Congé de soignant, [CAN-2] 206.3

Conseil canadien des directeurs de l'apprentissage

- Programme des normes interprovinciales
- Certificat de qualification professionnelle, [QUE-5] 25.7
- Pouvoirs du ministre, [QUE-8] 29.2

Conseil canadien des relations industrielles (CCRI), [CAN-2] 2, voir aussi *Accréditation, Appel, Plainte découlant de mesures disciplinaires, Plainte devant le Conseil canadien des relations industrielles, Plainte pour congédiement injuste, Plainte pour représailles, Procédure et demande au Conseil canadien des relations industrielles*

- Arbitrage, [CAN-2] 65
- Exclusion, [CAN-2] 133(4)
- Arbitre externe, [CAN-2] 12.001
- Attributions, [CAN-2] 145.1
- Avis déclaratoire, [CAN-2] 15.1(2)
- Communication de documents, [CAN-2] 119.1
- Composition, [CAN-2] 9(2)
- Constitution, [CAN-2] 9(1)
- Contrat successif de fourniture de services, [CAN-2] 47.3
- Décision, [CAN-2] 14.2, 16.1, 18, 19, 20, 21, 156
- Authenticité, [CAN-2] 112(1)
- Caractère définitif, [CAN-2] 20(2), 22(1), 156(1)
- Caractère exécutoire, [CAN-2] 23(3)
- Champ d'application, [CAN-2] 19
- Définition, [CAN-2] 20(3)
- Délai, [CAN-2] 14.2(2)
- Dépôt à la Cour fédérale, [CAN-2] 23(1)
- Effets, [CAN-2] 42
- Preuve en justice, [CAN-2] 112(1)
- Révision et exécution, [CAN-2] 22–23.1
- Décision partielle, [CAN-2] 20(1)
- Décision sans audience, [CAN-2] 16.1
- Déclaration d'employeur unique, [CAN-2] 35
- Définition, [CAN-2] 3(1), 122(1)

- Demande d'accréditation, [CAN-2] 24.1
- Déposition au civil, [CAN-2] 119
- Désignation d'une organisation patronale comme employeur, [CAN-2] 33(1)
- Détermination de la volonté de la majorité des employés, [CAN-2] 17
- Enquête, [CAN-2] 34(2), 39(1), 43(3), 80(1)
- Frais de déplacement, [CAN-2] 12.04(2)
- Greffier, [CAN-2.1] 3
- Grève illégale, [CAN-2] 91(2)
- Immunité, [CAN-2] 12.051
- Lock-out illégal, [CAN-2] 92
- Membre, [CAN-2] 10(2), 14
- Accompagnement ou assistance, [CAN-2] 144(2)
- Citoyenneté, [CAN-2] 10(4)
- Communication interdite, [CAN-2] 144(3)
- Conclusion des affaires en cours, [CAN-2] 12(2)
- Décès ou empêchement, [CAN-2] 14.1
- Décision, [CAN-2] 14.2
- Indemnisation, [CAN-2] 12.05
- Interdiction de cumul, [CAN-2] 11
- Mandat, [CAN-2] 10(3), 12(1)
- Rémunération, [CAN-2] 12
- Résidence, [CAN-2] 10.1
- Mesures correctives ou disciplinaires, [CAN-2] 12.06, 12.07
- Audition, [CAN-2] 12.13
- Enquête publique, [CAN-2] 12.11
- Enquêteur, [CAN-2] 12.08–12.10
- Rapport au ministre, [CAN-2] 12.14, 12.15
- Règles de preuve, [CAN-2] 12.12
- Ordonnance, [CAN-2] 16, 18, 19, 21, 87.7(3), 99, 109.1, 156
- Caractère définitif, [CAN-2] 156(1)
- Effet, [CAN-2.1] 2(2)
- Interdiction de recours extraordinaires, [CAN-2] 156(2)
- Révision et exécution, [CAN-2] 22–23.1
- Signature, [CAN-2.1] 2(1)
- Ordonnance provisoire, [CAN-2] 19.1; [CAN-2.1] 18
- Plainte, [CAN-2] 97
- Plainte pour représailles, [CAN-2] 246.1–246.6

Lois du travail 2024-2025

- Conseil canadien des relations industrielles (CCRI) (*suite*)
- Pourvoi en contrôle judiciaire interdit, [CAN-2] 22(2)
 - Pouvoirs et fonctions, [CAN-2] 15–21, 133(5)
 - Aide accordée aux parties, [CAN-2] 15.1
 - Rattachement de l'accréditation à l'entreprise, [CAN-2] 45, 46
 - Première convention collective, [CAN-2] 80(1)–(3)
 - Président, [CAN-2] 10(1), (5), 12.06
 - Délégation de pouvoirs, [CAN-2] 12.01(2)
 - Premier dirigeant, [CAN-2] 12.01(1)
 - Rapport annuel, [CAN-2] 121(1)
 - Recommandation au gouvernement, [CAN-2] 34(2), 52(4)
 - Réexamen ou modification d'une décision ou ordonnance, [CAN-2] 18
 - Règlement, [CAN-2] 15
 - Rémunération, [CAN-2] 12.04(1)
 - Réunion, [CAN-2] 12.02(1)
 - Membre ne pouvant voter, [CAN-2] 12.02(4)
 - Quorum, [CAN-2] 12.02(2), 14
 - Représentation égale, [CAN-2] 12.02(3)
 - Sièges, [CAN-2] 13
 - Unité de négociation, [CAN-2] 34
 - Révision de la structure, [CAN-2] 18.1
 - Vice-président, [CAN-2] 10(1), (5), 12.03
 - Temps partiel, [CAN-2] 11(2)
- Conseil d'arbitrage**
- Convention collective (construction), [QUE-15] 80.1
- Conseil d'arbitrage (fédéral), voir aussi Règlement des désaccords (fédéral)**
- Décision
 - Accès du public, [CAN-2] 59, 111(k)
 - Caractère définitif, [CAN-2] 58(1)
 - Caractère exécutoire, [CAN-2] 66(2)
 - Délai, [CAN-2] 64
 - Délai non respecté, [CAN-2] 64(3)
 - Dépôt à la Cour fédérale, [CAN-2] 66(1), 111(j)
 - Droits de reproduction, [CAN-2] 111(k)
 - Majorité, [CAN-2] 62
 - Transmission, [CAN-2] 59
 - Définition, [CAN-2] 3(1)
- Pourvoi en contrôle judiciaire interdit, [CAN-2] 58(2)
 - Pouvoirs, [CAN-2] 60
 - Président, [CAN-2] 57(5), (6)
 - Procédure, [CAN-2] 61
 - Statut, [CAN-2] 58(3)
- Conseil de la justice administrative, voir aussi Plainte contre un membre du Tribunal administratif du Québec**
- Administration, [QUE-10] 171.1
 - Archives, [QUE-10] 174
 - Code de déontologie, [QUE-10] 177(2), 180, 181
 - Manquement, [QUE-10] 182
 - Composition, [QUE-10] 167
 - Constitution, [QUE-10] 165
 - Création, [QUE-10] 1
 - Document authentique, [QUE-10] 174
 - Fonctions, [QUE-10] 177
 - Incapacité permanente d'un membre du Tribunal administratif du Québec
 - Comité d'enquête, [QUE-10] 193
 - Audition, [QUE-10] 196
 - Conclusion, [QUE-10] 197
 - Immunité, [QUE-10] 194
 - Rapport d'enquête, [QUE-10] 197
 - Recommandation, [QUE-10] 197
 - Établissement, [QUE-10] 54(2), 177(4)
 - Suspension du membre, [QUE-10] 195
 - Liste des ministères et organismes constituant l'administration gouvernementale
 - Publication, [QUE-10] 178
 - Manquement dans l'exercice d'une charge administrative
 - Comité d'enquête, [QUE-10] 193
 - Audition, [QUE-10] 196
 - Conclusion, [QUE-10] 197
 - Immunité, [QUE-10] 194
 - Rapport d'enquête, [QUE-10] 197
 - Recommandation, [QUE-10] 197
 - Révocation de la charge
 - Recommandation, [QUE-10] 66, 177(5), 196 al. 2
 - Suspension du président ou du vice-président, [QUE-10] 195
 - Membre, [QUE-10] 167
 - Mandat

Index analytique

- Conseil de la justice administrative (*suite*)
 - Durée, [QUE-10] 168
 - Fonctions continuées, [QUE-10] 168
 - Renouvellement, [QUE-10] 168
 - Nomination, [QUE-10] 168
 - Remboursement des dépenses, [QUE-10] 171
 - Rémunération, [QUE-10] 171
 - Serment, [QUE-10] 170
 - Vacance, [QUE-10] 169
 - Pouvoirs, [QUE-10] 175
 - Président
 - Absence ou empêchement, [QUE-10] 171.1
 - Charge administrative, [QUE-10] 171.1
 - Désignation, [QUE-10] 168
 - Remplacement, [QUE-10] 171.1
 - Rapport, [QUE-10] 176, 177
 - Recommandations au ministre, [QUE-10] 177
 - Régie interne, [QUE-10] 175
 - Règles de preuve et de procédure, [QUE-10] 179
 - Renseignement, [QUE-10] 176
 - Responsabilité, [QUE-10] 177
 - Réunion, [QUE-10] 173
 - Séance, [QUE-10] 173
 - Huis clos, [QUE-10] 173
 - Procès-verbal, [QUE-10] 174
 - Secrétaire, [QUE-10] 172
 - Siège, [QUE-10] 166
 - Sommes requises, [QUE-10] 198
- Conseil du trésor**, [QUE-16] 145
 - Équité salariale, [QUE-6] 3(1); [QUE-6.1] 1
- Conseil du trésor (fédéral)**, [CAN-1] 37(2), 48.3(5), voir aussi *Administration publique fédérale*
 - Équité en matière d'emploi, [CAN-4] 4(4), (8), 8(4), 21, 41(3)
- Conseil exécutif**, [QUE-3] 1(1) 3°, 3.1°
- Conseil Mohawk de Kahnawake**, voir aussi *Mohawks de Kahnawake*
 - Assentiment préalable, [QUE-2] 24.3
 - Entente administrative avec la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 24.6
 - Entente avec le gouvernement, [QUE-2] 24.1
- Conseil provincial du Québec des métiers de la construction (international)**, [QUE-15] 28
- Conseil régional**
 - Service public, [QUE-3] 111.0.16
- Conseil régional des partenaires du marché du travail**
 - Composition, [QUE-11] 40
 - Conflit d'intérêts, [QUE-11] 44
 - Création, [QUE-11] 37
 - Fonctions, [QUE-11] 38, 39
 - Mandat des membres, [QUE-11] 41
 - Membre des comités d'évaluation, [QUE-11] 45.1
 - Président, [QUE-11] 42
 - Quorum, [QUE-11] 45
 - Régie interne, [QUE-11] 45
 - Rémunération des membres, [QUE-11] 43
 - Renseignement au ministre, [QUE-11] 46
 - Séance, [QUE-11] 46
- Conseiller**, [QUE-13] 77(4)
- Consolidation**
 - Contestation par l'employeur, [QUE-2] 212
 - Définition, [QUE-2] 2
 - Évaluation par le Bureau d'évaluation médicale, [QUE-2] 221
 - Évaluation par le professionnel de la santé, [QUE-2] 199, 200, 203
 - Information de la date de consolidation, [QUE-2] 274, 275
 - Lésion professionnelle, [QUE-2] 46, 199
- Construction**, voir aussi *Chantier de construction, Commission de la construction du Québec, Formation professionnelle, Maître d'œuvre, Travailleur de la construction, Travaux bénévoles de construction, Travaux de construction*
 - Définition, [QUE-4] 1(1); [QUE-15] 1(f)
 - Règlement, [QUE-15] 123, 123.2
- Contaminant**
 - Définition, [QUE-16] 1
 - Droit au retrait préventif du travailleur exposé, [QUE-16] 32
 - Production arrêtée, [QUE-16] 190
 - Règlement de la Commission, [QUE-16] 34

Contrat d'apprentissage, voir *Apprentissage*

Contrat d'association

- Administrateur, [C-4] 2269–2271
- Définition, [C-4] 2186
- Dévolution des biens, [C-4] 2279
- Droits des membres, [C-4] 2269, 2272, 2273
- Durée déterminée, [C-4] 2276
- Exclusion d'un membre, [C-4] 2276
- Fin, [C-4] 2277
- Formation de l'association, [C-4] 2187
- Forme, [C-4] 2267
- Insuffisance de biens, [C-4] 2274
- Intervention du tribunal, [C-4] 2278
- Liquidation de l'association, [C-4] 2278
- Objet, [C-4] 2268
- Obligations des membres, [C-4] 2273
- Participation aux décisions collectives, [C-4] 2272
- Responsabilité des administrateurs, [C-4] 2274
- Responsabilité des membres, [C-4] 2275
- Retrait d'un membre, [C-4] 2276

Contrat d'assurance ou de rente

- Discrimination, [C-2] 97(1)
- Obligatoire pour l'employeur tenu personnellement au paiement des prestations, [QUE-2] 334, 335, 336, 348

Contrat individuel de travail, [QUE-16] 1

- Langue française, [C-3] 41

Contrat d'entreprise ou de service

- À forfait, [C-4] 2109
- Acompte sur le prix, [C-4] 2122
- Définition, [C-4] 2098
- Détermination du prix, [C-4] 2106
- Estimation du prix, [C-4] 2107
- Fourniture des biens, [C-4] 2103–2105
- Garantie contre les malfaçons, [C-4] 2120
- Information fournie au client, [C-4] 2102
- Libre choix des moyens d'exécution, [C-4] 2099
- Obligation de l'entrepreneur ou du prestataire de services, [C-4] 2100
- Ouvrage exécuté en phases successives, [C-4] 2114
- Paiement, [C-4] 2111, 2112, 2123
- Perte de l'ouvrage, [C-4] 2115

- Prescription des recours, [C-4] 2116
- Prix établi en fonction de la valeur des travaux exécutés, [C-4] 2108
- Promoteur immobilier assimilé à entrepreneur, [C-4] 2124
- Réception de l'ouvrage, [C-4] 2110
- Recours en cas de vice ou malfaçon non apparent, [C-4] 2113
- Résiliation, [C-4] 2125–2129
- Responsabilité solidaire, [C-4] 2118–2121
- Tiers, [C-4] 2101
- Vérification des travaux sur un ouvrage immobilier, [C-4] 2117

Contrat frauduleux, voir *Action civile*

Contrat de société, voir *Société*

Contrat de travail, [QUE-16] 1, voir aussi *Employeur, Salarié*

- Aliénation de l'entreprise, [C-4] 2097; [QUE-13] 96, 97
- Clause empêchant l'exercice d'un droit protégé, [QUE-16] 94(3)b
- Clause de non-concurrence, [C-4] 2089, 2095
- Définition, [C-4] 2085
- Délai de congé, [C-4] 2091, 2092
- Droit de suite en relations du travail, [QUE-13] 97
- Durée, [C-4] 2086
- Durée déterminée, [QUE-2] 234, 237; [QUE-13] 82.1(2)
- Durée indéterminée, [QUE-2] 234; [QUE-13] 82
- Fin, [C-4] 2091, 2093, 2096
- Loi applicable, [C-4] 3118
- Obligations de l'employeur, [C-4] 2087, 2096
- Obligations du salarié, [C-4] 2088
- Reconduction, [C-4] 2090
- Renonciation à une indemnité, [C-4] 2092
- Résiliation, [C-4] 2092, 2094, 2095

Contrat de vente, [C-4] 2103

Contrat-type, voir *Programme de santé*

Contre-grève, [QUE-4] 37

Contremaître

- Droits, [QUE-16] 11
- Équité salariale
- Absence de catégories d'emplois à prédominance masculine

Index analytique

- Contremaître (*suite*)
- Catégorie d'emplois types, [QUE-6.2] 1
 - Taux horaire de rémunération attribué à la catégorie d'emplois, [QUE-6.2] 3(2)
 - Obligations, [QUE-16] 7, 8
 - Statut de non-salarié, [QUE-3] 1(l) 1^o; [QUE-16] 1
- Convention**
- Définition, [QUE-13] 1(4); [QUE-16] 1; [QUE-21] 1
- Convention collective**, voir aussi *Commission scolaire, Décret de convention collective, Négociation collective, Première convention collective, Prescription, Règlement des désaccords (fédéral), Secteurs public et parapublic*
- Avis de désaccord, [QUE-3] 54
 - Avis de rencontre, [QUE-3] 52
 - Délai, [QUE-3] 52, 52.2
 - Réputation d'être reçu, [QUE-3] 52.2
 - Transmission, [QUE-3] 52.1
 - Cessation d'effet, [CAN-2] 42
 - Clause autorisée, [CAN-2] 68
 - Clause non contraire à l'ordre public ni prohibée par la loi, [QUE-3] 62
 - Clause obligatoire, [CAN-2] 57(1), 67(4)
 - Clause de préférence, [CAN-2] 68
 - Clause de prélèvement de la cotisation syndicale, [CAN-2] 70(1)
 - Clause présumée, [C-3] 50
 - Clause de reconduction des conditions de travail, [QUE-3] 59
 - Clause de règlement définitif, [CAN-2] 67(4)
 - Clause de renvoi d'un salarié, [QUE-3] 63
 - Conciliateur, [QUE-3] 54
 - Conclusion par une association de commissions scolaires
 - Commissions liées, [QUE-3] 68
 - Contenu, [QUE-3] 62; [CAN-2] 56–70
 - Date d'expiration
 - Administration publique fédérale, [CAN-2] 47(1a)
 - Modification, [CAN-2] 67(3)
 - Définition, [QUE-3] 1(d); [QUE-4] 1(d); [QUE-15] 1(g); [CAN-2] 3(1), 122(1), 166
 - Dépôt, [QUE-3] 72
 - Certificat, [QUE-3.2] 43
 - Conditions préalables, [QUE-3.2] 42
 - Défaut, [QUE-3] 72
 - Effet rétroactif, [QUE-3] 72
 - Dépôt auprès du ministre du Travail (fédéral), [CAN-2] 115
 - Dépôt d'une convention identique, [QUE-3.2] 44
 - Durée, [QUE-3] 65
 - Présomption, [QUE-3] 66; [CAN-2] 67(1)
 - Effet d'une clause nulle sur la convention, [QUE-3] 64
 - Effets, [QUE-3] 68; [CAN-2] 56
 - Effets prolongés, [QUE-13] 157
 - Entrée en vigueur et prise d'effet, [QUE-3] 72
 - Équité en matière d'emploi, [CAN-4] 8
 - Droit d'ancienneté à l'égard des licenciements et des rappels, [CAN-4] 8(1)
 - Exception, [CAN-4] 8(2)
 - Remplacement des dispositions, [CAN-4] 8(3)
 - Secteur public, [CAN-4] 8(4)
 - Équité salariale, [QUE-6] 74
 - Incompatibilité des dispositions, [QUE-3] 100
 - Langue officielle, [C-3] 43, 50; [QUE-3.2] 42(d)
 - Maintien des conditions de travail, [QUE-3] 59
 - Maintien de la convention collective
 - Transfert d'une administration publique fédérale, [CAN-2] 47–47.2
 - Vente de l'entreprise avec intégration des employés, [CAN-2] 45
 - Modification, [QUE-3] 72
 - Nombre, [QUE-3] 67
 - Paiement de salaire ou d'avantages non prévus à la convention, [QUE-15] 113.3
 - Renouvellement empêché, [QUE-3] 42
 - Révision, [CAN-2] 67(2), (7), (8)
 - Signature autorisée au scrutin secret, [QUE-3] 20.3
 - Inobservation de certains articles, [QUE-3] 20.4
 - Vote majoritaire, [QUE-3] 20.3
 - Subrogation de l'association accréditée, [QUE-3] 61
 - Tenue pour inexistante, [CAN-2] 25(1), (2)

- Convention collective (*suite*)
- Validité, [QUE-3] 64
 - Vote sur les offres patronales, [QUE-3] 58.2
- Convention collective (construction), voir aussi Association de salariés (construction), Délégué de chantier, Syndicat professionnel (construction)**
- Action civile
 - Prescription, [QUE-15] 109.1, 122(1)
 - Application, [QUE-15] 46, 47
 - Arbitrage de griefs, [QUE-15] 62, 110
 - Accord entre les parties, [QUE-15] 72
 - Choix de l'arbitre, [QUE-15] 62
 - Citation à comparaître, [QUE-15] 68
 - Décision, [QUE-15] 70, 71, 73-77
 - Immunité, [QUE-15] 66
 - Instruction du grief, [QUE-15] 67
 - Récusation de l'arbitre, [QUE-15] 63, 64, 111
 - Requête, [QUE-15] 65
 - Visite des lieux, [QUE-15] 69
 - Clause commune, [QUE-15] 61.1
 - Clause contraire aux dispositions de la Loi
 - Requête au Tribunal administratif du travail, [QUE-15] 61.4
 - Clause exécutoire, [QUE-15] 50
 - Clause interdite, [QUE-15] 61.2
 - Clause obligatoire, [QUE-15] 53
 - Clause réputée non écrite, [QUE-15] 61.3
 - Clause de sécurité syndicale, [QUE-15] 108
 - Comité de résolution des conflits de compétence
 - Décision d'assignation de travaux, [QUE-15] 53.1
 - Conclusion présumée, [QUE-15] 52
 - Conditions maintenues, [QUE-15] 60.1
 - Congédiement illégal, [QUE-15] 122(2)
 - Conseil d'arbitrage, [QUE-15] 80.1
 - Contenu, [QUE-15] 61, 110
 - Date d'expiration, [QUE-15] 47
 - Dépôt, [QUE-15] 48
 - Effet, [QUE-15] 53
 - Effet rétroactif, [QUE-15] 48
 - Entente, [QUE-15] 44-44.3
 - Entente particulière (projet de construction de grande importance), [QUE-15] 60.2, 60.3
 - Exécution
 - Documents, [QUE-15] 81.1
 - Infraction et peine, [QUE-15] 83-84
 - Pouvoirs de la Commission, [QUE-15] 81, 83.1
 - Pouvoirs additionnels de la Commission, [QUE-15] 82-83
 - Prélèvement et cotisation, [QUE-15] 82.1, 82.2
 - Recouvrement des sommes, [QUE-15] 81.2
 - Renseignements nécessaires, [QUE-15] 81.0.1, 83.2
 - Grève interdite, [QUE-15] 56, 57, 113
 - Liberté syndicale, [QUE-15] 94
 - Lock-out interdit, [QUE-15] 56, 58, 113
 - Maintien de l'emploi, [QUE-15] 60
 - Modification, [QUE-15] 48
 - Obligation d'installer des matériaux, [QUE-15] 88-90, 116
 - Obligation solidaire entre l'entrepreneur et le sous-entrepreneur, [QUE-15] 54
 - Plainte relative à la référence, l'embauche ou la mobilité de la main-d'œuvre, [QUE-15] 78
 - Ralentissement de travail interdit, [QUE-15] 57, 113
 - Recours des salariés, [QUE-15] 110
 - Régime complémentaire d'avantages sociaux, [QUE-15] 92-93
 - Transmission, [QUE-15] 48
 - Unité de négociation, [QUE-15] 85
 - Association représentative ou organisation affiliée à une telle association
 - Affiliation interdite, [QUE-15] 85
 - Conclusion d'une entente de service interdite, [QUE-15] 85
 - Conditions d'exercice d'un pouvoir par un salarié, [QUE-15] 85.0.1
- Conviction politique**
- Discrimination interdite, [C-2] 10, 134(1)
- Coopérative, voir aussi Exploitation forestière**
- Assimilation à une personne morale, [CAN-2] 251.19
- Coopérative d'habitation**
- Travaux bénévoles de construction, [QUE-15.2] 4(4)
- Coopérative de services financiers**
- Équité salariale

Index analytique

- Coopérative de services financiers (*suite*)
 - • Fédération réputée constituer une seule entreprise, [QUE-6] 5
 - Indemnité de remplacement du revenu
 - • Versement au compte du bénéficiaire, [QUE-2] 130
- Coordonnateur en santé et en sécurité**
 - Chantier de construction, [QUE-16] 215.1, 215.2
 - Définition, [QUE-16] 194(1.1)
 - Désignation, [QUE-16] 215.1
 - • Nombre, [QUE-16] 215.1
 - Fonctions, [QUE-16] 215.2
- Coroner**, [C-2] 56(2)
- Corporation**, voir *Personne morale*
- Corporation d'hébergement du Québec**
 - Accès à l'égalité en emploi
 - • Application de la Loi, [QUE-1] 2(4)
- Corporation des maîtres électriciens du Québec**, [QUE-15] 1(c.1)
- Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec**, [QUE-15] 1(c.1)
- Corporation professionnelle**, voir *Ordre professionnel*
- Corporation de syndics pour la construction d'églises**
 - Cotisation de l'employeur
 - • Employeur non assujéti, [QUE-13] 39.0.1
- Corporation d'urgences-santé**, [QUE-5.1] 7(13)
 - Service public, [QUE-3] 111.0.16
- Corruption**
 - Prévention
 - • Collaboration de la Commission de la construction du Québec, [QUE-15] 4, voir aussi *Commission de la construction du Québec*
- Cotisation de l'employeur**, voir aussi *Taux de cotisation de l'employeur*
 - Cotisation supplémentaire, [QUE-13] 39.0.2
 - Déclaration annuelle, [QUE-13] 39.0.4
 - Délai, [QUE-13] 39.0.3
 - Employeur assujéti, [QUE-13] 39.0.1
 - Employeur non assujéti, [QUE-13] 39.0.1
 - Formulaire, [QUE-13] 39.0.3
 - Interprétation, [QUE-13] 39.0.1
 - Loi fiscale, [QUE-13] 39.0.6
 - Règles applicables, [QUE-13] 39.0.1
 - Remise à la Commission, [QUE-13] 39.0.5
 - Rémunération assujéti, [QUE-13] 39.0.1
- Cotisation de l'employeur (construction)**
 - Distribution, [QUE-15] 41.1, 81.2(2)
 - Perception, [QUE-15] 40
 - Responsabilité de l'employeur, [QUE-15] 82.1
- Cotisation de l'employeur (santé et sécurité au travail)**, voir aussi *Développement et reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre*
 - Ajustement, [QUE-2] 314, 314.2, 454
 - • Plusieurs employeurs considérés comme un seul, [QUE-2] 454
 - Aliénation, concession d'un établissement
 - • Cotisation due par l'ancien employeur, [QUE-2] 34
 - Annuelle, [QUE-2] 305
 - Augmentation, [QUE-2] 311–313
 - Avis de cotisation, [QUE-2] 325
 - Calcul du montant, [QUE-2] 34, 284.1, 306, 307, 310, 315.2, 316, 362.1, 454
 - Détermination à nouveau, [QUE-2] 317
 - Employeur en défaut, [QUE-2] 321, 322
 - • Certificat et dépôt au greffe, [QUE-2] 322
 - • Pénalité, [QUE-2] 319, 321.1–321.3
 - • Renseignement non transmis ou inexact, [QUE-2] 307
 - • Responsabilité des administrateurs, [QUE-2] 323.2, 323.4
 - • • Date limite de réclamation, [QUE-2] 323.5
 - • • Moyen de défense, [QUE-2] 323.3
 - Employeur non cotisé, [QUE-2] 308
 - Employeur tenu personnellement au paiement des prestations, [QUE-2] 343–345, 454, 574.2
 - Entrepreneur
 - • Cotisation due par l'entrepreneur, [QUE-2] 316
 - • Établissement du montant de la cotisation, [QUE-2] 316
 - • Remboursement de l'employeur, [QUE-2] 316
 - • Expérience associée au risque, [QUE-2] 284.1, 314.3, 314.4, 454

Lois du travail 2024-2025

Cotisation de l'employeur (santé et sécurité au travail) (*suite*)

- Fixation par la Commission, [QUE-2] 304–314.4, 321.1, 454
- Intérêts, [QUE-2] 321.1, 323, 454
- Paiement, [QUE-2] 315–325
- • Communication de renseignements, [QUE-2] 315.5
- • Délai, [QUE-2] 315
- • Ministre du Revenu, [QUE-2] 315.1, 315.3, 315.5
- • Modalités, [QUE-2] 315
- • Remise à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 315.4
- • Versements périodiques, [QUE-2] 315.1–315.3, 454
- Perception par la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 281, 574.2
- Période inférieure à 12 mois, [QUE-2] 318
- Personne morale, [QUE-2] 323.2–323.5
- Pouvoirs de la Commission, [QUE-16] 248
- Renonciation à un intérêt, pénalité ou frais exigibles d'un employeur, [QUE-2] 323.1
- Salaire brut du travailleur, [QUE-2] 289, 289.1
- Supplémentaire, [QUE-2] 311
- Taux personnalisés, [QUE-2] 284.2, 304, 304.1, 454
- • Regroupement d'employeurs, [QUE-2] 284.2, 454

Cotisation patronale, voir *Cotisation de l'employeur*

Cotisation syndicale

- Association représentative (construction), [QUE-15] 38, 81.2(1), 82.1, 82.2
- Avance de la première cotisation, [QUE-3] 7
- • Paiement présumé, [QUE-3] 7
- Cotisation normale
- • Définition, [CAN-2] 70(4)a)
- Objection d'ordre religieux, [CAN-2] 70(2)
- Remise à l'association de salariés ou au syndicat, [QUE-3] 47; [CAN-2] 70(1)
- Retenue par l'employeur, [QUE-15] 82.1
- • Obligatoire, [QUE-3] 47
- • Stipulée dans la convention collective, [CAN-2] 70(1)

- Versement à un organisme de bienfaisance enregistré, [CAN-2] 70(2), (3)

Couleur, [CAN-1] 2

- Discrimination interdite, [C-1] 15(1); [C-2] 10, 134(1); [CAN-1] 3(1)

Cour d'appel

- Annulation de décision, d'ordonnance ou d'injonction, [C-2] 109; [QUE-3] 140; [QUE-10] 158
- Décision du Tribunal administratif du travail, [QUE-19] 108

Cour fédérale

- Certificat
- • Homologation, [CAN-4] 40(1)
- Dépôt d'une décision ou ordonnance, [CAN-2] 66(1), 244(1), 251.15(1), (2)
- • Délai, [CAN-2] 66(1), 244(1), 251.15(1), (2)
- • Enregistrement, [CAN-2] 66(2), 244(2), 251.15(3)
- Dépôt d'une décision ou ordonnance du Conseil canadien des relations industrielles, [CAN-2] 23(1)
- • Demande écrite, [CAN-2] 23(1)
- • Enregistrement, [CAN-2] 23(2)
- Injonction, [CAN-2] 153
- Tribunal de l'équité en matière d'emploi
- • Décision, [CAN-4] 39(8)
- • Ordonnance, [CAN-4] 30(3)

Cour municipale

- Heures et jours d'admission dans les établissements commerciaux
- • Poursuite pénale, [QUE-9] 27

Cour du Québec, voir aussi *Juge de la Cour du Québec*

- Consultation du juge en chef, [C-2] 101
- Coopération avec le Tribunal des droits de la personne, [C-2] 105
- Juge désigné au Tribunal des droits de la personne, [C-2] 103
- Recours devant le Tribunal administratif du Québec
- • Appel d'une décision, [QUE-10] 159–164
- • Renvoi d'une affaire concernant la *Loi sur l'assurance parentale*, [QUE-10] 117
- • Renvoi d'une affaire concernant la *Loi sur le régime de rentes du Québec*, [QUE-10] 117
- • Requête introductive, [QUE-10] 110

Index analytique

- Cour supérieure**, [QUE-15] 77
- Greffier, [QUE-3] 111.20
 - Homologation de la décision arbitrale (construction), [QUE-15] 77
 - Homologation de la sentence d'un conseil de conciliation, [QUE-18] 21
 - Injonction, [C-5] 509
- Couronne**, [QUE-13] 2
- Courtier en valeurs mobilières**, [QUE-13] 77(4)
- Création d'emploi**
- Services de consultation professionnelle, [QUE-2] 186
 - Subvention, [QUE-2] 186
- Croyance**
- Liberté, [C-1] 2(b)
- Cruauté**, voir *Protection contre la cruauté*
- Cultivateur**, [QUE-3] 8
- Curateur public**
- Avis de paiement au tuteur ou mandataire, [QUE-2] 141
- D**
- Danger**, voir aussi *Droit de refus, Matière dangereuse, Retrait préventif du travailleur exposé à un contaminant, Retrait préventif de la travailleuse enceinte, Substance dangereuse (fédéral)*
- Définition, [CAN-2] 122(1)
 - Divulgarion par l'employeur, [QUE-16] 62.7
 - Élimination à la source, [QUE-16] 2, 51
 - Information du médecin, [QUE-16] 124
 - Santé de l'enfant, [CAN-2] 204(1)
 - Santé de la mère et du fœtus, [QUE-13] 122; [QUE-16] 40, 40.1; [CAN-2] 204(1)
 - Santé, sécurité ou l'intégrité physique et psychique du travailleur, [QUE-2] 51, 179; [QUE-16] 2, 3, 12, 13, 32
- Débardage**, [CAN-2] 34(1)a), voir aussi *Emploi au débardage*
- Décès**, voir aussi *Congé de décès, Indemnité de décès*
- Employeur, [C-4] 2093
 - Enfant, [CAN-2] 206.5, 210
 - Parent
 - • Congé de décès, [QUE-13] 80–80.2; [CAN-2] 210
 - Travailleur
 - • Accès au dossier de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 36
 - • Action en responsabilité civile, [QUE-2] 439, 441
 - • Autopsie, [QUE-2] 95
 - • Avis au supérieur, [QUE-2] 265, 266
 - • Contrat de travail, [C-4] 2093
 - • Disposition transitoire, [QUE-2] 553
 - • Droit à l'indemnité de décès, [QUE-2] 97
 - • Fin du droit à l'indemnité, [QUE-2] 57
 - • Frais funéraires, [QUE-2] 111
 - • Indemnité de décès, [QUE-2] 91.1–111
 - • Indemnité pour préjudice corporel non payable, [QUE-2] 91, 454
 - • Négligence criminelle, [CAN-3] 219(1)
 - • Négligence du travailleur, [QUE-2] 27
 - • Personne incarcérée, [QUE-2] 81.1
 - • Présomption de décès, [QUE-2] 95, 96
- Décret de convention collective**, voir aussi *Comité paritaire, Infraction et peine, Renvoi abusif*
- Abrogation, [QUE-4] 8
 - Aliénation ou concession d'entreprise, [QUE-4] 14.1, 14.2
 - Application, [QUE-4] 2, 11.1
 - • Exception, [QUE-4] 29
 - Comité paritaire, [QUE-4] 16
 - Conditions de travail plus avantageuses, [QUE-4] 13; [QUE-16] 4
 - Contenu, [QUE-4] 9
 - • Restriction, [QUE-4] 9.1
 - Définition, [QUE-4] 1(e); [QUE-13] 1(5); [QUE-16] 1; [QUE-21] 6
 - Demande, [QUE-4] 3
 - • Décision du ministre, [QUE-4] 6, 6.3
 - • Envoi, [QUE-4] 4
 - • Modification, [QUE-4] 6.1, 6.2
 - • Publication, [QUE-4] 5
 - • Recevabilité, [QUE-4] 4.2
 - • Renseignement exigé par le ministre, [QUE-4] 4.1
 - D'ordre public, [QUE-4] 11
 - Dommages et intérêts pour renvoi abusif, [QUE-4] 31
 - Double assujettissement, [QUE-4] 11.1
 - • Arbitrage, [QUE-4] 11.3–11.7, 11.9

Lois du travail 2024-2025

- Décret de convention collective (*suite*)
- • Entente, [QUE-4] 11.2, 11.8
 - Effet, [QUE-4] 9
 - • Restriction, [QUE-4] 9.1
 - Entrée en vigueur, [QUE-4] 7
 - Extension de la convention, [QUE-4] 6
 - Infraction et peine, [QUE-4] 37–39
 - Ministre responsable, [QUE-4] 1(h)
 - Modification, [QUE-4] 6.1
 - Observation, [QUE-4] 16
 - Parties contractantes, [QUE-4] 10
 - Personne non régie par la Loi, [QUE-4] 29
 - Présomption de légalité, [QUE-4] 15
 - Preuve, [QUE-4] 40–42
 - Procédure, [QUE-4] 43–52
 - Prolongation, [QUE-4] 8
 - Recours du salarié, [QUE-4] 30.1
 - Révision, [QUE-4] 6.2
 - Salaire
 - • Majoration, [QUE-4] 9.2
 - Salaire inférieur interdit, [QUE-4] 12
 - Solidarité, [QUE-4] 14
 - Sous-entrepreneur, [QUE-4] 14
 - Sous-traitant, [QUE-4] 14
- Décret sur l'industrie de la chemise pour hommes et garçons (R.R.Q., 1981, c. D-2, r. 11), [QUE-13] 39.0.2 al. 3(1)**
- Décret sur l'industrie de la confection pour dames (R.R.Q., 1981, c. D-2, r. 26), [QUE-13] 39.0.2 al. 3(2)**
- Décret sur l'industrie de la confection pour hommes (R.R.Q., 1981, c. D-2, r. 27), [QUE-13] 39.0.2 al. 3(3)**
- Décret sur l'industrie du gant de cuir (R.R.Q., 1981, c. D-2, r. 32), [QUE-13] 39.0.2 al. 3(4)**
- Déficience mentale ou physique, [CAN-1] 2**
- Définition, [CAN-1] 25
 - Discrimination interdite, [C-1] 15(1); [C-2] 10; [CAN-1] 3(1)
 - • Infraction, [C-2] 134(1)
 - Normes d'accès aux services, installations ou locaux, [CAN-1] 24
 - Programme d'adaptation de services, d'installations, de locaux, d'activités ou de matériel, [CAN-1] 17–19
- Définition**
- Accident, [QUE-16] 1
 - Accident du travail, [QUE-2] 2
 - Accouchement, [QUE-13] 1(1); [QUE-16] 41
 - Acte de procédure, [QUE-19] 11
 - Acte discriminatoire, [CAN-1] 39
 - Administration gouvernementale, [QUE-10] 3
 - Administration publique centrale, [CAN-5] 3
 - Adulte, [QUE-8] 1(a)
 - Adulte gravement malade, [CAN-2] 206.4(1)
 - Affaire, [QUE-19] 1
 - Afficher, [CAN-2.2] 2
 - Affidavit, [CAN-2.1] 1
 - Agence, [QUE-16] 1
 - Agence de placement de personnel, [QUE-13.1] 1
 - Agence de recrutement de travailleurs étrangers temporaires, [QUE-13.1] 1
 - Agent d'application, [CAN-4] 3
 - Agent négociateur, [CAN-2] 3(1); [CAN-5] 3
 - Agent de police privé, [CAN-2] 3(1)
 - Année, [CAN-5] 61(3), 62(8), 89(5)
 - Année de service, [CAN-2] 183
 - Apprenti, [QUE-8] 1(b)
 - Apprentissage, [QUE-8] 1(c)
 - Arbitre, [CAN-2] 3(1)
 - Arbitre externe, [CAN-2] 2
 - Arrêté, [CAN-2] 166
 - Artisan, [QUE-8] 1(t)
 - Artiste, [QUE-17] 1.1, 1.2
 - Arts visuels, [QUE-17] 2
 - Association, [QUE-4] 1(b); [QUE-15] 1(a)
 - Association accréditée, [QUE-3] 1(b); [QUE-4] 1(b); [QUE-16] 1
 - Association d'employeurs, [QUE-3] 1(c); [QUE-4] 1(b1); [QUE-15] 1(c); [QUE-16] 1
 - Association d'entrepreneurs, [QUE-15] 1(c.1)
 - Association représentative, [QUE-15] 1(b); [QUE-16] 194(1)
 - Association de salariés, [QUE-3] 1(a); [QUE-4] 1(b2)
 - Association sectorielle, [QUE-16] 1
 - Association sectorielle d'employeurs, [QUE-15] 1(c.2)
 - Association syndicale, [QUE-16] 1

Index analytique

- Définition (*suite*)
- Atteinte permanente grave, [QUE-19] 93
 - Autocar, [CAN-2.7] 5
 - Autochtones, [CAN-2] 206.8(4); [CAN-4] 3
 - Avancement, [CAN-4.1] 1(2)
 - Bande, [CAN-5] 49(2)
 - Bénéficiaire, [QUE-2] 2
 - Besoins spéciaux, [CAN-2] 122.3
 - Bureau d'embauchage, [CAN-2] 69(2)
 - Camelot, [QUE-2] 2
 - Catégorie professionnelle, [CAN-4.1] 1(2), ann. II et III
 - Centre hospitalier, [QUE-16] 1
 - Centre intégré de santé et de services sociaux, [QUE-2] 195
 - Centre local de services communautaires, [QUE-16] 1
 - Certificat de qualification, [QUE-8] 1(f)
 - Cessation de fonctions, [CAN-4.1] 1(2)
 - Changement technologique, [CAN-2] 51(1)
 - Chantier de construction, [QUE-2] 2; [QUE-15] 86.1; [QUE-16] 1
 - Chef, [CAN-2] 2
 - Comité d'orientation, [CAN-2] 122(1)
 - Comité de chantier, [QUE-16] 1
 - Comité de santé et de sécurité, [QUE-16] 1
 - Comité de surveillance, [CAN-1] 45(1)
 - Comité local, [CAN-2] 122(1)
 - Comité mixte, [CAN-2] 211
 - Commissaire à l'équité salariale, [CAN-5] 3
 - Commissaire-conciliateur, [CAN-2] 3(1)
 - Commission, [QUE-2] 2; [QUE-6] 4; [QUE-16] 1; [QUE-21] 1
 - Commission d'appel, [QUE-16] 1
 - Commission de conciliation, [CAN-2] 3(1)
 - Communiquer, [CAN-2] 247.98(1)
 - Conciliateur, [CAN-2] 3(1)
 - Conjoint, [QUE-2] 2; [QUE-13] 1(3); [QUE-21] 1
 - Conjoint de fait, [CAN-2.2] 33
 - Conseil, [CAN-2] 2
 - Conseil d'arbitrage, [CAN-2] 3(1)
 - Conservation du statut d'employé, [CAN-2] 3(2)
 - Consolidation, [QUE-2] 2
 - Construction, [QUE-15] 1(f), 1.1
 - Contaminant, [QUE-16] 1
 - Convention, [QUE-13] 1(4); [QUE-16] 1; [QUE-21] 1
 - Convention collective, [QUE-3] 1(d); [QUE-4] 1(d); [QUE-15] 1(g); [CAN-2] 3(1), 122(1), 166
 - Coordonnateur en santé et en sécurité, [QUE-16] 194(1.1)
 - Corps dirigeant autochtone, [CAN-5] 11(2)
 - Cotisation syndicale normale, [CAN-2] 70(4)a)
 - COVID-19, [CAN-2] 239.01
 - Crime, [CAN-2] 206.5(1), 209.4(f)
 - Danger, [CAN-2] 122(1)
 - Décision du Conseil canadien des relations industrielles, [CAN-2] 20(3)
 - Déclaration de mise à jour annuelle, [QUE-6.1] 1
 - Déclaration en matière d'équité salariale, [QUE-6.1] 1
 - Décret, [QUE-4] 1(e); [QUE-13] 1(5); [QUE-16] 1; [QUE-21] 6
 - Déficience, [CAN-1] 25
 - Demande, [CAN-2.1] 1
 - Destinataire désigné, [CAN-2.4] 1(1)
 - Devoir, [CAN-3] 219(2)
 - Différend, [QUE-3] 1(e); [QUE-15] 1(i); [CAN-2] 3(1)
 - Diffuseur, [QUE-17] 2
 - Diffusion, [QUE-17] 2
 - Directeur de santé publique, [QUE-16] 1
 - Directeur du scrutin, [CAN-2.1] 1
 - Directeur du service, [CAN-2.3] 1
 - Directeur général, [CAN-2.3] 1
 - Dirigeant, [QUE-2] 2
 - Domestique, [QUE-13] 1(6)
 - Donneur d'ouvrage, [QUE-15] 1(i.1)
 - Durée normale du travail, [CAN-2] 166
 - Emploi, [CAN-1] 25
 - Emploi au débardage, [CAN-2.2] 19(1)
 - Emploi convenable, [QUE-2] 2
 - Emploi équivalent, [QUE-2] 2
 - Employé, [QUE-5.1] 7(1); [CAN-2] 3(1), 122(1); [CAN-2.2] 19(1); [CAN-5] 3
 - Employé d'un établissement commercial, [QUE-9] 19
 - Employés d'un employeur, [CAN-5] 3
 - Employeur, [QUE-2] 2; [QUE-3] 1(k); [QUE-4] 1(f); [QUE-6] 4; [QUE-13] 1(7); [QUE-15] 1(j), 107.7; [QUE-15.1] 1; [QUE-16] 1, 194(2); [QUE-21] 1; [CAN-1]

Lois du travail 2024-2025

Définition (*suite*)

- 40.1(1), 41(3), 54.1(1); [CAN-2] 3(1), 88, 122(1), 166, 268(1); [CAN-2.2] 19(1); [CAN-5] 3, 4
- Employeur assujetti, [QUE-13] 39.0.1
- Employeur du secteur privé, [CAN-4] 3
- Employeur professionnel, [QUE-4] 1(g); [QUE-15] 1(k)
- Endroit isolé, [QUE-13.2] 1
- Enfant, [QUE-2] 92; [CAN-2] 206.5(1), 210(1.03)
- Enfant gravement malade, [CAN-2] 206.4(1), 209.4(d)
- Entente, [QUE-16.1] 1
- Entrepreneur autonome, [QUE-15] 1(k.1)
- Entrepreneur dépendant, [CAN-2] 3(1); [CAN-5] 3
- Entreprise, [CAN-2] 44(1); [CAN-2.6] ann. 3
- Entreprise cliente, [QUE-13.1] 1
- Entreprise fédérale, [CAN-2] 2
- Entreprise provinciale, [CAN-2] 44(1); [CAN-5] 94(2)
- Établissement, [QUE-2] 2; [QUE-3] 111.2(2); [QUE-16] 1; [CAN-2] 166
- Établissement commercial, [QUE-9] 1
- Établissement d'alimentation, [QUE-9] 3.1
- Établissement d'enseignement, [CAN-2.5] 2
- État de personne graciée, [CAN-1] 25
- Étiquette, [CAN-2] 122(2)
- Exercice financier, [QUE-16.1] 1
- Exploitant d'un établissement commercial, [QUE-9] 19
- Exploitant forestier, [QUE-3] 1(o)
- Exploitation agricole, [QUE-4] 1; [QUE-15] 1(l)
- Exploitation forestière, [QUE-3] 1(n); [QUE-13.2] 1
- Fiche signalétique, [CAN-2] 122(2)
- Film, [QUE-17] 2
- Film publicitaire, [QUE-17] ann. I
- Fonction publique, [CAN-5] 3
- Fonds, [QUE-2] 2
- Formation professionnelle, [QUE-8] 1(n)
- Fournisseur, [QUE-2] 280.1, 280.12, 280.16
- Grande entreprise, [CAN-2.6] ann. 3
- Greffier, [CAN-2.1] 1
- Grève, [QUE-3] 1(g); [QUE-15] 1(m); [CAN-2] 3(1)
- Grief, [QUE-3] 1(f); [QUE-15] 1(n)
- Groupe d'employeurs, [CAN-5] 4
- Groupe de catégories d'emploi, [CAN-5] 3
- Groupe de plusieurs employeurs, [CAN-2.2] 19(1)
- Groupes désignés, [CAN-1] 40.1(1), 54.1(1); [CAN-4] 3
- Harcèlement psychologique, [QUE-13] 81.18; [QUE-17] 44; [QUE-21] 18
- Heures supplémentaires, [CAN-2] 166; [CAN-4.1] 1(1)
- Incident, [CAN-2.4] 1(1)
- Indemnité de congé annuel, [CAN-2] 183
- Infirmier praticien, [CAN-2] 239.01
- Inspecteur, [QUE-16] 1
- Intervenant, [CAN-2.1] 1
- Invalidité grave, [QUE-2] 93
- Invalidité prolongée, [QUE-2] 93
- Jour, [CAN-2] 166; [CAN-2.1] 1
- Jour férié, [CAN-2] 166
- Jury d'examen, [QUE-8] 1(o)
- Lésion professionnelle, [QUE-2] 2; [QUE-16.5] ann. I(3)
- Licenciement collectif, [QUE-13] 84.0.1
- Lieu de travail, [QUE-16] 1; [CAN-2] 122(1)
- Liste de divulgation des ingrédients, [CAN-2] 122(2)
- Littérature, [QUE-17] 2
- Lock-out, [QUE-3] 1(h); [QUE-15] 1(o); [CAN-2] 3(1)
- Loi, [C-2] 56(3); [QUE-16.1] 1; [QUE-16.5] ann. I(3); [CAN-2.2] 2(1), 18.1(1); [CAN-2.4] 1(1); [CAN-2.5] 1; [CAN-2.6] 1; [CAN-2.7] 1; [CAN-2.8] 1; [CAN-4.1] 1(1)
- Maître d'œuvre, [QUE-16] 1
- Maladie professionnelle, [QUE-2] 2; [QUE-16] 1
- Masse salariale, [QUE-5] 4; [CAN-5] 3
- Matière dangereuse, [QUE-16] 1
- Médecin, [CAN-2] 239.01
- Médecin spécialiste, [CAN-2] 209.4(d)
- Membre de la famille, [QUE-13] 79.6.1; [CAN-2] 206.3(1), 206.4(1), 239.01
- Membre de profession libérale, [CAN-2] 3(1)
- Métier, [QUE-5] 25.1
- Métiers d'art, [QUE-17] 2
- Micro entreprise, [CAN-2.6] ann. 3

Index analytique

- Définition (*suite*)
- Mine de charbon, [CAN-2] 125.3(4)
 - Ministère, [CAN-2] 268(1)
 - Ministre, [QUE-3] 1(j); [QUE-4] 1(h); [QUE-8] 1(p); [QUE-13] 1(8); [QUE-16] 1; [CAN-2] 2; [CAN-5] 3, 172
 - Minorité visible, [CAN-4] 3
 - Modalité chèque emploi-service, [QUE-16.5] ann. I(3)
 - Mortinaiissance, [CAN-2] 210(1.03)
 - Non syndiqué, [CAN-5] 3
 - Occupation, [QUE-15] 1(p.1)
 - Organisation, [CAN-2.3] 1
 - Organisation patronale, [CAN-1] 25; [CAN-2] 3(1)
 - Organisation syndicale, [CAN-1] 25; [CAN-5] 3
 - Organisme de bienfaisance enregistré, [CAN-2] 70(4)b)
 - Organisme municipal, [QUE-15] 123.4.5
 - Paie d'heures supplémentaires, [CAN-4.1] 1(1)
 - Parent, [QUE-21] 11; [CAN-2] 206.5(1), 209.4(d)
 - Partenaire concerné, [CAN-2.4] 1(2)
 - Partie, [QUE-3.2] 1; [CAN-2] 3(1); [CAN-2.1] 1
 - Partie intimée, [CAN-2.4] 1(1)
 - Pénalité, [CAN-2] 268(1); [CAN-5] 125
 - Période de rapport, [CAN-4.1] 1(1)
 - Personne, [CAN-2.1] 1
 - Personne à charge, [QUE-2] 2
 - Personne handicapée, [CAN-4] 3
 - Personne immigrante, [QUE-15] 1
 - Personne représentative de la diversité de la société québécoise, [QUE-15] 1
 - Personne salariée, [QUE-13] 1(10)
 - Petite entreprise, [CAN-2.6] ann. 3
 - Placement, [CAN-2] 69(1)
 - Plainte, [CAN-2.1] 1
 - Population apte au travail, [CAN-4] 3
 - Prestation, [QUE-2] 2
 - Prime, [CAN-4.1] 1(1)
 - Proche parent, [CAN-2.2] 33
 - Producteur, [QUE-17] 2
 - Productions cinématographiques et télévisuelles, [QUE-17] ann. I
 - Profession, [QUE-8] 1(q)
 - Professionnel de la santé, [QUE-2] 2; [CAN-2] 166
 - Programme d'activité, [QUE-16.1] 1
 - Projet de construction de grande importance, [QUE-15] 60.2
 - Rapport sur l'équité en matière d'emploi, [CAN-4.1] 1(1)
 - Rayonnement, [QUE-16] 1
 - Recrutement, [CAN-4.1] 1(2)
 - Régime complémentaire d'avantages sociaux, [QUE-15] 1(t)
 - Règlement, [QUE-8] 1(s); [QUE-16] 1; [CAN-2] 122(1)
 - Rémunération, [QUE-13] 39.0.1; [CAN-4.1] 1(2); [CAN-5] 3
 - Rémunération assujettie, [QUE-13] 39.0.1
 - Réplique, [CAN-2.1] 1
 - Réponse, [CAN-2.1] 1
 - Représentant, [CAN-2] 122(1); [CAN-4] 3
 - Représentant à la prévention, [QUE-16] 1
 - Représentant en santé et en sécurité, [QUE-16] 194(3)
 - Ressource de type familial, [QUE-2] 2
 - Ressource intermédiaire, [QUE-2] 2
 - RMR, [CAN-4.1] 25(2)
 - Salaire, [C-2] 56(2); [QUE-4] 1(i); [QUE-5.1] 7(4); [QUE-13] 1(9); [QUE-15] 1(q); [CAN-1] 11(7); [CAN-2] 166
 - Salaire brut, [QUE-2] 289
 - Salarié, [QUE-3] 1(l); [QUE-4] 1(j); [QUE-6] 4; [QUE-15] 1(r); [CAN-4.1] 1(2)
 - Salarié au pourboire, [QUE-13.2] 1
 - Salarié permanent, [QUE-15] 1(s)
 - Salarié permanent à plein temps, [CAN-4.1] 1(1)
 - Salarié permanent à temps partiel, [CAN-4.1] 1(1)
 - Salarié temporaire, [CAN-4.1] 1(1)
 - Scierie, [QUE-13.2] 1
 - Secteur d'activité donné, [QUE-16.1] 1
 - Secteur génie civil et voirie, [QUE-15] 1(v)
 - Secteur industriel, [QUE-15] 1(w)
 - Secteur résidentiel, [QUE-15] 1(y)
 - Secteurs institutionnel et commercial, [QUE-15] 1(x)
 - Secteurs public et parapublic, [QUE-3] 111.2
 - Sécurité, [CAN-2] 122(1)
 - Semaine, [QUE-13] 1(11); [CAN-2] 166, 206.3(1); [CAN-2.2] 18.1(1)

Définition (*suite*)

- Service continu, [QUE-13] 1(12)
- Service de référence, [QUE-15] 107.7
- Service fédéral de médiation et de conciliation, [CAN-2.3] 1
- Service public, [QUE-3] 111.0.16
- Signal de danger, [CAN-2] 122(2)
- Signataire, [QUE-16.1] 1
- Signataire-employeur, [QUE-16.1] 1
- Signataire syndical, [QUE-16.1] 1
- Société d'économie mixte, [QUE-15] 123.4.5
- Soins, [CAN-2] 206.3(1), 206.4(1)
- Son emploi, [QUE-2] 2
- Soutien, [CAN-2] 206.3(1), 206.4(1)
- Stage, [QUE-21] 1
- Stagiaire, [QUE-5.1] 7(3); [QUE-21] 1
- Substance dangereuse, [CAN-2] 122(1)
- Surnuméraire, [CAN-2] 211
- Syndicat, [QUE-15] 86; [CAN-2] 3(1), 88, 166, 211; [CAN-5] 3
- Syndiqué, [CAN-5] 3
- Taux d'escompte, [CAN-5] 3
- Taux de salaire de base, [CAN-2.2] 19(1)
- Témoin, [CAN-2.4] 1(1)
- Test génétique, [CAN-2] 247.98(1)
- Traitement, [C-2] 56(2)
- Travail au service de plusieurs employeurs, [CAN-2] 203(1); [CAN-2.2] 19(1)
- Travailleur, [QUE-2] 2, 12, 12.0.1; [QUE-16] 1
- Travailleur autonome, [QUE-2] 2
- Travailleur de la construction, [QUE-16] 194(4)
- Travailleur domestique, [QUE-2] 2; [QUE-16.5] ann. I(3)
- Travailleur étranger temporaire, [QUE-13.1] 1
- Travaux sur le territoire de la région de la Baie James, [QUE-13.2] 1
- Tribunal, [C-2] 56(1); [QUE-2] 2; [QUE-3] 1(t); [QUE-17] 2; [CAN-1] 25; [CAN-5] 3
- Tribunal administratif du travail, [QUE-2] 2; [QUE-16] 1
- Union, [QUE-15] 86
- Unité, [CAN-2] 3(1)
- Unité de négociation, [CAN-2] 3(1); [CAN-5] 3
- Usager, [QUE-16.5] ann. I(3)

- Vente, [CAN-2] 44(1)
- Vidéoclip, [QUE-17] ann. I
- Violence à caractère sexuel, [QUE-2] 2; [QUE-16] 1
- Voyage, [QUE-16.1] 1

Délai, voir aussi à la *procédure spécifique*

- Appel à la Cour du Québec
 - • Permission d'appeler, [QUE-10] 160
- Computation, [QUE-3] 151.1–151.4
- Conciliation, [QUE-10] 120
- De rigueur, [QUE-3.2] 2
- Décision du Tribunal administratif du Québec, [QUE-10] 146
- Équité en matière d'emploi, [CAN-4] 16
- Raisonnable, [C-1] 11(b); [C-2] 32.1
- Recours devant le Tribunal administratif du Québec, [QUE-10] 106

Délai de congé, voir *Contrat de travail*

Délégué de chantier

- Acceptation de récompense ou d'avantages, [QUE-15] 115
- Activités syndicales, [QUE-15] 86(3)
- Avis à l'employeur, [QUE-15] 86(2)
- Convention collective
 - • Clause réputée non écrite, [QUE-15] 87
 - • Recours, [QUE-15] 87
- Déclaration, [QUE-15] 86(1), (2), 115.1(1), (2)
- Droit de représentation du syndicat ou de l'union, [QUE-15] 86
- Élection, [QUE-15] 86(1)
- Enquête sur les litiges, [QUE-15] 86(3)
- Entente sur le temps alloué, [QUE-15] 86(3)
- Fonctions, [QUE-15] 86, 86(3), 115.1(3)
- Formation syndicale, [QUE-15] 86(5)
- Infraction et peine, [QUE-15] 115.1
- Inhabilité à occuper la fonction, [QUE-15] 26, 86(2), 91, 115(2), 117, 119
- Préavis de mise à pied, [QUE-15] 86(6)
- Priorité d'emploi, [QUE-15] 86(4)
- Prolongation d'absence, [QUE-15] 86(3)
- Rémunération, [QUE-15] 86(3)
- Supplémentaire, [QUE-15] 86(1)
- Travail raisonnable, [QUE-15] 86(3)

Demande au Conseil canadien des relations industrielles, voir *Procédure et demande*

Index analytique

Demande au Conseil canadien des relations industrielles (*suite*)

au Conseil canadien des relations industrielles

Demande concernant les droits de négociation (CCRI)

- Preuve d'adhésion syndicale, [CAN-2.1] 31
- Preuve de la volonté des employés, [CAN-2.1] 30
- Renseignements, [CAN-2.1] 33
- Révocation des droits, [CAN-2.1] 36, 39
- • Pour fraude, [CAN-2.1] 37
- Scrutin de représentation, [CAN-2.1] 32

Demande d'accréditation, voir aussi Requête en accréditation

- Au Conseil canadien des relations industrielles, [CAN-2.1] 34, 38

Demande de déclaration de grève illégale

- Au Conseil canadien des relations industrielles, [CAN-2.1] 42
- Déclaration du Conseil canadien des relations industrielles, [CAN-2] 91(2)
- Demande par l'employeur, [CAN-2] 91(1)

Demande de déclaration de lock-out illégal

- Au Conseil canadien des relations industrielles, [CAN-2.1] 43
- Déclaration du Conseil canadien des relations industrielles, [CAN-2] 92
- Demande du syndicat, [CAN-2] 92

Demande de déclaration d'invalidité du vote (fédéral), [CAN-2.1] 41

Demande d'emploi

- Discrimination interdite, [C-2] 18, 134(1)
- Renseignements interdits, [C-2] 18.1

Demande de réexamen, voir Procédure et demande au Conseil canadien des relations industrielles

Demande de révocation d'accréditation, voir Requête en révocation d'accréditation

Demande introductive d'instance

- Signification, [C-5] 512

Demeure

- Inviolabilité, [C-2] 7
- Dénonciateur, [QUE-3] 152

Dénonciation, [CAN-2] 257

Denrées alimentaires (vente)

- Heures d'ouverture, [QUE-9] 3.1, 5, 6

Dentiste, [CAN-2.2] 3

Déontologie

- Tribunal administratif du Québec
- • Membre, [QUE-10] 179.1

Dépendance à l'alcool ou à la drogue

- Déficience, [CAN-1] 25

Dépenses de développement des compétences admissibles, voir aussi Développement et reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre

- Admissibilité, [QUE-5] 8, 9, 11, 12
- Affectation, [QUE-5] 6
- Bénéficiaire, [QUE-5] 5
- Calcul, [QUE-5.1] 7
- Calcul de la participation, [QUE-5] 12
- Catégorie, [QUE-5.1] 1
- Définition, [QUE-5.1] 7
- Délivrance d'un certificat, [QUE-5] 5
- Documents à conserver, [QUE-5.1] 4
- Employeur de l'industrie de la construction, [QUE-5] 12; [QUE-5.1] 4
- Établissement d'enseignement reconnu, [QUE-5] 7
- Notation de la participation, [QUE-5] 13
- Pièces justificatives, [QUE-5.1] 4
- Plan de formation, [QUE-5] 9
- Règlements applicables, [QUE-5] 5
- Report de l'excédent, [QUE-5] 11
- Soutien à la formation, [QUE-5] 5

Déplacement

- Discrimination interdite, [C-2] 16, 134(1)
- Interdiction, [C-3] 45; [QUE-2] 32; [QUE-3] 15; [QUE-13] 122; [QUE-16] 81, 97

Détention

- Cautionnement, [C-1] 11(e); [C-2] 31
- Droits lors d'une, [C-1] 10; [C-2] 29, 30
- Information sur motifs, [C-1] 10(a); [C-2] 28
- Liberté sur engagement, [C-1] 11(e); [C-2] 31
- Motifs, [C-2] 24
- Protection contre, [C-1] 9
- Régime carcéral distinct, [C-2] 26, 27
- Traitement, [C-2] 25

Développement durable, [C-2] 46.1

Développement et reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre, voir

Développement et reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (*suite*)
aussi *Certificat de qualification professionnelle, Comité sectoriel de main-d'œuvre, Commission des partenaires du marché du travail; Dépenses de développement des compétences admissibles, Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre*

- Application de la Loi, [QUE-5] 68
 - • Évaluation, [QUE-5] 67
 - Cadre
 - • Norme professionnelle, [QUE-5] 25.2
 - • • Approbation, [QUE-5] 25.4, 25.5
 - • • Attestation de compétence, [QUE-5] 25.7
 - • • Certificat de qualification professionnelle, [QUE-5] 25.7
 - • • Désaveu, [QUE-5] 25.4, 25.5
 - • • Élaboration, [QUE-5] 25.4
 - • • Objectif, [QUE-5] 25.3
 - • Objectif, [QUE-5] 25.1
 - • Référence, [QUE-5] 25.2
 - • Stratégie de développement des compétences en milieu de travail, [QUE-5] 25.6
 - Calcul de la masse salariale, [QUE-4] 4
 - Comité paritaire, [QUE-4] 22(q), (r)
 - Dépenses de développement des compétences admissibles, [QUE-5] 3, 5, 8, 9, 12, 17;
 - • Délivrance d'un certificat, [QUE-5] 5
 - • Excédent, [QUE-5] 11
 - Dépenses d'une entreprise inférieures, [QUE-5] 14
 - Employeur, [QUE-5] 3
 - • Déclaration, [QUE-5] 16
 - • États financiers, [QUE-5] 13
 - • Masse salariale, [QUE-5] 4
 - • Participation, [QUE-5] 25, 64
 - Employeur de l'industrie de la construction, [QUE-5] 12
 - Établissement d'enseignement reconnu, [QUE-5] 7
 - Examen par une commission parlementaire, [QUE-5] 66
 - Gouvernement lié, [QUE-5] 2
 - Masse salariale, [QUE-5] 4
 - Objet de la Loi, [QUE-5] 1
 - Plan de formation, [QUE-5] 6, 9
- Devoir**
- Accomplissement d'un travail
 - • Mesures à prendre pour éviter des blessures corporelles pour autrui, [CAN-3] 217.1
 - Définition, [CAN-3] 219(2)
 - Exécution d'une tâche
 - • Mesures à prendre pour éviter des blessures corporelles pour autrui, [CAN-3] 217.1
 - Négligence criminelle, [CAN-3] 219(1)
 - Obligation de la personne s'engageant à accomplir un acte, [CAN-3] 217
- Différend**, voir aussi *Arbitrage de différend, Grief, Mécontentement entre l'employeur et l'association accréditée, Règlement des différends et des griefs*
- Avis de notification, [CAN-2] 111(e)
 - Définition, [QUE-3] 1(e); [QUE-15] 1(i); [CAN-2] 3(1)
- Diffuseur**, voir *Artistes des arts visuels, du cinéma, du disque, de la littérature, des métiers d'art et de la scène*
- Dignité**
- Droit à la sauvegarde, [C-2] 4
 - Salarié, [C-4] 2087
- Dimanche**
- Travail non autorisé, [CAN-2] 168(2)
- Directeur de l'état civil**, [C-4] 3084; [QUE-11] 57.1–57.3
- Directeur de santé publique**, voir aussi *Services de santé*
- Collaboration avec le médecin, [QUE-16] 122
 - Confidentialité du dossier médical, [QUE-16] 129
 - Définition, [QUE-16] 1
 - Droits, [QUE-16] 128
 - Fonctions, [QUE-16] 127
 - Programme de santé, [QUE-16] 127
 - Reconnaissance des services de santé, [QUE-16] 130
 - • Examen annuel, [QUE-16] 132
 - • Recommandation, [QUE-16] 131
- Directeur des poursuites criminelles et pénales**, [C-2] 71 al. 2(9)
- Exclusion du statut de salarié, [QUE-3] 1(l) 4°

Index analytique

- Directeur des poursuites criminelles et pénales (*suite*)
- Infraction et peine
 - • Propriété de l'amende, [QUE-2] 474; [QUE-16] 246
 - Renseignement à la Commission de la construction du Québec, [QUE-15] 123.4.3
- Directeur des Services d'arbitrage**
- Définition, [QUE-16.1] 2
- Directeur général des élections**
- Membre du personnel, [QUE-3] 1(l), (6)
- Directeur national de santé publique**
- Protocole sur les dangers et les conditions de travail, [QUE-16] 48.1, 48.2
 - • Entente de reddition de comptes avec la Commission, [QUE-3] 1(l), (6)
- Dirigeant**
- Définition, [QUE-2] 2
 - Détermination du statut, [QUE-2] 6.1
 - Inscription à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 18
- Dirigeant d'une personne morale, voir**
Personne morale
- Discours haineux, [C-2] 11.1**
- Diffusion aux fins d'information légitime du public, [C-2] 11.1
 - Ordonnance de protection, [C-5] 509
- Discours incitant à la violence, [C-2] 11.1**
- Diffusion aux fins d'information légitime du public, [C-2] 11.1
 - Ordonnance de protection, [C-5] 509
- Discrimination, voir aussi** *Accès à l'égalité en emploi, Équité en matière d'emploi, Équité salariale (fédéral), Équité salariale (provincial), Plainte devant la Commission canadienne des droits de la personne, Plainte devant la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, Plainte du salarié, Tribunal canadien des droits de la personne*
- Acte discriminatoire, [CAN-1] 11
 - Association accréditée, [QUE-3] 47.2, 47.5
 - Association de salariés (construction), [QUE-15] 101–104, 119
 - Discours haineux, [C-2] 11.1
 - Discours incitant à la violence, [C-2] 11.1
 - Distinction non discriminatoire, [C-2] 19–20.1
 - Identité ou expression de genre, [C-2] 10
 - Inégalité des salaires, [C-2] 19; [CAN-1] 11; [CAN-2] 182(1)
 - • Acte non discriminatoire, [C-2] 19; [CAN-1] 11(4)
 - • Avis ou plainte à la Commission canadienne des droits de la personne, [CAN-2] 182(2)
 - Infraction et peine, [C-2] 134(1); [CAN-1] 60
 - Interdiction, [C-1] 15(1); [C-2] 10, 97(1), 137; [QUE-2] 32; [QUE-3] 15; [QUE-13] 122; [QUE-16] 30, 81, 97; [CAN-1] 59, 60(1)c)
 - • Contrat, permis, licence ou subvention accordés par Sa Majesté, [CAN-1] 23
 - Langue officielle du travail, [C-3] 45.1, 47.4
 - Motif de distinction illicite, [CAN-1] 3–25
 - • Acte discriminatoire, [CAN-1] 3.1–25
 - • • Acte discriminatoire en matière d'emploi à l'extérieur de l'administration publique fédérale, [CAN-1] 28(1)
 - • • Acte ou omission commis par un employé, mandataire, administrateur ou dirigeant dans le cadre de son emploi, [CAN-1] 65
 - • • Acte susceptible de priver un individu de ses chances d'emploi ou d'avancement, [CAN-1] 9(1)c), 10
 - • • Adhésion syndicale, [CAN-1] 9
 - • • Affiche ou autres représentations exprimant, suggérant ou encourageant un acte discriminatoire, [CAN-1] 12
 - • • Annonce publiée ou enquête tenue au sujet d'un emploi présent ou éventuel, [CAN-1] 8(b)
 - • • Contrat, permis, licence ou subvention accordés par Sa Majesté (conditions et modalités prévoyant l'interdiction), [CAN-1] 23
 - • • Définition, [CAN-1] 39
 - • • Disparité salariale, [CAN-1] 11
 - • • Effet combiné de plusieurs motifs, [CAN-1] 3.1
 - • • Entente touchant le recrutement, l'engagement ou tout autre aspect d'un emploi présent ou éventuel, [CAN-1] 10(b)
 - • • Formulaire de demande d'emploi, [CAN-1] 8(a)

Lois du travail 2024-2025

Discrimination (*suite*)

- Fourniture de biens, de services, d'installations ou de moyens d'hébergement destinés au public, [CAN-1] 5, 14(1)a
 - Fourniture de locaux commerciaux ou de logements, [CAN-1] 6, 14(1)b
 - Harcèlement, [CAN-1] 14
 - Harcèlement sexuel, [CAN-1] 14(2)
 - Infraction et peine, [CAN-1] 60
 - Lignes de conduite fixées par l'employeur, l'association patronale ou l'organisation syndicale, [CAN-1] 10(a)
 - Objet d'une plainte, [CAN-1] 4
 - Organisation syndicale, [CAN-1] 9, 10
 - Personne reconnue coupable (objet d'une ordonnance), [CAN-1] 4
 - Refus d'employer un individu ou le défavoriser en cours d'emploi, [CAN-1] 7
 - Représailles contre le plaignant ou la victime présumée, [CAN-1] 14.1
 - Acte non discriminatoire, [CAN-1] 15
 - Âge du travailleur, [CAN-1] 15(1)b
 - Caisse ou régime de pensions, [CAN-1] 20–22, 40(7)
 - Contrainte excessive, [CAN-1] 15(2)–(7)
 - Discrimination directe ou par suite d'un effet préjudiciable, [CAN-1] 15(8)
 - Disparité salariale, [CAN-1] 11(4)
 - Exigence professionnelle justifiée, [CAN-1] 15(1)a), (2)
 - Forces canadiennes, [CAN-1] 15(9)
 - Fourniture de biens, de services, d'installations ou de moyens d'hébergement destinés au public, [CAN-1] 15(1)g), (2)
 - Grossesse ou accouchement, [CAN-1] 15(1)f)
 - Normes d'accès aux services, installations ou locaux (personnes atteintes d'une déficience), [CAN-1] 24
 - Programme d'adaptation des services, installations, locaux, activités ou matériel (personnes atteintes d'une déficience), [CAN-1] 17–19
 - Programme, plan ou arrangement (accès aux biens, services, installations ou moyens d'hébergement), [CAN-1] 16
 - Régime de retraite, [CAN-1] 15(1)d)
 - Régime ou fonds d'assurance, [CAN-1] 20–22
 - Soins d'enfant, [CAN-1] 15(1)f)
 - Grossesse ou accouchement
 - Acte non discriminatoire, [CAN-1] 15(1)f)
 - Distinction fondée sur le sexe, [CAN-1] 3(2)
 - Liste, [CAN-1] 3(1)
 - Motif reconnu comme raisonnable par ordonnance de la Commission canadienne des droits de la personne, [CAN-1] 11(4), 15(1)e), 27(2)
 - Placement de demandeurs d'emploi, [CAN-2] 69(2)
 - Programme d'équité salariale, [C-2] 19, 49.1
 - Syndicat, [CAN-2] 37, 95(f), (g)
- Disparité salariale.** voir *Équité salariale (fédéral)*, *Équité salariale (provincial)*
- Document authentique.** [QUE-10] 88, 174
- Domestique,** voir *Travailleur domestique*
- Domicile,** voir aussi *Réadaptation*
- Adaptation, [QUE-2] 152, 153, 156, 157
- Dommages-intérêts**
- Indemnité, [QUE-15] 122(3)
- Dommages-intérêts punitifs**
- Atteinte à la liberté syndicale (construction), [QUE-15] 107
 - Atteinte illicite intentionnelle à un droit, [C-2] 49
 - Comité paritaire, [QUE-4] 31
 - Commission des droits de la personne, [C-2] 79
 - Inhabilité à occuper une fonction, [QUE-15] 91
 - Renvoi abusif, [QUE-4] 31
- Dossier médical**
- Accès, [C-2] 85; [QUE-2] 36–43
 - Confidentialité, [QUE-16] 129
 - Étude par le Bureau d'évaluation médicale, [QUE-2] 220
 - Transmission, [QUE-2] 208
- Dossier de santé et sécurité,** [CAN-2] 125(1)g)

Index analytique

- Douche**, [QUE-13] 86
- Droit à l'avocat**, voir *Avocat*
- Droit d'association**, voir aussi *Association d'employeurs, Association de salariés, Liberté syndicale*
- Employeurs, [QUE-3] 10
 - Policiers municipaux, [QUE-3] 4
 - Salariés, [QUE-3] 3
 - Sollicitation interdite, [QUE-3] 5
- Droit au retour au travail**, voir aussi *Travailleur de la construction, Travailleur victime d'une lésion professionnelle*
- Application, [QUE-2] 234, 247
 - Expiration du délai pour l'exercice du droit, [QUE-2] 48, 132, 170.1, 170.3, 173
 - Infraction et peine, [QUE-2] 460
 - Restriction, [QUE-2] 12, 12.0.1, 13, 14, 234
 - Travailleur de la construction, [QUE-2] 247–249
 - Travailleur victime d'une lésion professionnelle, [QUE-2] 234–243
- Droit de grève**, voir *Grève, Service public*
- Droit de refus**, voir aussi *Inspection en matière de santé et de sécurité au travail, Santé et sécurité au travail*
- Avis, [QUE-16] 15
 - Condition personnelle du travailleur, [QUE-16] 17, 19
 - Décision finale, [QUE-16] 24
 - Disponibilité du travailleur, [QUE-16] 25
 - Effet pour les autres travailleurs, [QUE-16] 13
 - Exécution du travail, [QUE-16] 17, 19
 - Inspecteur, [QUE-16] 18
 - Décision, [QUE-16] 19
 - Interdiction à l'employeur, [QUE-16] 30, 31
 - Présomption, [QUE-16] 28
 - Réaffectation temporaire, [QUE-16] 25
 - Refus collectif, [QUE-16] 27
 - Refus individuel, [QUE-16] 12
 - Représentant à la prévention, [QUE-16] 16, 29
 - Révision ou appel de la décision, [QUE-16] 20
 - Sanction interdite, [QUE-16] 30
 - Exception, [QUE-16] 30
 - Travail exécuté par un autre, [QUE-16] 17, 19, 26
 - Travail suspendu, [QUE-16] 14
 - Mise en disponibilité, [QUE-16] 28
 - Présomption, [QUE-16] 28
 - Réaffectation, [QUE-16] 28
- Droit de refus (fédéral)**, voir aussi *Santé et sécurité au travail*
- Abus de droits, [CAN-2] 147.1
 - Condition normale de l'emploi, [CAN-2] 128(2)b
 - Danger pour les autres employés, [CAN-2] 128(2)a
 - Droit de refuser de travailler en cas de danger, [CAN-2] 128(1)
 - Exception, [CAN-2] 128(2)
 - Employé réputé être au travail, [CAN-2] 128.1
 - Enquête de l'employeur, [CAN-2] 128(7.1)
 - Absence de l'employé, [CAN-2] 128(12)
 - Enquête du chef, [CAN-2] 129(1)
 - Absence de l'employé, [CAN-2] 129(3)
 - Appel, [CAN-2] 129(7)
 - Continuation du travail, [CAN-2] 129(5)
 - Décision, [CAN-2] 129(4), (6)
 - Effet, [CAN-2] 129(1.2), (1.3)
 - Enquête précédente, [CAN-2] 129(3.1)
 - Personnes présentes, [CAN-2] 129(1.4)
 - Refus d'enquête, [CAN-2] 129(1.1), (1.2)
 - Enquête du comité local, [CAN-2] 128(10)
 - Absence de l'employé, [CAN-2] 128(12)
 - Décision de l'employeur, [CAN-2] 128(13)–(15)
 - Renseignements complémentaires, [CAN-2] 128(10.2)
 - Résultats et recommandations, [CAN-2] 128(10.1)
 - Exécution du travail, [CAN-2] 129(5), (6)
 - Information au chef, [CAN-2] 128(16)
 - Instructions du chef, [CAN-2] 129(6)
 - Maintien des autres recours, [CAN-2] 131
 - Maintien du refus, [CAN-2] 128(9), 129(6)
 - Mesures à prendre par l'employeur, [CAN-2] 128(8), (14)
 - Notification, [CAN-2] 128(14)
 - Navire et aéronef, [CAN-2] 128(3)–(5)
 - Option de l'employé, [CAN-2] 128(7)

Droit de refus (fédéral) (suite)

- Plainte découlant de mesures disciplinaires, [CAN-2] 133, 134
- • Condition préalable, [CAN-2] 133(3)
- • Fardeau de la preuve, [CAN-2] 133(6)
- Primauté de la convention collective, [CAN-2] 130
- Rapport à l'employeur, [CAN-2] 128(6)
- Rapports multiples, [CAN-2] 128(11), 129(2)
- Réaffectation, [CAN-2] 128.1(3), 129(5)
- Remboursement du salaire, [CAN-2] 128.1(4)
- Sanction interdite, [CAN-2] 147
- Travail exécuté par un autre, [CAN-2] 129(5)

Droits démocratiques, [C-1] 3–5

Droits des enfants

- Éducation religieuse et morale, [C-2] 41

Droits économiques, [C-2] 39–48

Droits judiciaires, [C-2] 23–38

Droits et libertés de la personne, voir aussi
Commission canadienne des droits de la personne, Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, Liberté syndicale, Libertés fondamentales, Tribunal canadien des droits de la personne

- Dignité de la personne, [C-2] 4
- Droit à la vie, [C-2] 1
- Droit au secours, [C-2] 2
- Droit de vivre dans un environnement sain et respectueux de la biodiversité, [C-2] 46.1
- Droit de vivre en français, [C-2] 3.1
- Exercice, [C-2] 9.1
- Garantie, [C-1] 1
- Inviolabilité de la demeure, [C-2] 7
- Libertés fondamentales, [C-2] 3
- Maintien des autres, [C-1] 26
- Propriété privée, [C-2] 8
- Règlement du gouvernement, [C-2] 97
- • Entrée en vigueur, [C-2] 98
- • Publication du projet, [C-2] 98
- Rôle de la loi, [C-2] 9.1
- Secret professionnel, [C-2] 9
- Vie privée, [C-2] 5
- Violation ou négation, [C-1] 24(1)

Droits politiques, [C-2] 21, 22

Durée du travail, voir aussi *Heures de travail, Heures supplémentaires, Horaire de travail, Jour de travail, Semaine normale de travail*

- Application de la Loi, [CAN-2] 167–168
- Congé annuel, [QUE-13] 56
- Décret, [QUE-4] 9
- Dérogation à la durée maximale, [CAN-2] 176(1), 177(1)
 - • Affichage, [CAN-2.2] 25(1), ann. II
 - • Conditions, [CAN-2] 176(2)
 - • Contenu, [CAN-2] 176(4)
 - • Période de validité, [CAN-2] 176(3)
 - • Rapport au chef, [CAN-2] 176(5), 177(2)
- Durée maximale du travail, [CAN-2] 171(1), 172(1)
 - • Calcul, [CAN-2] 175(1)b); [CAN-2.2] 6, 9, ann. IV
 - • Moyenne, [CAN-2] 171(2); [CAN-2.2] 6, 9
- Durée normale du travail, [CAN-2] 169(1)
 - • Calcul, [CAN-2] 175(1)d); [CAN-2.2] 6, 9, ann. IV
 - • Définition, [CAN-2] 166; [CAN-2.2] 4(2)
 - • Moyenne, [CAN-2] 169(2), (2.1); [CAN-2.2] 6, 9
- Étalement, [QUE-13] 39(12), 53
- Exemption et adaptation dans le secteur bancaire, [CAN-2.7] 26-27
 - • Vendeur à commission, [CAN-2.7] 27
- Exemption et adaptation dans le secteur des télécommunications et secteur de la radiodiffusion, [CAN-2.7] 28-31
 - • Employé en diffusion en direct, [CAN-2.7] 31
 - • Technicien à l'installation, entretien ou réparation, [CAN-2.7] 30
 - • Vendeur à commission, [CAN-2.7] 29
- Exemption et adaptation dans le secteur du grain, [CAN-2.7] 18–25
 - • Classement, contrôle de qualité et inspection du grain, [CAN-2.7] 23
 - • Électricien, [CAN-2.7] 21
 - • Guetteur de wagons, [CAN-2.7] 20
 - • Mécanicien, [CAN-2.7] 21
 - • Meunier, meunier adjoint et autres opérateurs, [CAN-2.7] 25
 - • Opérateur de silos, [CAN-2.7] 19

Index analytique

- Durée du travail (*suite*)
- Préposé au nettoyage du grain, [CAN-2.7] 24
 - Réceptionnaire de grains, [CAN-2.7] 20
 - Technicien et superviseur de laboratoire, [CAN-2.7] 22
 - Travailleur d'entrepôt, [CAN-2.7] 20
 - Exemption et adaptation dans le secteur du transport aérien, [CAN-2.7] 42-51
 - Agent de régulation des vols et préposé au suivi des vols, [CAN-2.7] 48
 - Contrôleur et spécialiste d'exploitation de la circulation aérienne, [CAN-2.7] 49
 - Employé d'aérodromes, [CAN-2.7] 44
 - Équipage de vol et instructeur de vol, [CAN-2.7] 46
 - Intervention d'urgence et préparation aux situations d'urgence, [CAN-2.7] 45
 - Membre d'équipage, [CAN-2.7] 47
 - Pompier, [CAN-2.7] 43
 - Spécialiste de l'information de vol, [CAN-2.7] 50
 - Technologue des services de navigation aérienne, [CAN-2.7] 51
 - Exemption et adaptation dans le secteur du transport ferroviaire, [CAN-2.7] 32-41
 - Agent de police des chemins de fer, [CAN-2.7] 38
 - Bagagiste, [CAN-2.7] 35
 - Contrôleur de la circulation ferroviaire, [CAN-2.7] 37
 - Employé à l'entretien de l'équipement de signalisation et de communication, [CAN-2.7] 39
 - Employé à l'entretien de la voie, [CAN-2.7] 36
 - Employé d'atelier et préposé aux services intermodaux, [CAN-2.7] 41
 - Employé du service de triage, [CAN-2.7] 34
 - Mécanicien de locomotive, chef de train et serre-freins, [CAN-2.7] 33
 - Préposé au service, [CAN-2.7] 40
 - Exemption et adaptation dans le secteur du transport routier, [CAN-2.7] 2-9
 - Conducteur d'autocar, [CAN-2.7] 5
 - Équipage de véhicules blindés, [CAN-2.7] 6
 - Mécanicien, [CAN-2.7] 9
 - Répartiteur, [CAN-2.7] 8
 - Transport de lettres et colis, [CAN-2.7] 4
 - Transport de marchandises, [CAN-2.7] 3
 - Travailleur d'entrepôt, expéditeur et réceptionnaire, [CAN-2.7] 7
 - Exemption et adaptation dans le secteur maritime, [CAN-2.7] 10-17
 - Contrôleur d'opérations, [CAN-2.7] 14
 - Employé à bord d'un bâtiment, [CAN-2.7] 13
 - Opération de débarquement
 - Employé, [CAN-2.7] 11
 - Superviseur, [CAN-2.7] 12
 - Personnel de bateau, [CAN-2.7] 16
 - Pilote maritime, [CAN-2.7] 15
 - Répartiteur, [CAN-2.7] 17
 - Jour férié, [QUE-13] 56
 - Horaire de travail, [CAN-2] 173; [CAN-2.2] 9
 - Indemnité, [QUE-13] 58
 - Infraction et peine, [CAN-2] 256(1)a
 - Pause, [CAN-2] 169.1(1)
 - Exception, [CAN-2] 169.1(2)
 - Pause pour allaitement, [CAN-2] 181.2
 - Pause pour raisons médicales, [CAN-2] 181.1(1)
 - Certificat, [CAN-2] 181.1(2); [CAN-2.2] 24.1
 - Période de repos, [CAN-2] 169.2(1)
 - Exception, [CAN-2] 169.2(2)
 - Présomption de travail, [QUE-13] 57
 - Projet pilote, [CAN-2] 263, 263.1
 - Refus de travailler, [QUE-13] 59.0.1
 - Réduction en cas de congé payé ou férié, [CAN-2] 169(3)
 - Règlement, [CAN-2] 175(1), 181.3
 - Sanction administrative pécuniaire, [CAN-2] 270(1)a, 273; [CAN-2.6] 2, ann. 2
 - Semaine de travail, [QUE-13] 52, 54
- E**
- Écart salarial**, voir *Équité salariale (fédéral), Équité salariale (provincial)*
- École**, voir aussi *Enseignement*
- Formation de la main-d'œuvre, [QUE-5] 7
 - Maintien des droits, [C-1] 29
- Éducation**, voir *Enseignement*

Égalité

- Droit, [C-1] 15; [C-2] 10–20

Égalité de traitement, voir *Discrimination*

Égalité des chances, [CAN-1] 2, voir aussi *Discrimination*

Égalité en emploi, voir *Accès à l'égalité en emploi*, *Programme d'accès à l'égalité en emploi*

Élection, voir aussi *Gouvernement du Canada*

- Droit de voter et d'être candidat, [C-1] 3; [C-2] 22

Embauche, voir aussi *Demande d'emploi*

- Conditions de travail inférieures à celles prévues à la législation ou à la convention collective, [QUE-15] 113.4
- Discrimination interdite, [C-2] 16, 134(1)
- Imposition à un employeur
- • Infraction, [QUE-15] 113.2
- Référence de main-d'œuvre, [QUE-15] 107.11
- Refus interdit, [QUE-2] 243

Emploi

- Définition, [CAN-1] 25

Emploi au débardage, voir aussi *Employeurs multiples*

- Définition, [CAN-2.2] 19(1)

Emploi convenable, voir aussi *Indemnité de remplacement du revenu*

- Abandon, [QUE-2] 51
- • Avis médical, [QUE-2] 51
- Calcul du revenu, [QUE-2] 50
- Capacité d'exercer à plein temps, [QUE-2] 47, 170.1, 170.3
- Définition, [QUE-2] 2
- Droit au retour au travail, [QUE-2] 239, 242
- Indemnité de remplacement du revenu, [QUE-2] 49, 51, 53
- Réadaptation, [QUE-2] 166, 167.2, 170, 170.1, 170.3–173, 176–179
- Table des revenus, [QUE-2] 50

Emploi équivalent

- Capacité d'exercer, [QUE-2] 170.1, 170.3
- Définition, [QUE-2] 2
- Droit au retour au travail, [QUE-2] 236
- Réadaptation, [QUE-2] 166, 167.2, 168–170.1, 170.3–171, 173, 176

Employé, voir aussi *Droit de refus*, *Salarié*, *Travailleur*

- Besoins spéciaux
- • Mode de communication requis en matière de santé et de sécurité au travail, [CAN-2] 122.3
- Communication de renseignements relatifs à une infraction à la loi commise par l'employeur
- • Menaces et représailles, [CAN-3] 425.1
- Conservation du statut d'employé
- • Définition, [QUE-5.1] 7(1); [CAN-2] 3(2)
- Définition, [CAN-2] 3(1), 122(1); [CAN-2.2] 19(1); [CAN-5] 3
- Employé introuvable, [CAN-2] 264(i)
- Employé lié par une convention collective, [CAN-2] 56
- Libertés fondamentales, [CAN-2] 8(1)
- Présomption, [CAN-2] 6.1, 123.2, 167.01
- • Preuve, [CAN-2] 6.1, 6.2, 123.2, 123.3, 167.01, 167.2
- Santé et sécurité au travail
- • Immunité, [CAN-2] 126(3)
- • Mesures spéciales de sécurité, [CAN-2] 145
- • • Appel, [CAN-2] 146
- • Obligations, [CAN-2] 126(1)
- Travail au service de plusieurs employeurs
- • Droits et indemnités, [CAN-2] 203(2)b)

Employé d'un établissement commercial, voir *Établissement commercial*

Employé de ferme, voir aussi *Exploitation agricole*

- Surnuméraire exclu du congé annuel, [QUE-13] 77(6)
- Surnuméraire non assujéti à la semaine normale de travail, [QUE-13] 54(5), (7), (8)

Employé du gouvernement, voir *Personne considérée à l'emploi du gouvernement*

Employé de moins de 18 ans

- Conditions, [CAN-2.2] 10(1)
- Emploi autorisé, [CAN-2] 179; [CAN-2.2] 10(1)
- Heures de travail, [CAN-2.2] 10(2)

Employée allaitante, voir aussi *Avantages liés à l'emploi*, *Congé de maternité*,

Index analytique

- Employée allaitante (*suite*)
Grossesse, Retrait préventif de la travailleuse enceinte
- Avis obligatoire à l'employeur, [CAN-2] 205.2
 - Certificat, [CAN-2] 204(2), 205.1, 205.2
 - Cessation des tâches, [CAN-2] 132(1)
 - • Consultation d'un professionnel de la santé, [CAN-2] 132(2)
 - • Disposition non applicable, [CAN-2] 132(3)
 - Congé payé, [CAN-2] 205(2), (6), 205.1
 - Droit d'être informée sur les possibilités d'emploi, [CAN-2] 209
 - Droits de l'employée, [CAN-2] 205(2)
 - Fardeau de la preuve, [CAN-2] 205(3)
 - Obligations de l'employeur, [CAN-2] 205(1)
 - Réaffectation ou modification des tâches, [CAN-2] 132(4), 204(1)
 - • Avis de l'employeur, [CAN-2] 205(4)
 - • Statut de l'employée, [CAN-2] 132(5)
 - Santé de l'enfant, [CAN-2] 204(1)
 - Statut de l'employée, [CAN-2] 205(5)
- Employée enceinte**, voir aussi *Avantages liés à l'emploi, Congé de maternité, Grossesse, Retrait préventif de la travailleuse enceinte*
- Avis obligatoire à l'employeur, [CAN-2] 205.2
 - Certificat, [QUE-13] 122; [CAN-2] 204(2), 205.1, 205.2, 206(1)
 - Cessation des tâches, [CAN-2] 132(1)
 - • Consultation d'un professionnel de la santé, [CAN-2] 132(2)
 - • Disposition non applicable, [CAN-2] 132(3)
 - Congé forcé interdit, [CAN-2] 208
 - Congé payé, [CAN-2] 205(2), (6), 205.1
 - Congédiement ou déplacement interdit, [QUE-13] 122
 - Dispositions prépondérantes, [CAN-2] 208.1
 - Droit d'être informée sur les possibilités d'emploi, [CAN-2] 209
 - Droits de l'employée, [CAN-2] 205(2)
 - Fardeau de la preuve, [CAN-2] 205(3), 208(4)
 - Fonction essentielle, [CAN-2] 208(2), 209.4(b)
 - Indemnité de remplacement du revenu, [QUE-16] 44
 - Obligations de l'employeur, [CAN-2] 205(1)
 - Réaffectation ou modification des tâches, [QUE-13] 122; [CAN-2] 132(4), 204(1)
 - • Avis de l'employeur, [CAN-2] 205(4)
 - • Statut de l'employée, [CAN-2] 132(5)
 - Santé de la mère et celle du fœtus, [QUE-13] 122; [CAN-2] 204(1)
 - Statut de l'employée, [CAN-2] 205(5)
- Employeur**, voir aussi *Assignment temporaire d'un travail, Association d'employeurs, Changement technologique, Cotisation de l'employeur, Développement et reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre, Entreprise, Équité en matière d'emploi, Licenciement collectif, Maître d'œuvre, Pratique déloyale de l'employeur, Registre, Représentant patronal*
- Affichage, [QUE-3] 25; [QUE-13] 87; [QUE-16] 51(2), (10), 80, 183; [CAN-2] 125(1)d, z.17, 145(5), 146.1(3), 170(3), (4), 172(3), (4), 195(3), 212(2), 218; [CAN-2.2] 5, 25
 - • Période d'affichage, [QUE-3] 25; [QUE-3.2] 10; [CAN-2] 170(3), 172(3), 195(3)
 - Âge du travailleur, [QUE-16] 53(1)
 - Biens de l'employeur
 - • Dommages et pertes, [CAN-2] 254.1(3)
 - • Protection, [QUE-3] 109.3; [QUE-16] 188
 - Briseur de grève, [QUE-3] 142
 - Congédiement, suspension, déplacement ou mise à pied d'un salarié, [QUE-13] 122; [QUE-15] 122(2)
 - Définition, [QUE-2] 2; [QUE-3] 1(k); [QUE-4] 1(f); [QUE-6] 4; [QUE-13] 1(7); [QUE-15] 1(j), 107.7; [QUE-15.1] 1; [QUE-16] 1, 194(2); [QUE-21] 1; [CAN-1] 40.1(1), 41(3), 54.1(1); [CAN-2] 3(1), 88, 122(1), 166, 268(1); [CAN-2.2] 19(1); [CAN-5] 3, 4
 - Demande d'accréditation
 - • Demande de déclaration d'illégalité de la grève, [CAN-2] 91(1)
 - • Droit d'association, [QUE-3] 10
 - • Ingérence dans une association de salariés, [QUE-3] 12
 - • Intimidation, [QUE-3] 13-14.0.1
 - • Négociation de bonne foi, [QUE-3] 141
 - • Remise au syndicat, [QUE-3] 47
 - • Retenue syndicale obligatoire, [QUE-3] 47

Lois du travail 2024-2025

- Employeur (*suite*)
- Développement et reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre, [QUE-5] 3, 64
 - Employeur lié par la convention collective, [QUE-3] 68; [CAN-2] 56
 - Employeur unique, [CAN-2] 35, 255(1)
 - Imputation des coûts, [QUE-2] 317, 326–331
 - Atteinte auditive, [QUE-2] 327, 328
 - Avis d'incapacité du travailleur, [QUE-2] 268, 269
 - Demande d'imputation à plus d'un employeur, [QUE-2] 326
 - Examen médical, [QUE-2] 210
 - Inscription à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 18
 - Paiement du salaire, [QUE-2] 59–62, 267, 268
 - Premiers secours, [QUE-2] 190
 - Prestation de réadaptation, [QUE-2] 167.2
 - Réclamation, [QUE-2] 268, 269
 - Remboursement, [QUE-2] 60–62, 268
 - Services de premiers soins, [QUE-2] 191
 - Travailleur handicapé, [QUE-2] 329
 - Violence à caractère sexuel, [QUE-2] 327(4)
 - Information à l'employé
 - Normes de travail, [QUE-13] 87
 - Risques reliés au travail, [QUE-16] 51(9); [CAN-2] 125(1)s)
 - Infraction et peine, [QUE-2] 458–461, 463; [QUE-3] 143; [CAN-2] 148, 256
 - Communication de renseignements par l'employé
 - Menaces et représailles, [CAN-3] 425.1
 - Inscription à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 18
 - Insolvabilité, [QUE-13] 39(9)
 - Intimidation, mesures discriminatoires, représailles, menace ou contrainte à l'égard d'un membre d'une association de salariés, [QUE-15] 101, 119
 - Lésion professionnelle
 - Accès au dossier de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 37–38.1
 - Assignation temporaire du travailleur, [QUE-2] 145.4, 179–180.1
 - Avis à la Commission, [QUE-2] 290, 295, 454
 - Classification, [QUE-2] 297–303, 317, 454
 - Confidentialité du rapport reçu d'un professionnel de la santé, [QUE-2] 39
 - Contribution du travailleur interdite, [QUE-2] 33
 - Déclaration, [QUE-2] 291, 295, 454
 - Embauche, [QUE-2] 243
 - Entrave au droit de retour au travail, [QUE-2] 460
 - Évaluation médicale
 - Contestation de l'attestation ou du rapport, [QUE-2] 212
 - Examen médical requis, [QUE-2] 209
 - Motif de la demande d'examen médical, [QUE-2] 210
 - Obligation du travailleur, [QUE-2] 211
 - Professionnel désigné, [QUE-2] 209
 - Obligation, [QUE-2] 35
 - Défaut du travailleur, [QUE-2] 35
 - Premiers secours et soins, [QUE-2] 190, 191
 - Libertés fondamentales, [CAN-2] 8(2)
 - Location ou prêt de services, [QUE-2] 5
 - Lock-out interdit, [CAN-2] 89(1)
 - Maintien de ses obligations, [QUE-2] 35; [CAN-2] 126(2)
 - Mesure disciplinaire
 - Exercice en cas d'abus de droits, [CAN-2] 147.1
 - Interdiction, [QUE-2] 32; [CAN-2] 147
 - Violence en milieu de travail, [QUE-13] 97.1
 - Motifs de congédiement, [QUE-13] 125; [CAN-2] 241(1)
 - Normes du travail
 - Bulletin de paie, [CAN-2] 254(1), (2)
 - Cotisation, [QUE-13] 39.0.1–39.0.4
 - Durée du travail, [QUE-16] 53(2)
 - Entente sur la substitution de jour férié, [CAN-2] 195(1), (2)
 - Nouvel employeur, [QUE-2] 34
 - Obligation de fournir des renseignements, [QUE-3.2] 43; [CAN-2] 125.2(1), 213(1), 252(1), 253.1, 253.2; [CAN-2.2] 3.1

Index analytique

- Employeur (*suite*)
- Exception, [CAN-2] 252(3)
 - Offre de récompense ou d'avantages, [QUE-15] 115
 - Ordonnance en cas d'harcèlement psychologique
 - Remboursement, [QUE-2] 144.1
 - Personne morale ou société
 - Représentant, [QUE-15] 19.1
 - Réadaptation professionnelle
 - Adaptation d'un poste de travail, [QUE-2] 167, 176
 - Contrainte excessive, [QUE-2] 170.2, 170.3
 - Mise en œuvre des mesures, [QUE-2] 170.2, 170.4
 - Obligations, [QUE-2] 107.1, 170.2, 170.4
 - Réintégration présumée, [QUE-2] 170.3
 - Renseignements et documents, [QUE-2] 170.1, 170.4
 - Subvention, [QUE-2] 167, 167.2, 175
 - Refus d'embaucher ou intimidation, [QUE-15] 101, 119
 - Refus d'exécuter une ordonnance, [CAN-2] 259
 - Refus de négocier, [QUE-3] 53.1
 - Refus de reconnaître une association accréditée, [QUE-3] 141
 - Registre des accidents, [QUE-2] 280
 - Registre sur les postes de travail, [QUE-16] 52
 - Registre des premiers soins, [QUE-2] 280
 - Registre des salariés, [QUE-4] 22(g); [QUE-13] 29(3); [QUE-13.4] 1
 - Registres, [QUE-2] 296, 454; [CAN-2] 252(2)
 - Conservation, [QUE-2] 296, 454; [CAN-2] 252(2)
 - Réintégration d'un salarié, [QUE-3] 15; [QUE-15] 107; [CAN-2] 258(2)
 - Indemnité, [QUE-3] 15; [CAN-2] 258(2)a
 - Refus, [CAN-2] 259
 - Salaire, [CAN-2] 258(1)
 - Sanction administrative pécuniaire, [QUE-2] 170.4
 - Défaut de paiement, [QUE-2] 170.4
 - Non-respect des obligations, [QUE-2] 170.4
 - Sanction interdite, [QUE-2] 32; [QUE-3] 13-14.0.1; [QUE-13] 122; [CAN-2] 94.1, 147(a), 209.3
 - Santé et sécurité au travail
 - Affichage et accès à l'information, [CAN-2] 125(1)d), f), z.17)
 - Certification en santé et sécurité, [QUE-16] 167.1
 - Collaboration avec d'autres intervenants, [QUE-16] 51(14), 94
 - Comité de santé et de sécurité, [CAN-2] 135(1)
 - Dispositions applicables dans la construction, [QUE-16] 195
 - Dossier de santé et de sécurité, [CAN-2] 125(1)g)
 - Élimination des risques, [QUE-16] 51(3), (5); [CAN-2] 125(1)a)
 - Enquête sur les accidents, [CAN-2] 125(1)c)
 - Équipement de protection, [QUE-16] 51(1), (11); [CAN-2] 125(1)b), r), t), w)
 - Établissement, [QUE-16] 54
 - Examen de santé, [QUE-16] 51(12), 53(3)
 - Installation de premiers soins, [CAN-2] 125(1)h)
 - Installation sanitaire, [CAN-2] 125(1)i)
 - Mesures spéciales de sécurité, [CAN-2] 145
 - Appel, [CAN-2] 146
 - Mine de charbon, [CAN-2] 125.3
 - Obligations, [QUE-16] 50, 51, 51.2, 62.6; [CAN-2] 124-125.3
 - Interdiction de limite ou de transfert, [QUE-16] 51.1.1
 - Mesures contre la violence physique ou psychologique, [QUE-16] 51(16)
 - Produit contrôlé, [QUE-16] 62.1, 62.2; [CAN-2] 125.1, 125.2(1)
 - Programme de formation et d'information, [QUE-16] 62.5; [CAN-2] 125(1)q), z), z.01), z.03), z.04); [CAN-2.8] 14
 - Programme de prévention, [QUE-16] 58; [CAN-2] 125(1)z.03), z.04)
 - Incitatif financier, [QUE-16] 167.2
 - Rapport d'accident, [QUE-16] 62
 - Reconnaissance de services de santé, [QUE-16] 130, 136
 - Représentant en matière de santé et de sécurité, [CAN-2] 136(1)

Lois du travail 2024-2025

Employeur (*suite*)

- Substance dangereuse, [CAN-2] 125.1
- Stagiaire
- Obligation envers le stagiaire, [QUE-21] 4
 - Accommodement pour absence selon les normes du travail, [QUE-21] 4
 - Information des droits, [QUE-21] 5
 - Obtention d'un permis, [QUE-21] 4
 - Prévention du harcèlement psychologique et protection, [QUE-21] 19
 - Réussite des études ou de la formation, [QUE-21] 4
- Pratique interdite, [QUE-21] 20
- Traitement comme employé, [CAN-2] 96.1, 125.4, 167.1
- Vérification interne, [CAN-2] 251.001
- Rapport, [CAN-2] 251.001(6), (7), (9)

Employeur professionnel, voir aussi *Décret de convention collective, Prélèvement de l'employeur professionnel*

- Définition, [QUE-4] 1(g); [QUE-15] 1(k)
- En défaut, [QUE-8] 33
- Rapport mensuel, [QUE-4] 22(h)
- Services d'un entrepreneur autonome, [QUE-15] 19

Employeur tenu personnellement au paiement des prestations, voir aussi *Accident du travail, Lésion professionnelle, Maladie professionnelle*

- Avis à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 333, 336
- Avis de cotisation, [QUE-2] 341, 342, 348
- Avis de réclamation, [QUE-2] 341, 342
- Changement de statut, [QUE-2] 348
- Contrat d'assurance obligatoire, [QUE-2] 334, 335, 336, 348
- Cotisation annuelle, [QUE-2] 343-345, 454, 574.2
- Détermination d'une quote-part, [QUE-2] 337
- Employeur disparu ou insolvable, [QUE-2] 344
- Employeur en défaut, [QUE-2] 336, 338
- Procédure pour remédier au défaut, [QUE-2] 336
- Entente avec le bénéficiaire, [QUE-2] 339
- Entreprise de transport, [QUE-2] 332, 333

- Intérêts, [QUE-2] 344
- Intervention de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 339, 340
- Lettre de crédit irrévocable, [QUE-2] 336, 348
 - Délai pour fournir une nouvelle lettre, [QUE-2] 334.1
 - Objet, [QUE-2] 334.1
 - Preuve de l'état de solvabilité de l'émetteur, [QUE-2] 334.1
- Paiement des prestations par la Commission, [QUE-2] 341, 342
- Rechute, récurrence ou aggravation d'une blessure ou d'une maladie, [QUE-2] 574.1, 574.2
- Recours subrogatoire, [QUE-2] 347
- Remboursement, [QUE-2] 346

Employeurs multiples

- Droits et indemnités de l'employé, [CAN-2] 203(2)b
- Règlement, [CAN-2] 203(2)
- Travail au service, [CAN-2.2] 19

Emprisonnement, voir aussi *Protection contre l'emprisonnement*

- Exclusion, [CAN-2] 154(1), 259.1(1)
- Outrage au tribunal, [QUE-3] 111.20

Endroit isolé

- Définition, [QUE-13.2] 1
- Semaine normale de travail, [QUE-13.2] 12

Enfant, voir aussi *Congé parental, Droits des enfants, Intérêt de l'enfant, Normes du travail (Québec), Réadaptation, Soins d'enfant, Travail des enfants*

- Congé en cas de décès ou de disparition, [CAN-2] 206.5, 207.01, 207.02, 207.3, 209.3(2), 209.4, 210; [CAN-2.2] 29
- Congé en cas de maladie grave, [CAN-2] 206.4, 207.01, 207.02, 207.3, 209.3(2), 209.4; [CAN-2.2] 29
- Définition, [QUE-2] 92; [CAN-2] 206.5(1), 210(1.03)
- Employé du gouvernement, [QUE-2] 11(3)
- Enfant hospitalisé
 - Congé de maternité, de paternité ou parental
 - Fractionnement ou suspension, [QUE-13] 81.14.1, 81.14.2, 89(6.1.1)
- Garde d'enfants, [QUE-2] 152, 164, ann. V
- Indemnité de décès

Index analytique

- Enfant (*suite*)
- • Cessation du versement, [QUE-2] 136, 137
 - • Versement à l'enfant majeur du travailleur, [QUE-2] 104, 105
 - • Versement à l'enfant mineur du travailleur, [QUE-2] 102, 103
 - • Versement à la personne qui a la garde de l'enfant, [QUE-2] 137
 - Mesure de rechange, [QUE-2] 11(3)
 - Mesure volontaire, [QUE-2] 11(3)
 - Protection par sa famille, [C-2] 39
- Enquête**
- Agent de relations du travail, [QUE-3] 41
 - Arbitre, [CAN-2] 57(2)b), 57(5)
 - Chef de la conformité et de l'application, [CAN-2] 127.1, 129, 141
 - Comité local de santé et de sécurité, [CAN-2] 127.1(3)
 - Comité paritaire, [QUE-4] 26
 - Commission canadienne des droits de la personne
 - • Plainte fondée sur des actes discriminatoires, [CAN-1] 43–46
 - Commission de la construction du Québec, [QUE-15] 7–7.10
 - Commission des droits de la personne, [C-2] 62, 68, 71
 - Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-13] 104–107; [QUE-16] 160, 172
 - Conseil canadien des relations industrielles, [CAN-2] 34(2), 39(1), 43(3), 80(1), 146.1(1)
 - Ministre de la Main-d'œuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, [QUE-8] 31
 - Ministre du Travail (fédéral), [CAN-2] 106, 248
 - Représentant en matière de santé et de sécurité, [CAN-2] 127.1(3)
 - Santé et sécurité au travail
 - • Abus de droits, [CAN-2] 147.1
 - • Mesure disciplinaire interdite, [CAN-2] 147(a)
 - • Plainte du salarié, [CAN-2] 127.1
 - • Substance dangereuse (exposition)
 - • Obligation de l'employeur, [CAN-2] 125.1(f)
 - Tribunal administratif du travail, [QUE-13] 126; [QUE-15] 121
 - Tribunal canadien des droits de la personne
 - • Mesures correctives ou disciplinaires à l'égard d'un membre, [CAN-1] 48.3
- Enquêteur**
- Identification, [QUE-3] 109.4
 - Personne désignée, [QUE-3] 109.4
 - Pouvoirs, immunité et privilèges, [QUE-3] 109.4
 - Rapport, [QUE-3] 109.4
 - Tribunal administratif du travail, [QUE-19] 87, 89
 - • Code de déontologie, [QUE-19] 89; [QUE-19.1] 1–4
 - • • Conflit d'intérêts, [QUE-19.1] 4
 - • • Devoirs, [QUE-19.1] 3
 - • Fonctions, [QUE-19] 87
 - • Nomination, [QUE-19] 87; [QUE-19.1] 2
- Enseignement, voir aussi Établissement d'enseignement**
- Établissement privé, [C-2] 42
 - Langue de la minorité, [C-1] 23
 - Public et gratuit, [C-2] 40
 - Religieux ou moral, [C-2] 41
- Entente**
- Conférence de gestion, [QUE-10] 119.1
 - Congé de maternité, de paternité ou parental
 - • Suspension, [QUE-13] 81.14.2
- Entente collective, voir aussi Artistes de la scène, du disque et du cinéma, Artistes des arts visuels, des métiers d'art et de la littérature**
- Langue officielle, [C-3] 43, 50
- Entente sur les services essentiels, voir aussi Liste des services essentiels, Maintien des services essentiels, Secteurs public et parapublic, Service public, Tribunal administratif du travail**
- Aide professionnelle, [QUE-3] 111.0.18, 111.10.1
 - Approbation par le Tribunal administratif du travail, [QUE-3] 111.10.1, 111.10.7
 - Caractère obligatoire, [QUE-3] 111.15.3
 - Contravention, [QUE-3] 146.2
 - Critères, [QUE-3] 111.10.1
 - Défaut d'entente, [QUE-3] 111.0.18, 111.10.3, 111.15.1, 111.15.2

- Entente sur les services essentiels (*suite*)
- Dérogation interdite, [QUE-3] 111.0.22, 111.10.8
 - Modification, [QUE-3] 111.10.5
 - Négociation, [QUE-3] 111.0.18, 111.10.1, 111.21.1
 - Primauté, [QUE-3] 111.10.6
 - Secteurs public et parapublic, [QUE-3] 111.10.1
 - Service public, [QUE-3] 111.0.18, 111.0.19
 - Transmission, [QUE-3] 111.0.18, 111.0.23, 111.10.1

Entrepreneur

- Contrat d'entreprise ou de services, [C-4] 2098–2129

Entrepreneur (construction), voir aussi Employeur

- Solidarité avec le sous-entrepreneur en matière de salaires, [QUE-15] 54

Entrepreneur autonome, [QUE-15] 19.0.1–19.0.3

- Attestation d'adhésion, [QUE-15] 19.0.1
- Définition, [QUE-15] 1(k.1)
- Document
- • Délai de conservation, [QUE-15] 82 al.1(a.1)
- Rémunération, [QUE-15] 19.0.1
- Réputation d'être employeur, [QUE-15] 19.0.3
- Services retenus par un employeur professionnel, [QUE-15] 19.0.1

Entrepreneur dépendant

- Définition, [CAN-2] 3(1)

Entrepreneur non salarié, [QUE-13] 86.1

Entreprise, voir aussi Accréditation, Fusion d'entreprises

- Aliénation, [QUE-4] 14.1; [QUE-13] 96, 97
- • Accréditation non invalidée, [QUE-3] 45
- • Contrat continué, [C-4] 2097
- • Relations du travail autrefois régies par le *Code canadien du travail*, [QUE-3] 45.3
- • Responsabilité de l'employeur, [QUE-2] 34; [QUE-4] 14.1; [QUE-13] 96
- • Solidarité, [QUE-4] 14.1; [QUE-13] 96
- Concession, [QUE-3] 45; [QUE-4] 14.1; [QUE-13] 96, 97
- Définition, [QUE-16] 44(1); [CAN-2.6] ann. 3

- Division, [QUE-3] 45; [QUE-13] 97
- Sous-traitance, [QUE-13] 95
- Vente sous contrôle de justice, [QUE-2] 34; [QUE-4] 14.1; [QUE-13] 96

Entreprise adaptée, [QUE-5.1] 1, 7

Entreprise canadienne

- Application de la Loi, [CAN-2] 123(1)c), 167(1)e)

Entreprise cliente, voir aussi Permis d'agence de placement ou de recrutement

- Agence de placement de personnel
- • Solidarité, [QUE-13] 95
- Définition, [QUE-13.1] 1
- Infraction et peine, [QUE-13] 140.1
- Obligation, [QUE-13] 92.6, 92.7
- Règlement, [QUE-13] 92.7

Entreprise comptant moins de 10 salariés

- Travaux bénévoles de construction, [QUE-15.2] 4(5)

Entreprise d'insertion

- Accréditation, [QUE-5.1] 7(13)a.1)

Entreprise de la fonction publique, voir Fonction publique

Entreprise de gardiennage, [QUE-13.2] 9

Entreprise fédérale, voir aussi Normes du travail (fédéral)

- Application de la Loi, [CAN-2] 123(1)a), 167(1)
- Définition, [CAN-2] 2
- Territoire du Yukon ou Territoires du Nord-Ouest, [CAN-2] 167(1)a)
- Transfert d'employé entre employeurs, [CAN-2] 189(1)
- • Appel d'offres, [CAN-2] 189(1.1)
- • Assimilation, [CAN-2] 189(2)
- • Calcul de la durée d'emploi, [CAN-2] 189(1.4)
- • Début du transfert, [CAN-2] 189(1.2)
- • Exception, [CAN-2] 189(1.5)
- • Indemnité de départ, [CAN-2] 189(1.6)
- • Période ininterrompue d'emploi, [CAN-2] 189(1.3)

Entreprise minière

- Accès au représentant d'une association de salariés, [QUE-3] 9
- Gîte et couvert au représentant d'une association de salariés, [QUE-3] 9

Index analytique

- Entreprise minière (*suite*)
- Permis d'accès au campement minier, [QUE-3.2] 35–37
- Entreprise du secteur parapublic, voir Secteurs public et parapublic**
- Entreprise de transport**
- Contrat d'assurance, [QUE-2] 334–336
 - Paiement des prestations pour lésion professionnelle, [QUE-2] 332, 333
- Environnement**
- Droit de vivre dans un environnement sain et respectueux de la biodiversité, [C-2] 46.1
- Époux, voir Conjoint**
- Équipement de loisir, [QUE-2] 152, 155.1, 156, 157**
- Équité, [QUE-10] 2**
- Équité en matière d'emploi (fédéral), voir aussi Commission canadienne des droits de la personne, Tribunal de l'équité en matière d'emploi**
- Administration publique, [CAN-4] 21
 - Agent d'application, [CAN-4] 22, 25
 - Attribution, [CAN-4] 23, 26
 - Définition, [CAN-4] 3
 - Renseignements, [CAN-4] 24
 - Analyse de l'effectif, [CAN-4.1] 6
 - Degré de sous-représentation, [CAN-4.1] 6(2)
 - Sommaire des résultats, [CAN-4.1] 7
 - Commission canadienne des droits de la personne, [CAN-4] 22
 - Convention collective, [CAN-4] 8
 - Dispositions transitoires, [CAN-4] 45
 - Dossier, [CAN-4] 17; [CAN-4.1] 11
 - Cessation des fonctions d'un salarié, [CAN-4.1] 12
 - Loi
 - Application, [CAN-4] 4(1), 44
 - Objet, [CAN-4] 2
 - Organisme responsable, [CAN-4] 4(4)–(8)
 - Ministre
 - Responsabilité, [CAN-4] 42, 43
 - Nombre de salariés
 - Calcul, [CAN-4.1] 2
 - Obligations de l'employeur, [CAN-4] 5, 9
 - Limites, [CAN-4] 6
 - Plan, [CAN-4] 10(1)
 - Consultation des représentants des salariés, [CAN-4] 15
 - Délai, [CAN-4] 16
 - Information des employés, [CAN-4] 14
 - Mise en œuvre, [CAN-4] 11
 - Objectifs à court terme, [CAN-4] 10(2), (3)
 - Révision, [CAN-4] 13; [CAN-4.1] 3(9), 6(4)
 - Suivi, [CAN-4] 12
 - Rapport, [CAN-4] 18; [CAN-4.1] 12(3)
 - Analyse par le ministre, [CAN-4] 20
 - Application, [CAN-4.1] 14
 - Branches d'activité, [CAN-4.1] 23–25, 30
 - Catégorie professionnelle, [CAN-4.1] 1(2), 22, ann. II, III
 - Définition, [CAN-4.1] 1(1)
 - Échelle de rémunération, [CAN-4.1] 26, 27, 29
 - Exactitude des renseignements, [CAN-4] 18(5); [CAN-4.1] 16
 - Formulaires, [CAN-4.1] 14.1, 15, 21–31
 - Instructions, [CAN-4.1] 18–31
 - Modalités, [CAN-4.1] 14.1–16
 - Nombre de salariés, [CAN-4.1] 21
 - Renseignements, [CAN-4.1] 20, 25.1, 27.1
 - Réputé déposé auprès du ministre, [CAN-4.1] 19
 - Salarié promu, [CAN-4.1] 31
 - Table des paliers de rémunération, [CAN-4.1] 26(1)b), ann. VIII
 - Règlement, [CAN-4] 41
 - Application, [CAN-4] 41(2)
 - Secteur public, [CAN-4] 41(3)
 - Renseignements sur l'effectif, [CAN-4] 3
 - Cueillette de renseignements, [CAN-4.1] 3-5
 - Identification du salarié, [CAN-4.1] 4
 - Mise à jour, [CAN-4.1] 5
 - Portée du questionnaire, [CAN-4.1] 3(8)
 - Questionnaire, [CAN-4.1] 3(2), (5)
 - Sous-représentation, [CAN-4.1] 6(2)
 - Étude des systèmes, règles et usages en matière d'emploi, [CAN-4.1] 8–10
 - Violation des engagements, [CAN-4] 25, 36, 37
 - Avis de sanction, [CAN-4] 36(1)

Lois du travail 2024-2025

- Équité en matière d'emploi (fédéral) (*suite*)
- Contenu, [CAN-4] 37
 - Montant de la sanction, [CAN-4] 36(2), (3)
 - Option de l'employeur, [CAN-4] 38
 - Ordre de prendre des mesures correctives, [CAN-4] 26, 33
 - Prescription, [CAN-4] 36(1)
 - Révision de l'ordonnance, [CAN-4] 27
- Équité salariale (fédéral), voir aussi**
Commissaire à l'équité salariale, Tribunal canadienne des droits de la personne
- Acte discriminatoire, [CAN-1] 11
 - Appel d'offres, [CAN-5] 93
 - Champ d'application, [CAN-5] 6–11
 - Employeurs assujettis, [CAN-5] 6, 7
 - Exemption
 - Certains gouvernements et territoires, [CAN-5] 10
 - Corps dirigeant autochtone, [CAN-5] 11
 - Nombre d'employés, [CAN-5] 6–9
 - Secteur privé et gouvernements des territoires, [CAN-5] 7(3)–(4), 9
 - Secteur public, [CAN-5] 7(1)–(2), 8
 - Comité d'équité salariale
 - Composition, [CAN-5] 19, 67(4), 68(4)
 - Composition différente, [CAN-5] 19(3), 27, 67(6), 68(6), 75, 109
 - Confidentialité des renseignements, [CAN-5] 24, 72
 - Constitution, [CAN-5] 16–18, 67–71
 - Volontaire, [CAN-5] 16(2)–(3), 17(2)–(3), 18, 67(2), 68(2)
 - Directives de l'agent négociateur, [CAN-5] 21(2), 72
 - Directives de l'employeur, [CAN-5] 21(1), 72
 - Employé réputé être au travail, [CAN-5] 22(3), 72
 - Mesures à l'appui des travaux, [CAN-5] 22(2), 72
 - Mesures pour faciliter la sélection des membres, [CAN-5] 22(1), 72
 - Obligation de fournir des renseignements, [CAN-5] 23, 72
 - Révision du plan, [CAN-5] 67–72
 - Vote, [CAN-5] 20(1), 72
 - Nombre minimal de membres présents, [CAN-5] 20(2), 72
 - Conservation des documents, [CAN-5] 90, 91
 - Prolongation de la conservation, [CAN-5] 91
 - Secteur privé et gouvernements des territoires
 - Établissement du plan, [CAN-5] 90(1)
 - Mise à jour du plan, [CAN-5] 90(2)
 - Convention collective, [CAN-5] 95
 - Déclaration annuelle, [CAN-5] 89
 - Contenu, [CAN-5] 89(1)–(2)
 - Première, [CAN-5] 89(3)
 - Subséquente, [CAN-5] 89(4)
 - Définition, [CAN-5] 3, 4, 11(2), 49(2), 61(3), 62(8), 89(5), 125, 172
 - Désignation du ministre responsable, [CAN-5] 5
 - Entreprise provinciale devenue employeur visé, [CAN-5] 62(3), 94
 - Examen par le Sénat et la Chambre des communes, [CAN-5] 184
 - Interdiction, [CAN-5] 98–103
 - Déclaration fautive ou trompeuse, [CAN-5] 101
 - Réduction de la rémunération, [CAN-5] 98
 - Représailles par l'agent négociateur, [CAN-5] 103
 - Représailles par l'employeur, [CAN-5] 102
 - Objet, [CAN-5] 1
 - Personnel des cabinets de ministres, [CAN-5] 172, 173
 - Exclusion du personnel étudiant, [CAN-5] 173(2)
 - Plan, [CAN-2.7] 12–30
 - Affichage d'un avis, [CAN-5] 14, 15
 - Constitution d'un comité d'équité salariale, [CAN-5] 16–18
 - Date d'établissement, [CAN-5] 58, 59
 - Établissement sans comité, [CAN-5] 25, 26, 28, 29, 108
 - Obligation, [CAN-5] 12, 13
 - Plans multiples, [CAN-5] 30
 - Pouvoir de réglementation, [CAN-5] 181
 - Application en remplacement de dispositions, [CAN-5] 40
 - Processus d'établissement du plan, [CAN-2.7] 31–63
 - Affichage

Index analytique

- Équité salariale (fédéral) (*suite*)
- Augmentation de la rémunération, [CAN-5] 56
 - Délai, [CAN-5] 55, 57, 112(1)
 - Ébauche, [CAN-5] 52, 53
 - Version définitive, [CAN-5] 55
 - Augmentation de la rémunération, [CAN-5] 60–63
 - Affichage, [CAN-5] 56
 - Ancien employé, [CAN-5] 62(7)
 - Date d'exigibilité, [CAN-5] 61(1), 62(1)
 - Échelonnement, [CAN-5] 61(2), 62(4), 63, 113
 - Entreprise provincial devenue employeur visé, [CAN-5] 62(3)
 - Intérêts, [CAN-5] 62(5)–(6), 97
 - Période de sursis de versement, [CAN-5] 96
 - Somme forfaitaire, [CAN-5] 62(2)–(3)
 - Calcul de la rémunération, [CAN-5] 40, 44–46
 - Exclusion d'écarts de rémunération, [CAN-5] 46
 - Exclusion de formes de rémunération, [CAN-5] 45
 - Comparaison de la rémunération, [CAN-5] 40, 47–50
 - Autre méthode, [CAN-5] 48, 111
 - Méthode de la droite égale, [CAN-5] 48, 50
 - Méthode de la moyenne égale, [CAN-5] 48, 49
 - Contenu, [CAN-5] 51
 - Ébauche, [CAN-5] 52, 53
 - Commentaire des employés, [CAN-5] 52–54
 - Établissement de la valeur du travail, [CAN-5] 40, 41–43
 - Critère, [CAN-5] 42
 - Méthode, [CAN-5] 43
 - Identification des catégories d'emploi, [CAN-5] 32–34
 - Objet, [CAN-5] 31
 - Plans multiples, [CAN-5] 30, 107
 - Prédominance féminine ou masculine, [CAN-5] 35–40
 - Critères, [CAN-5] 36, 37
 - Reconnaissance d'un groupe comme étant un seul employeur, [CAN-5] 4(1), 106
 - Règlement de différends, [CAN-5] 147–171
 - Appel de la décision, [CAN-5] 157(2), 158(5), 159(2)–(3), 160(2), 168–171
 - Avis d'objection relativement au plan, [CAN-5] 148
 - Décision, [CAN-5] 158
 - Avis de différend au sein du comité, [CAN-5] 147
 - Ordonnance, [CAN-5] 157
 - Commissaire à l'équité salariale, [CAN-5] 154–160
 - Décision à l'égard d'une plainte, [CAN-5] 159, 160
 - Plainte par un agent négociateur, [CAN-5] 150
 - Plainte par un employé, [CAN-5] 149
 - Plainte par un employeur, [CAN-5] 151
 - Plainte pour contravention à la loi, [CAN-5] 149(1), 150(3), 151(1), 159
 - Plainte pour influence ou entrave, [CAN-5] 149(2), 150(3), 159
 - Plainte pour mauvaise foi ou discrimination, [CAN-5] 149(2), 150(3), 151(2), 159
 - Plainte pour représailles, [CAN-5] 152, 160
 - Règlement volontaire, [CAN-5] 155
 - Renvoi au tribunal, [CAN-5] 162–167
 - Révision, [CAN-5] 154(4), 156(5), 161
 - Décision, [CAN-5] 161
 - Délai, [CAN-5] 161(1)–(2)
 - Demande, [CAN-5] 161
 - Recours judiciaire, [CAN-5] 161(7)
 - Révision du plan, [CAN-5] 64–88
 - Affichage, [CAN-5] 80–87
 - Augmentation de la rémunération, [CAN-5] 84
 - Délai, [CAN-5] 83, 85, 112(2)
 - Ébauche, [CAN-5] 80, 81
 - Version définitive, [CAN-5] 83
 - Affichage d'un avis, [CAN-5] 65, 66
 - Augmentation de la rémunération, [CAN-5] 88
 - Affichage, [CAN-5] 84
 - Ancien employé, [CAN-5] 88(8)
 - Date d'exigibilité, [CAN-5] 88(4)
 - Intérêts, [CAN-5] 88(5)–(7), 97
 - Période de sursis de versement, [CAN-5] 96
 - Somme forfaitaire, [CAN-5] 88(2)–(3)

Lois du travail 2024-2025

- Équité salariale (fédéral) (*suite*)
- Comité d'équité salariale, [CAN-5] 67-72
 - Dispositions applicables, [CAN-5] 72
 - Secteur privé et gouvernements des territoires, [CAN-5] 70
 - Secteur public, [CAN-5] 69
 - Date de mise à jour, [CAN-5] 86, 87
 - Ébauche, [CAN-5] 80, 81
 - Commentaire des employés, [CAN-5] 80-82
 - Mise à jour du plan, [CAN-5] 64-77
 - Document énonçant les changements, [CAN-5] 79(2)
 - Mise à jour sans comité, [CAN-5] 73, 74, 76, 77
 - Processus, [CAN-5] 78, 79
 - Sanction administrative pécuniaire, [CAN-5] 125-146
 - Admissibilité des documents, [CAN-5] 145
 - Exclusion de certains moyens de défense, [CAN-5] 133(1)
 - Montant de la pénalité, [CAN-5] 127(2)
 - Paiement, [CAN-5] 137, 142(7)
 - Défaut, [CAN-5] 138
 - Pouvoir de réglementation, [CAN-5] 127
 - Principes de common law, [CAN-5] 133(2)
 - Publication, [CAN-5] 146
 - Recouvrement des pénalités, [CAN-5] 143, 144
 - Certificat de non-paiement, [CAN-5] 144
 - Créance, [CAN-5] 143
 - Prescription, [CAN-5] 143(2)
 - Révision, [CAN-5] 139-142
 - Décision, [CAN-5] 142
 - Délai, [CAN-5] 139(1)
 - Demande, [CAN-5] 139
 - Modification du procès-verbal, [CAN-5] 140
 - Recours judiciaire, [CAN-5] 142(8)
 - Violations, [CAN-5] 129-132
 - Attestation de la date des faits reprochés, [CAN-5] 136(2)
 - Infraction, [CAN-5] 135
 - Participation, [CAN-5] 130
 - Prescription, [CAN-5] 136(1)
 - Procès-verbal, [CAN-5] 128, 132, 145
 - Responsabilité, [CAN-5] 131
 - Violation continue, [CAN-5] 134
 - Transfert ou location, [CAN-5] 92
- Équité salariale (provincial), voir aussi**
Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail
- Absence de catégories d'emplois à prédominance masculine, [QUE-6.2] 1-5
 - Entreprise de 100 salariés ou plus, [QUE-6] 13, 93(3.1)
 - Entreprise de moins de 50 salariés, [QUE-6] 38
 - Exercice d'équité salariale à compléter (une fois attribué le taux horaire de rémunération), [QUE-6.2] 5
 - Identification des catégories d'emplois types, [QUE-6.2] 1
 - Programme d'équité salariale, [QUE-6] 52
 - Rémunération des catégories d'emplois types, [QUE-6.2] 2-4
 - Détermination du taux horaire de rémunération à attribuer à chacune des catégories, [QUE-6.2] 2
 - Estimation des écarts salariaux, [QUE-6.2] 4
 - Facteurs à prendre en considération, [QUE-6.2] 2
 - Normes d'attribution des taux horaires de rémunération, [QUE-6.2] 3
 - Affichage, [QUE-6] 14, 35, 75, 114(5)
 - Conservation des renseignements, [QUE-6] 14.1, 114(6)
 - Ajustements salariaux, [QUE-6] 68
 - Convention collective, [QUE-6] 74
 - Diminution interdite de la rémunération, [QUE-6] 73
 - Paiement, [QUE-6] 71
 - Versement, [QUE-6] 69
 - Période d'étalement, [QUE-6] 70, 72
 - Catégorie d'emplois à prédominance masculine et féminine, [QUE-6] 53
 - Caractéristiques, [QUE-6] 54
 - Comparaison, [QUE-6] 60
 - Critères, [QUE-6] 55
 - Écarts salariaux, [QUE-6] 60, 61
 - Méthodes d'évaluation, [QUE-6] 56, 57, 59
 - Changement dans l'entreprise, [QUE-6] 76.10, 76.11

Index analytique

- Équité salariale (provincial) (*suite*)
- Aliénation de l'entreprise, [QUE-6] 76.11
 - Association accréditée, [QUE-6] 76.10
 - Comité consultatif sur l'équité salariale, [QUE-6] 95.1–95.4
 - Comité d'équité salariale, [QUE-6] 16, 30, 31
 - Absence de catégories d'emplois à prédominance masculine
 - Identification des catégories d'emplois types, [QUE-6.2] 1
 - Réalisation de l'exercice d'équité salariale, [QUE-6.2] 5
 - Rémunération des catégories d'emplois types, [QUE-6.2] 2, 3
 - Affichage des étapes du programme, [QUE-6] 75
 - Ajustements salariaux, [QUE-6] 19.1, 68
 - Catégorie d'emplois à prédominance masculine et féminine, [QUE-6] 53, 59
 - Composition, [QUE-6] 17, 19, 19.1, 21.1, 24, 30.1, 93(5.2)
 - Désignation des membres, [QUE-6] 18, 20–21.1, 93(4)–(5.1)
 - Entreprise de la fonction publique, [QUE-6] 19.1, 20.1
 - Entreprise du secteur parapublic, [QUE-6] 19.1, 20.1, 21.1
 - Fonctionnement, [QUE-6] 27
 - Formation des membres, [QUE-6] 26, 93(12)
 - Nombre, [QUE-6] 21–22
 - Processus de participation, [QUE-6] 76.2.1
 - Renseignements, [QUE-6] 29
 - Répartition des votes, [QUE-6] 25
 - Réunion, [QUE-6] 28
 - Réunion des salariés, [QUE-6] 23
 - Comité de maintien d'équité salariale, [QUE-6] 76.3
 - Composition, [QUE-6] 93(5.2)
 - Désignation des membres, [QUE-6] 93(4)–(5.1)
 - Formation des membres, [QUE-6] 93(12)
 - Comité sectoriel d'équité salariale
 - Composition, [QUE-6] 45
 - Constitution, [QUE-6] 44, 93(10)
 - Mandat, [QUE-6] 46–49
 - Comité sectoriel de maintien d'équité salariale, [QUE-6] 76.7, 93(10)
 - Décision individuelle, [QUE-16] 161.0.1–161.0.7; [QUE-16.4] 1
 - Certification, [QUE-16.4] 17
 - Effet, [QUE-16.4] 5
 - Majorité des voix, [QUE-15.5] 4
 - Rendue par une personne seule, [QUE-16.4] 7–11
 - Résolution, [QUE-16.4] 2
 - Séance, [QUE-16.4] 3
 - Ajournement, [QUE-16.4] 16
 - Avis, [QUE-16.4] 13
 - Convocation, [QUE-16.4] 12, 14
 - Participation, [QUE-16.4] 15
 - Procès-verbaux, [QUE-16.4] 17
 - Quorum, [QUE-16.4] 6
 - Déclaration de l'employeur en matière d'équité salariale
 - Contenu, [QUE-6.1] 4
 - Définitions, [QUE-6.1] 1
 - Employeurs assujettis, [QUE-6.1] 1
 - Formulaire, [QUE-6.1] 4
 - Production, [QUE-6.1] 2, 3
 - Exemption, [QUE-6.1] 3.1
 - Dispositions modificatives, [QUE-6] 125
 - Écarts salariaux
 - Ajustements salariaux, [QUE-6] 68
 - Avantages à valeur pécuniaire, [QUE-6] 66
 - Catégories d'emplois types (en l'absence de catégories d'emplois à prédominance masculine), [QUE-6.2] 4
 - Estimation, [QUE-6] 60–67
 - Base globale, [QUE-6] 62
 - Base individuelle, [QUE-6] 63
 - Méthode, [QUE-6] 64
 - Méthode de comparaison par paire, [QUE-6] 63
 - Rémunération flexible, [QUE-6] 65
 - Catégories d'emplois types (en l'absence de catégories d'emplois à prédominance masculine), [QUE-6.2] 4
 - Employeur, [QUE-6] 4, 5
 - Absence de catégories d'emplois à prédominance masculine
 - Identification des catégories d'emplois types, [QUE-6.2] 1
 - Réalisation de l'exercice d'équité salariale, [QUE-6.2] 5

Lois du travail 2024-2025

- Équité salariale (provincial) (*suite*)
- Rémunération des catégories d'emplois types, [QUE-6.2] 2, 3
 - Nombre de salariés, [QUE-6] 6, 7
 - Changement, [QUE-6] 7
 - Déclaration, [QUE-6] 4
 - Entreprise de moins de 10 salariés
 - Question relative aux catégories d'emploi selon la prédominance féminine ou masculine, [C-2] 49.1
 - Entreprise de moins de 50 salariés
 - Ajustements salariaux, [QUE-6] 34, 35, 37
 - Absence de catégories d'emplois à prédominance masculine, [QUE-6] 38
 - Dispositions applicables, [QUE-6] 36
 - Programme d'équité salariale, [QUE-6] 34
 - Entreprise de 50 à 99 salariés
 - Dispositions applicables, [QUE-6] 33
 - Programme d'équité salariale, [QUE-6] 31, 32
 - Entreprise de 100 salariés ou plus
 - Absence de catégories d'emplois à prédominance masculine, [QUE-6] 13
 - Catégories d'emploi, [QUE-6] 13, 93(3.1)
 - Comité d'équité salariale, [QUE-6] 16
 - Document d'information, [QUE-6] 14
 - Conservation des renseignements, [QUE-6] 14.1, 114(6)
 - Mauvaise foi, arbitraire ou discrimination, [QUE-6] 15
 - Modalités communes, [QUE-6] 12
 - Programme d'équité salariale, [QUE-6] 10, 11
 - Regroupement d'employeurs, [QUE-6] 12.1, 13
 - Financement, [QUE-6] 114.1, 131
 - Loi
 - Application, [QUE-6] 3, 4
 - Entreprise considérée unique, [QUE-6] 5
 - Gouvernement lié, [QUE-6] 3
 - Objet, [QUE-6] 1
 - Prédominance, [QUE-6] 2
 - Maintien de l'équité salariale, [QUE-6] 76.1–76.9
 - Affichage, [QUE-6] 76.3, 76.4
 - Ajustements salariaux, [QUE-6] 76.1, 76.1.1, 76.5-76.6.1, 103.1
 - Assistance dans l'évaluation, [QUE-6] 93(8)
 - Catégories d'emplois à prédominance féminine, [QUE-6] 76.6
 - Comité, [QUE-6] 76.3
 - Comité sectoriel, [QUE-6] 76.7, 93(10)
 - Concertation au sein des entreprises, [QUE-6] 93(11)
 - Conservation des renseignements, [QUE-6] 76.8, 114(6)
 - Mauvaise foi, arbitraire, discriminatoire ou négligence grave, [QUE-6] 76.9
 - Modalités communes, [QUE-6] 76.7
 - Renseignements et observations, [QUE-6] 76.4
 - Plainte au Tribunal administratif du travail, [QUE-6] 104–113
 - Plainte, différend et autre recours, [C-2] 49.1
 - Prévisions financières, [QUE-16] 162.1
 - Programme, [C-2] 19, 49.1; [QUE-6] 10
 - Absence de catégories d'emplois à prédominance masculine, [QUE-6] 52
 - Assistance dans l'établissement du programme, [QUE-6] 93(6)
 - Catégories d'emploi, [QUE-6] 13, 93(3.1)
 - Complété avant le 21 novembre 1996, [QUE-6] 119
 - Modification, [QUE-6] 121
 - Obligations de l'employeur, [QUE-6] 122–124
 - Concertation au sein des entreprises, [QUE-6] 93(11)
 - Contenu, [QUE-6] 50, 51
 - Demande d'une association accréditée, [QUE-6] 11
 - Entreprise de moins de 50 salariés, [QUE-6] 34
 - Entreprise de 50 salariés à 99, [QUE-6] 31
 - Entreprise de 100 salariés ou plus, [QUE-6] 10
 - Entreprise du secteur parapublic, [QUE-6] 11
 - Étapes, [QUE-6] 75
 - Modalités communes, [QUE-6] 12
 - Maintien de l'équité salariale, [QUE-6] 76.7, 99, 100
 - Programme distinct

Index analytique

- Équité salariale (provincial) (*suite*)
- Entente entre l'employeur et une ou plusieurs associations accréditées, [QUE-6] 11
 - Regroupement d'employeurs, [QUE-6] 12.1, 13
 - Renseignements, [QUE-6] 76
 - Salarié, [QUE-6] 8
 - D'un travailleur autonome, [QUE-6] 9
 - Travailleur autonome, [QUE-6] 9
- Établissement**
- Application de la Loi, [QUE-2] 7, 8
 - Avis d'ouverture et de fermeture, [QUE-16] 55
 - Comité de santé et de sécurité, [QUE-16] 54
 - Conditions de vie, [QUE-16] 57
 - Construction, [QUE-16] 54
 - Définition, [QUE-2] 2; [QUE-3] 111.2(2); [QUE-16] 1; [CAN-2] 166
 - Éloigné, [QUE-16] 57
 - Liberté d'établissement, [C-1] 6(2), 6(3)
 - Lock-out interdit, [QUE-3] 111.13
 - Maintien des services, [QUE-3] 111.10-111.10.2, 111.13
 - Plans et devis, [QUE-16] 54
 - Santé et sécurité des travailleurs, [QUE-16] 56
 - Services de santé, [QUE-16] 115
- Établissement commercial, voir aussi**
Admission dans un établissement commercial, Exploitant d'un établissement commercial
- Application de la Loi, [QUE-9] 1
 - Définition, [QUE-9] 1
 - Employé
 - Définition, [QUE-9] 19
 - Infraction et peine, [QUE-9] 24
- Établissement d'alimentation, voir aussi**
Denrées alimentaires (Vente)
- Définition, [QUE-9] 3.1
 - Heures d'ouverture, [QUE-9] 3.1, 4.1
- Établissement d'enseignement, voir aussi**
Enseignement
- Accès à l'égalité en emploi
 - Application de la Loi, [QUE-1] 2(3)
 - Définition, [CAN-2.5] 2
- Dépenses de développement des compétences de la main-d'œuvre admissibles, [QUE-5] 6, 7
 - Établissements reconnus, [QUE-9] 7
 - Stagiaire
 - Obligation envers le stagiaire, [QUE-21] 4
 - Accommodement pour absence selon les normes du travail, [QUE-21] 4
 - Information des droits, [QUE-21] 5
 - Obtention d'un permis, [QUE-21] 4
 - Prévention du harcèlement psychologique et protection, [QUE-21] 19
 - Réussite des études ou de la formation, [QUE-21] 4
 - Pratique interdite, [QUE-21] 20
- Établissement d'enseignement privé, [C-2]**
42
- Accès à l'égalité en emploi
 - Application de la Loi, [QUE-1] 2(3)
 - Travaux bénévoles de construction, [QUE-15.2] 4(4)
- Établissement de détention**
- Personne incarcérée considérée comme travailleur à l'emploi d'un Fonds, [QUE-2] 12.1
- Établissement de rééducation physique, mentale ou sociale**
- Normes de travail applicables aux employés, [QUE-13] 90
 - Usager considéré travailleur, [QUE-2] 15
- Établissement de santé et de services sociaux, voir aussi** *Centre hospitalier, Unité de négociation dans le secteur des affaires sociales*
- Accès à l'égalité en emploi
 - Application de la Loi, [QUE-1] 2(4)
 - Travaux bénévoles de construction, [QUE-15.2] 4(4)
 - Travaux de construction non régis par la Loi, [QUE-15] 19 al. 1(8)
- État, [C-2] 54**
- État civil, [CAN-1] 2**
- Discrimination interdite, [C-2] 10, 134(1); [CAN-1] 3(1)
- État matrimonial, voir** *État civil*
- État de personne graciée, [CAN-1] 2**
- Définition, [CAN-1] 25

État de personne graciée (*suite*)

- Distinction illicite, [CAN-1] 3(1)

État d'urgence local ou national

- Personne considérée comme travailleur, [QUE-2] 12, 12.0.1

Étiquette, voir aussi *Produit contrôlé, Substance dangereuse (fédéral)*

- Définition, [CAN-2] 122(2)

Étudiant, voir aussi *Travailleur étudiant*

- Dispositions applicables, [QUE-13] 3.1
- Exclusion du congé annuel, [QUE-13] 77(2)
- Exclusion du statut de salarié, [QUE-6] 8(1), (2)
- Loi non applicable, [QUE-4] 29(d); [QUE-13] 3(5)
- Non-assujettissement au salaire minimum, [QUE-13.2] 2(1)
- Non-assujettissement à la semaine normale de travail, [QUE-13] 54(2)
- Statut de travailleur, [QUE-2] 10, 454

Évaluation foncière

- Tribunal administratif du Québec
- • Lieu des séances, [QUE-10] 85

Évaluation médicale (accident du travail et lésion professionnelle), voir *Procédure d'évaluation médicale*

Examen médical, voir aussi *Lésion professionnelle, Maladie professionnelle oncologique, Maladie professionnelle pulmonaire*

- Remboursement des frais de déplacement, [QUE-2] 115
- Requis, [QUE-2] 204, 220, 230
- • Employeur, [QUE-2] 209–211

Exercice d'un droit protégé

- Congédiement pour une cause juste et suffisante, [QUE-3] 14
- • Fardeau de la preuve, [QUE-3] 14
- Entrave, menace ou représailles, [QUE-3] 14; [CAN-2] 94(3)b
- • Infraction et peine, [QUE-3] 143
- Plainte, [QUE-3] 14.0.1, 16
- • Fardeau de la preuve, [QUE-3] 17
- • Pouvoirs, [QUE-3] 15

Exigence professionnelle justifiée

- Acte non discriminatoire, [CAN-1] 15(1)a)

Expertise, [QUE-4] 50; [CAN-1] 32(2), 48.3(5), 48.8(2)

Exploitant d'un établissement commercial, voir aussi *Établissement commercial*

- Admission interdite du public, [QUE-9] 20
- Annonce interdite, [QUE-9] 22
- Définition, [QUE-9] 19
- Délai de conformité, [QUE-9] 30
- Infraction et peine, [QUE-9] 23–25
- • Détermination de l'amende, [QUE-9] 23
- • Exploitant non propriétaire, [QUE-9] 26
- • Partie à l'infraction, [QUE-9] 25
- • Récidive, [QUE-9] 24
- Permis d'alcool, [QUE-9] 36
- Poursuite pénale, [QUE-9] 27
- • Cour municipale, [QUE-9] 27
- • Poursuite intentée par la municipalité, [QUE-9] 27
- Présence interdite du public, [QUE-9] 21

Exploitant forestier

- Avance de la première cotisation, [QUE-3] 8
- Définition, [QUE-3] 1(o)
- Droit d'accès au représentant d'une association de salariés, [QUE-3] 8
- Gîte et couvert au représentant d'une association de salariés, [QUE-3] 8
- Réputation d'être employeur, [QUE-3] 2

Exploitation agricole

- Accès au lieu, [QUE-3] 111.31
- Association de salariés
- • Observations, [QUE-3] 111.28-111.30
- Cotisation à un syndicat professionnel, [QUE-18] 2
- Définition, [QUE-4] 1(a); [QUE-15] 1(l)
- Droit à l'accréditation, [QUE-3] 111.27–111.32
- Employé
- • Nombre minimal, [QUE-3] 111.27
- Loi non applicable, [QUE-4] 29(a); [QUE-15] 19 al. 1(1)

Exploitation d'un chemin de fer

- Exploitation non régie par la Loi, [QUE-4] 29(c)

Exploitation forestière, voir aussi *Exploitant forestier*

- Coopérative, [QUE-3] 2
- Définition, [QUE-3] 1(n); [QUE-13.2] 1

Index analytique

Exploitation forestière (*suite*)

- Lieu de réunion des salariés, [QUE-3] 6
- Lieu de travail, [QUE-3] 6
- Loi non applicable, [QUE-15] 19 al. 1(5)
- Semaine normale de travail, [QUE-13] 89(4); [QUE-13.2] 10
- Subrogation de l'association accréditée, [QUE-3] 61.1

Exposition

- Admission, [QUE-9] 14

Expropriation

- Recours devant le Tribunal administratif du Québec
- • Conférence de gestion, [QUE-10] 118.1, 119, 119.4

F

Fabrique

- Cotisation de l'employeur
- • Employeur non assujéti, [QUE-13] 39.0.1

Faillite du diffuseur, [QUE-17] 52

Faillite de l'employeur

- Administrateur
- • Responsabilité des salaires, [QUE-15] 122(7)
- Salarié dédommagé par la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-13] 29(4), 39(7)

Famille

- Direction conjointe, [C-2] 47
- Protection, [C-2] 48
- Protection de l'enfant, [C-2] 39
- Situation de famille, [CAN-1] 2
- • Distinction illicite, [CAN-1] 3(1)

Fausse couche, voir *Congé de maternité*

Fausse déclaration, [QUE-2] 464; [QUE-4] 34; [QUE-8] 47(e); [QUE-9] 18; [QUE-13] 140(2); [QUE-16] 185, 235

Faute grave, [QUE-13] 82.1(3)

Fédération, voir *Union et fédération*

Fédération des coopératives de services financiers

- Équité salariale
- • Entreprise considérée unique, [QUE-6] 5

Fédération des infirmières et infirmiers du Québec (FIIQ), [QUE-6] 21.1 al. 2(1)

Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), [QUE-6] 21.1 al. 2(1)

Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ-Construction), [QUE-15] 28

Femme, voir aussi *Accès à l'égalité en emploi, Équité en matière d'emploi, Équité salariale (fédéral), Équité salariale (provincial)*

- Emploi dans l'industrie de la construction, [QUE-15] 126.0.1
- Équité en matière d'emploi, [CAN-2] 2

Femme enceinte, voir *Employée enceinte*

Ferme, voir *Employé de ferme, Exploitant agricole*

Festival

- Admission, [QUE-9] 14

Fête nationale

- Congé compensatoire, [QUE-7] 5, 6
- • Délai, [QUE-7] 5, 6
- Dispositions applicables, [QUE-7] 9, 17.1
- Dispositions d'ordre public, [QUE-7] 8
- Dispositions transitoires, [QUE-7] 16
- • Convention collective, [QUE-7] 16
- • Décret de convention collective, [QUE-7] 16
- Employeurs visés, [QUE-7] 17
- Indemnité, [QUE-7] 4, 6
- • Salarié à commission, [QUE-7] 4
- • Salarié recevant des pourboires, [QUE-7] 4
- Infraction et peine, [QUE-7] 9
- Interprétation, [QUE-7] 8
- Jour férié et chômé, [QUE-7] 1, 2
- Ministre responsable, [QUE-7] 17.2

Fiche signalétique, voir aussi *Produit contrôlé, Substance dangereuse (fédéral)*

- Définition, [CAN-2] 122(2)

Fiscalité municipale

- Recours devant le Tribunal administratif du Québec
- • Conférence de gestion, [QUE-10] 119.4

Foire

- Admission, [QUE-9] 14

- Fonction publique**, voir aussi *Commission de la fonction publique, Secteurs public et parapublic*
- Avis de cessation d'emploi ou de mise à pied, [QUE-13] 83.2
 - Définition, [CAN-5] 3
 - Entreprise de la fonction publique
 - • Équité salariale, [QUE-6] 3 al. 2(1), (2)
 - • • Comité d'équité salariale, [QUE-6] 19.1, 20.1
 - Exclusion, [CAN-2] 117
 - Salarié de la fonction publique, [QUE-13] 83.2
- Fonctionnaire**
- Désignation, [CAN-2] 111(c)
 - Statut de non-salarié, [QUE-3] 1(1.3), (1.3.1)
 - Tribunal administratif du Québec
 - • Membre, [QUE-10] 60
- Fonds**
- Tribunal administratif du Québec, [QUE-10] 97, 98
- Fonds d'assurance**
- Acte non discriminatoire, [CAN-1] 20–22
- Fonds de congés payés**, voir *Comité paritaire*
- Fonds consolidé du revenu**, [QUE-16] 335; [QUE-19] 240
- Fonds de développement du marché du travail**
- Création, [QUE-11] 58
 - Financement, [QUE-11] 136–138
 - Mandat, [QUE-11] 58
 - Responsabilité, [QUE-11] 58
 - Sommes allouées, [QUE-11] 60
 - Surplus, [QUE-11] 65
- Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre**, voir aussi *Commission des partenaires du marché du travail, Développement et reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre*
- Administration, [QUE-5] 29
 - Avances par le ministre des Finances, [QUE-5] 37
 - Constitution, [QUE-5] 27
 - Cotisation, [QUE-5] 14, 15
 - Dépassement des dépenses, [QUE-5] 38
 - Emprunt par le ministre, [QUE-5] 36
 - États financiers, [QUE-5] 41
 - Exercice financier, [QUE-5] 40
 - Institution, [QUE-5] 26
 - Livres et comptes, [QUE-5] 44
 - Placement, [QUE-5] 35
 - Plan d'affectation, [QUE-5] 30
 - • Forme, [QUE-5] 30
 - • Mise en œuvre, [QUE-5] 31, 32
 - • Sommes virées au Fonds, [QUE-5] 30.1
 - Rôle, [QUE-5] 26
 - Sommes virées par le ministre sur les crédits alloués, [QUE-5] 27(1.1)
 - • Plan d'affectation, [QUE-5] 30.1
 - • Rapport, [QUE-5] 34.1
 - Subvention, [QUE-5] 33
 - Critères d'admissibilité, [QUE-5] 34
- Fonds de formation des salariés de l'industrie de la construction**, [QUE-15] 93.6–93.8
- Administration, [QUE-15] 93.8
 - Affectation, [QUE-15] 93.6
 - Cotisations, [QUE-15] 93.7
- Fonds d'indemnisation des salariés de l'industrie de la construction**, [QUE-15] 93.2
- Administration, [QUE-15] 93.4
 - Cotisations, [QUE-15] 93.3
 - Règles prescrites par règlement, [QUE-15] 93.5
- Fonds de la santé et de la sécurité du travail**, [QUE-2] 3, 282, 283, 348, 474
- Affectation des sommes, [QUE-16] 136.2
 - Définition, [QUE-2] 2
 - Dépenses d'administration, [QUE-16] 136.8
 - Dépôt des sommes transférées, [QUE-16] 136.6, 136.7
 - Dispositions applicables, [QUE-16] 136.4
 - Exercice financier, [QUE-16] 136.11
 - Fiduciaire, [QUE-16] 136.3
 - Prélèvement, [QUE-16] 136.9
 - Prévisions budgétaires de la Commission, [QUE-16] 136.10
 - Rapport de la Commission au ministre, [QUE-16] 136.12
 - Transfert des fonds de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-16] 136.1, 136.5
 - Vérification des livres et comptes, [QUE-16] 136.13

Index analytique

- Fonds de soutien à la réinsertion sociale,** [QUE-2] 12.1
- Fonds des générations,** [QUE-19] 240
- Fonds du Tribunal administratif du travail,** [QUE-2] 366.1; [QUE-16] 228.1; [QUE-19] 97-99, 101
- Force de réserve,** voir *Congé (membre de la force de réserve), Membre de la force de réserve*
- Forces canadiennes,** [CAN-1] 64, voir aussi *Congé (membre de la force de réserve), Membre de la force de réserve*
- Acte non discriminatoire
 - Exigence professionnelle justifiée ou motif raisonnable, [CAN-1] 15(9)
 - Équité en matière d'emploi, [CAN-4] 4(1), (3)
 - Règlement, [CAN-4] 41(5)–(7)
- Forêt**
- Travaux non régis par la Loi, [QUE-15] 19 al. 1(5)
- Formation de la main-d'œuvre,** voir *Développement et reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre*
- Formation et information**
- Aide financière aux initiatives, [QUE-13] 39(18)
 - Subvention en matière de santé et de sécurité au travail, [QUE-16] 104
- Formation et qualification professionnelles,** voir aussi *Certificat de qualification, Ministre de la Sécurité du revenu, Programme des normes interprovinciales Sceau rouge, Qualification*
- Discrimination interdite, [C-2] 16, 134(1)
 - Entente, [QUE-8] 44
 - Ministre responsable, [QUE-8] 53
 - Programme de formation et de qualification professionnelles, [QUE-8] 29.1, 29.2
 - Règlement du gouvernement, [QUE-8] 30
 - Enquête, [QUE-8] 31
 - Entrée en vigueur, [QUE-8] 32
 - Objection, [QUE-8] 31
 - Publication, [QUE-8] 31, 32
- Formation professionnelle,** voir *Réadaptation*
- Formation professionnelle (construction),** voir aussi *Comité sur la formation professionnelle dans l'industrie de la construction*
- Avis au ministre de l'Éducation, [QUE-15] 85.4
 - Certificat de compétence, [QUE-15] 85.5, 85.6
 - Contribution de l'employeur au fonds du Plan de formation, [QUE-5] 64.1
 - Dépenses, [QUE-5] 64.1, 64.2
 - Objet, [QUE-15] 85.1
 - Politique, [QUE-15] 85.2
 - Programme, [QUE-15] 85.3
 - Relevés des déboursés, [QUE-15] 85.4.1
 - Responsabilité du ministre, [QUE-15] 85.2, 85.3
- Formation sur la violence à caractère sexuel**
- Arbitre de grief, [QUE-3] 100.0.0.1
 - Conditions, [QUE-3] 100.0.0.1
- Fouille abusive,** [C-1] 8; [C-2] 24.1
- Fournisseur**
- Autorisation, [QUE-2] 280.1–280.11
 - Annulation, [QUE-2] 280.5
 - Conditions, [QUE-2] 280.3, 454.1
 - Décision, [QUE-2] 280.10
 - Présentation d'observations, [QUE-2] 280.9
 - Sans appel, [QUE-2] 280.11
 - Demande, [QUE-2] 280.2
 - Correctif, [QUE-2] 280.4
 - Renseignement et document, [QUE-2] 280.2, 454.1
 - Refus, [QUE-2] 280.3, 280.4
 - Révocation, [QUE-2] 280.7
 - Délai de nouvelle demande, [QUE-2] 280.8
 - Suspension, [QUE-2] 280.6, 454.1
 - Durée, [QUE-2] 280.6
 - Effet, [QUE-2] 280.6
 - Validité, [QUE-2] 280.5
 - Définition, [QUE-2] 280.1, 280.12, 280.16
 - Paiement interdit par le bénéficiaire, [QUE-2] 280.12–280.15
 - Conformité du bien ou des services, [QUE-2] 280.13
 - Fausse description du bien ou des services, [QUE-2] 280.13
 - Remboursement de sommes indûment payées, [QUE-2] 280.14

Fournisseur (*suite*)

- Avis, [QUE-2] 280.14
- Contestation, [QUE-2] 280.14
- Décision exécutoire, [QUE-2] 280.14
- Dépôt d'un certificat au greffe, [QUE-2] 280.14
- Prescription, [QUE-2] 280.14
- Présentation d'observations, [QUE-2] 280.14
- Recouvrement, [QUE-2] 280.14
- Remboursement du bénéficiaire, [QUE-2] 280.15
- Vérification, [QUE-2] 280.16–280.22
- Communication de renseignements ou documents, [QUE-2] 280.20
- Vérificateur, [QUE-2] 280.17
- Identité et certificat, [QUE-2] 280.19
- Immunité, [QUE-2] 280.22
- Pouvoir, [QUE-2] 280.18
- Rapport, [QUE-2] 280.21
- Recommandation, [QUE-2] 280.21

Fournisseur de produits dangereux, voir
Matière dangereuse

Fraude

- Accréditation (fédéral), [CAN-2] 40
- Demande de révocation, [CAN-2.1] 37
- Application d'un décret, [QUE-4] 34
- Certificat de qualification, [QUE-8] 47
- Désignation d'un salarié, [QUE-4] 34
- Faux document, [QUE-4] 34; [QUE-8] 47
- Inspection, [QUE-4] 33; [QUE-9] 18
- Prescription, [QUE-4] 28; [QUE-13] 118
- Registre, [QUE-13] 118

Funérailles, voir *Congé de décès*

Fusion d'entreprises

- Application des normes du travail continuée, [QUE-13] 97
- Nouvel employeur lié, [QUE-3] 45

Fusion d'entreprises (fédéral)

- Déclaration ministérielle, [CAN-2] 255(1)
- Responsabilité solidaire des employeurs, [CAN-2] 255(2)

Fusion d'organismes

- Programme d'accès à l'égalité en emploi
- Effet sur les obligations du nouvel organisme, [QUE-1] 26
- Modification, [QUE-1] 19

Fusion de syndicats, voir aussi *Syndicat*

- Enquête et scrutin de représentation, [CAN-2] 43(3)
- Questions en suspens, [CAN-2] 43(2)
- Subrogation, [CAN-2] 43(1)

G

Garanties juridiques, [C-1] 7–14

Garde, santé ou éducation de l'enfant, voir
Congé parental, Enfant

Garderie, [QUE-5.1] 1

Gardien

- Semaine normale de travail, [QUE-13] 89(4); [QUE-13.2] 9

Gazette du Canada

- Contrainte excessive
- Projet de règlement, [CAN-1] 15(4)
- Normes d'accès aux services, installations ou locaux (personnes atteintes d'une déficience)
- Projet de règlement, [CAN-1] 24(3)
- Ordonnance de la Commission canadienne des droits de la personne, [CAN-1] 27(4)
- Tribunal canadien des droits de la personne
- Règles de pratique, [CAN-1] 48.9(3)

Gazette officielle du Québec

- Association d'artistes
- Reconnaissance, [QUE-17] 23
- Association de restaurateurs, [QUE-15] 19 al. 1(13)ii)
- Association représentative (construction), [QUE-15] 29
- Autochtones
- Premier règlement sur le régime particulier, [QUE-16] 8.12
- Terres incluses, ajoutées, mises de côté ou administrées par les Mohawks de Kahnawake, [QUE-16] 8.4
- Avis d'autorisation d'admission dans un établissement commercial en dehors des périodes légales, [QUE-9] 12, 13
- Avis de déplacement du siège, [QUE-16] 139
- Avis de révocation d'une autorisation d'admission en dehors des périodes légales (établissement commercial), [QUE-9] 12
- Code de déontologie
- Entrée en vigueur, [QUE-10] 76 al. 2

Index analytique

- Gazette officielle du Québec (*suite*)
- Comité consultatif sur les normes du travail, [QUE-13] 39.0.0.4
 - Comité paritaire
 - Administration provisoire, [QUE-4] 26.2
 - Commission de la construction du Québec
 - Pouvoirs additionnels, [QUE-15] 82
 - Sièges, [QUE-15] 3.1
 - Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail
 - Projet de règlement, [QUE-2] 455, 457
 - Conditions à la subvention d'un employeur, [QUE-2] 175
 - Conseil de la justice administrative
 - Avis de l'adresse du siège, [QUE-10] 166
 - Liste des ministères et organismes constituant l'administration gouvernementale, [QUE-10] 178
 - Décret de convention collective, [QUE-4] 5, 22
 - Demande, [QUE-4] 5
 - Entrée en vigueur, [QUE-4] 7
 - Prolongation, [QUE-4] 8
 - Décret modifié ou prolongé, [QUE-4] 8
 - Éditeur officiel du Québec, [QUE-11] 57.3.1-57.3.5
 - Projet de règlement sur les droits et libertés de la personne, [C-2] 98
 - Projet de règlement sur la formation et la qualification professionnelles, [QUE-8] 31, 32
 - Règlement du comité paritaire, [QUE-4] 19, 21, 22
 - Règlement du gouvernement
 - Entrée en vigueur, [QUE-10] 56 al. 4
 - Règlement sur la rémunération et les frais des arbitres de griefs et de différends, [QUE-3] 104
 - Santé et de sécurité du travail
 - Projet de règlement, [QUE-16] 225
 - Secteur des affaires sociales
 - Liste des titres d'emploi, [QUE-20] 10
 - Régime transitoire (unités de négociation), [QUE-20] 71
 - Table des indemnités de remplacement du revenu, [QUE-2] 63
 - Table des revenus bruts annuels d'emplois convenables, [QUE-2] 50
 - Texte d'application d'une loi, [QUE-10] 140
 - Tribunal administratif du Québec
 - Avis de l'adresse du siège, [QUE-10] 16
 - Tribunal administratif du travail
 - Avis de l'adresse du siège ou de tout changement de cette adresse, [QUE-19] 3
 - Décision de dissoudre un syndicat professionnel, [QUE-3] 14.0.1
 - Règlements du gouvernement, [QUE-19] 61
- Gendarmerie royale du Canada**, [CAN-1] 64
- Équité en matière d'emploi, [CAN-4] 4(1)-(3)
 - Règlement, [CAN-4] 41(5)-(7)
- Genre**, voir *Identité ou expression de genre*
- Gérant**
- Droits, [QUE-16] 11
 - Obligations, [QUE-16] 7, 8
 - Statut de non-salarié, [QUE-3] 1(1.1), [QUE-16] 1
- Gouvernement du Canada**
- Application de la Charte, [C-1] 32(1)a
 - Décret de suspension de grève ou de lock-out, [CAN-2] 90(1)
 - Rapport du ministre du Travail, [CAN-2] 90(2)
 - Dissolution du Parlement et grève, [CAN-2] 90(1)
 - Élections générales, [CAN-2] 90(1)
 - Employé du gouvernement considéré travailleur, [QUE-2] 17
 - Entente, [QUE-2] 17
 - Entente sur la formation et la qualification professionnelles, [QUE-8] 44
 - Projet pilote, [CAN-2] 161, 162, 263, 263.1, 296, 297
 - Régime d'invalidité de longue durée, [CAN-2] 239.3
 - Santé et sécurité au travail
 - Facturation des services, installations ou produits, [CAN-2] 156.1
 - Règlement, [CAN-2] 125(3), 157-159
- Gouvernement du Québec**
- Application de la Charte, [C-1] 32(1)b
 - Commission de la construction du Québec
 - Livres et comptes, [QUE-15] 11
 - Règlements de régie interne, [QUE-15] 15

Gouvernement du Québec (*suite*)

- Rémunération des membres, [QUE-15] 3.7
- Sièges, [QUE-15] 3.1
- Conseil de la justice administrative
- Code de déontologie
- Approbation, [QUE-10] 180
- Règlement édictant les règles de preuve et de procédure
- Approbation, [QUE-10] 179
- Décret de convention collective
- Prolongation, [QUE-4] 8
- Demandes ou services rendus par le ministère du Travail
- Tarif des droits, honoraires ou autres frais afférents, [QUE-12] 16.1
- Dérogation à la Charte, [C-1] 33(1)
- Déclaration expresse, [C-1] 33(1), (4)
- Durée de validité, [C-1] 33(3), (5)
- Effet, [C-1] 33(2)
- Désignation du responsable de l'application de la *Loi sur les syndicats professionnels*, [QUE-18] 30
- Entente, [QUE-2] 16
- Financement de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-13] 169
- Frais pour l'utilisation d'un service offert par le Ministère en matière de main-d'œuvre et d'emploi, [QUE-11] 3.2
- Gouvernement lié, [QUE-2] 2; [QUE-16] 6
- Personnes considérées à son emploi, [QUE-2] 11, 12, 16, 440
- Programme d'accès à l'égalité en emploi
- Règlement, [QUE-1] 22
- Règlement, [QUE-15] 123, 123.2
- Secteurs public et parapublic, [QUE-3] 111.2(1)
- Tribunal administratif du Québec
- Avance de fonds, [QUE-10] 98
- Congédiement d'un membre, [QUE-10] 54
- Désignation d'un président et des vice-présidents, [QUE-10] 61
- Congédiement, [QUE-10] 67
- Révocation, [QUE-10] 66
- Destitution d'un membre, [QUE-10] 53
- Règles de procédure
- Approbation, [QUE-10] 109
- Tribunal administratif du travail

- Mandat administratif, [QUE-19] 77
- Membre, [QUE-19] 2, 57, 61, 266
- Prévisions budgétaires, [QUE-19] 101
- Procédure, [QUE-19] 105
- Règlement, [QUE-19] 61
- Sièges, [QUE-19] 3

Gouverneur en conseil, voir *Gouvernement du Canada*

Greffier

- Définition, [QUE-16.2] 2

Greffier du Conseil canadien des relations industrielles

- Pouvoir, [CAN-2.1] 3

Grève, voir aussi *Association accréditée, Briseur de grève, Demande de déclaration de grève illégale, Grève et lock-out (fédéral), Policier municipal, Secteurs public et parapublic, Service public*

- Conditions, [CAN-2] 89(1)
- Conditions de travail applicables, [QUE-3] 93.5
- Déclaration de grève, [QUE-3] 58.1
- Avis au ministre du Travail, [QUE-3] 58.1
- Délai, [QUE-3] 58.1
- Déclaration d'illégalité, [CAN-2] 91(2)–93(1)
- Durée, [CAN-2] 93(1)
- Prorogation ou révocation, [CAN-2] 93(2)
- Définition, [QUE-3] 1(g); [QUE-15] 1(m); [CAN-2] 3(1)
- Droit de grève, [QUE-3] 58, 106
- Interdiction, [QUE-3] 106, 107; [QUE-4] 37
- Ordonnance du Tribunal administratif du travail de surseoir à l'exercice, [QUE-3] 111.0.19
- Suspension, [QUE-3] 42, 111.0.17, 111.0.24
- Droit de participer à la grève, [CAN-2] 89(2)
- Fin de la grève, [QUE-3] 93.5
- Illégalité, [QUE-3] 142; [QUE-4] 37; [CAN-2] 100(3), (4)
- Interdiction aux policiers et pompiers, [QUE-3] 105
- Interdiction pendant la durée d'une convention collective, [QUE-3] 106; [QUE-15] 56–57, 113

Index analytique

- Grève (*suite*)
- Interruption de travail, [QUE-3] 110
 - Maintien de l'emploi, [QUE-3] 110
 - Négociation collective (construction), [QUE-15] 45.4, 113
 - Obligations (fédéral), [CAN-2] 87.1
 - Préavis (fédéral), [CAN-2.3] 7
 - Protection des biens de l'employeur, [QUE-3] 109.3
 - Ralentissement d'activités, [QUE-3] 108
 - Rappel au travail, [QUE-3] 110.1
 - Secteurs public et parapublic
 - • Approbation préalable, [QUE-3] 111.12
 - • Avis préalable, [QUE-3] 111.11
 - • Interdiction, [QUE-3] 111.14
 - Statut de salarié, [QUE-3] 110
 - Suspension, [CAN-2] 90(1)
 - • Rapport du ministre du Travail, [CAN-2] 90(2)
 - Vote de grève, [QUE-3] 20.2
 - • Avis de scrutin, [QUE-3] 20.2
 - • Délai, [QUE-3] 20.2
 - • Partie intéressée, [QUE-3] 20.4
 - • Vote majoritaire, [QUE-3] 20.2
- Grève et lock-out (fédéral)**
- Définitions, [CAN-2] 87.1
 - Demande de déclaration de grève illégale, [CAN-2.1] 42
 - Demande de déclaration de lock-out illégal, [CAN-2.1] 43
 - Demande d'invalidité du vote, [CAN-2.1] 41, 41.1
 - Maintien de certaines activités, [CAN-2] 87.4, 87.7
 - Maintien des droits, [CAN-2] 87.5, 87.7
 - Ordonnance du Conseil, [CAN-2] 87.7(3)
 - Préavis, [CAN-2] 87.2
 - Réintégration des employés, [CAN-2] 87.6
 - Scrutin secret, [CAN-2] 87.3
 - Services aux navires céréaliers, [CAN-2] 87.7
- Grief, voir aussi Arbitrage de grief, Arbitre de grief**
- Accord des parties, [QUE-3] 100.3
 - Définition, [QUE-3] 1(f); [QUE-15] 1(n)
 - Délai non respecté, [QUE-3] 100.0.1
 - Désistement, [QUE-3] 100.3
 - Grief déféré à l'arbitrage, [QUE-3] 100.0.2
 - Santé et sécurité au travail, [QUE-16] 227
- Grossesse, voir aussi Congé de maternité, Employée enceinte**
- Absence pour examen par médecin ou professionnel de la santé, [QUE-13] 81.3
 - Avis à l'employeur, [QUE-13] 81.3
 - Congé ou avantages spéciaux
 - • Acte non discriminatoire, [CAN-1] 15(1)f)
 - Discrimination interdite, [C-2] 10; [CAN-1] 3(2)
 - • Infraction, [C-2] 134(1)
 - Sanction interdite, [CAN-2] 209.3
- Grossesse pour autrui, voir Congé parental, Stagiaire**
- Groupe de plusieurs employeurs**
- Définition, [CAN-2.2] 19(1)
- Guérison, voir Consolidation**
- ## H
- Habeas corpus**, [C-1] 10(c); [C-2] 32
- Haine**
- Discours haineux, [C-2] 11.1, 57, 111.0.1; [C-5] 509
 - Ordonnance de protection, [C-5] 509
- Handicap, voir Déficience mentale ou physique, Personne handicapée**
- Harcèlement, voir aussi Prévention du harcèlement et de la violence**
- Acte discriminatoire, [C-2] 10.1; [CAN-1] 14(1)
- Harcèlement psychologique**
- Artiste des arts visuels, du cinéma, du disque, de la littérature, des métiers d'art et de la scène, [QUE-17] 43-45
 - • Droit, [QUE-17] 43
 - • Lésion professionnelle, [QUE-17] 63.4
 - • Moyen par le producteur, [QUE-17] 43
 - • Plainte, [QUE-17] 45, 63.3
 - • Politique de prévention, [QUE-17] 43
 - • Stipulation de l'entente collective, [QUE-17] 45
 - Convention collective
 - • Dispositions intégrées, [QUE-13] 81.20
 - Convention collective (construction)
 - • Arbitrage de griefs, [QUE-15] 62
 - Définition, [QUE-13] 81.18; [QUE-21] 18

Harcèlement psychologique (*suite*)

- Droit du salarié, [QUE-13] 81.19
- Interdiction de sanction, [QUE-13] 122(2.1)
- Lésion professionnelle
- Procédure de réclamation, [QUE-2] 272.1
- Obligations de l'association accréditée, [QUE-3] 47.2, 47.5
- Obligations de l'employeur, [QUE-13] 81.19
- Politique de prévention, [QUE-13] 81.19
- Recours du salarié
- Affaire déferée au Tribunal administratif du travail, [QUE-13] 123.12
- Décision du Tribunal administratif du travail, [QUE-13] 123.15
- Dépôt de la plainte, [QUE-13] 81.20, 123.7
- Dispositions applicables, [QUE-13] 123.14
- Dispositions non applicables, [QUE-13] 123.16
- Enquête de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-13] 123.8
- Médiation, [QUE-13] 123.10
- Salarié réputé au travail, [QUE-13] 123.11
- Plainte, [QUE-13] 123.6
- Refus de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-13] 123.9
- Représentation du salarié, [QUE-13] 123.13
- Recours du stagiaire, [QUE-21] 26–29
- Convention collective, [QUE-21] 26
- Plainte à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-21] 26–29
- Enquête, [QUE-21] 27
- Représentation du stagiaire, [QUE-21] 29
- Transfert au Tribunal administratif du travail, [QUE-21] 28
- Pouvoirs du tribunal, [QUE-21] 30
- Stagiaire, [QUE-21] 18, 19
- Droit du stagiaire, [QUE-21] 19
- Recours, [QUE-21] 26–29

Harcèlement sexuel

- Acte discriminatoire, [CAN-1] 14(2)

Heures d'ouverture, voir *Admission dans un établissement commercial, Admission dans un établissement d'alimentation*

Heures de travail, voir aussi *Durée du travail, Heures supplémentaires, Horaire de travail, Jour de travail, Semaine normale de travail*

- Heures brisées, [QUE-13] 58
- Heures irrégulières, [CAN-2] 169(2)
- Moyenne, [CAN-2] 169(2)
- Nombre d'heures normal, [CAN-2] 233(c), 236(d)
- Refus de travailler, [QUE-13] 59.0.1

Heures supplémentaires, voir aussi *Durée du travail, Heures de travail, Horaire de travail, Jour de travail, Semaine normale de travail*

- Calcul, [QUE-13] 52, 55, 56; [CAN-2.2] 20(3)
- Congé compensatoire, [CAN-2] 174; [CAN-2.2] 7
- Cessation d'emploi, [CAN-2] 174(5)
- Conditions, [CAN-2] 174(2)
- Délai, [CAN-2] 174(4)
- Période maximale, [CAN-2] 174(3)
- Congé en nature, [QUE-13] 55
- Définition, [CAN-2] 166; [CAN-4.1] 1(1)
- Droit de refus, [CAN-2] 174.1(1)
- Conditions, [CAN-2] 174.1(2)
- Exception, [CAN-2] 174.1(3)
- Interdiction, [CAN-2] 174.1(4)
- Majoration du salaire, [QUE-13] 55; [CAN-2] 174(1); [CAN-2.2] 7
- Majoration non applicable, [CAN-2.2] 7

Honneur

- Droit à la sauvegarde, [C-2] 4
- Ordonnance de protection, [C-5] 509

Horaire de travail, voir aussi *Durée du travail, Heures de travail, Heures supplémentaires, Jour de travail, Semaine normale de travail*

- Horaire journalier ou hebdomadaire, [CAN-2] 169(2)
- Moyenne, [CAN-2] 169(2), (2.1); [CAN-2.2] 6
- Période de validité, [CAN-2] 169(2.1)
- Modification, [CAN-2] 170(1), (2), 172(1), (2); [CAN-2.2] 4, ann. III
- Affichage, [CAN-2] 170(3), (4), 172(3), (4); [CAN-2.2] 5, ann. III

Index analytique

- Horaires de travail (*suite*)
- Conditions, [CAN-2] 170(1), (2), 172(1), (2)
 - Période de validité de l'horaire modifié, [CAN-2] 172.2(1), (2)
 - Préavis de l'horaire, [CAN-2] 173.01(1)
 - Droit de refus, [CAN-2] 173.01(2)
 - Exception, [CAN-2] 173.01(3)
 - Interdiction, [CAN-2] 173.01(5)
 - Menaces imminentes ou sérieuses, [CAN-2] 173.01(3)
 - Exception, [CAN-2] 173.01
 - Quart de travail
 - Modification ou ajout, [CAN-2] 173.1(1)
 - Avis, [CAN-2] 173.1(1)
 - Exception, [CAN-2] 173.1(2), (3)
 - Menaces imminentes ou sérieuses, [CAN-2] 173.1(2)
 - Période de repos, [CAN-2] 169.2(1)
 - Exception, [CAN-2] 169.2(2)
 - Repos hebdomadaire, [CAN-2] 173; [CAN-2.2] 8, 9
 - Scrutin, [CAN-2] 172.1(1)
 - Confidentialité, [CAN-2] 172.1(3)
 - Conséquence, [CAN-2] 172.1(6)
 - Délai, [CAN-2] 172.1(1), (6)
 - Dépouillement, [CAN-2] 172.1(4)
 - Déroulement, [CAN-2] 172.1(7)
 - Dispositions non applicables, [CAN-2] 172.1(8)
 - Rapport du chef, [CAN-2] 172.1(5)
 - Rôle du chef, [CAN-2] 172.1(2)
- Huis clos**
- Conciliation, [QUE-10] 121.1
- Huissier**, [C-2] 105
- Hydro-Québec**
- Dispositions applicables, [QUE-15] 125
 - Travaux sur le territoire de la Baie James, [QUE-13.2] 1
 - Travaux de construction non régis par la Loi, [QUE-15] 19 al. 1(6)
- I
- Identité ou expression de genre**
- Discrimination interdite, [C-2] 10
- Immunité**
- Arbitre de grief, [QUE-3] 100.1; [QUE-15] 66
 - Chef, [CAN-2] 249(8)
 - Comité d'enquête, [QUE-10] 188
 - Membre, [QUE-10] 188
 - Commission de la construction du Québec, [QUE-15] 7.10
 - Renseignements fournis, [QUE-15] 123.5-123.8
 - Faux ou trompeurs, [QUE-15] 119.0.5
 - Commission des droits de la personne, [C-2] 68, 96
 - Enquêteur, [QUE-3] 109.4
 - Recours devant le Tribunal administratif du Québec
 - Défaut de transmettre la copie du dossier dans le délai, [QUE-10] 114.1
 - Santé et sécurité au travail
 - Employé, [CAN-2] 126(3)
 - Tribunal administratif du Québec, [QUE-10] 74
 - Membre, [QUE-10] 74
 - Personnel, [QUE-10] 86
 - Tribunal des droits de la personne, [C-2] 112
- Indemnité**, voir aussi *Avis de cessation d'emploi ou de mise à pied, Travailleur domestique*
- Conciliation, [QUE-10] 119.6
 - Norme fixée par règlement, [QUE-13] 86
- Indemnité aux personnes à charge**, [QUE-2] 98-111, voir aussi *Indemnité de décès*
- Indemnité compensatoire**
- Congédiement, suspension ou mise à pied, [QUE-15] 122(3)
 - Droit de rappel, [QUE-13] 83.1, 83.2
 - Moment du versement, [QUE-13] 83
 - Salarié à commission, [QUE-13] 83
- Indemnité de décès**, voir aussi *Accident du travail, Bénéficiaire de prestations, Lésion professionnelle, Maladie professionnelle*
- Action en responsabilité civile, [QUE-2] 439, 441
 - Arrêt des versements, [QUE-2] 136, 137
 - Calcul, [QUE-2] 99, 103, 105, 107
 - Conjoint, [QUE-2] 98-101
 - Indemnité additionnelle, [QUE-2] 101, 109
 - Enfant majeur, [QUE-2] 101.1, 104, 105
 - Enfant mineur, [QUE-2] 101.1, 102, 103
 - Frais funéraires, [QUE-2] 111

- Indemnité de décès (*suite*)
- Gardienne de l'enfant, [QUE-2] 137
 - Inaccessibilité, [QUE-2] 144
 - Infraction et peine, [QUE-2] 463
 - Intérêts, [QUE-2] 135, 454
 - Interprétation, [QUE-2] 92
 - Montant forfaitaire, [QUE-2] 98, 102, 104, 106, 108
 - Père, mère ou parents, [QUE-2] 110
 - Période de versement, [QUE-2] 138–140
 - Personne à charge, [QUE-2] 106–109
 - Prescription, [QUE-2] 91.1, 269.1
 - Réduction ou suspension du versement, [QUE-2] 142
 - Rente mensuelle, [QUE-2] 101, 102
 - Tuteur ou mandataire, [QUE-2] 141
 - Avis au Curateur public, [QUE-2] 141
 - Versement, [QUE-2] 134
 - Anticipation, [QUE-2] 134
 - Rétroactivité, [QUE-2] 143
- Indemnité de départ, voir aussi *Licenciement***
- Conditions d'admissibilité, [CAN-2] 235(1); [CAN-2.2] 19(6)
 - Continuité d'emploi, [CAN-2] 236(d); [CAN-2.2] 29
 - Disposition applicable, [CAN-2] 237
 - Heures normales de travail, [CAN-2] 235; [CAN-2.2] 31(2), 32(2)
 - Semaine complète, [CAN-2.2] 31(3)
 - Minimum, [CAN-2] 235(1)
- Indemnité de dépenses liées au travail**
- Délai de versement, [CAN-2] 238.1(3); [CAN-2.2] 23.1(3)
 - Dépense liée au travail, [CAN-2] 238.1(1)
 - Facteurs, [CAN-2.2] 23.1(1)
 - Dépense raisonnable, [CAN-2] 238.1(1)
 - Facteurs, [CAN-2.2] 23.1(2)
 - Droit, [CAN-2] 238.1(1)
 - Exception, [CAN-2] 238.1(2)
 - Pouvoir de réglementation, [CAN-2] 238.2
- Indemnité de remplacement du revenu, voir aussi *Emploi convenable, Lésion professionnelle, Retraite Québec***
- Aggravation de la maladie, [QUE-2] 70
 - Annulation
 - Contestation de la décision, [QUE-2] 359
 - Arrêt des versements, [QUE-2] 132
 - Attestation médicale, [QUE-2] 124
 - Avance au bénéficiaire, [QUE-2] 129
 - Calcul de l'indemnité, [QUE-2] 63, 65, 75, 76, 80, 81.1, 82
 - Revenu minimum, [QUE-2] 81.1
 - Calcul du revenu brut, [QUE-2] 67–76, 81
 - Méthode plus équitable, [QUE-2] 75
 - Revenu plus élevé, [QUE-2] 76
 - Date de l'incapacité du travailleur, [QUE-2] 31.1
 - Déduction, [QUE-2] 144.1
 - Dispositions particulières à certains travailleurs, [QUE-2] 77, 78
 - Droit, [QUE-2] 44–58
 - Durée de l'indemnité, [QUE-2] 46–48
 - Emploi convenable, [QUE-2] 49, 53
 - Abandon, [QUE-2] 51
 - Nouvel emploi, [QUE-2] 52, 53
 - Fin du droit à l'indemnité, [QUE-2] 57
 - Identification des cotisants, [QUE-2] 42.1(b), (b.1)
 - Indemnité en vertu d'un autre régime, [QUE-2] 448–452
 - Cumul interdit, [QUE-2] 448
 - Maximum annuel assurable, [QUE-2] 66
 - Montant, [QUE-2] 45
 - Entente, [QUE-2] 42.1(c)
 - Nouvelle indemnité, [QUE-2] 73
 - Période de versement, [QUE-2] 124, 131
 - Prélèvement de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 126
 - Réduction de l'indemnité, [QUE-2] 48, 49, 52, 53, 56
 - Réduction ou suspension du versement, [QUE-2] 142
 - Contestation, [QUE-2] 359 al. 3(2)
 - Rente, [QUE-2] 125, 131
 - Retour au travail, [QUE-2] 128
 - Revalorisation du revenu, [QUE-2] 69, 70, 117–123
 - Revenu brut d'un travailleur, [QUE-2] 67
 - Révision, [QUE-2] 54, 55, 64
 - Salaire brut, [QUE-2] 62
 - Sommes remises au service concerné, [QUE-2] 127
 - Table des indemnités, [QUE-2] 63, 64
 - Publication, [QUE-2] 63
 - Travailleur autonome, [QUE-2] 72

Index analytique

- Indemnité de remplacement du revenu (*suite*)
- Travailleur bénévole, [QUE-2] 82
 - Travailleur de 60 ans et plus, [QUE-2] 53
 - Travailleur de 64 et 65 ans, [QUE-2] 56
 - Travailleur étudiant, [QUE-2] 79
 - Travailleur exposé à un contaminant, [QUE-16] 36
 - Travailleur occupant plusieurs emplois, [QUE-2] 71
 - Travailleur saisonnier ou sur appel, [QUE-2] 68
 - Travailleur sans emploi, [QUE-2] 44, 69
 - Travailleur victime d'une lésion professionnelle, [QUE-2] 44
 - Travailleuse enceinte, [QUE-16] 44
 - Trop-perçu par le bénéficiaire, [QUE-2] 129, 133
 - Versement au compte du bénéficiaire, [QUE-2] 130
 - Versement au conjoint, [QUE-2] 58
 - Versement rétroactif, [QUE-2] 143
- Indemnité pour préjudice corporel, voir aussi Atteinte permanente à l'intégrité physique ou psychique, Lésion professionnelle**
- Calcul, [QUE-2] 84–86, 454
 - Décès, [QUE-2] 91
 - Dommages à des organes symétriques, [QUE-2] 85
 - Intérêts, [QUE-2] 90
 - Montant additionnel, [QUE-2] 85, 87
 - Montant établi par la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 88
 - Nouvelle indemnité, [QUE-2] 89
 - Réduction ou suspension du versement, [QUE-2] 142
 - Versement au conjoint et aux enfants, [QUE-2] 91
- Indice des prix à la consommation, [QUE-2] 120**
- Industrie de la construction, voir aussi Commission de la construction du Québec, Salarié de la construction, Travaux de construction**
- Application des lois fiscales, [QUE-15] 4
 - Dispositions applicables, [QUE-15] 124
 - Dispositions non applicables, [QUE-15] 124
 - Entente intergouvernementale en matière de mobilité de la main-d'œuvre ou de reconnaissance des qualifications, [QUE-15] 4, 123, 123.1
 - Évolution
 - Étude, [QUE-15] 126.0.5
 - Infraction et peine, [QUE-15] 112
- Industrie du vêtement, [QUE-13] 29(3.1)**
- Normes du travail, [QUE-13] 92.1, 158.1, 158.2
 - Programme de surveillance, [QUE-13] 92.3
- Information**
- Aide financière aux initiatives, [QUE-13] 39(18)
 - Droit, [C-2] 44
 - Droit de l'accusé, [C-1] 11(a)
- Infraction et peine, [QUE-4] 30–39; [QUE-8] 47; [QUE-13] 139–140; [QUE-15] 111.1–122; [QUE-16] 236, 237; [CAN-2] 148, 256–261**
- Altération ou falsification de documents, [QUE-15] 122(4)
 - Amende à défaut d'autre peine, [QUE-2] 465; [QUE-3] 144; [QUE-15] 119.8–119.10, 120
 - Association accréditée, [QUE-16] 242
 - Chose jugée, [C-1] 11(h)
 - Complicité, [QUE-2] 466; [QUE-3] 145; [QUE-4] 39; [QUE-13] 141; [QUE-21] 33
 - Consentement préalable du Conseil canadien des relations industrielles, [CAN-2] 104
 - Consentement préalable du ministre du Travail (fédéral), [CAN-2] 149(1), 257(3)
 - Conspiration, [QUE-3] 146
 - Contravention à l'égard d'un stagiaire, [QUE-21] 32–37
 - Culpabilité à une infraction, [C-2] 18.2
 - Défense pleine et entière, [C-2] 35
 - Dégagement de responsabilité, [QUE-2] 468
 - Dénonciation, [CAN-2] 151
 - Discrimination, [C-2] 134(1); [CAN-1] 60
 - Dommages-intérêts punitifs, [C-2] 49; [QUE-4] 31
 - Emprisonnement exclu, [CAN-2] 154(1), 259.1(1)
 - Enquête du Tribunal administratif du travail, [QUE-15] 121

- Infraction et peine (*suite*)
- Équité salariale, [QUE-6] 115
 - Identité du plaignant, [CAN-2] 260
 - Infraction criminelle
 - Inhabilité à occuper certaines fonctions, [QUE-15] 26
 - Liste de paye, [QUE-4] 33–34
 - Lock-out interdit, [QUE-3] 111.13
 - Moyen de défense, [CAN-2] 148(4)
 - Négligence, [QUE-4] 32
 - Ordonnance de la Commission, [QUE-16] 238
 - Préavis, [QUE-16] 238
 - Partie à l'infraction, [C-2] 135; [QUE-2] 469; [QUE-9] 25; [QUE-13] 142; [CAN-2] 149(2)
 - Pénalité moins sévère, [C-1] 11(i)
 - Personne morale, [C-2] 135; [QUE-8] 47; [QUE-13] 142; [QUE-16] 241; [QUE-21] 34; [CAN-2] 149(2)
 - Poursuite pénale, [C-2] 136; [QUE-3] 148; [QUE-4] 52; [QUE-8] 51.1; [QUE-9] 27; [QUE-13] 144, 145.1; [QUE-15] 119.1; [QUE-16] 242; [QUE-21] 36; [CAN-2] 103
 - Convention collective (construction), [QUE-15] 109.1, 122
 - Poursuite intentée par la Commission des droits de la personne, [C-2] 136
 - Poursuite intentée par une municipalité, [QUE-9] 27
 - Prescription, [QUE-8] 51.1; [QUE-13] 144; [QUE-21] 35; [CAN-2] 149(4), 257(2)
 - Présomption, [CAN-2] 148(5)
 - Preuve de l'identité du dénonciateur non permise, [QUE-3] 152; [QUE-4] 42; [QUE-8] 50; [QUE-13] 146; [QUE-21] 37
 - Preuve des instructions, [CAN-2] 149(3)
 - Procédure, [CAN-2] 257(1)
 - Procédure d'injonction, [CAN-2] 152, 153
 - Propriété de l'amende, [C-2] 136; [QUE-2] 474; [QUE-4] 52; [QUE-9] 27; [QUE-16] 246
 - Récidive, [QUE-2] 467; [QUE-4] 30; [QUE-8] 47; [QUE-15] 122.2; [QUE-16] 236; [CAN-2] 256(1.2)
 - Recouvrement des amendes, [CAN-2] 154(2), 259.1(2)
 - Référence de main-d'œuvre, [QUE-15] 119.0.1–119.0.3
 - Remise ou réduction de salaire, [QUE-15] 122(5)
 - Réparation du préjudice, [C-2] 49
 - Représentant de l'employeur, [QUE-16] 239
 - Responsabilité du travailleur, [QUE-16] 240
 - Réticence, [QUE-9] 18; [QUE-13] 140(2); [QUE-16] 185
 - Sanction administrative pécuniaire, [CAN-2] 279
 - Cumul interdit, [CAN-2] 279(1)
 - Témoin défaillant, [CAN-2] 102
 - Tentative, [QUE-4] 39; [QUE-15] 118
 - Travail des enfants, [QUE-13] 140-140.1
 - Tribunal compétent, [CAN-2] 150
- Ingénieur**, [C-4] 2118–2121; [CAN-2.2] 3
- Ingérence dans une association de salariés, d'employeurs ou un donneur d'ouvrage**, [QUE-15] 100
- Injonction**, [C-5] 509-515
- Appel, [C-5] 514
 - Cour compétente, [C-5] 509
 - Interdiction, [C-2] 109; [CAN-2] 22(2)b), 58(2), 243(2), 251.12(4)
 - Interlocutoire
 - Appel, [C-5] 514
 - Cautionnement, [C-5] 511
 - Déclaration sous serment, [C-5] 509
 - Demande, [C-5] 510
 - Motif, [C-5] 511
 - Renouvellement, [C-5] 511
 - Signification, [C-5] 512
 - Suspension, [C-5] 511
 - Jugement
 - Signification, [C-5] 509
 - Objet, [C-5] 509
 - Ordonnance, [C-5] 509
 - Ordonnance de protection, [C-5] 509
 - Outrage au tribunal, [C-5] 515
 - Prohibition, [C-5] 513
 - Provisoire
 - Durée, [C-5] 510
 - Pouvoirs du juge, [C-5] 510
- Inspection en matière de santé et de sécurité au travail**
- Accès aux livres et registres, [QUE-16] 179
 - Accès dans un lieu, [QUE-16] 179
 - Télétravail dans une maison d'habitation, [QUE-16] 179.1

Index analytique

- Inspection en matière de santé et de sécurité au travail (*suite*)
- Ordonnance en cas de danger, [QUE-16] 179.1
 - Arrêt ou suspension des travaux, [QUE-16] 186, 218
 - Présomption de travail, [QUE-16] 187
 - Avis de correction, [QUE-16] 182, 184
 - Affichage, [QUE-16] 183
 - Avis d'inspection, [QUE-16] 181
 - Chantier de construction, [QUE-16] 181, 216–219
 - Conditions d'inspection, [QUE-16] 216
 - Chef, [CAN-2] 141.1
 - Décision, [QUE-16] 191
 - Révision, [QUE-16] 191.1–193
 - Dispositions applicables, [QUE-16] 178
 - Entrave, [QUE-16] 185
 - Fermeture d'un établissement, [QUE-16] 188
 - Réouverture, [QUE-16] 189
 - Fonctionnaire de la Commission, [QUE-16] 177
 - Inspecteur
 - Définition, [QUE-16] 1
 - Identification, [QUE-16] 179
 - Nomination, [QUE-16] 177
 - Inspecteur permanent, [QUE-16] 216
 - Obligation de l'employeur, [CAN-2] 125(1)z.12)
 - Ordonnance de se conformer à la loi, [QUE-16] 190, 217
 - Pouvoirs, [QUE-16] 180
 - Refus de travailler
 - Décision, [QUE-16] 19
 - Présence sur les lieux, [QUE-16] 26
 - Révision ou contestation devant le Tribunal administratif du travail, [QUE-16] 20
 - Reprise des travaux, [QUE-16] 189–190, 219
 - Résultat de l'inspection, [QUE-16] 183
- Institut de recherche et d'information sur la rémunération**, [QUE-3] 1(1.3)
- Institut de la statistique du Québec**, [QUE-3] 1(3.3), 111.8(4)
- Institution de bienfaisance**
- Cotisation de l'employeur
 - Employeur non assujéti, [QUE-13] 39.0.1
- Institution financière**, [CAN-2] 251.13(2)
- Institution religieuse**
- Cotisation de l'employeur
 - Employeur non assujéti, [QUE-13] 39.0.1
- Instruction dans la langue de la minorité**, [C-1] 23
- Instruction publique**
- Gratuité, [C-2] 40
- Intégrité**
- Droit, [C-2] 1
 - Protection, [QUE-16] 2
- Intérêt de l'enfant**
- Éducation religieuse et morale, [C-2] 41
- Intérêt national**, [CAN-2] 90(1)
- Intermédiaire de marché en assurance**, [QUE-13] 77(5)
- Internet**, [CAN-1] 54
- Interprétation**
- Administration gouvernementale, [QUE-10] 3
 - Charte, [C-2] 50–56
 - Dispositions transitoires
 - Normes du travail, [QUE-13] 149
 - Fête nationale, [QUE-7] 8
 - Loi, [C-2] 51–53; [QUE-16] 5
- Interprète**
- Droit d'assistance, [C-1] 14; [C-2] 36
- Interruption de la prescription**, voir *Prescription*
- Interruption de travail**, [QUE-3] 110
- Intimidation**, [QUE-15] 101, 119, 123.4.5; [CAN-1] 59, 60(1)c); [CAN-2] 94(3)a)
- Inuit**, voir *Autochtones*
- Invalidité grave**
- Définition, [QUE-2] 93
- Invalidité prolongée**
- Définition, [QUE-2] 93
- J**
- Jonction des affaires**
- Recours devant le Tribunal administratif du Québec, [QUE-10] 118

Jour

- Définition, [CAN-2] 166

Jour de la Saint-Jean-Baptiste, voir *Fête nationale*

Jour de travail, voir aussi *Durée du travail, Heures de travail, Heures supplémentaires, Horaire de travail, Semaine normale de travail*

- Durée maximale fixée par règlement, [CAN-2] 264(f)
- Durée normale, [CAN-2] 169(1)a)

Jour férié, [QUE-13] 59.1–65; [CAN-2] 191–202, voir aussi *Congé annuel, Normes du travail*

- Application de la Loi, [CAN-2] 167–168
- Application exclusive de la convention, [CAN-2] 168(1.1)
- Computation des délais, [QUE-13] 151.3, 151.4
- Congé compensatoire, [QUE-13] 63, 64
- Dans les 30 premiers jours d'emploi, [CAN-2] 202
 - Aucune indemnité, [CAN-2] 202(1)
 - Définition de service, [CAN-2] 202(9)
 - Travail ininterrompu, [CAN-2] 202(1)
- Définition, [QUE-3] 151.1; [CAN-2] 166
- Droit au congé payé, [CAN-2] 192, 198(b), 201(3)
 - Exception, [CAN-2] 201(1), 201.1, 202(1)
- Énumération, [QUE-13] 60
- Horaire de travail particulier, [CAN-2] 201(3)
 - Calcul du salaire d'un jour férié, [CAN-2] 201(4)
- Indemnité, [QUE-13] 62; [CAN-2] 196; [CAN-2.2] 17
- Indemnité assimilée à salaire, [CAN-2] 200
- Infraction et peine, [CAN-2] 256(1)a)
- Jour férié chômé, [CAN-2] 192, 201(3)
- Jour férié coïncidant avec un jour de congé annuel, [CAN-2] 193(1), 194
- Jour férié travaillé, [QUE-13] 63, 64
 - Pendant les 30 premiers jours d'emploi, [CAN-2] 202(1)
- Jour férié travaillé par un directeur, [CAN-2] 199
- Majoration du salaire, [CAN-2] 197, 198(a), 202(1); [CAN-2.2] 18
- Règlement, [CAN-2] 201.1

- Salarié à commission, [QUE-13] 62
- Salariés non visés, [QUE-13] 59.1
- Samedi et dimanche, [CAN-2] 193(2), 194
- Service continu, [QUE-13] 65
- Stagiaire, [QUE-21] 9, 10
- Substitution, [CAN-2] 195(1), (2); [CAN-2.2] 16
 - Affichage par l'employeur, [CAN-2] 195(3), (4); [CAN-2.2] 15
 - Scrutin, [CAN-2] 195.1
- Travail ininterrompu
 - Définition, [CAN-2] 191
- Majoration du salaire, [CAN-2] 197(2); [CAN-2.2] 18

Jour juridique, voir *Jour ouvrable*

Jour non juridique, voir *Jour férié*

Jour ouvrable

- Computation des délais, [QUE-3] 151.2, 151.3

Journaux

- Vente
 - Heures d'ouverture, [QUE-9] 7(1)

Juge de la Cour du Québec, voir aussi *Cour du Québec*

- Membre du Tribunal administratif du Québec
 - Prestation de serment, [QUE-10] 68
- Président du Conseil de la justice administrative
 - Prestation de serment, [QUE-10] 170

Jury d'examen

- Définition, [QUE-8] 1(o)
- Institution, [QUE-8] 41(b)

Justice administrative, voir aussi *Administration gouvernementale, Conseil de la justice administrative, Preuve, Tribunal administratif du Québec*

- Administration gouvernementale
 - Définition, [QUE-10] 3
 - Responsabilité, [QUE-10] 4
- Décision
 - Motifs, [QUE-10] 8
- Décision en matière d'indemnité ou de prestation, [QUE-10] 6
- Décision individuelle prise à l'égard d'un administré, [QUE-10] 2
- Décision sur un permis ou autre autorisation, [QUE-10] 5

Index analytique

Justice administrative (*suite*)

- Demande de révision
- Procédure applicable, [QUE-10] 2
- Recours autre que judiciaire, [QUE-10] 8
- Règles applicables aux décisions qui relèvent de l'exercice d'une fonction juridictionnelle, [QUE-10] 9
- *Audi alteram partem*, [QUE-10] 11
- Audition, [QUE-10] 10, 11
- Débat loyal, [QUE-10] 9
- Décision, [QUE-10] 13
- Justice naturelle, [QUE-10] 11
- Mesures favorables aux parties, [QUE-10] 12
- Pouvoir général du juge, [QUE-10] 11
- Preuve, [QUE-10] 11
- Production de documents, [QUE-10] 11
- Règles de conduite, [QUE-10] 11
- Rôle des Chartes, [QUE-10] 11
- Révision administrative, [QUE-10] 7

Justice fondamentale, [C-1] 7

L

Langue

- Discrimination interdite, [C-2] 10, 134(1)
- Droit de vivre en français, [C-2] 3.1
- Instruction dans la langue de la minorité, [C-1] 23
- Respect de la protection du français, [C-2] 9.1, 50
- Respect de la protection du français, [C-2] 9.1, 50
- Travail en français, [C-3] 41–50

Langue officielle

- Association de travailleurs, [C-3] 48, 49
- Canada, [C-1] 16(1)
- Comité paritaire, [C-3] 49
- Communication du public avec l'administration fédérale, [C-1] 20(1)
- Convention collective, [C-3] 43, 50; [QUE-3.2] 42(d)
- Discrimination, [C-3] 45.1, 47.4
- Document parlementaire, [C-1] 18(1)
- Entente collective, [C-3] 43, 50
- Exceptions, [C-1] 21–22
- Interdiction d'exiger une autre langue, [C-3] 46–47
- Mesure disciplinaire interdite, [C-3] 45, 47

- Nouveau-Brunswick, [C-1] 16(2), 16.1, 17(2), 18(2), 20(2)
- Obligations de l'employeur, [C-3] 41, 42, 45–46.1
- Plainte devant la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [C-3] 47–47.5
- Transmission au Tribunal administratif du travail, [C-3] 47.2
- Progression vers l'égalité, [C-1] 16(3)
- Travail, [C-3] 41–50
- Travaux du Parlement, [C-1] 17(1)
- Tribunal, [C-1] 19(1)

Législature

- Application de la Charte, [C-1] 32(1)b
- Dérogation à la Charte, [C-1] 33(1)
- Déclaration expresse, [C-1] 33(1), 33(4)
- Durée de validité, [C-1] 33(3), 33(5)
- Effet, [C-1] 33(2)
- Séance, [C-1] 5

Lentille cornéenne, [QUE-2] 113, voir aussi *Lésion professionnelle*

- *Lésion professionnelle*, voir aussi *Atteinte permanente à l'intégrité physique ou psychique*, *Employeur*, *Fournisseur*, *Indemnité de remplacement du revenu*, *Indemnité pour préjudice corporel*, *Maladie professionnelle*, *Prestation*, *Procédure d'évaluation médicale*, *Procédure de réclamation*, *Réadaptation*, *Travailleur victime d'une lésion professionnelle*
- Accomplissement d'un travail
- Mesures à prendre pour éviter des blessures corporelles pour autrui, [CAN-3] 217.1
- Atteinte permanente à l'intégrité physique ou psychique, [QUE-2] 27, 53, 83
- Consolidation, [QUE-2] 46, 199
- Définition, [QUE-2] 2
- Droit au salaire, [QUE-2] 59–61
- Attestation médicale, [QUE-2] 60
- Trop-perçu, [QUE-2] 60
- Droit aux prestations, [QUE-2] 20
- Durée de l'incapacité, [QUE-2] 46
- Emploi convenable, [QUE-2] 49
- Exclusion, [QUE-2] 27, 31
- Exécution d'une tâche
- Mesures à prendre pour éviter des blessures corporelles pour autrui, [CAN-3] 217.1

Lésion professionnelle (*suite*)

- Exercice des droits, [QUE-2] 25–26
- Frais de déplacement, [QUE-2] 115
- Franchise, [QUE-2] 114
- Indemnité, [QUE-2] 112–116
- Date de l'incapacité du travailleur, [QUE-2] 31.1
- Lentille cornéenne, [QUE-2] 113
- Monture de lunettes, [QUE-2] 113
- Prothèse et orthèse, [QUE-2] 112(2)–113
- Inscription obligatoire, [QUE-2] 20
- Lésion présumée professionnelle, [QUE-2] 28, 31
- Négligence criminelle, [CAN-3] 219
- Obligations de l'employeur, [QUE-2] 59
- Protection accordée par la loi, [QUE-2] 1
- Durée, [QUE-2] 23
- Montant, [QUE-2] 21
- Rechute, récidive ou aggravation
- Employeur tenu personnellement au paiement des prestations, [QUE-2] 574.1, 574.2
- Régime de retraite, [QUE-2] 116
- Régime particulier des Mohawks de Kahnawake, [QUE-2] 24.1–24.6
- Entente avec les Mohawks de Kahnawake, [QUE-2] 24.1
- Sanction interdite, [QUE-2] 32
- Recours, [QUE-2] 32

Lettre de crédit irrévocable

- Employeur tenu personnellement au paiement de prestations, [QUE-2] 334.1, 348

Liberté

- Droit, [C-1] 7; [C-2] 1
- Garantie, [C-1] 1
- Maintien des autres, [C-1] 26
- Violation et négation, [C-1] 24(1)

Liberté d'association, [C-1] 2(d); [C-2] 3

- Artiste professionnel, [QUE-17] 7

Liberté de circulation et d'établissement

- Liberté fondamentale, [C-1] 6(1)–6(2)
- Programme de promotion sociale, [C-1] 6(4)
- Restriction, [C-1] 6(3)

Liberté de conscience, [C-1] 2(a); [C-2] 3

Liberté de croyance, voir *Croyance*

Liberté d'expression, [C-1] 2(b); [C-2] 3

Liberté d'opinion, [C-1] 2(b); [C-2] 3

Liberté syndicale, voir aussi *Association de salariés (construction)*, *Syndicat professionnel (construction)*

- Droit des salariés, [QUE-15] 94, 101, 108

Libertés fondamentales

- Énumération, [C-2] 3
- Liberté de circulation et d'établissement, [C-1] 2
- Libertés de l'employé, [CAN-2] 8(1)
- Libertés de l'employeur, [CAN-2] 8(2)

Licence

- Pouvoirs de la Commission de la construction du Québec, [QUE-15] 7.3

Licenciement, voir aussi *Indemnité de départ*

- Arbitrage, [CAN-2] 223–225
 - Assimilation, [CAN-2] 230(3), 235(2)a)
 - Conditions de travail après préavis, [CAN-2] 231
 - Congédiement justifié, [CAN-2] 229.1
 - Continuité d'emploi, [CAN-2] 233(c); [CAN-2.2] 29
 - Employé supplanté, [CAN-2] 230(2.1)
 - Heures normales de travail, [CAN-2] 233(c); [CAN-2.2] 31(1), 32(1)
 - Semaine complète, [CAN-2.2] 31(3)
 - Indemnité, [CAN-2] 230(1), (1.01), 235
 - Illégalité, [QUE-15] 101
 - Infraction, [QUE-15] 119
 - Menace, [QUE-15] 101
 - Obligations de l'employeur, [CAN-2] 230(1), 231, 235
 - Préavis à l'employé, [CAN-2] 230(1), (1.01)
 - Délai, [CAN-2] 230(1.1), 232
 - Suppression de poste, [CAN-2] 230(2)
 - Préavis au syndicat, [CAN-2] 230(1.1), (2)
 - Règlement, [CAN-2] 233, 236
 - Relevé des prestations, [CAN-2] 230(2.2)
- Licenciement collectif**, voir aussi *Comité mixte de planification*
- Assimilation, [CAN-2] 212(4)
 - Avis
 - Comité d'aide au reclassement, [QUE-13] 84.0.9, 84.0.12
 - Contribution financière de l'employeur, [QUE-13] 84.0.11

Index analytique

- Licenciement collectif (*suite*)
- Mission, [QUE-13] 84.0.10
 - Contenu, [QUE-13.2] 35.0.2
 - Copie, [QUE-13] 84.0.6
 - Définition, [QUE-13] 84.0.1
 - Entrée en vigueur, [QUE-13.2] 35.01
 - Force majeure, [QUE-13] 84.0.5
 - Indemnité, [QUE-13] 83, 84.0.13
 - Inférieur à 50 salariés, [QUE-13] 84.0.15
 - Modification du salaire ou du régime d'assurances collectives et de retraite, [QUE-13] 84.0.8
 - Obligation de l'employeur, [QUE-13] 84.0.4, 84.0.13, 141.1
 - Salarié non visé, [QUE-13] 84.0.2
 - Section non applicable, [QUE-13] 84.0.3
 - Transmission, [QUE-13] 84.0.7; [QUE-13.2] 35.0.1
 - Avis de l'employeur, [CAN-2] 212
 - Contenu, [CAN-2] 212(3); [CAN-2.2] 26
 - Délai, [CAN-2] 212(1)
 - Transmission, [CAN-2] 212(2)
 - Changement technologique, [CAN-2] 229(2)
 - Définition, [CAN-2] 211
 - Dispositions applicables, [CAN-2] 211–227
 - Dispositions non applicables, [CAN-2] 228–229
 - Employeur et établissement exemptés, [CAN-2.2] 28
 - Établissements désignés, [CAN-2] 264(b); [CAN-2.2] 27, ann. I
 - Infraction et peine, [CAN-2] 256(2)
 - Ministre responsable, [QUE-8] 53
 - Relevé de prestations des surnuméraires, [CAN-2] 213(2)
- Licenciement individuel**, voir *Licenciement*
- Lieu d'activités sportives**
- Heures d'ouverture d'un établissement commercial, [QUE-9] 10(3)
- Lieu public**
- Accès à tous, [C-2] 15
- Lieu de repos**, voir *Repos*
- Lieu de travail**, voir aussi *Local de l'employeur*
- Accès, [QUE-4] 33; [QUE-16] 126, 179; [CAN-2] 249(3)
 - Définition, [QUE-16] 1; [CAN-2] 122(1)
 - Exploitation forestière, [QUE-3] 6
 - Fermeture par un inspecteur, [QUE-16] 188
 - Télétravail, [QUE-16] 5.1
 - Visite par le médecin, [QUE-16] 125
- Liquidateur**
- Comité paritaire, [QUE-4] 27
- Liste des arbitres**
- Comité de sélection, [C-2] 97
 - Remboursement des dépenses, [C-2] 97
 - Condition à l'inscription, [QUE-3] 99.1
 - Dressée par le ministre du Travail, [QUE-3] 77, 98–99
 - Propositions conjointes, [QUE-3] 99
 - Engagement écrit de l'arbitre, [QUE-3] 99.1
 - Durée, [QUE-3] 99.1
 - Modification, [QUE-3] 77, 99
 - Période de validité, [QUE-3] 77, 99
 - Procédure de recrutement et de sélection, [C-2] 97(3)
- Liste des bénévoles**, [QUE-2] 14
- Liste de divulgation des ingrédients**
- Définition, [CAN-2] 122(2)
- Liste de paye**, [QUE-4] 22(e)
- Accès à la, [QUE-4] 33
- Liste des professionnels de la santé**, [QUE-2] 205, 216
- Liste des services essentiels**, voir aussi *Entente sur les services essentiels, Maintien des services essentiels, Secteurs public et parapublic, Service public, Tribunal administratif du travail*
- Approbation réputée, [QUE-3] 111.10.7
 - Contenu, [QUE-3] 111.10.3
 - Contravention, [QUE-3] 146.2
 - Défaut d'entente, [QUE-3] 111.0.18, 111.10.3
 - Dérogation interdite, [QUE-3] 111.10.8
 - Modification, [QUE-3] 111.0.18, 111.10.5, 111.10.6
 - Nullité, [QUE-3] 111.0.22, 111.10.3
 - Transmission, [QUE-3] 111.0.18, 111.0.23, 111.10.3
- Livres et registres**
- Tribunal administratif du Québec
 - Vérification, [QUE-10] 95
- Local de l'employeur**, [CAN-2] 109(1)b

- Local d'habitation**, [C-2] 14; [CAN-2] 143.2
- Location ou prêt de services**, [QUE-2] 5
- Présomption, [QUE-2] 5
- Lock-out**, voir aussi *Demande de déclaration de lock-out illégal*
- Conditions, [CAN-2] 89(1)
 - Déclaration d'illégalité, [CAN-2] 92–93(1)
 - • Durée, [CAN-2] 93(1)
 - • Prorogation ou révocation, [CAN-2] 93(2)
 - Définition, [QUE-3] 1(h); [QUE-15] 1(o); [CAN-2] 3(1)
 - Droit
 - • Délai suspendu, [QUE-3] 42
 - • Échec du conciliateur, [QUE-3] 58
 - Fin, [QUE-3] 93.5
 - • Conditions de travail applicables, [QUE-3] 93.5
 - Illégalité, [QUE-3] 109, 111.0.26, 142; [CAN-2] 100(1)–100(2)
 - Interdiction durant la convention collective (construction), [QUE-15] 56, 58, 113
 - Négociation collective (construction), [QUE-15] 45.4
 - Obligations (fédéral), [CAN-2] 87.1
 - Préavis (fédéral), [CAN-2.3] 7
 - Secteurs public et parapublic
 - • Avis préalable, [QUE-3] 111.11
 - • Interdiction, [QUE-3] 111.13, 111.14
 - Service public
 - • Interdiction, [QUE-3] 111.0.26
 - Suspension, [CAN-2] 90(1)
 - Rapport du ministre du Travail, [CAN-2] 90(2)
- Lock-out (fédéral)**, voir *Grève et lock-out (fédéral)*
- Loi**
- Application, [QUE-2] 7–8; [CAN-2] 123, 123.1
 - Définition, [C-2] 56(3); [QUE-16.1] 1; [CAN-2.2] 2(1); [CAN-2.4] 1(1); [CAN-2.5] 1; [CAN-2.6] 1; [CAN-2.7] 1; [CAN-2.8] 1; [CAN-4.1] 1(1)
 - Interprétation, [C-2] 51–53
 - Objet, [QUE-2] 1; [QUE-16] 2; [CAN-2] 122.1, 122.2
- Loi fiscale**
- Application dans l'industrie de la construction, [QUE-15] 4
- Cotisation de l'employeur, [QUE-13] 39.0.6
- Loi municipale**
- Dispositions prépondérantes, [QUE-9] 37
- Loi sur l'accès à l'information (L.R.C. (1985), ch. A-1)**, [CAN-2] 144(4)
- Loi sur l'accès à l'égalité en emploi dans des organismes publics (chapitre A-2.01)**, [C-2] 57, 86, 93, 111.1
- Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1)**, [C-2] 93; [C-3] 47.1; [QUE-2] 43, 182.1, 348.3; [QUE-6] 102.2; [QUE-10] 89, 123; [QUE-13] 21.0.5, 123.3; [QUE-15] 123.4; [QUE-16] 62.21, 175; [QUE-17] 68.4; [QUE-19] 25; [QUE-21] 22
- Loi canadienne sur l'accessibilité (L.C. 2019, ch. 10)**, [CAN-1] 32.1, 38.1
- Loi sur les accidents du travail (chapitre A-3)**, [QUE-2] 103(1), 105(1), 107(1), 451, 477–478, 552, 554, 555, 557–568, 570–574.2, 577, 579; [QUE-10] 102, ann. I(5); [QUE-16] 328
- Affaire pendante, [QUE-2] 571
 - Compétence conservée, [QUE-2] 584
 - Compétence continuée, [QUE-2] 581–583
 - Droit conservé, [QUE-2] 558
 - Employeur tenu personnellement au paiement des prestations, [QUE-2] 573–574
 - Incapacité permanente, [QUE-2] 557
 - • Compensation, [QUE-2] 570.2
 - Loi et règlement continués en vigueur, [QUE-2] 478, 552, 575, 580
 - Poursuite pénale, [QUE-2] 572
 - Programme de stabilisation, [QUE-2] 570–570.1
 - Rente viagère, [QUE-2] 559–569
- Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (chapitre A-3.001)**, [QUE-2] 592; [QUE-5.1] 7(4.1); [QUE-10] ann. I(5); [QUE-13] 39.0.1, 79.1; [QUE-13.1] 10, 11; [QUE-16] 1, 36, 37.1, 167, 191.1, 212.1, 215.1, 228, 237.1, 247, 248; [QUE-17] 63.4; [QUE-19] 6(1), 98 al. 1(2), 256, 257, 260, 264; [QUE-19.1] 5; [QUE-19.4] 57
- Loi sur l'acquisition de terres agricoles par des non-résidents (chapitre A-4.1)**, [QUE-10] ann. III(0.1)

- Loi sur les activités cliniques et de recherche en matière de procréation assistée (chapitre A-5.01)*, [QUE-10] ann. I(0.1)
- Loi sur les activités funéraires (chapitre A-5.02)*, [QUE-2] 112(2), 113, 189(4); [QUE-10] ann. I(3)
- Loi sur l'administration financière (chapitre A-6)*, [QUE-16] 176.0.1; [QUE-19] 98, 101
- Loi sur l'administration fiscale (chapitre c. A-6.002)*, [QUE-2] 315.1, 315.3
- Loi sur l'administration publique (chapitre A-6.01)*, [QUE-11] 3, [QUE-16] 176.0.2; [QUE-19] 59 al. 1(2)
- Loi sur l'aéronautique (L.R.C. (1985), ch. A-22)*, [CAN-1] 38, 48.6(3); [CAN-2] 127(2)a)
- Loi sur l'Agence du revenu du Québec (chapitre A-7.003)*, [QUE-19] 7(2)
- Loi sur les agents de voyage (chapitre A-10)*, [QUE-10] ann. IV(1)
- Loi sur l'aide aux personnes et aux familles (chapitre A-13.1.1)*, [QUE-2] 11(4), 144; [QUE-4] 46; [QUE-6] 8(5); [QUE-10] 21 al. 2(2), 97 al. 2(2), 102, ann. I(1); [QUE-11] 5.1, 53.1; [QUE-13] 121; [QUE-15] 122(8); [QUE-16] 174
- Loi sur l'aide et l'indemnisation des victimes d'actes criminels (chapitre A-13.2.1)*, [QUE-10] ann. I(5)
- Loi sur l'aide financière aux études (chapitre A-13.3)*, [QUE-5] 7
- Loi sur les allocations d'aide aux familles (chapitre A-17)*, [QUE-10] ann. I(1)
- Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier (2010, chapitre 3)*, [QUE-3] 1(o), 8, 111.0.16
- Loi modifiant la Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier et d'autres dispositions législatives (L.Q. 2013, c. 2)*, [QUE-19] ann. I(30)
- Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1)*, [QUE-10] ann. II(1)
- Loi sur l'aquaculture commerciale (chapitre A-20.2)*, [QUE-10] ann. IV(1.1)
- Loi sur les archives (chapitre A-21.1)*, [QUE-2] 588
- Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies (L.R.C. (1985), ch. C-36)*, [CAN-2] 67(8)
- Loi sur les arrangements préalables de services funéraires et de sépulture (chapitre A-23.001)*, [QUE-10] ann. IV(2)
- Loi sur l'assurance automobile (chapitre A-25)*, [QUE-2] 31, 103(1), 105(1), 107(1), 448-450; [QUE-10] 120, ann. I(5)
- Loi sur l'assurance-emploi (L.C. 1996, ch. 23)*, [QUE-2] 62(2), 63(2), 67; [QUE-5.1] 7(4.1); [CAN-2] 206.1(1)c), 206.3, 206.4, 209.4; [CAN-2.2] 27(a), 30(1)e)(iv)
- Loi sur l'assurance-hospitalisation (chapitre A-28)*, [QUE-20] 94
- Loi sur l'assurance maladie (chapitre A-29)*, [QUE-2] 2, 196, 198.1, 207, 586; [QUE-10] ann. I(3); [QUE-16] 110-111, 133-134; [QUE-20] 94
- Loi sur l'assurance-médicaments (chapitre A-29.01)*, [QUE-10] 119(1), ann. I(3)
- Loi sur l'assurance parentale (chapitre A-29.011)*, [QUE-2] 42.2, 62, 63, 67; [QUE-5.1] 7(4.1); [QUE-10] 117, ann. I(1); [QUE-11] 53.1; [QUE-16] 42.1, 174.1
- Loi sur les assureurs (chapitre A-32.1)*, [QUE-2] 334; [QUE-10] ann. IV(4); [QUE-13.1] 29
- Loi sur l'Autorité régionale de transport métropolitain (chapitre A-33.3)*, [QUE-19] ann. I(31)
- Loi sur les banques (L.R.C. (1985), ch. B-1)*, [QUE-2] 334
- Loi sur les banques (L.C. 1991, c. 46)*, [QUE-2] 334; [QUE-13.1] 29; [CAN-2] 2
- Loi sur les banques d'épargne du Québec (S.R.C. (1970), ch. B-4)*, [QUE-2] 334
- Loi sur le bâtiment (chapitre B-1.1)*, [QUE-13] 122(17); [QUE-15] 1(k.1), 7.1(2), 7.3, 19.1, 19.2, 21, 54, 123.4.2, 123.4.4, [QUE-16] 174, 174.2; [QUE-19] 8(1), 98 al. 1(3); [QUE-19.4] 61
- Loi sur le bien-être et la sécurité de l'animal (chapitre B-3.1)*, [QUE-10] ann. IV(4.0.0.1)
- Loi sur les biens culturels (chapitre B-4)*, [QUE-10] ann. II(3)
- Loi sur les biens non réclamés (chapitre B-5.1)*, [QUE-4] 22
- Loi sur le Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports (L.C. 1989, ch. 3)*, [CAN-2] 127(2)a)

- Loi sur le Bureau d'accréditation des pêcheurs et des aide-pêcheurs du Québec* (chapitre B-7.1), [QUE-10] ann. IV(4.0.1)
- Loi sur les caisses d'épargne et de crédit* (chapitre C-4.1), [QUE-2] 334
- Loi sur la capitale nationale* (L.R.C. (1985), ch. N-4), [CAN-1] 48.5, 48.7; [CAN-2] 13
- Loi sur le casier judiciaire* (chapitre C-47), [QUE-15] 26; [CAN-1] 25
- Loi sur le Centre d'acquisitions gouvernementales* (chapitre C-7.01), [QUE-16] 176.0.1
- Loi sur les centres de communication d'urgence* (chapitre S-2.3), [QUE-10] ann. IV(20.3)
- Loi sur les centres de la petite enfance et autres services de garde à l'enfance* (chapitre C-8.2), [QUE-10] ann. I(3)
- Loi sur le cinéma* (chapitre C-18.1), [QUE-10] ann. IV(5)
- Loi sur les cités et villes* (chapitre C-19), [QUE-19] ann. I(2)
- Loi sur la citoyenneté* (L.R.C. (1985), ch. C-29), [CAN-2] 206.6(1)
- Loi visant à favoriser le civisme* (chapitre C-20), [QUE-2] 31, 103(1), 105(1), 107(1), 448-450, 478, 578; [QUE-10] 102, ann. I(5)
- Loi sur la Commission municipale* (chapitre C-35), [QUE-19] ann. I(4)
- Loi sur les commissions d'enquête* (chapitre C-37), [C-2] 68, 112; [QUE-3] 33, 109.4; [QUE-4] 26; [QUE-10] 74, 188; [QUE-13] 108; [QUE-15] 7, 68; [QUE-16] 160, 161, 172; [QUE-17] 68.1; [QUE-19] 10
- Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal* (chapitre C-37.01), [QUE-10] ann. II(3.3), ann. III(1.2); [QUE-19] ann. I(5)
- Loi sur la Communauté métropolitaine de Québec* (chapitre C-37.02), [QUE-10] ann. II(3.4); [QUE-19] ann. I(6)
- Loi sur les compagnies* (chapitre C-38), [QUE-18] 1(2.1), 1(4)
- Loi sur les compétences municipales* (chapitre C-47.1), [QUE-10] ann. II(3.5), (3.6)
- Loi sur la conservation du patrimoine naturel* (chapitre C-61.01), [QUE-10] ann. III(3)
- Loi constitutionnelle de 1982*, [CAN-5] 11
- Loi sur les contrats des organismes publics* (chapitre C-65.1), [QUE-2] 280.16, 280.21; [QUE-10] ann. IV(6.1); [QUE-13.1] 2; [QUE-15] 7.5, 123.4.4, 123.4.5
- Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses* (L.R.C. (1985), ch. 24 (3^e suppl.)), [CAN-2] 125.1(d)-125.1(e), 144(4)
- Loi sur les coopératives*, [QUE-15.2] 4(4)
- Loi sur les coopératives de services financiers* (chapitre C-67.3), [QUE-2] 130, 334; [QUE-6] 5; [QUE-10] ann. IV(7.1); [QUE-13.1] 29
- Loi sur les Cours fédérales* (L.R.C. (1985), ch. F-7), [CAN-2] 22(1), 23(3), 58(3); [CAN-4] 30(3), 39(8)
- Loi sur le courtage immobilier* (chapitre C-73.1), [QUE-10] ann. IV(7.2); [QUE-13] 77(3)
- Loi sur les décrets de convention collective* (chapitre c. D-2), [C-3] 48; [QUE-6] 2; [QUE-7] 16; [QUE-8] 43; [QUE-13] 1(5), 158.2, 160-161; [QUE-15] 19 al. 1(7), 109, 124; [QUE-16] 1; [QUE-17] 5; [QUE-19] ann. I(7); [QUE-21] 6
- Loi sur la défense nationale* (L.R.C., 1985, ch. N-5), [CAN-2] 247.5(1), 247.7(1)
- Loi concernant la délimitation du domaine hydrique de l'État et la production de milieux humides le long d'une partie de la rivière Richelieu* (L.Q. 2009, c. 31), [QUE-10] ann. III(3)
- Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre* (chapitre c. D-8.3), [QUE-1] 25; [QUE-4] 22(q), (r); [QUE-5] 64.1; [QUE-5.1] 1; [QUE-6] 26; [QUE-10] ann. IV(28); [QUE-11] 7.1, 17, 60; [QUE-15] 9, 18.2, 85.4.1
- Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre*, [QUE-10] ann. IV(8)
- Loi sur la distribution de produits et services financiers* (chapitre D-9.2), [QUE-13] 77(5)
- Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics* (2016, c. 34), [QUE-13] 122(11)
- Loi canadienne sur les droits de la personne* (L.R.C. (1985), ch. H-6), [CAN-2] 123.1,

- Loi canadienne sur les droits de la personne (L.R.C. (1985), ch. H-6) (suite)*
182; [CAN-4] 3, 7, 8(2), 28(4.1), 32; [CAN-5] 3, 164, 173
- Application, [CAN-1] 62–66
 - Infraction et peine, [CAN-1] 60
 - Ministre responsable, [CAN-1] 61.1
 - Objet, [CAN-1] 2
 - Rapport, [CAN-1] 61
- Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (chapitre E-2.2)*, [QUE-19] ann. I(8)
- Loi sur les élections scolaires visant certains membres des conseils d'administration des centres de services scolaires anglophones (chapitre E-2.3)*, [QUE-19] ann. I(9)
- Loi électorale (chapitre E-3.3)*, [QUE-19] ann. I(10)
- Loi sur l'emploi dans la fonction publique (chapitre F-3.1.1)*, [QUE-13] 81.20
- Loi sur l'emploi dans la fonction publique (L.C. 2003, ch. 22, art. 12 et 13)*, [CAN-1] 32; [CAN-2] 123; [CAN-4] 4, 8, 33; [CAN-5] 172, 173, 181
- Loi sur l'encadrement du secteur financier (chapitre A-33.2)*, [QUE-13] 122(7)
- Loi sur les enquêtes (L.R.C. (1985), ch. I-11)*, [CAN-1] 33(2)e); [CAN-2] 138(3), 248(b)
- Loi sur l'enseignement privé (chapitre E-9.1)*, [QUE-1] 2(3); [QUE-10] ann. I; [QUE-11] 18; [QUE-15.2] 4(4)
- Loi sur les entreprises de services monétaires (chapitre E-12.000001)*, [QUE-10] ann. IV(8.1)
- Loi sur l'équité en matière d'emploi (L.C. 1995, ch. 44)*, [CAN-1] 40(3.1), 40.1(1), 41(2), (3); [CAN-4] 45; [CAN-4.1] 1(1)
- Loi sur l'équité salariale (chapitre E-12.001)*, [QUE-6.1] 1, 3.1, 4; [QUE-13.1] 10, 11; [QUE-16] 8.0.1, 142, 161.0.1, 161.0.5, 172.1; [QUE-16.4] 1; [QUE-19] ann. I(11)
- Loi sur l'équité salariale (L.C. 2018, ch. 27, art. 416)*, [CAN-1] 32.2, 38.3, 40.2
- Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire (chapitre E-14.1)*, [QUE-1] 2(3)
- Loi sur les établissements industriels et commerciaux (chapitre E-15)*, [QUE-16] 286, 327, 333
- Loi sur l'exécutif (chapitre E-18)*, [QUE-11] 1
- Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale (chapitre E-20.1)*, [C-2] 86; [QUE-1] 1; [QUE-10] ann. I(3); [QUE-13.2] 2(3)
- Loi modifiant la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées et d'autres dispositions législatives (L.Q. 2004, c. 31)*, [QUE-1] 33.1
- Loi sur l'expropriation (chapitre E-24)*, [QUE-10] 119(2), 156, ann. II(4)
- Loi sur la faillite et l'insolvabilité (L.R.C. (1985), ch. B-3)*, [QUE-2] 323.2; [QUE-13.1] 10, 11; [QUE-17] 45.1; [CAN-2] 67(7)
- Loi sur la fête nationale (chapitre F-1.1)*, [QUE-13.1] 10, 11; [QUE-19] ann. I(12)
- Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1)*, [QUE-10] 33, ann. II(5); [QUE-19] ann. I(13)
- Loi sur la fonction publique (chapitre F-3.1.1)*, [C-2] 92; [QUE-3] 1(1.3), 23, 111.0.16(8), 111.2(1), 111.11, 111.15.1, 111.15.3, ann. I(12); [QUE-3.3] 1; [QUE-6] 3 al. 2(2); [QUE-10] 3, 86; [QUE-11] 7, 47, 51, 64; [QUE-13] 83.2; [QUE-15] 5; [QUE-16] 157, 177, 331; [QUE-19] 65, 93, ann. I(14); [QUE-19.1] 2
- Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'œuvre (chapitre F-5)*, [QUE-4] 22(k); [QUE-5.1] 4; [QUE-15] 21, 124; [QUE-19] 8(2), 98 al. 1(4)
- Loi sur la Gendarmerie royale du Canada (L.R.C. (1985), ch. R-10)*, [CAN-4] 4(2); [CAN-5] 3
- Loi sur la gestion des finances publiques (L.R.C. (1985), ch. F-11)*, [CAN-2] 5(3), 47(1), 167(1)d), 189(2); [CAN-4] 3, 4(1), (2), (4), (6), 33(3); [CAN-5] 3, 92
- Loi sur la gouvernance des sociétés d'État (chapitre G-1.02)*, [QUE-15] 9.4, 9.7; [QUE-16] 140, 156.1; [QUE-16.3] 25
- Loi sur l'hébergement touristique (chapitre H-1.01)*, [QUE-9] 13; [QUE-10] ann. IV(9)
- Loi sur Héma-Québec et sur le Comité d'hémovigilance (chapitre H-1.1)*

- Loi sur les heures d'affaires des établissements commerciaux (chapitre H-2)*, [QUE-9] 29-30, 35
- Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux (chapitre H-2.1)*, [QUE-4] 9
- Loi sur l'immatriculation des armes à feu (2016, c. 15)*, [QUE-11] 57.2
- Loi sur l'immigration au Québec (chapitre I-0.2)*, [QUE-10] 30, ann. I(6)
- Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés (L.C. 2001, ch. 27)*, [CAN-2] 10(4)
- Loi de l'impôt sur le revenu (L.R.C. (1985), ch. 1 (5^e suppl.))*, [CAN-2] 210
- Loi sur les impôts (chapitre I-3)*, [QUE-2] 62, 63(1), 67, 289, 315.1; [QUE-5] 11, 15; [QUE-5.1] 1, 7(8); [QUE-7] 4; [QUE-10] 21(4), ann. I(1); [QUE-13] 29(5), 39.0.1, 39.0.3, 46(12), (13), 50, 50.2, 59.1, 85, 92.7.1, 99; [QUE-13.4] 1; [QUE-16] 36
- Loi concernant les impôts sur le revenu (S.R.C., 1952, ch. 148)*, [QUE-2] 62(1), 63(1)
- Loi sur l'indemnisation des agents de l'État (L.R.C. (1985), ch. G-5)*, [QUE-2] 17; [CAN-1] 38, 48.6(3)
- Loi sur l'indemnisation des victimes d'amiantose ou de silicose dans les mines et les carrières (chapitre I-7)*, [QUE-2] 575-577, 579; [QUE-10] 102, ann. I(5)
- Loi sur les Indiens (L.R.C. (1985), ch. I-5)*, [QUE-16] 8.4
- Loi sur les infirmières et les infirmiers (chapitre I-8)*, [QUE-20] 5
- Loi sur les installations électriques (chapitre I-13.01)*, [QUE-15] 21
- Loi sur l'Institut de la statistique du Québec (chapitre I-13.011)*, [QUE-3] 1(3.3), 111.8(4)
- Loi sur l'instruction publique (chapitre I-13.3)*, [QUE-1] 2(3); [QUE-10] ann. I(3)
- Loi sur les instruments dérivés (chapitre I-14.01)*, [QUE-13] 77(4)
- Loi sur les intermédiaires de marché (chapitre I-15.1)*, [QUE-13] 77(5)
- Loi sur les jurés (chapitre J-2)*, [QUE-13] 122(18); [QUE-19] ann. I(15)
- Loi sur la justice administrative (chapitre J-3)*, [QUE-2] 280.9; [QUE-13.1] 13, 41; [QUE-19] 74, 75, 81
- Application
 - Ministre responsable, [QUE-10] 199
 - Mise en œuvre
 - Rapport du ministre, [QUE-10] 200
 - Mise en œuvre du délai de 180 jours
 - Rapport du ministre, [QUE-10] 200.1
 - Objet, [QUE-10] 1
- Loi sur les laboratoires médicaux et sur la conservation des organes et des tissus (chapitre L-0.2)*, [QUE-2] 112(2), 113, 189(4)
- Loi sur les liquidations et les restructurations (L.R.C. (1985), ch. W-11)*, [QUE-13.1] 10, 11
- Loi concernant la lutte contre la corruption (chapitre L-6.1)*, [QUE-3] 42; [QUE-13] 122(7); [QUE-15] 15.2, 15.7
- Congédiement interdit
 - Dénonciation par un salarié, [QUE-13] 122
- Loi visant à lutter contre la maltraitance envers les aînés et toute autre personne majeure en situation de vulnérabilité*, [QUE-13] 122(12)
- Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada (L.C. 2001, ch. 26)*, [CAN-2] 127(2)a); [CAN-2.2] 10(1)
- Loi sur la marine marchande (L.R.C. (1985), ch. S-9)*, [CAN-2.2] 10(1)b)(iv)
- Loi sur les matériaux de rembourrage et les articles rembourrés (chapitre M-5)*, [QUE-10] ann. IV(11)
- Loi sur les mécaniciens de machines fixes (chapitre M-6)*, [QUE-15] 21; [QUE-19] 8(3)
- Loi sur les mesures d'urgence (L.R.C. (1985), ch. 22 (4^e suppl.))*, [CAN-2] 247.5(1.2)
- Loi sur les mesures de transparence dans les industries minière, pétrolière et gazière (chapitre M-11.5)*, [QUE-10] ann. IV(32)
- Loi sur certaines mesures permettant d'appliquer les lois en matière d'environnement et de sécurité des barrages (chapitre M-11.6)*, [QUE-10] ann. III(8)

Index analytique

- Loi sur les mesureurs de bois (chapitre M-12.1)*, [QUE-10] ann. IV(12)
- Loi sur les mines (chapitre M-13)*, [QUE-16] 294
- Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (chapitre M-14)*, [QUE-10] ann. IV(13)
- Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et sur la Commission des partenaires du marché du travail (chapitre M-15.001)*, [QUE-5] 24, 44.5; [QUE-8] 1; [QUE-13] 141.1
- Loi sur le ministère de l'Emploi et du Développement social (L.C. 2005, ch. 34)*, [CAN-2] 144(5.1)
- Loi sur le ministère de la Santé et des Services sociaux (chapitre M-19.2)*, [QUE-11] 38(6), (7); [QUE-16] 48.1
- Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions (chapitre M-22.1)*, [QUE-11] 38(6), (7)
- Loi sur le ministère des Finances (chapitre M-24.1)*, [QUE-5] 36
- Loi sur le ministère des Relations internationales (chapitre M-25.1.1)*, [QUE-1] 2(3); [QUE-5] 7
- Loi sur le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences (L.C. 2005, ch. 34)*, voir *Loi sur le ministère de l'Emploi et du Développement social (L.C. 2005, ch. 34)*
- Loi sur le ministère du Conseil exécutif (chapitre M-30)*, [QUE-15] 3.12.2
- Loi sur le ministère du Revenu (chapitre M-31)*, [QUE-2] 315.1, 315.3; [QUE-3] 19; [QUE-4] 11.6, 39.1; [QUE-5] 19; [QUE-13] 39.0.6, 114; [QUE-15] 82.2
- Loi sur le ministère du Tourisme (chapitre M-31.2)*, [QUE-10] ann. IV(13.0.1)
- Loi sur le ministère du Travail (chapitre M-32.2)*, [QUE-2] 216, 228, 233.2, 348.4; [QUE-3] 100.0.0.1; [QUE-19] 2, 77
- Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche (chapitre M-35.1)*, [QUE-10] ann. IV(13.1)
- Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les municipalités régionales de comté (L.Q. 2002, c. 68)*, [QUE-19] ann. I(29)
- Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension (L.R.C. (1985), ch. 32 (2^e suppl.))*, [CAN-1] 15(1)d); [CAN-2.2] 30(1)
- Loi sur les normes du travail (chapitre N-1.1)*, [C-3] 47.4; [QUE-2] 6, 144.1, 235(1), 272.1; [QUE-3] 8, 47.2, 100.0.0.1; [QUE-6] 8(5), 114.1; [QUE-6.2] 3(1); [QUE-7] 9, 17.1; [QUE-8] 43; [QUE-13.1] 1, 4, 8, 10, 11, 27, 38, 40, 46; [QUE-13.2] 35.0.3; [QUE-15] 62; [QUE-16] 8.0.1, 142, 172.1; [QUE-17] 44; [QUE-19] 9 al. 2(2), 98 al. 1(2), ann. I(16); [QUE-21] 4, 11, 19, 20, 27, 30, 31
- Loi sur les océans (L.C. 1996, ch. 31)*, [CAN-2] 2(j)
- Loi sur l'Office de la sécurité économique des chasseurs cris (chapitre O-2.1)*, [QUE-10] ann. I(3)
- Loi sur l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement (L.C. 2019, ch. 13, art. 2)*, [CAN-1] 45(5)
- Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par l'abolition des agences régionales (chapitre O-7.2)*, [QUE-2] 195
- Loi sur l'organisation territoriale municipale (chapitre O-9)*, [QUE-19] ann. I(17)
- Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires (chapitre c. P-2.2)*, [QUE-13] 122(3.1)
- Loi sur les pêcheries commerciales et la récolte commerciale de végétaux aquatiques (chapitre P-9.01)*, [QUE-10] ann. IV(14)
- Loi sur la pension de la fonction publique (S.R., ch. P-36)*, [CAN-1] 38
- Loi sur la performance environnementales des bâtiments (chapitre P-9.02)*, [QUE-10] ann. III(5)
- Loi sur les permis d'alcool (chapitre P-9.1)*, [QUE-9] 36
- Loi visant à aider les personnes victimes d'infractions criminelles et à favoriser leur rétablissement (chapitre P-9.2.1)*, [QUE-2] 31, 103(1), 105(1), 107(1), 448-450; [QUE-10] 102, ann. I(5)
- Loi sur les pesticides (chapitre P-9.3)*, [QUE-10] ann. III(3)

- Loi sur la pharmacie (chapitre P-10)*, [QUE-9] 7
- Loi sur les pouvoirs spéciaux des corporations (chapitre P-16)*, [QUE-15] 3
- Loi sur les prestations canadiennes de relance économique (L.C. 2020, ch. 12, art. 2)*, [CAN-2] 239.01
- Loi sur les prestations familiales (chapitre 19.1)*, [QUE-10] 21 al. 2(1), ann. I(1)
- Loi sur la preuve au Canada (L.R.C. (1985), ch. C-5)*, [CAN-1] 58(2)
- Loi concernant la prévention et la lutte contre les discours haineux et les discours incitant à la violence*, [C-2] 57, 111.0.1
- Loi sur la probation et sur les établissements de détention (chapitre P-26)*, [QUE-2] 11(2), 12.1
- Loi sur le processus de détermination de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales et sur leur régime de négociation collective (chapitre P-27.1)*, [QUE-19] ann. I(18)
- Loi sur les producteurs agricoles (chapitre P-28)*, [QUE-10] ann. IV(14.1)
- Loi sur les produits alimentaires (chapitre P-29)*, [QUE-10] ann. IV(15)
- Loi sur les produits dangereux (L.R.C. (1985), ch. H-3)*, [CAN-2] 122(2), 125.1, 144(4)
- Loi concernant le Programme d'aide financière à l'investissement et instituant le Fonds de l'aide financière à l'investissement et des contrats spéciaux (chapitre P-30.1.1)*, [QUE-10] ann. IV(33)
- Loi concernant les propriétaires et exploitants et les conducteurs de véhicules lourds (chapitre P-30.3)*, [QUE-10] ann. IV(29)
- Loi sur le protecteur national de l'élève (chapitre P-32.01)*, [QUE-13] 122
- Loi sur la protection de la jeunesse (chapitre P-34.1)*, [QUE-2] 11(3)
- Loi sur la protection de la santé publique (chapitre P-35)*, [QUE-16] 300
- Loi sur la protection des personnes dont l'état mental présente un danger pour elles-mêmes ou pour autrui (chapitre P-38.001)*, [QUE-10] 22, 103, 119(4), ann. I(2)
- Loi visant à assurer la protection des stagiaires en milieu de travail (RLRQ, c. P-39.3)*, [QUE-19] ann. I(33)
- Loi sur la protection du consommateur (chapitre P-40.1)*, [QUE-10] ann. IV(16)
- Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles (chapitre P-41.1)*, [QUE-10] 119(5), ann. III(2)
- Loi sur la publicité le long des routes (chapitre P-44)*, [QUE-10] ann. III(2.1)
- Loi sur la publicité légale des entreprises (chapitre P-44.1)*, [C-4] 2189, 2191, 2194; [QUE-2] 6.1; [QUE-11] 68.2.1; [QUE-13.1] 7; [QUE-15] 122
- Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (chapitre P-45)*, [QUE-6.1] 1; [QUE-15] 117; [QUE-18] 1(5)
- Loi sur la qualité de l'environnement (chapitre Q-2)*, [QUE-10] ann. III(3); [QUE-16] 310
- Loi concernant la reconstruction et le réaménagement de territoires affectés par les pluies diluviennes survenues les 19 et 20 juillet 1996 dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean (L.Q. 1997, c. 60)*, [QUE-10] ann. II(14)
- Loi sur le recours collectif (chapitre R-2.1)*, [QUE-10] ann. IV(18)
- Loi sur le recouvrement de certaines créances (chapitre R-2.2)*, [QUE-10] ann. IV(19)
- Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations (chapitre R-2.2.0.1)*, [QUE-19] 240
- Loi sur la Régie de l'assurance-maladie (chapitre R-5)*, [QUE-2] 198.1
- Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic (chapitre R-8.2)*, [QUE-3] 111.2, 111.6, 111.8(1), (3), 111.11, 111.14; [QUE-3.3] 1; [QUE-5.1] 1; [QUE-6] 3 al. 2(3), 21.1 al. 2(4), 76.9; [QUE-15] 19 al. 1(8); [QUE-15.2] 4(4); [QUE-20] 1, 35, 38, 44, 50, 93
- Loi sur le régime de rentes du Québec (chapitre R-9)*, [QUE-2] 42.1, 62(3), 63(3), 144, 453, 564; [QUE-5.1] 7(4.1); [QUE-10] 27, 117, ann. I(4)
- Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (chapitre R-12)*, [QUE-16] 331; [QUE-19] 64

- Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (chapitre R-12.1)*, [QUE-10] 59; [QUE-19] 64
- Loi sur le régime des eaux (chapitre R-13)*, [QUE-10] ann. II(9)
- Loi sur le régime des terres dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec (chapitre R-13.1)*, [QUE-10] ann. II(10)
- Loi sur les régimes complémentaires de retraite (chapitre R-15.1)*, [QUE-10] ann. IV(20.1); [QUE-18] 14, 17
- Loi sur les régimes supplémentaires de rentes (chapitre R-17)*, [QUE-10] ann. IV(20.2)
- Loi sur les régimes volontaires d'épargne-retraite (chapitre R-17.0.1)*, [QUE-10] ann. IV(20.2.1); [QUE-13] 5
- Loi sur les règlements (chapitre R-18.1)*, [QUE-2] 455; [QUE-8] 41; [QUE-15] 92.1, 123; [QUE-16] 8.12
- Loi sur les relations de travail au Parlement (L.R.C. (1985), ch. 33 (2^e suppl.))*, [CAN-1] 40.2; [CAN-5] 184
- Loi sur les relations de travail dans le secteur public fédéral (L.R.C. (1985), ch. P-35)*, [CAN-2] 47(1)b), 47.1(a), (b), 123(2); [CAN-5] 3
- Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction (chapitre R-20)*, [QUE-2] 247–249, 289.1; [QUE-3] 1(1.3), ann. I(18); [QUE-5] 12; [QUE-5.1] 4; [QUE-6] 2; [QUE-7] 16; [QUE-8] 29.2, 41.1, 43; [QUE-13] 3(3), 30(16), 39.0.1, 122(16); [QUE-15] 21; [QUE-16] 1, 99, 183, 215; [QUE-19] 8(4), 98 al. 1(3); [QUE-19.4] 60–61, 63
- Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace (L.Q. 2023, c. 34)*, [QUE-20] 94
- Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives (L.Q. 2023, c. 5)*, [QUE-16] 129
- Loi sur la représentation de certaines personnes responsables d'un service de garde en milieu familial et sur le régime de négociation d'une entente collective les concernant (chapitre R-24.0.1)*, [QUE-19] ann. I(19); [QUE-19.4] 51
- Loi sur la représentation des ressources de type familial et de certaines ressources intermédiaires et sur le régime de négociation d'une entente collective les concernant (chapitre R-24.0.2)*, [QUE-2] 2; [QUE-19] 7(3), ann. I(20); [QUE-19.4] 52
- Loi sur le Réseau de transport métropolitain (chapitre R-25.01)*, [QUE-19] ann. I(32)
- Loi sur le salaire minimum (chapitre S-1)*, [QUE-13] 149, 154, 158
- Loi sur la santé et la sécurité du travail (chapitre S-2.1)*, [QUE-2] 2, 8.1, 16, 17, 107.1, 179, 185, 190, 230, 312, 312.1, 315.5, 454, 459, 571, 581, 583–585, 592–593; [QUE-6] 66(3); [QUE-10] ann. I(3); [QUE-13] 81.19, 97.1; [QUE-13.1] 10, 11, 22; [QUE-15] 57, 88; [QUE-16.3] 1; [QUE-16.4] 1; [QUE-19] 6(2), 98 al. 1(2), 249; [QUE-19.4] 58
- Loi sur la sécurité civile visant à favoriser la résilience aux sinistres (L.Q. 2024, c. 18, art. 1)*, [QUE-2] 12; [QUE-13] 81.17.1; [QUE-19] ann. I(21)
- Loi sur la sécurité dans les sports*, [QUE-10] ann. IV(21)
- Loi sur la sécurité de la vieillesse (L.R.C. (1985), ch. O-9)*, [QUE-2] 564
- Loi sur la sécurité des barrages (chapitre S-3.1.01)*, [QUE-10] ann. III(4)
- Loi sur la sécurité ferroviaire (L.R.C. (1985), ch. 32)*, [CAN-2] 3
- Loi sur la sécurité incendie (chapitre S-3.4)*, [QUE-2] 12.0.1; [QUE-19] ann. I(22)
- Loi sur la sécurité privée (chapitre S-3.5)*, [QUE-10] ann. IV(31)
- Loi sur le Service des achats du gouvernement (chapitre S-4)*, [QUE-16] 176.0.1
- Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance (chapitre S-4.1.1)*, [QUE-5.1] 7(13); [QUE-10] 119(5.0.3); [QUE-13] 122(11), (21)
- Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-4.2)*, [QUE-1] 2(4); [QUE-2] 15, 150, 162, 189(2), 195, 229; [QUE-3] 111.0.16; [QUE-4] 29(e); [QUE-6] 20.1; [QUE-9] 10(1.1); [QUE-10] 119(5.2), (6), ann. I(1), (3), (12.1); [QUE-13] 39.0.1; [QUE-13.2] 7; [QUE-15] 19 al. 1(8); [QUE-15.2] 4(4); [QUE-16] 1, 110, 127(2), 168; [QUE-20] 13

- Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris (chapitre S-5)*, [QUE-2] 15, 150, 162, 189(2), 195, 229; [QUE-4] 29(e); [QUE-9] 10(1.2); [QUE-10] 119(6), ann. I(1), (3); [QUE-13] 39.0.1; [QUE-15] 19 al. 1(8); [QUE-15.2] 4(4); [QUE-16] 1, 110, 127(2), 168
- Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les Inuit et les Naskapis (chapitre S-4.2)*, [QUE-20] 94
- Loi sur les services préhospitaliers d'urgence (chapitre S-6.2)*, [QUE-3] 111.0.16(7); [QUE-5.1] 7(13)c); [QUE-10] 25, 119(5.1), ann. I; [QUE-19] ann. I(23)
- Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)*, [QUE-15] 19
- Loi sur la Société de l'assurance automobile du Québec (chapitre S-11.011)*, [QUE-10] 21 al. 2(3), ann. I(1)
- Loi sur la Société des alcools du Québec (chapitre S-13)*, [QUE-10] ann. IV(22)
- Loi sur la Société du Plan Nord (2014, chapitre 16)*, [QUE-11] 60(3.2)
- Loi sur la Société immobilière du Québec (chapitre S-17.1)*, [QUE-16] 176.0.1
- Loi sur la Société québécoise de développement de la main-d'œuvre (chapitre S-22.001)*, [QUE-11] 125
- Loi sur les sociétés agricoles et laitières (chapitre S-23)*, [QUE-10] ann. IV(22.1)
- Loi sur les sociétés d'économie mixte dans le secteur municipal (chapitre S-25.01)*, [QUE-13.1] 2
- Loi sur les sociétés d'horticulture (chapitre S-27)*, [QUE-10] ann. IV(22.2)
- Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne (chapitre S-29.02)*, [QUE-2] 334; [QUE-10] ann. IV(23); [QUE-13.1] 29
- Loi sur les sociétés de transport en commun (chapitre S-30.01)*, [QUE-19] ann. I(24)
- Loi sur les sociétés par actions (chapitre S-31.1)*, [QUE-10] ann. IV(7); [QUE-17] 45.1
- Loi sur la statistique (L.R.C. (1985), ch. S-19)*, [CAN-2] 178.1
- Loi sur le statut professionnel des artistes des arts visuels, du cinéma, du disque, de la littérature, des métiers d'art et de la scène (chapitre S-32.1)*, [QUE-13.2] 35.0.3-35.2; [QUE-15] 19 al. 1(13); [QUE-19] ann. I(26)
- Loi sur la sûreté et la réglementation nucléaires (L.R.C. (1985), ch. 9 (1^{er} suppl.))*, [CAN-2] 121.1, 121.2, 158, 159(1), 265, 266; [CAN-2.2] 10(1)b)(iii)
- Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics*, [QUE-13] 122(14)
- Loi sur les syndicats professionnels (chapitre S-40)*, [QUE-17] 9(1), 24.1
- Loi sur le système correctionnel du Québec (chapitre S-40.1)*, [QUE-2] 12.1
- Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents (L.C. 2002, ch. 1)*, [QUE-2] 11(3)
- Loi sur les télécommunications (L.C. 1993, ch. 38)*, [CAN-2] 5.1, 123(1)c), 167(1)e)
- Loi sur les terres du domaine de l'État (chapitre T-8.1)*, [QUE-3] 9
- Loi sur les textes réglementaires (L.R.C. (1985), ch. S-22)*, [CAN-2] 121.3, 172.1(8), 251.17, 253(6); [CAN-5] 183
- Loi sur la transformation des produits marins (chapitre T-11.01)*, [QUE-10] ann. IV(24)
- Loi concernant le transport rémunéré de personnes par automobile (chapitre T-11.2)*, [QUE-10] ann. IV(24.1)
- Loi sur les transports (chapitre T-12)*, [QUE-15] 19 al. 1(11); [QUE-10] ann. IV(25)
- Loi instituant le Tribunal administratif du travail (chapitre T-15.1)*, [C-3] 47.2; [QUE-2] 2, 43, 366.1; [QUE-3] 1(i), (t), 39.1, 100.2, 101, 111.22, 111.33; [QUE-13] 28.1, 123.4, 123.14, 127; [QUE-15] 8.1, 124; [QUE-16] 1, 228.1; [QUE-17] 59.1, 63.1, 64; [QUE-19.1] 2; [QUE-21] 30
- Dispositions finales, [QUE-19] 276-278
 - Dispositions modificatives, [QUE-19] 237-238
 - Dispositions transitoires
 - • Annulation d'une décision ayant une incidence sur les ressources humaines, budgétaires, matérielles ou informationnelles, [QUE-19] 273
 - • Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-19] 239-254

Index analytique

Loi instituant le Tribunal administratif du travail (chapitre T-15.1) (suite)

- • Constitution de comités, [QUE-19] 274
- • Directive sur la gestion des ressources humaines, budgétaires, matérielles ou informationnelles, [QUE-19] 272
- • Mesure nécessaire ou utile à l'application de la loi (règlement du gouvernement), [QUE-19] 275
- • Tribunal administratif du travail, [QUE-19] 255-271
- Ministre responsable, [QUE-19] 277
- Rapport, [QUE-19] 276

Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires et d'autres dispositions législatives en vue d'instituer la Cour du Québec (L.Q. 1988, c. 21), [QUE-3] 210.2

Loi concernant les unités de négociation dans le secteur des affaires sociales (chapitre U-0.1), [QUE-19] ann. I(28)

Loi sur les valeurs mobilières (chapitre V-1.1), [QUE-13] 77(4)

Loi sur les véhicules hors route (chapitre V-1.3), [QUE-10] ann. IV(34), (35); [QUE-16] 8.1

Loi sur les villages nordiques et l'administration régionale Kativik (chapitre V-6.1), [QUE-11] 117

Loi concernant la Ville de Brownsburg-Chatham, la Ville de Lachute et la Municipalité de Wentworth-Nord (L.Q. 2004, c. 46), [QUE-10] ann. II(18)

Loi concernant la Ville de Contrecoeur (L.Q. 2002, c. 95), [QUE-10] ann. II(17)

Loi concernant la Ville de Saint-Basile-le-Grand (L.Q. 1999, c. 97), [QUE-10] ann. II(16)

Loi concernant la Ville de Varennes (L.Q. 1997, c. 106), [QUE-10] ann. II(15)

Loi sur la voirie (chapitre V-9), [QUE-10] ann. III(6)

M

Main-d'œuvre, voir Mobilité de la main-d'œuvre

Maintien des conditions de travail

- À compter du dépôt ou de la notification
- • D'une demande d'accréditation, [CAN-2] 24(4)

- • D'une requête en accréditation, [QUE-3] 59
- À compter de l'expiration d'une convention collective, [QUE-3] 59
- Arbitrage de grief, [QUE-3] 100.10
- Pendant une négociation collective, [CAN-2] 50(b)
- Transfert d'une administration publique fédérale, [CAN-2] 47.1(a)

Maintien de l'emploi, voir Grève

Maintien des services essentiels, voir aussi Entente sur les services essentiels, Liste des services essentiels, Secteurs public et parapublic, Service public, Tribunal administratif du travail

- Accident au travail, [CAN-2] 127(1b)
- Contravention, [QUE-3] 146.2
- Négociation, [QUE-3] 111.0.18, 111.10.1, 111.21.1

Maintien au travail, voir Mise à la retraite, Normes du travail

Maison unifamiliale

- Travaux de construction non régis par la Loi, [QUE-15] 19 al. 1(10)

Maître d'œuvre, voir aussi Employeur, Chantier de construction, Santé et sécurité au travail

- Avis d'ouverture et de fermeture du chantier, [QUE-16] 197
- Comité de chantier, [QUE-16] 204
- Définition, [QUE-16] 1
- Infraction et peine, [QUE-2] 459
- Obligations, [QUE-16] 196
- Premiers secours, [QUE-2] 190
- • Services de premiers soins, [QUE-2] 191, 454
- Programme de prévention, [QUE-16] 198-202

Maladie, voir Absence pour cause de maladie ou accident, Plainte du salarié

Maladie professionnelle, voir aussi Accident du travail, Comité scientifique sur les maladies professionnelles, Lésion professionnelle, Procédure d'évaluation médicale

- Caractéristique d'un travail donné, [QUE-2] 30
- Définition, [QUE-2] 2; [QUE-16] 1
- Disposition transitoire, [QUE-2] 553, 555-557

Lois du travail 2024-2025

- Maladie professionnelle (suite)**
- Maladie professionnelle, [QUE-2] 28.1–30, 454
 - • Présomption, [QUE-2] 29, 454.1
 - Rechute, récidive ou aggravation
 - • Employeur tenu personnellement au paiement des prestations, [QUE-2] 574.1, 574.2
 - Réclamation à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 272
- Maladie professionnelle (fédéral), voir aussi Accident du travail (fédéral)**
- Dispositions applicables, [CAN-2] 239.1(11)
 - Infraction et peine, [CAN-2] 256(1)–(2)
 - Mesure disciplinaire interdite, [CAN-2] 239.1
 - Obligations de l'employeur, [CAN-2] 125(1)c), 239.1(2)
 - Prévention, [CAN-2] 122.1, 122.2
 - Rappel au travail, [CAN-2] 239.1(3)
 - Réaffectation, [CAN-2] 239.1(4)
 - Sanction interdite, [CAN-2] 239.1(1)
- Maladie professionnelle oncologique, voir aussi Comité des maladies professionnelles oncologiques**
- Comité des maladies professionnelles oncologiques, [QUE-2] 233.2, 233.3
 - Réclamation, [QUE-2] 233.1
- Maladie professionnelle pulmonaire, voir aussi Comité des maladies professionnelles pulmonaires**
- Comité des maladies professionnelles pulmonaires, [QUE-2] 226, 227
 - Comité spécial, [QUE-2] 231
 - Commission liée, [QUE-2] 233
 - Financement des comités, [QUE-2] 233.0.1
 - Immunité, [QUE-2] 232
- Mandataire**, [QUE-2] 141
- Mariage, voir Congé parental**
- Matériaux**
- Obligation d'installer, [QUE-15] 88, 89, 116
 - Portant l'étiquette syndicale, [QUE-15] 90
- Maternité, voir Congé de maternité**
- Matière dangereuse, voir aussi Produit contrôlé**
- Avis, [QUE-16] 64
- Définition, [QUE-16] 1
 - Étiquette, [QUE-16] 67
 - Expertise, [QUE-16] 65
 - Fabrication prohibée ou restreinte, [QUE-16] 66, 190
 - Obligations du fournisseur, [QUE-16] 63, 64
- Mauvaise foi**
- Association accréditée, [QUE-3] 47.2, 47.5
 - Syndicat, [CAN-2] 37
- Médecin, voir aussi Procédure d'évaluation médicale, Professionnel de la santé, Services de santé, Travailleur victime d'une lésion professionnelle**
- Accès à l'information, [QUE-16] 126
 - Accès au lieu de travail, [QUE-16] 126
 - Attestation médicale, [QUE-2] 60, 124, 199, 207
 - Collaboration avec le directeur de la santé publique, [QUE-16] 122
 - Comité de santé et de sécurité, [QUE-16] 75
 - Définition, [CAN-2] 239.01
 - Destitution, [QUE-16] 120
 - Dispositions non applicables, [CAN-2.2] 3
 - Fonctions, [QUE-16] 122–126
 - Information au travailleur, [QUE-16] 124
 - Mandat, [QUE-16] 119
 - Nomination, [QUE-16] 117–118
 - • Appel, [QUE-16] 120
 - Programme de santé spécifique à un établissement, [QUE-16] 112
 - • Ressources, [QUE-16] 122
 - Rapport d'activités et de déficiences des conditions de santé, [QUE-16] 123
 - Rémunération, [QUE-16] 111
 - • Perte de rémunération, [QUE-2] 207
 - Visite des lieux de travail, [QUE-16] 125
- Médiateur**, [QUE-15] 43.4, voir aussi Médiation
- Association d'artistes
 - • Négociation collective, [QUE-17] 31
 - Entente de principe, [QUE-15] 43.7
 - Nomination par la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-13] 123.3, 125
 - Nomination par le ministre du Travail, [QUE-3] 94

Index analytique

- Médiateur** (*suite*)
- Nomination par le ministre du Travail (fédéral), [CAN-2] 105
 - Période de médiation, [QUE-15] 43.5
 - Rapport, [QUE-3] 96, 99.11; [QUE-15] 43.7
 - Réunion, [QUE-15] 43.6
 - Secteur des affaires sociales, [QUE-20] 35, 40
 - Statut de non-salarié, [QUE-3] 1(1.3)
 - Tribunal administratif du travail
 - • Services essentiels, [QUE-3] 1(1.3)
- Médiation**, voir aussi *Médiateur*
- Différend déferé à l'arbitrage, [QUE-3] 97
 - Tribunal canadien des droits de la personne
 - • Mesures correctives ou disciplinaires à l'égard d'un membre, [CAN-1] 48.3(2)b)
- Médiation concernant les policiers ou les pompiers**, voir aussi *Arbitrage concernant les policiers et les pompiers*
- Arbitrage, [QUE-3] 97
 - Avis, [QUE-14] 4
 - Mécontentement, [QUE-3] 99.10
 - Nomination d'un médiateur, [QUE-3] 94; [QUE-14] 5
 - Période de médiation, [QUE-3] 94; [QUE-14] 6
 - Rapport du médiateur, [QUE-3] 96, 98, 99.11; [QUE-14] 7-9, 13
- Médicaments et produits pharmaceutiques**
- Admission dans l'établissement, [QUE-9] 7(1)
 - Assistance médicale, [QUE-2] 189(3)
- Membre de la force de réserve**, voir aussi *Congé (membre de la force de réserve)*
- Congédiement, suspension, mise à pied, rétrogradation ou prise de mesures disciplinaires interdits, [CAN-2] 247.96
 - Continuité d'emploi, [CAN-2.2] 29
 - Refus d'embauche interdit, [CAN-2] 247.96
 - Registre des congés, [CAN-2.2] 24(2)
- Membre de minorités visibles**, voir *Minorité visible*
- Membre de profession libérale**, voir *Profession libérale*
- Membre indépendant**, [QUE-15] 3.2
- Menace**, [CAN-1] 59, 60(1)c); [CAN-2] 94(3)a), voir aussi *Intimidation*
- Infraction à la loi commise par l'employeur
 - • Communication de renseignements par l'employé, [CAN-3] 425.1
 - Travaux de construction, [QUE-15] 123.4.5
- Mésentente entre l'employeur et l'association accréditée**, voir aussi *Différend, Grief*
- Autre qu'un grief ou un différend, [QUE-3] 102
 - Maintien des conditions de travail, [QUE-3] 100.10
 - Mécontentement déferé à l'arbitrage de grief, [QUE-3] 100.10, 110.1
 - Non-rappel au travail, [QUE-3] 110.1
 - Règlement selon la convention collective, [QUE-3] 102
- Mesure d'urgence**, [QUE-2] 12, 12.0.1
- Mesure de prévention**, [QUE-2] 185
- Mesure de rechange**, [QUE-2] 11
- Mesure discriminatoire**, voir *Discrimination*
- Mesure disciplinaire illégale**, [C-3] 45; [QUE-15] 101; [CAN-2] 94(3)a), c), f), 95(g), (h), 147, 209.3, 238-239, 239.1(1); [CAN-3] 425.1
- Mesure sociale**, [C-2] 45
- Mesure volontaire**, [QUE-2] 11(3)
- Métier**, voir aussi *Formation et qualification professionnelles*
- Définition, [QUE-5] 25.1
- Mine**, voir aussi *Parc à résidus miniers*
- Loi non applicable aux travaux de construction, [QUE-15] 19 al. 1(4)
- Mine de charbon**, voir aussi *Commission de la sécurité dans les mines de charbon, Entreprise minière*
- Définition, [CAN-2] 125.3(4)
 - Fouille des employés, [CAN-2] 125.3(3)
 - Obligations de l'employeur, [CAN-2] 125.3
- Ministère**
- Équité salariale, [QUE-6] 3 al. 2(2)
- Ministère du Conseil exécutif**, [QUE-10] 43, voir aussi *Conseil exécutif*

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale

- Authenticité des documents, [QUE-11] 55–56
- Délégation de pouvoirs, [QUE-11] 53.1
- Document
- Présomption, [QUE-11] 57
- Fonds de développement du marché du travail, [QUE-11] 58
- Fonds des biens et des services, [QUE-11] 68.1–68.4
 - Affectation du fonds, [QUE-11] 68.1
 - Sommes portées au débit, [QUE-11] 68.3
 - Sommes portées au crédit, [QUE-11] 68.2
 - Surplus accumulés, [QUE-11] 68.4
- Ministre, [QUE-11] 1
- Guichet multiservice, [QUE-11] 2
- Personnel, [QUE-11] 51
- Signature des documents, [QUE-11] 52–54
- Sous-ministre, [QUE-11] 49
 - Autorité, [QUE-11] 49
 - Délégation de pouvoirs, [QUE-11] 50
 - Fonctions, [QUE-11] 48

Ministère des Finances (Québec)

- Fonds de développement du marché du travail, [QUE-11] 68

Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, [QUE-11] 21, 40

Ministère des Régions, [QUE-11] 21

Ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences, voir *Ministre de l'Emploi et du Développement social (fédéral)*

Ministère du Travail (fédéral)

- Enquête, [CAN-2] 248

Ministère du Travail (Québec)

- Administration et direction, [QUE-12] 1
- Comité consultatif du travail et de la main d'œuvre, [QUE-12] 12.1–12.12
 - Avis, [QUE-12] 12.1
 - Comités spéciaux, [QUE-12] 12.4
 - Composition, [QUE-12] 12.6
 - Durée du mandat, [QUE-12] 12.7
 - Liste des arbitres, [QUE-12] 12.2
 - Objet, [QUE-12] 12.1

- Politique générale, [QUE-12] 12.2
- Poursuite en justice, [QUE-12] 12.5
- Président, [QUE-12] 12.10
 - Absence, [QUE-12] 12.11
- Recommandations, [QUE-12] 12.3
- Rémunération des membres, [QUE-12] 12.12
- Vacance, [QUE-12] 12.9
- Délégation de pouvoirs, [QUE-12] 8.1
- Demandes ou services rendus
- Tarif des droits, honoraires ou autres frais afférents, [QUE-12] 16.1
- Divulgaration de renseignements, [QUE-12] 15
- Documents, [QUE-12] 7
 - Authenticité, [QUE-12] 8(2), 9
 - Copie conforme, [QUE-12] 9
 - Signature, [QUE-12] 7–8
- Personnel, [QUE-12] 6
 - Devoirs, [QUE-12] 6
- Rapport sur l'application de la loi, [QUE-15] 126.0.6; [QUE-21] 41
- Rapport sur l'application de la loi, [QUE-21] 41
- Règlement, [QUE-12] 11
 - Entrée en vigueur, [QUE-12] 11
- Sous-ministre, [QUE-12] 2
 - Autorité, [QUE-12] 4
 - Devoirs, [QUE-12] 3
 - Fonctions, [QUE-12] 3

Ministre

- Définition, [QUE-16] 1
- Responsable de l'application de la Loi, [QUE-16] 336

Ministre (fédéral)

- Équité en matière d'emploi
 - Délégation, [CAN-4] 43
 - Rapport de l'employeur, [CAN-4] 18(10), 19(2), 20
- Responsabilité, [CAN-4] 42

Ministre de la Culture et des Communications, [QUE-17] 76

Ministre de la Défense nationale, [CAN-2] 247.5

Ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, voir aussi *Ministre de l'Enseignement supérieur,*

Index analytique

- Ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (*suite*)
de la Recherche, de la Science et de la Technologie
- Responsable de l'application de la Loi, [QUE-9] 38
- Ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport**
- Commission de la construction du Québec
 - • Conseil d'administration, [QUE-15] 3.2(5)
- Ministre de l'Emploi et de l'Immigration (fédéral)**
- Classification nationale des professions du Canada, [QUE-1] 3
- Ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, voir aussi Développement et reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre, Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre**
- Affectation de sommes portées au crédit du fonds général, [QUE-11] 68.2.1
 - Aide financière, [QUE-11] 5.1
 - Application de la Loi, [QUE-11] 139
 - • Entrée en vigueur, [QUE-11] 140
 - Communication des renseignements
 - • Entente avec la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 42.2, 182.1; [QUE-16] 174.1
 - Contrat en vue de la fixation du prix d'un bien ou service, [QUE-11] 13
 - Critères d'admissibilité à un programme, [QUE-11] 12
 - Délégation de pouvoirs, [QUE-11] 6, 7.1
 - Développement et reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre
 - • Application de la Loi, [QUE-5] 67
 - • Règlements, [QUE-5] 21.1.1
 - Directeur de l'état civil, [QUE-11] 57.1-57.3
 - • Nomination, [QUE-11] 57.1
 - Direction du Ministère, [QUE-11] 1
 - Éditeur officiel du Québec, [QUE-11] 57.3.1-57.3.5
 - Enquête, [QUE-11] 14
 - Entente, [QUE-11] 7, 7.1, 10
 - Fonctions, [QUE-11] 2-4
 - Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre, [QUE-5] 29
 - Frais pour l'utilisation d'un service offert par le Ministère, [QUE-11] 3.2
 - Guichet multiservice, [QUE-11] 2
 - Non-résident, [QUE-11] 11
 - Plan d'action en matière de main-d'œuvre et d'emploi, [QUE-11] 3.1
 - Pouvoirs, [QUE-11] 5, 5.0.1
 - Rapport d'activités, [QUE-11] 15
 - Renseignements personnels, [QUE-11] 8-9
 - Traitement des plaintes, [QUE-11] 57.4-57.8
 - • Rapport annuel de gestion du ministère, [QUE-11] 57.8
 - • Unité administrative distincte, [QUE-11] 57.5
 - • Vérification, [QUE-11] 57.6, 57.7
 - Tribunal administratif du Québec
 - • Représentation devant la section des affaires sociales, [QUE-10] 102
- Ministre de l'Emploi et du Développement social, [CAN-1] 28(1); [CAN-2] 70.1, 166, 212(2)**
- Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie**
- Développement et reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre
 - • Établissements reconnus, [QUE-5] 7
 - Sous-ministre
 - • Commission des partenaires du marché du travail, [QUE-11] 21
- Ministre de l'Environnement, [QUE-10] ann. III(5)**
- Ministre des Finances, [QUE-10] 98; [QUE-13] 169**
- Ministre responsable de l'Industrie et du Commerce**
- Application de la *Loi sur les syndicats professionnels*, [QUE-18] 31
- Ministre de la Justice**
- Charte des droits et libertés de la personne
 - • Ministre chargé de l'application, [C-2] 138
 - Cumul des indemnités
 - • Traitement des réclamations, [QUE-2] 449
 - *Loi sur la justice administrative*

Lois du travail 2024-2025

- Ministre de la Justice (suite)**
- Mise en œuvre, [QUE-10] 200
 - Rapport sur la mise en œuvre du délai de 180 jours, [QUE-10] 200.1
 - Responsabilité de l'application, [QUE-10] 199
 - Tribunal administratif du Québec
 - Vice-président de la suppléance
 - Désignation, [QUE-10] 63
- Ministre de la Justice (fédéral), [CAN-1] 48.3**
- Ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences, voir *Ministre de l'Emploi et du Développement social***
- Ministre du Revenu, [C-4] 2279; [QUE-4] 22; [QUE-5] 18; [QUE-10] 117; [QUE-15] 4**
- Déboursés et honoraires, [QUE-18] 27
 - Entente pour la communication des renseignements et des documents, [QUE-2] 315.5
 - Liquidateur d'office d'un syndicat professionnel, [QUE-18] 27
 - Pouvoirs, [QUE-18] 27
- Ministre de la Santé et des Services sociaux**
- Entente-type sur les soins et traitements, [QUE-2] 195
 - Programme de santé, [QUE-16] 107
 - Responsabilité, [QUE-16] 135
 - Unité de négociation dans le secteur des affaires sociales, [QUE-20] 95
- Ministre de la Sécurité du revenu**
- Salaire remboursé par la Commission de la construction du Québec, [QUE-15] 122(8)
- Ministre du Tourisme, [QUE-9] 13**
- Ministre du Travail (fédéral), voir aussi *Arrêté ministériel***
- Accord avec les provinces, [CAN-2] 120(1), (2)
 - Pouvoirs ou fonctions, [CAN-2] 120(3)
 - Avis, demande, requête ou rapport, [CAN-2] 111(a); [CAN-2.3] 2-4
 - Destinataire et expéditeur, [CAN-2] 111(a); [CAN-2.3] 3
 - Forme, [CAN-2] 111(b)
 - Preuve en justice, [CAN-2] 112(2)
 - Signification suffisante, [CAN-2.3] 4(1)
 - Transmission, [CAN-2] 111(a), (b); [CAN-2.3] 3, 4
 - Certificat
 - Authenticité, [CAN-2] 112(2)
 - Définition, [CAN-2] 2
 - Délégation d'attributions, [CAN-2] 140(1)
 - Assistance, [CAN-2] 142
 - Certificat, [CAN-2] 140(4)
 - Communication de renseignements, [CAN-2] 143.1
 - Entrave et fausse déclaration, [CAN-2] 143
 - Immunité, [CAN-2] 140(5)
 - Non-contraignabilité, [CAN-2] 144(1)
 - Enquête
 - Problèmes du travail, [CAN-2] 106
 - Entente avec une province, [CAN-2] 140(2)
 - Assistance, [CAN-2] 142
 - Certificat, [CAN-2] 140(4)
 - Communication de renseignements, [CAN-2] 143.1
 - Entrave et fausse déclaration, [CAN-2] 143
 - Exception, [CAN-2] 140(3)
 - Immunité, [CAN-2] 140(5)
 - Non-contraignabilité, [CAN-2] 144(1)
 - Nomination d'un arbitre, [CAN-2] 57(2)b)-(5)
 - Enquête, [CAN-2] 57(2)b), (5)
 - Forme et contenu de la demande, [CAN-2] 111(i)
 - Renseignements supplémentaires, [CAN-2] 111(i)
 - Nomination d'une commission d'enquête, [CAN-2] 108(1), (2)
 - Notification du différend, [CAN-2] 71
 - Forme et contenu de l'avis, [CAN-2] 111(e)
 - Options du ministre, [CAN-2] 72(1)
 - Options en cas d'échec du conciliateur, [CAN-2] 74
 - Délai, [CAN-2] 74
 - Remise de l'avis de négociation, [CAN-2] 75(1)
 - Options en matière de conciliation, [CAN-2] 72(1)
 - Délai, [CAN-2] 72(1)
 - Remise de l'avis de négociation, [CAN-2] 73(1)
 - Pouvoirs supplémentaires, [CAN-2] 107

Index analytique

- Ministre du Travail (fédéral) (*suite*)
- Questions liées aux relations industrielles, [CAN-2] 104.1
 - Rapport annuel, [CAN-2] 121(2)
 - • Délai et dépôt, [CAN-2] 121(2)
 - Santé et sécurité au travail
 - • Comité spécial, [CAN-2] 138(1)
 - • Programme de santé et de sécurité au travail, [CAN-2] 138(6)
 - • Publication de renseignements, [CAN-2] 138(5)
 - • Recherche, [CAN-2] 138(4)
 - • Rémunération et frais, [CAN-2] 138(1.1)
- Ministre du Travail (Québec)**
- Administration et direction du Ministère, [QUE-12] 1
 - Application des lois, [QUE-2] 590; [QUE-7] 17.2; [QUE-13] 170; [QUE-15] 126.1; [QUE-19] 277
 - Comité paritaire
 - • Administration provisoire, [QUE-4] 26.2
 - • Vérification et enquête, [QUE-4] 25.1
 - Comité sur les avantages sociaux de l'industrie de la construction, [QUE-15] 16
 - Commission de la construction du Québec
 - • Conseil d'administration, [QUE-15] 3.2(3)
 - • Rapport annuel, [QUE-15] 9
 - Conciliateur (construction), [QUE-15] 43, 43.1
 - Décret de convention collective
 - • Décision, [QUE-4] 6, 6.3
 - Définition, [QUE-3] 1(j); [QUE-4] 1(h); [QUE-13] 1(8)
 - Demande au comité paritaire, [QUE-8] 43
 - Devoirs, [QUE-12] 14
 - Enquête, [QUE-12] 14
 - Établissement et maintien de bonnes relations de travail, [QUE-12] 13
 - • Rapport au ministre, [QUE-12] 16
 - Fonctions et pouvoirs, [QUE-12] 13, 14
 - Formation et qualification professionnelles
 - • Délégation de pouvoirs, [QUE-8] 45.1
 - • Demande de collaboration, [QUE-8] 43
 - Formation professionnelle (construction), [QUE-15] 85.2, 85.3
 - *Loi sur l'équité salariale*
 - • Application, [QUE-6] 133
 - Nomination d'un arbitre de différend, [QUE-3] 77, 98
 - • Liste des arbitres, [QUE-3] 77, 98
 - Nomination d'un médiateur aux policiers et aux pompiers, [QUE-3] 94; [QUE-14] 5
 - Nomination d'un médiateur (construction), [QUE-15] 43.4, 43.5
 - Propositions au gouvernement, [QUE-12] 11
 - Rapport à l'Assemblée nationale, [QUE-12] 16; [QUE-19] 276
 - Reconnaissance d'une association d'artistes, [QUE-17] 26.1, 29, 31-33, 34, 35
 - Unité de négociation dans le secteur des affaires sociales
 - • Stipulations négociées et agréées à l'échelle locale ou régionale et ententes
 - • • Avis au ministre de la Santé et des Services sociaux, [QUE-20] 38, 45
- Minorité**
- Langue d'instruction, [C-1] 23
- Minorité ethnique, voir aussi Origine ethnique ou nationale**
- Vie culturelle, [C-2] 43
- Minorité visible, voir aussi Accès à l'égalité en emploi**
- Définition, [CAN-4] 3
- Mise en demeure, [QUE-13] 111, 120**
- Mise en disponibilité, [QUE-16] 28**
- Mise à pied, voir aussi Avis de cessation d'emploi ou de mise à pied, Licenciement**
- Assimilation à un licenciement, [CAN-2] 212(4), 230(3)
 - Discrimination interdite, [C-2] 16, 134(1)
 - Distinction avec le licenciement, [CAN-2.2] 30
 - Illégalité, [C-3] 45; [CAN-2] 94(3)a), 209.3, 238, 239, 239.1(1)
 - Mise à pied saisonnière, [QUE-13] 82
 - Référence de main-d'œuvre, [QUE-15] 107.11
- Mise à la retraite, voir aussi Âge de la retraite, Normes du travail, Plainte du salarié**
- Interdiction, [QUE-13] 122.1
 - Maintien au travail, [QUE-13] 84.1
- Mobilité de la main-d'œuvre**
- Convention collective (construction)
 - • Arbitrage de griefs, [QUE-15] 62

Lois du travail 2024-2025

Mobilité de la main-d'œuvre (*suite*)

- • • Plainte relative à la référence, à l'embauche ou à la mobilité de la main-d'œuvre, [QUE-15] 78
- Industrie de la construction
- • Entente intergouvernementale, [QUE-15] 4, 123, 123.1

Mohawks de Kahnawake

- Régime particulier, [QUE-2] 24.1-24.6
- • Assentiment préalable (règlement), [QUE-2] 24.3
- • Dépôt d'une entente (délai), [QUE-2] 24.4
- • Dispositions applicables d'une entente, [QUE-2] 24.2
- • Entente administrative entre le Conseil Mohawk de Kahnawake et la Commission, [QUE-2] 24.6
- • Entente avec le gouvernement, [QUE-2] 24.1
- • Étude de l'entente et du règlement, [QUE-2] 24.4
- • Mesures nécessaires à l'application (règlement), [QUE-2] 24.3
- • Publication d'une entente, [QUE-2] 24.5
- • Régime de Kahnawake (normes semblables), [QUE-2] 24.1

Montréal (ville)

- Établissements commerciaux
- • Périodes légales d'admission, [QUE-9] 4.2

Monture de lunettes, [QUE-2] 113, voir aussi *Lésion professionnelle*

Mort, voir *Décès*

Multiculturalisme, [C-1] 27

Municipalité, voir aussi *Service municipal de sécurité incendie*

- Accès à l'égalité en emploi
- • Application de la Loi, [QUE-1] 2(2)
- Communication de renseignements faite de bonne foi
- • Sanction interdite, [QUE-13] 122(15)
- Convention collective
- • Application du *Code du travail*, [QUE-14] 48
- • Détermination des conditions de travail, [QUE-14] 1
- • Arbitrage, [QUE-14] 44-47
- • • Dispositions transitoires, [QUE-14] 55

- • • Effet de la demande, [QUE-14] 49
- • • Rémunération de l'arbitre, [QUE-14] 57
- • Conciliateur, [QUE-14] 56
- • Durée, [QUE-14] 50
- • Mandataire spécial, [QUE-14] 40-44
- • Médiation, [QUE-14] 38, 39
- • Ministre responsable, [QUE-14] 58
- Policier et pompier
- • Conseil de règlement des différends, [QUE-14] 9-36
- • • Comparution des témoins, [QUE-14] 21-23
- • • Constitution du conseil, [QUE-14] 10-12
- • • Décision, [QUE-14] 14-17, 25, 29-33
- • • Décision intérimaire, [QUE-14] 27
- • • Délai, [QUE-14] 18, 28
- • • Frais, [QUE-14] 34
- • • Immunité, [QUE-14] 35, 36
- • • Pouvoirs, [QUE-14] 20
- • • Procédure, [QUE-14] 18, 19
- • Grève interdite, [QUE-3] 105
- • Médiateur, [QUE-3] 94; [QUE-14] 5
- • • Rapport, [QUE-14] 7-9, 13, 14
- • Médiation, [QUE-14] 4-8
- Secteur municipal, [QUE-14] 2
- Service public, [QUE-3] 111.0.16
- Travaux de construction non régis par la Loi, [QUE-15] 19 al. 1(3)

Mutation

- Discrimination interdite, [C-2] 16, 134(1)
- Interdiction relative à l'employeur, [CAN-2] 94(3)a)

N

Naissance, voir *Congé parental*

Navire

- Céréaliier en grève et lock-out (fédéral), [CAN-2] 87.7
- Comité local de santé et de sécurité, [CAN-2] 135(2)
- Droit de refus, [CAN-2] 127(2)a), 128(3), (4)
- En service, [CAN-2] 128(5)

Négligence, [QUE-2] 27; [QUE-3] 47.2, 47.5

Négligence criminelle

- Définition, [CAN-3] 219(1)

Index analytique

- Négligence criminelle (*suite*)
- Définition de « devoir », [CAN-3] 219(2)
- Négociation collective**, voir aussi *Artiste des arts visuels, du cinéma, du disque, de la littérature, des métiers d'art et de la scène, Avis de négociation, Secteurs public et parapublic*
- Conciliateur, [QUE-3] 54, 55
 - Conciliation, [CAN-2] 71–79
 - Début, [QUE-3] 53
 - Droit de négociation, [CAN-2] 36(1)a)
 - Interdiction, [CAN-2] 42(b)
 - Mauvaise foi de l'employeur, [QUE-3] 141
 - Obligations
 - Négociateur avec diligence et bonne foi, [QUE-3] 53; [CAN-2] 50(a)i)
 - Négociateur collectivement, [CAN-2] 48–50
 - Ne pas modifier les conditions de travail, [CAN-2] 50(b)
 - Pratique déloyale de l'employeur, [CAN-2] 94(3)g)
 - Première convention collective, [QUE-3] 93.1–93.9
 - Refus de négocier, [QUE-3] 53.1
 - Requête pour suspendre les négociations, [QUE-3.2] 32
 - Audition des parties, [QUE-3.2] 34
 - Contestation, [QUE-3.2] 33
 - Convocation des parties, [QUE-3.2] 34
 - Modification, [QUE-3.2] 38
- Négociation collective (construction)**
- Application de la convention collective, [QUE-15] 46
 - Arbitrage de différend, [QUE-15] 45
 - Matières concernées, [QUE-15] 45.1
 - Sentence, [QUE-15] 45.2, 45.3
 - Avis écrit, [QUE-15] 42, 112
 - Conciliateur, [QUE-15] 43, 43.1
 - Rapport, [QUE-15] 43.3
 - Réunion, [QUE-15] 43.2
 - Début, [QUE-15] 42, 112
 - Entente tenant lieu de convention, [QUE-15] 44, 44.2
 - Entente sectorielle, [QUE-15] 44.1
 - Représentativité des associations sectorielles d'employeurs, [QUE-15] 44.3
 - Grève ou lock-out, [QUE-15] 45.4, 113
 - Médiateur, [QUE-15] 43.4
 - Entente de principe, [QUE-15] 43.7
 - Période, [QUE-15] 43.5
 - Rapport, [QUE-15] 43.7, 45.1
 - Réunion, [QUE-15] 43.6
 - Séance, [QUE-15] 42.1
- Norme professionnelle**, voir *Développement et reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre*
- Normes du travail (fédéral)**
- Accident et maladie professionnel, [CAN-2] 239.1
 - Apprentissage, [CAN-2.2] 11
 - Avis relatif aux normes minimales, [CAN-2.2] 25(2), ann. II
 - Canadien Pacifique limitée, [CAN-2.2] ann. I
 - Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, [CAN-2.2] ann. I
 - Congé annuel, [CAN-2] 183-190; [CAN-2.2] 12-14
 - Congé de décès, [CAN-2] 210
 - Congé de maladie, [CAN-2] 239
 - Congé de maternité, [CAN-2] 206
 - Congé de soignant, [CAN-2] 206.3
 - Congé en cas de décès ou de disparition d'un enfant, [CAN-2] 206.5
 - Congé en cas de maladie grave d'une personne proche, [CAN-2] 206.4
 - Congé lié à la Covid-19, [CAN-2] 239.01
 - Congé parental, [CAN-2] 206.1, 206.2
 - Congé personnel, [CAN-2] 206.6
 - Congé pour fonctions judiciaires, [CAN-2] 206.9
 - Congé pour les victimes de violence familiale, [CAN-2] 206.7
 - Congé pour pratiques autochtones traditionnelles, [CAN-2] 206.8
 - Définitions, [CAN-2.2] 2
 - Dispositions prépondérantes, [CAN-2] 168(1)
 - Employé de moins de 18 ans, [CAN-2] 179
 - Employé introuvable (rémunération), [CAN-2.2] 23
 - Employés exclus, [QUE-13] 77; [CAN-2] 167(2)–(3), 168(1.1)
 - Entreprises et personnes visées, [CAN-2] 167(1)–(1.2)
 - Indemnité de présence, [CAN-2.2] 11.1
 - Jour férié, [CAN-2.2] 15, 16
 - Profession exclue, [CAN-2.2] 3

Lois du travail 2024-2025

Normes du travail (fédéral) (*suite*)

- Régime d'invalidité longue durée, [CAN-2] 239.2
- Sanction administrative pécuniaire, [CAN-2] 270(1)a), 273; [CAN-2.6] 2, ann. 2
- Sauvegarde des dispositions plus favorables, [CAN-2] 168(1)
- Taux horaire de salaire, [CAN-2.2] 20
- Travail au service de plusieurs employeurs, [CAN-2.2] 19
- Via Rail Canada inc., [CAN-2.2] ann. I

Normes du travail (Québec), voir aussi *Comité consultatif sur les normes du travail, Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, Congédiement, Infraction et peine, Plainte du salarié, Travail des enfants, Tribunal administratif du travail*

- Absence et congé pour proche aidant, [QUE-13] 79.7
- Absence et congé pour raisons familiales ou parentales, [QUE-13] 79.7–79.8
- Absence pour cause de maladie, de don d'organes ou de tissus à des fins de greffe, d'accident ou d'acte criminel, [QUE-13] 79.1–79.6
- Affichage, [QUE-13] 87
- Aliénation de l'entreprise, [QUE-13] 96, 97
- Application de la Loi, [QUE-13] 2, 147, 158
- Avis de cessation d'emploi ou de mise à pied, [QUE-13] 82–83.2
- Certificat de travail, [QUE-13] 84
- Changement au mode d'exploitation de l'entreprise, [QUE-13] 86.1
- Conditions de travail plus avantageuses, [QUE-13] 94
- Congé annuel, [QUE-13] 66–77
- Congé pour événements familiaux, [QUE-13] 80–81.17
- Cotisation, [QUE-13] 39.0.3
- Disparités de traitement, [QUE-13] 87.1–87.3
- Disposition nulle, [QUE-13] 93
- Dispositions d'ordre public, [QUE-13] 93
- Dispositions transitoires, [QUE-13] 149–157
- Document d'information, [QUE-13] 87
- Affichage, [QUE-13] 87
- Durée du travail, [QUE-13] 52–58

- Emploi de jeunes de moins de 16 ans, [QUE-13] 89.1
- Employés exclus, [QUE-13] 77
- Formation, [QUE-13] 39(18)
- Fourniture de matériel, d'équipement, de matières premières ou de marchandises, [QUE-13] 85.1
- Harcèlement psychologique, [QUE-13] 81.18–81.20
- Recours du salarié, [QUE-13] 123.6–123.16
- Information, [QUE-13] 39(18), 87
- Jour férié et chômé, [QUE-13] 59.1–65
- Maintien au travail, [QUE-13] 97
- Ministre responsable, [QUE-13] 170
- Période de repos, [QUE-13] 78, 79
- Prise d'effet, [QUE-13] 170.1
- Règlement du gouvernement, [QUE-13] 88–91
- Remboursement de frais, [QUE-13] 85.2
- Retraite, [QUE-13] 84.1
- Salaire, [QUE-13] 40–51.1
- Salarié qui assume la garde ou prend soin d'une autre personne, [QUE-13] 158.3
- Sensibilisation, [QUE-13] 39(18)
- Solidarité, [QUE-13] 95
- Sous-traitance, [QUE-13] 95
- Système d'enregistrement ou registre, [QUE-13.4]
- Travail des enfants, [QUE-13] 84.2–84.7, 89.1; [QUE-13.2] 35.0.3–35.2
- Vêtement, [QUE-13] 85

Notaire, [CAN-2.2] 3

Nouveau-Brunswick, voir *Langue officielle*

Nunavut, [CAN-1] 37(1)d), 63, 66(1), (4); [CAN-2] 123(1), 167(1)

O

Occupation

- Définition, [QUE-15] 1(p.1)

Œuvres d'art

- Vente
- Heures d'ouverture, [QUE-9] 8(1)

Office des ressources humaines, voir *Fonction publique*

Officier d'une personne morale, voir *Administrateur, Personne morale*

Index analytique

Offre d'emploi

- Langue française, [C-3] 41, 42

Offre de promotion

- Langue française, [C-3] 41, 42

Ordonnance de mise en liquidation, voir *Faillite*

Ordonnance de protection, [C-5] 509

Ordre professionnel

- Discrimination interdite, [C-2] 17, 134(1)
- Stagiaire
- Obligation envers le stagiaire, [QUE-21] 4
 - • • Accommodement pour absence selon les normes du travail, [QUE-21] 4
 - • • Information des droits, [QUE-21] 5
 - • • Obtention d'un permis, [QUE-21] 4
 - • • Prévention du harcèlement psychologique et protection, [QUE-21] 19
 - • • Réussite des études ou de la formation, [QUE-21] 4
- Pratique interdite, [QUE-21] 20

Ordre professionnel des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec, [QUE-20] 5

Ordre public, [QUE-10] 131, 173; [QUE-21] 6

- Respect, [C-2] 9.1

Organisation patronale

- Définition, [CAN-1] 25; [CAN-2] 3(1)
- Désignation comme employeur, [CAN-2] 33(1)
- Assujettissement à la convention, [CAN-2] 33(2)
- Retrait de l'organisation, [CAN-2] 33(3)
- États financiers, [CAN-2] 110
- Communication, [CAN-2] 110(1)
- Contenu, [CAN-2] 110(2)
- Ordonnance du Conseil canadien des relations industrielles, [CAN-2] 110(3)–110(4)
- Plainte d'un adhérent, [CAN-2] 110(3)
- Pratique déloyale du syndicat, [CAN-2] 95(c)

Organisation syndicale, voir aussi *Syndicat*

- Définition, [CAN-1] 25; [CAN-5] 3

Organisme de bienfaisance

- Cotisation de l'employeur

- • Employeur non assujetti, [QUE-13] 39.0.1

- Travaux bénévoles de construction, [QUE-15.2] 2(2), 4(3)

Organisme de bienfaisance enregistré, voir aussi *Cotisation syndicale*

- Choix par l'employé et le syndicat, [CAN-2] 70(2)
- Définition, [CAN-2] 70(4)b
- Désignation par le Conseil canadien des relations industrielles, [CAN-2] 70(3)

Organisme municipal responsable de l'évaluation

- Demande de révision
- Transmission au Tribunal administratif du Québec, [QUE-10] 114

Organisme public

- Accès à l'égalité en emploi
- Analyse des effectifs, [QUE-1] 3, 4
- Assujettissement à la Loi, [QUE-1] 2(1), 33
- Équité salariale, [QUE-6] 3 al. 2(2)
- Programme d'accès à l'égalité en emploi
- Coût lié à la formation du personnel, [QUE-1] 25
- Effet de la modification de la structure juridique d'un organisme, [QUE-1] 19, 26
- Entente de modification, report ou annulation, [QUE-1] 19
- Maintien de l'égalité, [QUE-1] 21
- Mesures à prendre pour atteindre les objectifs, [QUE-1] 20
- Programme distinct, [QUE-1] 11
- Rapport sur l'implantation, [QUE-1] 20
- Sous-représentation d'un groupe dans un type d'emploi, [QUE-1] 9
- Transmission à la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, [QUE-1] 10

Orientation sexuelle, [CAN-1] 2

- Discrimination interdite, [C-2] 10, 134(1); [CAN-1] 3(1)

Origine ethnique ou nationale, [CAN-1] 2, voir aussi *Minorité ethnique*

- Discrimination interdite, [C-1] 15(1); [C-2] 10; [CAN-1] 3(1)
- Infraction, [C-2] 134(1)

Orthèse, voir *Prothèse ou orthèse*

Outils, [QUE-13] 86

Outrage au tribunal

- Amende, [C-2] 131; [QUE-3] 19.1, 111.20
- Avec ou sans emprisonnement, [QUE-3] 111.20
- Injonction, [C-5] 515

P

Paie, voir *Salaires*

Paie de vacances, voir *Congé annuel*

Paiement de l'indu, voir *Recouvrement des prestations*

Parc à résidus miniers

- Loi non applicable, [QUE-15] 19 al. 1(4)

Parlement, voir aussi *Gouvernement du Canada*

- Application de la Charte, [C-1] 32(1)a
- Dérogation à la Charte, [C-1] 33(1)
- Déclaration expresse, [C-1] 33(1), 33(4)
- Durée de validité, [C-1] 33(3), 33(5)
- Effet, [C-1] 33(2)
- Langue officielle
- Documents, [C-1] 18(1)
- Travaux et débats, [C-1] 17(1)
- Séance, [C-1] 5

Partage des compétences, [C-1] 31

Partie

- Définition, [QUE-3.2] 1; [CAN-2] 3(1)

Partie intéressée

- Définition, [QUE-3] 20.4

Patrimoine culturel, [C-1] 27

Pêche

- Pêcheur entrepreneur dépendant, [CAN-2] 3(b)
- Salariné non assujéti à la semaine normale de travail, [QUE-13] 54(6)

Peine, voir *Infraction et peine*

Pénalité, voir *Infraction et peine*

Pensée

- Liberté, [C-1] 2(b)

Pension

- Pratique déloyale de l'employeur, [CAN-2] 94(3)d)

Percepteur, [QUE-9] 27

Période de probation

- Discrimination interdite, [C-2] 16, 134(1)

Période de repos, voir *Repos*

Permis

- Décision gouvernementale, [QUE-10] 5
- Référence de main-d'œuvre, [QUE-15] 107.1–107.11

Permis d'accès à un campement minier, voir *Entreprise minière*

Permis d'agence de placement ou de recrutement

- Attestation, [QUE-13] 92.7.1; [QUE-13.1] 8, 40
- Agence de revenu du Québec, [QUE-13] 92.7.1, 92.7.2
- Demande, [QUE-13] 92.7.1
- Validité, [QUE-13] 92.7.1
- Catégorie, [QUE-13] 92.7
- Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-13] 92.5; [QUE-13.1] 5, 6, 9, 10-14, 20, 21, 26-28, 30, 32, 34, 36-44
- Liste des titulaires, [QUE-13] 92.6; [QUE-13.1] 43
- Délivrance, [QUE-13] 92.5; [QUE-13.1] 4-14, 46, 47
- Avis à l'entreprise cliente, [QUE-13.1] 46, 47
- Cautionnement, [QUE-13.1] 10, 27-39
- Condition, [QUE-13] 92.7; [QUE-13.1] 4, 10
- Attestation de l'Agence du revenu, [QUE-13] 92.7.1, 92.7.2; [QUE-13.1] 8
- Date, [QUE-13.1] 14
- Demande, [QUE-13.1] 5
- Contenu, [QUE-13.1] 7
- Document à fournir, [QUE-13.1] 8, 9
- Formulaire, [QUE-13.1] 5
- Personne morale, [QUE-13.1] 6
- Demande suite à un refus, [QUE-13.1] 12
- Refus, [QUE-13.1] 11-13, 47
- Avis à l'entreprise cliente, [QUE-13.1] 47
- Avis préalable, [QUE-13.1] 13
- Décision motivée, [QUE-13.1] 13
- Délai, [QUE-13.1] 13
- Effet, [QUE-13.1] 47

Index analytique

Permis d'agence de placement ou de recrutement (*suite*)

- Motif, [QUE-13.1] 11
- Présentation d'observation, [QUE-13.1] 13
- Droits exigibles, [QUE-13.1] 19
- Indexation, [QUE-13.1] 20
- Durée de validité, [QUE-13.1] 14
- Fin d'activités
- Avis, [QUE-13.1] 26
- Infraction et peine, [QUE-13] 140.1
- Maintien
- Condition, [QUE-13] 92.7; [QUE-13.1] 4, 40
- Attestation de l'Agence du revenu, [QUE-13] 92.7.1, 92.7.2
- Demande suite à une suspension ou révocation, [QUE-13.1] 12
- Suspension ou révocation, [QUE-13] 92.7; [QUE-13.1] 40-45
- Avis à l'entreprise cliente, [QUE-13.1] 41
- Avis préalable, [QUE-13.1] 41
- Contestation au Tribunal administratif du travail, [QUE-13] 92.8
- Décision motivée, [QUE-13.1] 41
- Délai, [QUE-13.1] 41
- Effet, [QUE-13.1] 45
- Levée de la suspension, [QUE-13.1] 42
- Présentation d'observation, [QUE-13.1] 41
- Remise de permis, [QUE-13.1] 44
- Obligation, [QUE-13] 92.5; [QUE-13.1] 21-26, 48
- Protection des droits des salariés, [QUE-13] 92.7; [QUE-13.1] 49
- Règlement du gouvernement, [QUE-13] 92.7
- Transfert, [QUE-13.1] 14

Permis d'alcool, [QUE-9] 36

Permis de conduire

- Recours portant sur la décision de suspendre un permis ou le droit d'en obtenir un
- Recours instruit ou jugé d'urgence, [QUE-10] 119(7)

Perquisition abusive, [C-1] 8; [C-2] 24.1

Personnalité juridique, [C-2] 1

Personne à charge, voir aussi *Indemnité de décès*

- Définition, [QUE-2] 2

Personne à son compte, voir *Travailleur autonome*

Personne âgée

- Protection, [C-2] 48, 134(1)

Personne atteinte d'une déficience, voir *Déficience mentale ou physique*

Personne considérée à l'emploi d'une autorité responsable

- Application, [QUE-2] 12-12.0.1

Personne considérée à l'emploi d'un Fonds de soutien à la réinsertion sociale

- Application, [QUE-2] 12.1

Personne considérée à l'emploi du gouvernement

- Application, [QUE-2] 11-12, 16
- Immunité de son employeur, [QUE-2] 440
- Indemnité de remplacement du revenu, [QUE-2] 77, 78, 80, 81
- Restriction au droit au retour au travail, [QUE-2] 12

Personne en situation d'autorité

- Situation d'autorité à l'égard d'un employé
- Communication des renseignements relatifs à une infraction à la loi
- Menace et représailles, [CAN-3] 425.1

Personne graciée, voir *État de personne graciée*

Personne handicapée, [QUE-1] 1, 33.1, voir aussi *Accès à l'égalité en emploi*, *Déficience mentale ou physique*, *Équité en matière d'emploi (provincial)*, *Équité salariale*

- Définition, [CAN-4] 3
- Programme d'accès à l'égalité en emploi
- Programme réputé non discriminatoire, [C-2] 86
- Protection, [C-2] 48, 134(1)
- Travailleur, [QUE-2] 329

Personne incarcérée

- Immunité de son employeur, [QUE-2] 440
- Indemnité de décès, [QUE-2] 81.1
- Indemnité de remplacement du revenu, [QUE-2] 77, 78, 81.1
- Travail rémunéré, [QUE-2] 12.1

Personne morale

- Administrateur et dirigeant
- Droits, [QUE-16] 11
- Obligations, [QUE-16] 7, 8
- Omission de payer une cotisation à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail
- Responsabilité solidaire, [QUE-2] 323.2–323.5
- Responsabilité civile, [CAN-2] 251.18
- Statut de non-salarié, [QUE-3] 1(1) 2°
- Statut de non-travailleur, [QUE-16] 1
- Application de la Loi, [CAN-2] 123(1)b, 167(1)d)
- Association sectorielle, [QUE-16] 99.1
- Comité paritaire, [QUE-4] 22
- Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 18; [QUE-16] 138
- Infraction et peine, [C-2] 135; [QUE-8] 47; [QUE-13] 142
- Responsabilité des administrateurs, [CAN-2] 149(1), 251.18
- Sanction administrative pécuniaire, [CAN-2] 274
- Société par actions, [C-4] 2188
- Syndicat professionnel, [QUE-18] 1(6), 8
- Conditions d'admission, [QUE-18] 8
- Travaux de construction
- Représentant, [QUE-15] 19.1

Personne physique

- Travaux bénévoles de construction, [QUE-15.2] 2(1), 4(1)

Peuples autochtones, voir Autochtones

Pharmacien, [QUE-9] 7

Piquetage

- Interdiction par décret de convention collective, [QUE-4] 37

Placement

- Définition, [CAN-2] 69(1)

Plainte concernant les normes du travail

- Absence de fondement, [CAN-2] 251.1(2), (3), (4)
- Révision, [CAN-2] 251.101
- Aide au règlement, [CAN-2] 251.03
- Appel au Conseil canadien des relations industrielles, [CAN-2] 251.11–251.12
- Avis au chef, [CAN-2] 251.111(1)

- Caractère définitif des ordonnances, [CAN-2] 251.12(3)
- Consignation du montant visé, [CAN-2] 251.11(3), (4)
- Décision, [CAN-2] 251.12(1), (2), (6)
- Délai, [CAN-2] 251.11(1)
- Document, [CAN-2] 251.111
- Exposé des moyens, [CAN-2] 251.11(2)
- Garantie, [CAN-2] 251.11(3.1)
- Restitution, [CAN-2] 251.132
- Observation et preuve par le chef, [CAN-2] 251.111(5)
- Question de droit ou de compétence, [CAN-2] 251.11(1.2)
- Recours extraordinaire, [CAN-2] 251.12(4)
- Rémunération de l'employé témoin, [CAN-2] 251.12(5); [CAN-2.2] 18.1
- Restriction, [CAN-2] 251.11(1)–(1.2)
- Avis de poursuivre la plainte, [CAN-2] 251.05(1.1)
- Conformité volontaire, [CAN-2] 251.1(2.1)–(4)
- Révision, [CAN-2] 251.101
- Délai, [CAN-2] 251.01(2)
- Prorogation par le chef, [CAN-2] 251.01(3); [CAN-2.2] 29.3
- Dépôt au chef, [CAN-2] 251.01
- Entente sur la somme due, [CAN-2] 251.04
- Consentement à poursuite, [CAN-2] 251.04(3)
- Remise à l'employé ou au chef, [CAN-2] 251.04(1), (2)
- Exclusions
- Assouplissement des conditions de travail, [CAN-2] 251.01(4.1)
- Désaccord assujéti à une convention collective, [CAN-2] 251.01(5)
- Plainte sur les mêmes faits, [CAN-2] 251.01(3.1), (4)
- Ordre de conformité, [CAN-2] 251.06
- Restriction, [CAN-2] 251.06(2)
- Révision, [CAN-2] 251.101
- Signification, [CAN-2] 251.06(3), (4); [CAN-2.2] 35
- Ordre de paiement, [CAN-2] 251.1
- Débiteur, [CAN-2] 251.13(1), (1.1)
- Assimilation, [CAN-2] 251.13(2)
- Dépôt à la Cour fédérale, [CAN-2] 251.15

Index analytique

Plainte concernant les normes du travail (*suite*)

- Caractère exécutoire, [CAN-2] 251.15(3)
- Restriction, [CAN-2] 251.15(1.1)
- Frais administratifs, [CAN-2] 251.131
- Restriction, [CAN-2] 251.1(1.1)
- Révision, [CAN-2] 251.101
- Signification, [CAN-2] 251.1(3), (4); [CAN-2.2] 35
- Rejet, [CAN-2] 251.05
- Avis, [CAN-2] 251.05(2)
- Remise des sommes
- Chef, [CAN-2] 251.04(1), (2), 251.101(2), 251.11(3), 251.13(1)
- Registre, [CAN-2] 251.14(3)
- Crédit du receveur général, [CAN-2] 251.14(1)
- Ordonnance du conseil, [CAN-2] 251.1(1)d), (6)
- Versement au Trésor, [CAN-2] 251.14(2)
- Révision demandé par l'employé, [CAN-2] 251.05(3)
- Avis, [CAN-2] 251.05(5)
- Caractère définitif, [CAN-2] 251.05(6)
- Décision du chef, [CAN-2] 251.05(4)
- Délai, [CAN-2] 251.05(3)
- Révision demandé par l'employeur, [CAN-2] 251.101(1)
- Avis, [CAN-2] 251.05(5)
- Caractère définitif, [CAN-2] 251.101(6)
- Consignation de la somme visée, [CAN-2] 251.101(2)
- Décision du chef, [CAN-2] 251.101(3)
- Signification, [CAN-2] 251.101(4), (5); [CAN-2.2] 35
- Délai, [CAN-2] 251.101(1)
- Garantie, [CAN-2] 251.101(2.1)
- Restitution, [CAN-2] 251.132
- Traitement comme une demande d'appel, [CAN-2] 251.101(7)
- Suspension de l'examen, [CAN-2] 251.02
- Avis, [CAN-2] 251.02(2)
- Délai, [CAN-2] 251.02(2), (3)
- Fin, [CAN-2] 251.02(4)
- Mesures à prendre, [CAN-2] 251.02(1), (2)a)

Plainte contre un membre du Tribunal administratif du Québec

- Comité d'enquête
- Audition, [QUE-10] 190
- Conclusion, [QUE-10] 191
- Constitution, [QUE-10] 186
- Consultation, [QUE-10] 189
- Immunité, [QUE-10] 188
- Membre, [QUE-10] 186
- Mission, [QUE-10] 186
- Président, [QUE-10] 187
- Rapport, [QUE-10] 190, 191
- Recommandation, [QUE-10] 190, 192
- Séance, [QUE-10] 187
- Compétence, [QUE-10] 182
- Destitution du membre, [QUE-10] 53, 190, 192
- Exposé des motifs, [QUE-10] 183
- Objet, [QUE-10] 182
- Plainte par le ministre, [QUE-10] 184.2
- Plainte par un membre, [QUE-10] 184
- Contre l'un des présidents membres du Conseil, [QUE-10] 184, 186
- Copie au membre, [QUE-10] 184.1
- Recevabilité, [QUE-10] 186
- Comité chargé d'examiner la recevabilité des plaintes, [QUE-10] 184.2, 184.3, 185
- Rejet, [QUE-10] 185
- Réprimande, [QUE-10] 190, 192
- Suspension du membre, [QUE-10] 189, 192

Plainte de discrimination, voir *Plainte devant la Commission des droits de la personne, Plainte devant la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, Plainte du salarié*

Plainte découlant de mesures disciplinaires

- Condition préalable, [CAN-2] 133(3)
- Conseil canadien des relations industrielles, [CAN-2] 133(1)
- Fonctions et pouvoirs, [CAN-2] 133(5)
- Délai, [CAN-2] 133(2)
- Exclusion de l'arbitrage, [CAN-2] 133(4)
- Fardeau de la preuve, [CAN-2] 133(6)
- Ordonnance, [CAN-2] 134(1)
- Caractère exécutoire, [CAN-2] 134(2)
- Enregistrement, [CAN-2] 134(3)
- Restriction, [CAN-2] 133(3)

Plainte devant la Commission canadienne des droits de la personne

- Actes discriminatoires, [CAN-1] 4, 27(1)
- Allégations multiples, [CAN-1] 40(4.1), (4.2)
- Caisse ou régime de pensions, [CAN-1] 20–22, 40(7)
- Compétence de la Commission, [CAN-1] 40(4.1)–(6), 40.2, 41
- Conciliation
 - Application, [CAN-1] 47(1)
 - Charge incompatible, [CAN-1] 47(2)
 - Renseignements confidentiels, [CAN-1] 47(3)
 - Rôle du conciliateur, [CAN-1] 47(1)
- Condition de recevabilité, [CAN-1] 40(2)
- Consentement préalable de la victime, [CAN-1] 40(2)
- Décision de la Commission, [CAN-1] 42, 44(4), 45(3), 46(2)b)
- Définitions, [CAN-1] 39, 40.1, 41(3), 45(1)
- Dépôt, [CAN-1] 40(1)
- Dépôt conjoint, [CAN-1] 40(4)
- Enquête, [CAN-1] 43–46, 60(1)c)
- Exclusion, [CAN-1] 40(7), 40.1(2)
- Forme, [CAN-1] 40(1)
- Inégalité des salaires, [CAN-2] 182(2)
- Initiative de la Commission, [CAN-1] 40(3), (3.1)
- Instruction des plaintes, [CAN-1] 44(3)a), 49–59
- Irrecevabilité, [CAN-1] 42
- Jonction des plaintes, [CAN-1] 40(4)
- Motifs d'irrecevabilité, [CAN-1] 41(1)
- Normes d'accès aux services, installations ou locaux (personnes atteintes d'une déficience), [CAN-1] 24(2)
- Plaignant, [CAN-1] 40(1)
- Procédure, [CAN-1] 37(1)d)
- Programme d'adaptation des services, installations, locaux, activités ou matériel (personnes atteintes d'une déficience), [CAN-1] 17(3), 18(2)
- Rapport de l'Office de surveillance, [CAN-1] 45(4), 46(1)
- Refus d'examen, [CAN-1] 41(2)
- Régime ou fonds d'assurance, [CAN-1] 20–22

- Règlement, [CAN-1] 48
- Rejet, [CAN-1] 44(3)b), 45(2)a), 46(2)a)
- Renvoi du plaignant à l'autorité compétente, [CAN-1] 44(2)
- Représailles contre le plaignant ou la victime présumée, [CAN-1] 14.1
- Sécurité du Canada, [CAN-1] 45(2)
- Transmission à l'Office de surveillance, [CAN-1] 45(2)b), (4)–(6)

Plainte devant la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, [C-2] 74–85

- Accès au dossier, [C-2] 85
- Appel, [C-2] 85
- Confidentialité, [C-2] 94
- Date de réception, [C-2] 75
- Dépôt, [C-2] 74
- Dépôt au Protecteur du citoyen, [C-2] 75
- Transmission à la Commission, [C-2] 75
- Dommages-intérêts punitifs, [C-2] 79
- Éléments de preuve, [C-2] 78
- Preuve insuffisante, [C-2] 78
- Risque de perte, [C-2] 81
- Forme de la demande, [C-2] 74
- Intervention de la victime, [C-2] 85
- Mesure de redressement, [C-2] 79
- Mesure d'urgence, [C-2] 81
- Négociation du règlement, [C-2] 78
- Plaignant, [C-2] 74
- Plainte frivole, [C-2] 77
- Plainte pendante, [QUE-11] 128, 129
- Pouvoir discrétionnaire de la Commission, [C-2] 84
- Refus d'agir, [C-2] 77–78
- Refus de négociateur, [C-2] 80
- Règlement de la plainte, [C-2] 79
- Entente écrite, [C-2] 79
- Réintégration de la personne lésée, [C-2] 82
- Renvoi à l'arbitrage de différend, [C-2] 79
- Renvoi au tribunal, [C-2] 80–82, 84
- Consentement du plaignant, [C-2] 83
- Notification au plaignant, [C-2] 84
- Suspension de la prescription, [C-2] 76

Plainte devant le Conseil canadien des relations industrielles, voir aussi *Plainte découlant de mesures disciplinaires, Plainte*

Index analytique

- Plainte devant le Conseil canadien des relations industrielles (*suite*)
pour congédiement injuste, Plainte pour représailles
- Audience publique, [CAN-2] 98(2)
 - Consentement du ministre du Travail, [CAN-2] 97(3)
 - • Forme et contenu de la demande, [CAN-2] 111(f)
 - Contenu, [CAN-2] 97(1)
 - Délai de présentation, [CAN-2] 97(2)
 - Enquête, [CAN-2] 111(h)
 - Fardeau de la preuve, [CAN-2] 98(4)
 - Fonctions et pouvoirs du Conseil, [CAN-2] 98(1)
 - Modalités de règlement, [CAN-2] 111(h)
 - Ordonnance, [CAN-2] 99
 - Refus d'instruire une plainte, [CAN-2] 98(3)
 - Réponse de l'intimé, [CAN-2] 111(g)
 - Reproche, [CAN-2] 97(1)
 - Restriction relative à la plainte contre un syndicat, [CAN-2] 97(4), (5)
- Plainte devant le Tribunal canadien des droits de la personne, voir Tribunal canadien des droits de la personne**
- Plainte du salarié, voir aussi Action civile, Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, Infraction et peine, Prescription, Recours devant le Tribunal administratif du travail, Règlement interne des plaintes, Tribunal administratif du travail**
- Activité syndicale, [QUE-3] 14.0.1
 - Application d'un décret, [QUE-4] 124
 - Atteinte à un droit conféré par la Loi, [QUE-13] 102
 - Contenu, [QUE-3.2] 26, 28
 - • En vertu de l'article 12 du *Code du travail*, [QUE-3.2] 26
 - • En vertu de l'article 15 du *Code du travail*, [QUE-3.2] 28
 - Congédiement illégal, [QUE-13] 123, 123.2
 - Discrimination, [QUE-3] 16, 47.3; [QUE-13] 123
 - Exercice d'un droit protégé
 - • Congédiement, déplacement ou suspension illégaux, [QUE-3] 16
 - Ingérence dans une association de salariés, [QUE-3] 16
 - Mauvaise foi d'une association accréditée, [QUE-3] 47.3
 - Médiation, [QUE-13] 123.3, 125
 - Mise à la retraite, [QUE-13] 123.1
 - Négligence grave d'une association accréditée, [QUE-3] 47.3
 - Pratique interdite, [QUE-13] 123
 - Refus d'employer, [QUE-3] 14.0.1
 - Règlement nul, [QUE-13] 101
 - Santé et sécurité au travail
 - • Processus de règlement interne des plaintes, [CAN-2] 127.1–131
- Plainte du stagiaire**
- Harcèlement psychologique, [QUE-21] 26–29
 - Pratique interdite, [QUE-21] 21–24
- Plainte pour congédiement injuste**
- Décision, [QUE-13] 128–131; [CAN-2] 242(3)
 - • Restriction, [CAN-2] 242(3.1)
 - Délégation, [QUE-13] 126
 - Dépôt au chef, [CAN-2] 240, 241
 - • Conciliation, [CAN-2] 241(2)
 - • Délai, [CAN-2] 240(2), (3); [CAN-2.2] 29.1
 - • Échec de conciliation, [CAN-2] 241(3)
 - • Motif de congédiement, [CAN-2] 241(1)
 - Employeur, [CAN-2] 240(1.01)
 - Enquête, [QUE-13] 126
 - Indemnité au domestique, [QUE-13] 128
 - Ordonnance, [CAN-2] 242(4), (5)
 - • Caractère définitif, [CAN-2] 243(1)
 - • Caractère exécutoire, [CAN-2] 244(1)
 - • Enregistrement, [CAN-2] 244(2)
 - • Interdiction de recours extraordinaires, [CAN-2] 243(2)
 - Plainte, [QUE-13] 124–131
 - Plainte sur les mêmes faits, [CAN-2] 240(1.1)
 - Pouvoirs, [QUE-13] 127, 128
 - Règlement, [CAN-2] 245
 - Rejet, [CAN-2] 241.2(1)
 - • Avis, [CAN-2] 241.2(2)
 - Retrait, [CAN-2] 241(5)
 - Suspension de l'examen, [CAN-2] 241.1(1)
 - • Avis, [CAN-2] 241.1(2)
 - • Fin, [CAN-2] 241.1(3)
 - • Mesures de l'employé, [CAN-2] 241.1

Plainte pour congédiement injuste (*suite*)

- Transmission
- Conseil canadien des relations industrielles, [CAN-2] 241(3), (4)

Plainte pour congédiement, suspension ou déplacement à cause de l'exercice d'un droit protégé

- Dépôt de la décision, [QUE-3] 19.1
- Enquête, [QUE-3] 16
- Indemnité, [QUE-3] 15, 19
- Non-respect de la décision, [QUE-3] 19.1
- Plainte, [QUE-3] 15, 16
- Pouvoirs, [QUE-3] 15
- Réintégration dans son emploi, [QUE-3] 16

Plainte pour représailles

- Conseil canadien des relations industrielles, [CAN-2] 246.1(1)
- Décision
 - Caractère définitif, [CAN-2] 246.5(1)
 - Interdiction de recours extraordinaires, [CAN-2] 246.5(2)
- Délai, [CAN-2] 246.1(3)
- Employeur, [CAN-2] 246.1(1.1)
- Mesures de représailles visées, [CAN-2] 246.1(1)
- Ordonnance, [CAN-2] 246.4(1)
 - Caractère définitif, [CAN-2] 246.5(1)
 - Caractère exécutoire, [CAN-2] 246.6(1)
 - Enregistrement, [CAN-2] 246.6(2)
- Plainte sur les mêmes faits, [CAN-2] 246.1(2)
- Preuve, [CAN-2] 246.1(4)
- Rejet, [CAN-2] 246.3(1)
 - Avis, [CAN-2] 246.3(2)
- Suspension de l'examen, [CAN-2] 246.2(1)
 - Avis, [CAN-2] 246.2(2)
 - Fin, [CAN-2] 246.2(3)
 - Mesures de l'employé, [CAN-2] 246.2

Plainte relative à l'exercice du droit d'association

- Document ou exposé écrit des faits et représentations à l'appui, [QUE-3.2] 6
- Plainte, [QUE-3.2] 3
- Régions administratives, [QUE-3.2] 5

Plan d'action en matière de main-d'œuvre et d'emploi, [QUE-11] 3.1

Plan d'équité en matière d'emploi, voir *Équité en matière d'emploi*

Policier, [QUE-6] 8(7), voir aussi *Arbitrage concernant les policiers et les pompiers, Médiation concernant les policiers et les pompiers, Policier municipal, Sécurité du Québec*

- Corps de police spécialisé, [QUE-3] 1(l) 5.1°

Policier municipal

- Conseil de règlement des différends, [QUE-14] 9-36
- Droit d'association, [QUE-3] 4
- Grève interdite, [QUE-3] 105
- Médiateur, [QUE-3] 94-99.11; [QUE-14] 4-8

Pompier, [QUE-6] 8(7), voir aussi *Arbitrage concernant les policiers et les pompiers, Médiation concernant les policiers et les pompiers, Pompier municipal*

Pompier municipal, voir aussi *Service municipal de sécurité incendie*

- Conseil de règlement des différends, [QUE-14] 9-36
- Grève interdite, [QUE-3] 105
- Médiateur, [QUE-3] 94-99.11; [QUE-14] 4-8
- Réputation d'être à l'emploi de la municipalité, [QUE-3] 105

Poste de travail

- Adaptation pour un travailleur victime d'une lésion professionnelle, [QUE-2] 167, 176
- Suppression, [CAN-2] 230(2)

Pourboire, [QUE-13] 50-50.2; [QUE-13.2] 4; [QUE-13.4] 1, voir aussi *Salaires, Salarié au pourboire*

Poursuite pénale, voir *Infraction et peine*

Pourvoi en contrôle judiciaire

- Interdiction, [QUE-3] 139, 140; [CAN-2] 22(2)b), 58(2)

Pratique déloyale de l'employeur (fédéral), voir aussi *Plainte au Conseil canadien des relations industrielles*

- Congédiement, [CAN-2] 94(3)c), e), f)
- Distinction injuste, [CAN-2] 94(3)a)
- Exercice d'un droit protégé, [CAN-2] 94(3)b)
- Infraction et peine, [CAN-2] 101
- Intervention de l'employeur dans les affaires syndicales, [CAN-2] 94(1)
- Exception, [CAN-2] 94(2)

Index analytique

- Pratique déloyale de l'employeur (fédéral) (*suite*)
- Intimidation, [CAN-2] 94(3)a), e)
 - Menace, [CAN-2] 94(3)a), e)
 - Mesure disciplinaire, [CAN-2] 94(3)a), c), f)
 - Mise à pied, [CAN-2] 94(3)a)
 - Mutation, [CAN-2] 94(3)a)
 - Négociation avec un syndicat autre que l'agent négociateur, [CAN-2] 94(3)g)
 - Refus d'employer une personne, [CAN-2] 94(3)a)
 - Sanction pécuniaire, [CAN-2] 94(3)c), e), f)
 - Suspension, [CAN-2] 94(3)a), c), f)
- Pratique déloyale du syndicat (fédéral)**, voir aussi *Plainte au Conseil canadien des relations industrielles*
- Adhésion sur les lieux du travail, [CAN-2] 95(d)
 - Discrimination, [CAN-2] 95(f), (g)
 - Distinction injuste, [CAN-2] 95(i)
 - Expulsion du syndicat, [CAN-2] 95(f), (h)
 - Infraction et peine, [CAN-2] 101(1), (2)
 - Intervention dans une organisation patronale, [CAN-2] 95(c)
 - Menace, [CAN-2] 95(i)
 - Mesure disciplinaire, [CAN-2] 95(h)
 - Mise à pied d'un employé, [CAN-2] 95(e)
 - Négociation, [CAN-2] 95(a), (b)
 - Plainte, [CAN-2.1] 40
 - Refus d'adhésion, [CAN-2] 95(f)
 - Sanction pécuniaire, [CAN-2] 95(i)
 - Suspension, [CAN-2] 95(f), (h)
- Pratique interdite**, voir aussi *Plainte du salarié*
- Complicité, [QUE-3] 145
 - Congédiement, suspension ou déplacement à cause de l'exercice d'un droit protégé, [QUE-3] 15, 16; [QUE-13] 122; [QUE-21] 20
 - Conseiller la suspension du travail, [QUE-3] 60
 - Conspiration, [QUE-3] 146
 - Contrainte contre un salarié à cause de l'exercice d'un droit protégé, [QUE-3] 14
 - Discrimination, [QUE-3] 14; [QUE-21] 20; [CAN-2] 37
 - Grève et lock-out illégaux, [QUE-3] 142
 - Grève des policiers et pompiers, [QUE-3] 105
 - Grève pendant la durée d'une convention collective, [QUE-3] 107
 - Ingérence dans une association de salariés ou d'employeurs, [QUE-3] 12
 - Intimidation ou menace contre un salarié en raison de l'exercice d'un droit protégé, [QUE-3] 14
 - Plainte, [QUE-3] 14.0.1; [QUE-21] 21–24
 - Ralentissement d'activités, [QUE-3] 108
 - Représailles, [QUE-2] 32; [QUE-3] 14
- Préavis**, voir aussi *Avis, Avis de cessation d'emploi ou de mise à pied, Licenciement*
- De grève ou de lock-out (fédéral), [CAN-2.3] 7
- Précompte**, voir *Cotisation syndicale*
- Prélèvement (construction)**, [QUE-15] 81.2(3), 82.1, 82.2
- Prélèvement de l'employeur**, voir *Cotisation de l'employeur*
- Prélèvement de l'employeur professionnel**
- Abrogation, [QUE-4] 22(i.5)
 - Artisan, [QUE-4] 22(i.3)
 - Limite, [QUE-4] 22(i.2)
 - Modification, [QUE-4] 22(i.5)
 - Ouvrier, [QUE-4] 22(i.3)
 - Règlement, [QUE-4] 22(i)
 - Retenue sur salaire, [QUE-4] 22(i.4)
- Première convention collective**
- Différend soumis à l'arbitrage, [QUE-3] 93.1, 93.3
 - Durée, [QUE-3] 65; [CAN-2] 80(4)
 - Enquête sur le différend, [CAN-2] 80(1)
 - Établissement par le Conseil canadien des relations industrielles, [CAN-2] 80(1)–80(3)
 - Fixation par l'arbitre, [QUE-3] 93.4
 - Intervention du conciliateur, [QUE-3] 93.1, 93.3
 - Renvoi au Conseil, [CAN-2] 80(1)
- Premiers secours**, [QUE-2] 190, 454
- Préposé à la maintenance**
- Équité salariale
 - Absence de catégories d'emplois à prédominance masculine
 - • • Catégorie d'emplois types, [QUE-6.2] 1
 - • • Taux horaire de rémunération attribué à la catégorie d'emplois, [QUE-6.2] 3(2)

Prescription

- Action civile, [QUE-4] 28; [QUE-13] 115; [QUE-15] 122
- • Fraude, [QUE-4] 28; [QUE-13] 118
- Contravention à l'égard d'un stagiaire, [QUE-21] 35
- Convention collective (construction)
- • Action civile, [QUE-15] 109.1, 122(1)
- Droit à une indemnité de décès, [QUE-2] 91.1, 269.1
- Droit et recours découlant d'une convention collective, [QUE-3] 71
- Équité en matière d'emploi
- • Avis de sanction, [CAN-4] 36(1)
- Équité salariale
- • Recours à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-6] 96, 99, 101-101.1
- • Recours au Tribunal administratif du travail, [QUE-6] 107, 109, 111
- Interruption, [QUE-2] 447; [QUE-3] 71; [QUE-4] 28.1; [QUE-13] 116; [QUE-15] 111, 122(1)
- Poursuite pénale, [QUE-8] 51.1; [QUE-13] 144, 145.1; [QUE-21] 35; [CAN-2] 149(4), 257(2)
- Suspension, [C-2] 76

Présomption d'innocence, [C-1] 11(d); [C-2] 33

Présomption de travail, voir *Durée du travail*

Presse

- Liberté, [C-1] 2(b)

Prestataire de service

- Contrat d'entreprise ou de service, [C-4] 2098-2129

Prestation, voir aussi *Bénéficiaire de prestations*, *Indemnité de décès*, *Indemnité de dépenses liées au travail*, *Indemnité pour préjudice corporel*, *Indemnité de remplacement du revenu*, *Réadaptation*, *Recouvrement des prestations*

- Conciliation, [QUE-10] 119.6
- Définition, [QUE-2] 2
- Droit aux, [QUE-2] 20
- Employeurs tenus personnellement au paiement, [QUE-2] 332-348
- Imputation des coûts à l'employeur, [QUE-2] 326-331

Prestation de retraite

- Pratique déloyale de l'employeur, [CAN-2] 94(3)d)

Preuve

- Admissibilité, [QUE-10] 11, 122, 138
- Authenticité, [QUE-4] 40; [QUE-8] 51; [CAN-2] 112(1), (2)
- Communication, [QUE-10] 138
- Connaissance des faits, [QUE-10] 141
- Connaissance du droit, [QUE-10] 140
- Copie certifiée, [QUE-15] 122(6)
- Dénonciateur, [QUE-4] 42; [QUE-8] 50; [QUE-13] 146; [QUE-21] 37
- Devant le Conseil canadien des relations industrielles, [CAN-2.1] 27
- Évaluation, [QUE-10] 142
- Expertise, [QUE-4] 50
- Fardeau, [QUE-4] 31; [QUE-10] 11
- Force probante, [QUE-10] 11
- Irrecevabilité, [C-1] 24(2)
- Observation des parties, [QUE-10] 142 al. 2
- Pertinence, [QUE-10] 137, 139
- Preuve *prima facie*, [QUE-4] 41
- Preuve testimoniale, [QUE-10] 149
- Production de documents, [QUE-10] 11
- Question suggestive, [QUE-4] 49
- Recevabilité, [QUE-10] 139, 142
- Règles, [QUE-10] 11, 137
- Rétrospective, [QUE-10] 11

Prévention du harcèlement et de la violence

- Affaire conjointe
- • Incapacité d'entente, [CAN-2.4] 2
- Ancien employé, [CAN-2] 125(4)-(6); [CAN-2.4] 3
- • Plainte, [CAN-2] 127.1(12), (13); [CAN-2.4] 4
- Avis d'incident, [CAN-2.4] 14-19
- • Avis anonyme par un témoin, [CAN-2.4] 15(4)
- • Contenu, [CAN-2.4] 16
- • Destinataire désigné, [CAN-2.4] 15(1), (3), 17
- • • Désignation, [CAN-2.4] 14
- • Employeur, [CAN-2.4] 15(1), (3), 17
- • Examen, [CAN-2.4] 19
- • Personne pouvant donner un avis, [CAN-2.4] 15(1), (2)

Index analytique

- Prévention du harcèlement et de la violence (*suite*)
- Réponse, [CAN-2.4] 20–22
 - Conservation des dossiers, [CAN-2.4] 35
 - Définition, [CAN-2] 122(1), 157(1)a.01); [CAN-2.4] 1
 - Enquête, [CAN-2.4] 25–30
 - Abandon, [CAN-2.4] 25(2)
 - Avis, [CAN-2.4] 26
 - Chef, [CAN-2] 127.1(9)–(10)
 - Comité d’orientation, [CAN-2] 134.1(4.1), 135.11
 - Comité local, [CAN-2] 135(7.1), 135.11
 - Confidentialité des renseignements, [CAN-2] 135.11, 136.1; [CAN-2.4] 30(2)
 - Demande, [CAN-2.4] 25(1)
 - Employeur, [CAN-2] 125(1)c)
 - Enquêteur
 - Choix, [CAN-2.4] 27
 - Qualification, [CAN-2.4] 28
 - Rapport, [CAN-2.4] 30
 - Fusion d’enquêtes, [CAN-2] 127.1(9.2), [CAN-2.4]
 - Renseignement, [CAN-2.4] 29
 - Représentant, [CAN-2] 136(5.1), 136.1
 - Évaluation du lieu de travail, [CAN-2.4] 5–9
 - Évaluation conjointe, [CAN-2.4] 5(1)
 - Mesure de prévention, [CAN-2.4] 9
 - Mise à jour conjointe, [CAN-2.4] 5(2)
 - Nouvel examen au trois ans, [CAN-2.4] 5(3)
 - Nouvel examen suite à un incident, [CAN-2.4] 6
 - Qualification de l’évaluateur, [CAN-2.4] 7
 - Recensement des facteurs de risques, [CAN-2.4] 8
 - Surveillance conjointe, [CAN-2.4] 5(2)
 - Formation, [CAN-2.4] 12
 - Contenu, [CAN-2.4] 12(2)
 - Destinataire désigné, [CAN-2.4] 12(5)
 - Élaboration ou sélection conjointe, [CAN-2.4] 12(1)
 - Employé, [CAN-2.4] 12(4)
 - Employeur, [CAN-2.4] 12(6)
 - Examen et mise à jour, [CAN-2.4] 12(3)
 - Mesure d’urgence, [CAN-2.4] 11
 - Disponibilité, [CAN-2.4] 11(2)
 - Élaboration conjointe, [CAN-2.4] 11(1)
 - Examen et mise à jour, [CAN-2.4] 11(3)
 - Mesure de soutien, [CAN-2.4] 13
 - Ressource médicale ou psychologique, [CAN-2.4] 13
 - Service, [CAN-2.4] 13
 - Obligations de l’employeur, [CAN-2] 125(1)c), z.16)–z.163), (4)–(6); [CAN-2.4] 5–13, 35, 36
 - Plainte, [CAN-2] 127.1; [CAN-2.4] 4
 - Forme, [CAN-2] 127.1(1.2)
 - Règlement à l’amiable, [CAN-2] 127.1(2)
 - Renvoi au chef, [CAN-2] 127.1(8)d)
 - Politique de prévention, [CAN-2.4] 10
 - Contenu, [CAN-2.4] 10(2)
 - Disponibilité, [CAN-2.4] 10(3)
 - Élaboration conjointe, [CAN-2.4] 10(1)
 - Examen et mise à jour, [CAN-2.4] 10(4)
 - Processus de règlement, [CAN-2.4] 14–34
 - Avis d’incident, [CAN-2.4] 14–19
 - Choix de mettre fin au processus, [CAN-2.4] 18
 - Compte rendu mensuel, [CAN-2.4] 34
 - Conciliation, [CAN-2.4] 24
 - Enquête, [CAN-2.4] 25–30
 - Examen de l’avis d’incident, [CAN-2.4] 19(1)
 - Incident réputé réglé, [CAN-2.4] 19(2)
 - Fin du processus, [CAN-2.4] 32
 - Limite de temps, [CAN-2.4] 33
 - Mise en œuvre des recommandations, [CAN-2.4] 31
 - Règlement négocié, [CAN-2.4] 23
 - Effort raisonnable, [CAN-2.4] 23(1), (2)
 - Réponse à l’avis d’incident, [CAN-2.4] 20–22
 - Communication avec la partie intimée, [CAN-2.4] 22
 - Communication avec la partie principale, [CAN-2.4] 20
 - Communication avec un témoin, [CAN-2.4] 21
 - Rapport annuel de l’employeur, [CAN-2.4] 36
 - Rapport annuel du ministre, [CAN-2] 139.1
 - Rapport de décès, [CAN-2.4] 37

Lois du travail 2024-2025

Prévention du harcèlement et de la violence (*suite*)

- • Contenu, [CAN-2.4] 37(2)
- • Délai, [CAN-2.4] 37(1)
- Révision quinquennal de la législation, [CAN-2] 139.2
- Sanction administrative pécuniaire, [CAN-2] 270(1a), 273; [CAN-2.6] 2, ann. 1

Prime, [QUE-13] 86

- Définition, [CAN-4.1] 1(1)

Procédure

- Absence de dispositions applicables, [QUE-10] 108
- Assistance, [QUE-10] 104
- Procédure introductive et préliminaire, [QUE-10] 110–119
- Règles, [QUE-10] 109
- Règles de base, [QUE-10] 99
- Vice de forme ou irrégularité, [QUE-10] 105

Procédure d'évaluation médicale, [QUE-2] 199–233, voir aussi *Bureau d'évaluation médicale*

- Approbation de la liste des professionnels de la santé, [QUE-2] 205
- Attestation médicale, [QUE-2] 199
- • Médecin en défaut, [QUE-2] 207
- Contestation de l'attestation ou du rapport, [QUE-2] 212
- Diagnostic, [QUE-2] 199, 200, 212, 221
- Droit à l'assistance médicale, [QUE-2] 188
- Évolution de la pathologie, [QUE-2] 201
- Examen médical requis par l'employeur, [QUE-2] 209–211
- Examen médical requis par la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 204
- Formulaire, [QUE-2] 199–203, 205.1
- Information à la Commission, [QUE-2] 201
- Lésion professionnelle consolidée en moins de 14 jours, [QUE-2] 199(1)
- Lésion professionnelle consolidée en plus de 14 jours, [QUE-2] 199(2)
- Motif de la demande d'examen médical, [QUE-2] 210
- Obligation du travailleur, [QUE-2] 211
- Perte de la rémunération, [QUE-2] 207
- Professionnel de la santé, [QUE-2] 207
- • Choix, [QUE-2] 199

- • Désignation par l'employeur, [QUE-2] 209
- • Désignation par la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 204
- Rapport à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 200, 202, 203
- Rapport après examen médical requis, [QUE-2] 204
- Rapport complémentaire, [QUE-2] 205.1, 212.1
- Rapport différent de celui du médecin traitant, [QUE-2] 205.1
- Rapport final, [QUE-2] 203
- Rapport sommaire, [QUE-2] 200
- Transmission des documents, [QUE-2] 205.1, 206, 212.1, 215, 217
- Transmission du dossier par l'établissement de santé, [QUE-2] 208
- • Défaut d'exécution, [QUE-2] 208

Procédure de conciliation (fédéral), voir *Conciliation (fédéral)*

Procédure de réclamation

- Assistance, [QUE-2] 279
- Association des employeurs, [QUE-2] 273
- Attestation médicale
- • Transmission à l'employeur par le travailleur, [QUE-2] 267
- • Transmission à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail par l'employeur, [QUE-2] 269
- Avis d'incapacité à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail par l'employeur, [QUE-2] 268, 269
- • Contenu, [QUE-2] 268
- • Formulaire, [QUE-2] 268
- Avis du travailleur au supérieur, [QUE-2] 265, 266
- • Formulaire, [QUE-2] 266
- Droit à l'indemnité de décès prescrit, [QUE-2] 269.1
- Harcèlement psychologique, [QUE-2] 272.1
- Réclamation à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 270–272
- • Formulaire, [QUE-2] 270–273
- Réclamation en vertu d'un autre régime, [QUE-2] 448–453

Index analytique

- Procédure de réclamation (*suite*)
- • Contestation de la décision, [QUE-2] 450, 451
 - • Cumul d'indemnités interdit, [QUE-2] 448
 - • Décision conjointe, [QUE-2] 450
 - • Distinction du préjudice, [QUE-2] 451
 - • Entente sur le mode de traitement, [QUE-2] 449
 - • Option et avis à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 452
 - • Régime de rentes, [QUE-2] 453
 - • Versement du salaire par l'employeur, [QUE-2] 267, 268
- Procédure et demande au Conseil canadien des relations industrielles, voir aussi Demande d'accréditation, Demande concernant les droits de négociation (CCRI)**
- Application du règlement, [CAN-2.1] 49
 - Assignment, [CAN-2.1] 24
 - Audience, [CAN-2.1] 26
 - • Annulation, suspension ou remise, [CAN-2.1] 29
 - • Avis, [CAN-2.1] 28
 - Avis de demande, [CAN-2.1] 11
 - Communication de documents, [CAN-2.1] 21
 - Computation des délais, [CAN-2.1] 9
 - Conférence préparatoire, [CAN-2.1] 26
 - Confidentialité des documents, [CAN-2.1] 22
 - Demande d'intervention, [CAN-2.1] 12.1, 16
 - Demande concernant les droits de négociation, [CAN-2.1] 30-39
 - Demande de déclaration de grève illégale, [CAN-2.1] 42
 - Demande de déclaration de lock-out illégal, [CAN-2.1] 43
 - Demande de déclaration d'invalidité du vote, [CAN-2.1] 41, 41.1
 - Dépôt des documents, [CAN-2.1] 7
 - • Date, [CAN-2.1] 8
 - Échange de documents, [CAN-2.1] 23
 - Formulaire, [CAN-2.1] 5
 - Introduction de l'instance, [CAN-2.1] 4
 - Ordonnance provisoire, [CAN-2.1] 18
 - Plainte pour pratique déloyale, [CAN-2.1] 40
 - Pouvoir, [CAN-2.1] 46-47
 - Preuve, [CAN-2.1] 27
 - Procédure expéditive, [CAN-2.1] 14
 - • Renseignements requis, [CAN-2.1] 15(1)
 - • Réponse, réplique ou demande d'intervention, [CAN-2.1] 16
 - • Signification de la demande, [CAN-2.1] 15(2)
 - Renseignements requis lors d'une demande, [CAN-2.1] 10
 - Réplique, [CAN-2.1] 12(3), 16
 - Réponse, [CAN-2.1] 12(4), 16
 - Réunion d'instances, [CAN-2.1] 20
 - Signature des documents, [CAN-2.1] 6
 - • Autorisation écrite, [CAN-2.1] 6(2)
 - Signification des documents, [CAN-2.1] 7
 - Vérification de la preuve, [CAN-2.1] 19
 - Vice de forme et irrégularité, [CAN-2] 114
- Procès, voir aussi Infraction et peine, Tribunal**
- Avec jury, [C-1] 11(f)
- Procès-verbal**
- Recours devant le Tribunal administratif du Québec
 - • Conférence de gestion, [QUE-10] 119.2
- Proche parent, voir aussi Congé de décès**
- Décès, [CAN-2] 210(1); [CAN-2.2] 33
 - Définition, [CAN-2.2] 33
- Procurateur assisté**
- Activité clinique et de recherche
 - • Recours, [QUE-10] ann. I(0.1)
- Procureur général, voir aussi Directeur des poursuites criminelles et pénales**
- Substitut, [QUE-3] 1(1.4)
- Production agricole, voir Exploitation agricole, Serre destinée à la production agricole**
- Produit contrôlé, voir aussi Matière dangereuse, Substance dangereuse (fédéral)**
- Confidentialité, [QUE-16] 62.17, 62.20; [CAN-2] 125.2(2)
 - Définition, [QUE-16] 1; [CAN-2] 122(2)
 - Demande d'exemption, [QUE-16] 62.8, 62.9, 62.18
 - • Appel, [QUE-16] 62.13, 62.15, 62.17
 - • Organisme compétent, [QUE-16] 62.10, 62.11, 62.14, 62.16, 62.19
 - • Rejet, [QUE-16] 62.12

Produit contrôlé (suite)

- Divulgence d'information, [QUE-16] 62.17, 62.20
- Entreposage, [QUE-16] 62.1
- Étiquette, [QUE-16] 62.1; [CAN-2] 125.1(d)
- Exemption, [QUE-16] 62.7
- Disposition non applicable, [QUE-16] 62.21
- Période de validité, [QUE-16] 62.12
- Fabrication, [QUE-16] 62.2
- Fiche signalétique, [QUE-16] 62.3; [CAN-2] 125.1(e)
- Information sur les produits contrôlés, [QUE-16] 62.1–62.21; [CAN-2] 125.2(1)
- Langue française, [QUE-16] 62.4
- Obligations de l'employeur, [QUE-16] 62.6; [CAN-2] 125.1, 125.2

Produit dangereux, voir Matière dangereuse

Profession, voir aussi Formation et qualification professionnelles

- Définition, [QUE-8] 1(q)

Profession libérale

- Définition de membre, [CAN-2] 3(1)
- Unité de négociation, [CAN-2] 27(3)–27(4)

Professionnel de la santé, voir aussi Procédure d'évaluation médicale, Réadaptation, Services de santé

- Accès au dossier d'un travailleur, [QUE-2] 38, 39
- Approbation de mesures de réadaptation, [QUE-2] 145.2
- Assignment temporaire du travailleur, [QUE-2] 179, 180.1
- Attestation médicale, [QUE-2] 60, 124, 199, 207
- Définition, [QUE-2] 2; [CAN-2] 166
- Infraction et peine, [QUE-2] 462
- Liste des professionnels de la santé, [QUE-2] 205, 216, 454
- Rapport à l'employeur, [QUE-2] 39
- Rapport complémentaire, [QUE-2] 205.1, 212.1
- Rémunération, [QUE-2] 196–198, [QUE-16] 110–111, 133–134

Programme d'accès à des biens, services, installations ou moyens d'hébergement

- Acte non discriminatoire, [CAN-1] 16

Programme d'accès à l'égalité en emploi, voir aussi Accès à l'égalité en emploi, Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse

- Annulation, [QUE-1] 19
 - Décision du Tribunal, [QUE-1] 19
 - Entente, [QUE-1] 19
 - Recours devant le Tribunal, [C-2] 111.1
 - Tribunal compétent, [C-2] 111.1
- Approbation, [C-2] 87
 - Retrait, [C-2] 90
- Aspect non obligatoire, [QUE-1] 14
- Confidentialité des documents, [C-2] 93
 - Communication sur demande au ministre responsable, [C-2] 93
- Infraction, [C-2] 134(4)
- Contenu, [QUE-1] 13
- Dispositions applicables, [C-2] 92
- Élaboration
 - Assistance de la Commission, [QUE-1] 12
 - Coût lié à la formation du personnel, [QUE-1] 25
 - Ordonnance du Tribunal, [QUE-1] 18
 - Recommandation de la Commission, [QUE-1] 17
 - Tribunal compétent, [C-2] 111.1
- Fusion d'organismes
 - Effet, [QUE-1] 19, 26
- Implantation, [C-2] 88
 - Exigence du gouvernement, [C-2] 92
 - Ordonnance du Tribunal, [QUE-1] 18
 - Rapport, [QUE-1] 21
 - Recommandation de la Commission, [QUE-1] 17
 - Tribunal compétent, [C-2] 111.1
- Maintien de l'égalité, [QUE-1] 21
- Mesures à prendre pour atteindre les objectifs, [QUE-1] 20
- Modification, [C-2] 88, 91; [QUE-1] 16, 19
 - Décision du Tribunal, [QUE-1] 19
 - Entente, [QUE-1] 19
 - Ordonnance du Tribunal, [QUE-1] 18
 - Recommandation de la Commission, [QUE-1] 17
 - Recours devant le Tribunal, [C-2] 111.1
 - Tribunal compétent, [C-2] 111.1
- Objet, [C-2] 86; [QUE-1] 13
- Personne handicapée

Index analytique

- Programme d'accès à l'égalité en emploi (*suite*)
- • Programme réputé non discriminatoire, [C-2] 86
 - Personnel exclu, [QUE-1] 11
 - Programme distinct
 - • Élaboration, [QUE-1] 11
 - Programme réputé non discriminatoire, [C-2] 86
 - Recommandation de la Commission, [QUE-1] 17
 - Recours devant le Tribunal, [C-2] 88, 111.1
 - Règlement, [QUE-1] 22
 - Report, [QUE-1] 19
 - • Décision du Tribunal, [QUE-1] 19
 - • Entente, [QUE-1] 19
 - • Recours devant le Tribunal, [C-2] 111.1
 - • Tribunal compétent, [C-2] 111.1
 - Sous-représentation d'un groupe dans un type d'emploi, [QUE-1] 9
 - Surveillance, [C-2] 89
 - Transmission à la Commission, [QUE-1] 10
 - Tribunal compétent, [C-2] 111.1
 - Vérification, [QUE-1] 15
- Programme d'activités**
- Personne incarcérée considérée comme travailleur, [QUE-2] 12.1
- Programme d'adaptation de services, d'installations, de locaux, d'activités ou de matériel**
- Adaptation aux besoins particuliers des personnes atteintes d'une déficience, [CAN-1] 17-19
- Programme d'équité salariale, voir *Équité salariale (fédéral); Équité salariale (provinciale)***
- Programme de formation et d'information, voir aussi *Programme de prévention***
- Comité de santé et de sécurité, [QUE-16] 62.5
 - Mise à jour, [QUE-16] 62.5
 - Produits contrôlés, [QUE-16] 62.5
- Programme de formation professionnelle, [QUE-2] 167, 172, voir aussi *Formation et qualification professionnelles, Réadaptation***
- Programme des normes interprovinciales Sceau rouge**
- Certificat de qualification professionnelle, [QUE-5] 25.7
- Pouvoirs du ministre, [QUE-8] 29.2
- Programme de prévention, voir aussi *Mesure de prévention, Réadaptation, Représentant à la prévention, Représentant en santé et en sécurité***
- Chantier de construction, [QUE-16] 199
 - Comité de santé et de sécurité, [QUE-16] 86
 - Contenu, [QUE-16] 59
 - Élaboration, [QUE-16] 58, 198
 - Incompatibilité, [QUE-16] 203
 - Modification, [QUE-16] 60, 201
 - Objectif, [QUE-16] 59, 199
 - Programme de formation et d'information, [QUE-16] 62.5
 - Transmission, [QUE-16] 60-61, 200
- Programme de promotion sociale, [C-1] 6(4), 15(2)**
- Programme de recyclage, [QUE-2] 167, 168**
- Programme de santé, voir aussi *Directeur de santé publique, Médecin, Services de santé***
- Budget, [QUE-16] 110
 - Contrat avec les régies régionales, [QUE-16] 109
 - Contrat-type, [QUE-16] 107
 - Élaboration, [QUE-16] 107, 109
 - Entente avec le ministre de la Santé et des Services sociaux, [QUE-16] 107
 - Entrée en vigueur, [QUE-16] 108
 - Établissement, [QUE-16] 112-115
 - • Contenu, [QUE-16] 113
 - • Élaboration, [QUE-16] 112
 - • Transmission, [QUE-16] 114
 - Mise en application, [QUE-16] 109
 - Rémunération du médecin, [QUE-16] 111
 - Service de santé, [QUE-16] 115
- Programme de santé et sécurité au travail**
- Mise en œuvre, [CAN-2] 138(6)
 - Objet, [CAN-2] 138(6)
- Programme de subventions aux entreprises adaptées, [QUE-5.1] 7(13)a**
- Programme de surveillance médicale**
- Mise sur pied, [CAN-2] 139(1)
 - Nomination des médecins, [CAN-2] 139(2)
- Projet de construction de grande importance**
- Entente particulière, [QUE-15] 60.2-60.3

Promotion

- Discrimination interdite, [C-2] 16, 134(1)

Propriété privée

- Respect, [C-2] 8

Protecteur du citoyen, [C-2] 75

Protection contre la cruauté, [C-1] 12

Protection contre l'emprisonnement, [C-1] 9, voir aussi *Emprisonnement*

Protection de l'élève, [C-2] 75

- Plainte
- • Interdiction de sanctions, [QUE-13] 122

Protection de l'emploi, voir *Plainte du salarié*

Prothèse ou orthèse, voir aussi *Lésion professionnelle*

- Achat, ajustement, réparation et remplacement, [QUE-2] 198.1, 454
- Assistance médicale, [QUE-2] 189(4)
- Franchise, [QUE-2] 114
- Indemnité pour les dommages causés par une, [QUE-2] 112(2)
- Indemnité de remplacement ou de réparation, [QUE-2] 113
- Règlement, [QUE-2] 454 al. 1(4.1)

Publicité

- Discrimination interdite, [C-2] 11, 134(1)

Q

Qualification, voir aussi *Certificat de qualification*

- Examen de qualification
- • Conditions d'admission, [QUE-8] 30(c)
- • Droits exigibles, [QUE-8] 30(h)
- • Matière, [QUE-8] 30(g)
- Requête, [QUE-8] 30(a)

Québec (Ville)

- Conseil de la justice administrative
- • Siège, [QUE-10] 166
- Tribunal administratif du Québec
- • Siège, [QUE-10] 16

Quo warranto, voir *Bref de certiorari, de prohibition ou de quo warranto*

R

Race, [CAN-1] 2

- Discrimination interdite, [C-1] 15(1); [C-2] 10, 134(1); [CAN-1] 3(1)

Ralentissement d'activités, voir *Ralentissement du travail*

Ralentissement du travail, [QUE-3] 108; [QUE-4] 37; [QUE-15] 57, 113

Rapport

- Conseil de la justice administrative, [QUE-10] 176, 177
- Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre
- • Rapport sur l'allocation des sommes virées au Fonds, [QUE-5] 34.1
- • *Loi sur la justice administrative*
- • Mise en œuvre, [QUE-10] 200
- • Mise en œuvre du délai de 180 jours, [QUE-10] 200.1

Rapport d'activités

- Tribunal administratif du Québec, [QUE-10] 96

Rapport d'enquête

- Incapacité permanente d'un membre du Tribunal administratif du Québec
- • Comité d'enquête, [QUE-10] 197
- Manquement dans l'exercice d'une charge administrative
- • Comité d'enquête, [QUE-10] 197
- Plainte contre un membre du Tribunal administratif du Québec
- • Comité d'enquête, [QUE-10] 190, 191

Rapport médical, voir *Procédure d'évaluation médicale, Professionnel de la santé*

Rapport sur l'équité en matière d'emploi, voir *Équité en matière d'emploi*

Rayonnement

- Définition, [QUE-16] 1

Réadaptation, voir aussi *Assignation temporaire d'un travail, Centre de réadaptation, Procédure d'évaluation médicale, Stagiaire*

- Adaptation à domicile, [QUE-2] 152, 153, 156, 157
- • Déménagement, [QUE-2] 154
- • Adaptation d'équipement de loisir, [QUE-2] 152, 155.1, 156, 157
- Adaptation d'un poste de travail, [QUE-2] 167, 176
- Adaptation du véhicule, [QUE-2] 152, 155-157

Index analytique

- Réadaptation (*suite*)
- Estimation préalable, [QUE-2] 156
 - Aide à domicile, [QUE-2] 152, 158–164
 - Arrêt du versement, [QUE-2] 162
 - Frais de garde d'enfants, [QUE-2] 152, 164, ann. V
 - Montant, [QUE-2] 160, 163, 454
 - Réévaluation, [QUE-2] 161
 - Collaboration avec le travailleur et l'employeur, [QUE-2] 145, 146, 169, 170, 170.2, 170.4
 - Coût assumé, [QUE-2] 150, 154, 157, 181
 - Date de l'incapacité du travailleur, [QUE-2] 31.1
 - Déménagement, [QUE-2] 154, 167, 177
 - Remboursement des frais, [QUE-2] 154, 167, 177
 - Droit à la réadaptation, [QUE-2] 146
 - Mesure de prévention, [QUE-2] 185
 - Mesure de réadaptation après consolidation, [QUE-2] 145.3, 146–178, 454
 - Nouvelles circonstances, [QUE-2] 146, 147
 - Plan individualisé, [QUE-2] 146, 147
 - Programme de réadaptation physique, sociale et professionnelle, [QUE-2] 146
 - Suspension, [QUE-2] 183
 - Mesure de réadaptation avant consolidation, [QUE-2] 145–145.5, 454
 - Approbation par un professionnel de la santé, [QUE-2] 145.2
 - Choix d'option pour l'employeur, [QUE-2] 145.5
 - Fin des mesures, [QUE-2] 145.3
 - Maintien des mesures après consolidation, [QUE-2] 145.3
 - Objectif, [QUE-2] 145, 145.1
 - Pouvoirs de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 184
 - Programme de formation professionnelle, [QUE-2] 167, 172
 - Programme de réadaptation professionnelle, [QUE-2] 167, 169, 170
 - Emploi convenable disponible, [QUE-2] 170, [QUE-2] 170
 - Programme de recyclage, [QUE-2] 167, 168
 - Réadaptation physique, [QUE-2] 148–150
 - But, [QUE-2] 148
 - Contenu du programme, [QUE-2] 149, 150
 - Réadaptation professionnelle, [QUE-2] 166–178
 - But, [QUE-2] 166
 - Capacité du travailleur, [QUE-2] 167.1, 170.1
 - Contenu du programme, [QUE-2] 167
 - Mise en œuvre des mesures, [QUE-2] 170.2
 - Réadaptation sociale, [QUE-2] 151–165
 - But, [QUE-2] 151
 - Contenu du programme, [QUE-2] 152
 - Recherche d'emploi, [QUE-2] 167, 177
 - Remboursement des frais, [QUE-2] 167, 177
 - Service de soutien et d'accompagnement, [QUE-2] 167, 173, 174
 - Réintégration présumée, [QUE-2] 170.3
 - Renseignements et documents, [QUE-2] 170.1, 170.4
 - Retour progressif, [QUE-2] 167, 167.2, 454
 - Service d'évaluation de possibilités professionnelles, [QUE-2] 167, 171
 - Service professionnel, [QUE-2] 152, 182
 - Subvention, [QUE-2] 167, 167.2, 175
 - Création d'emploi, [QUE-2] 186
 - Création et gestion d'une entreprise, [QUE-2] 167, 178
 - Travaux d'entretien, [QUE-2] 152, 165
- Receveur général du Canada**, voir aussi *Salaire*
- Dépôt des sommes, [CAN-2] 251.12(1), 251.14(1); [CAN-2.2] 23(2)
 - Registre, [CAN-2] 251.14(2); [CAN-2.2] 23(3)
- Recherche d'emploi**
- Remboursement des frais, [QUE-2] 167, 177
 - Service de soutien et d'accompagnement, [QUE-2] 167, 173, 174
- Recherche en santé et sécurité au travail**, voir *Santé et sécurité au travail*
- Récidive**, voir *Infraction et peine*
- Réclamation**, voir *Action civile, Comité paritaire, Plainte du salarié, Procédure de réclamation, Recours, Recouvrement de salaire ou indemnité impayé*
- Récompense ou avantages**, [QUE-15] 115

Recours, voir aussi Action civile, Plainte du salarié, Plainte du stagiaire, Prescription

- Atteinte à un droit, [C-1] 24(1); [C-2] 49, 85
- Cumul, [QUE-3] 70
- Décision concernant la recevabilité d'une demande d'un proche d'une victime d'un acte criminel, [CAN-2.2] ann. II(2.1)
- Lésion professionnelle, [QUE-2] 32
- • Grief, [QUE-2] 32
- • Plainte à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 32
- Prohibition, [QUE-3] 139
- Santé et sécurité du travail, [QUE-16] 227–228
- • Grief, [QUE-16] 227
- • Plainte à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-16] 227

Recours devant la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail

- Compétence exclusive, [QUE-2] 252
- Conciliation, [QUE-2] 254
- Demande de contestation d'une réaffectation, [QUE-16] 37
- Fardeau de la preuve, [QUE-2] 255
- Mesure prohibée, [QUE-2] 32
- • Fardeau de la preuve, [QUE-2] 255
- • Présomption, [QUE-2] 255
- Ordonnance, [QUE-2] 256–257, 260–264
- • Délai d'exécution, [QUE-2] 263
- • Délai de la décision, [QUE-2] 262
- • Dépôt, [QUE-2] 264
- • Montant, [QUE-2] 260
- • Paiement d'un intérêt, [QUE-2] 261
- • Réintégration du travailleur, [QUE-2] 256, 257
- Plainte, [QUE-2] 32, 253; [QUE-16] 227–228
- • Délai et forme, [QUE-2] 253; [QUE-16] 227
- Plainte du stagiaire
- • Harcèlement psychologique, [QUE-21] 26–29
- • Pratique interdite, [QUE-21] 21–24
- Présomption, [QUE-2] 255
- Révision et appel, [QUE-16] 36

Recours devant le Tribunal administratif du Québec, voir aussi Certificat de conformité, Conciliation, Conférence de gestion, Justice administrative, Preuve, Tribunal administratif du Québec

- Accès au dossier, [QUE-10] 114
- Assistance, [QUE-10] 104
- Attestation temporaire, [QUE-10] 119, Ann.I (3)
- Audition
- • Absence non motivée, [QUE-10] 100 al. 3
- • Admission de journaliste, [QUE-10] 130
- • Ajournement, [QUE-10] 134
- • Audition préalable, [QUE-10] 100 al. 1
- • Avis, [QUE-10] 129
- • Citation à comparaître, [QUE-10] 132
- • Contre-interrogatoire, [QUE-10] 132
- • Exception, [QUE-10] 100 al. 2
- • Garde des dépositions, [QUE-10] 135
- • Interdiction de publication, [QUE-10] 131
- • Interrogatoire, [QUE-10] 132
- • Ordonnance de huis clos ou de non-diffusion, [QUE-10] 131, 151
- • Période, [QUE-10] 128
- • Présence de journaliste, [QUE-10] 130
- • Remplaçant, [QUE-10] 136
- • Témoignage, [QUE-10] 133, 135
- Conférence de gestion, [QUE-10] 118.1, 119.1–119.5
- Copie du dossier, [QUE-10] 114
- • Indemnité pour défaut de transmettre dans le délai, [QUE-10] 114.1
- Décision, [QUE-10] 15
- • Cessation de fonctions, [QUE-10] 148
- • Contenu, [QUE-10] 151
- • Copie, [QUE-10] 152
- • Délai, [QUE-10] 146
- • Erreur matérielle, [QUE-10] 153
- • Évaluation de la preuve, [QUE-10] 149
- • Exécution, [QUE-10] 107, 156
- • Exécution forcée, [QUE-10] 156
- • Huis clos, non-publication, [QUE-10] 151
- • Motif de désaccord, [QUE-10] 145
- • Outrage au Tribunal, [QUE-10] 157
- • Preuve testimoniale, [QUE-10] 149
- • Prise en délibéré, [QUE-10] 146

Index analytique

- Recours devant le Tribunal administratif du Québec (*suite*)
- Quorum, [QUE-10] 147
 - Rectification, [QUE-10] 153
 - Révision ou révocation, [QUE-10] 154
 - Audition, [QUE-10] 155
 - Demande de révision (proposition ou décision de l'évaluateur) à transmettre par l'organisme municipal responsable de l'évaluation, [QUE-10] 114
 - Requête, [QUE-10] 155
 - Signature, [QUE-10] 150
 - Décision en appel (Cour du Québec), [QUE-10] 159
 - Permission d'appeler, [QUE-10] 160–163
 - Preuve, [QUE-10] 164
 - Délai, [QUE-10] 110, 114, 118.1
 - Décision, [QUE-10] 146
 - Expiration, [QUE-10] 118.1
 - Prolongation, [QUE-10] 106
 - Instruction, [QUE-10] 31, 33, 35, 37
 - Instruction d'urgence, [QUE-10] 119
 - Jonction des affaires, [QUE-10] 118
 - Outrage au Tribunal, [QUE-10] 157
 - Parties à l'instance, [QUE-10] 101
 - Production des documents
 - Destruction, [QUE-10] 91 al. 2
 - Reprise de possession, [QUE-10] 91 al. 1
 - Recours abusif ou dilatoire, [QUE-10] 115
 - Recours interdits, [QUE-10] 158
 - Rejet, [QUE-10] 115
 - Renvoi à la Cour du Québec, [QUE-10] 117
 - Requête introductive, [QUE-10] 110
 - Avis selon le *Code de procédure civile*, [QUE-10] 112
 - Contenu, [QUE-10] 111
 - Copie, [QUE-10] 113
 - Réception, [QUE-10] 113
 - Règles applicables, [QUE-10] 112
 - Section des affaires économiques
 - Compétence d'attribution, [QUE-10] 36–37, ann. IV
 - Section des affaires immobilières, [QUE-10] 118.1
 - Compétence d'attribution, [QUE-10] 32–33, ann. II
 - Garde des dépositions, [QUE-10] 135
 - Section des affaires sociales
 - Compétence d'attribution, [QUE-10] 18–31, ann. I
 - Représentation des parties, [QUE-10] 102, 103
 - Section du territoire et de l'environnement
 - Compétence d'attribution, [QUE-10] 34–35, ann. III
 - Suspension d'instance, [QUE-10] 116
 - Tarif des frais, [QUE-10] 92

Recours devant le Tribunal administratif du travail, voir aussi Conciliation

 - Accès au dossier, [QUE-19] 13
 - Acte de procédure, [QUE-19.4] 3–8, 49–54
 - Acte introductif, [QUE-19] 11–13; [QUE-19.4] 3, 5
 - Communication, [QUE-19.4] 10, 11
 - Désistement, [QUE-19.4] 8
 - Notification, [QUE-19] 17; [QUE-19.4] 60
 - Numéro du dossier, [QUE-19.4] 4
 - Partie dans la demande, [QUE-19.4] 58, 60
 - Vice de forme ou irrégularité, [QUE-19] 14
 - Acte introductif, [QUE-19] 11–13; [QUE-19.4] 3
 - Contenu, [QUE-19] 12; [QUE-19.4] 3
 - Copie, [QUE-19] 13
 - Dépôt, [QUE-19] 11; [QUE-19.4] 5
 - Affaire, [QUE-19] 1; [QUE-19.4] 1
 - Affaire abusive ou dilatoire, [QUE-19] 9(1)
 - Audience, [QUE-19.4] 22–39
 - Absence d'une partie, [QUE-19] 38
 - Audition des parties, [QUE-19] 35
 - Avis, [QUE-19] 37
 - Cessation de fonction d'un membre, [QUE-19] 42
 - Comportement, [QUE-19.4] 28
 - Confidentialité, [QUE-19.4] 35
 - Connaissance d'office, [QUE-19.4] 36
 - Dépôt d'un écrit, [QUE-19.4] 16
 - Durée, [QUE-19.4] 23
 - Empêchement d'un membre, [QUE-19] 42
 - Enregistrement et diffusion, [QUE-19.4] 29, 30
 - Interprète, [QUE-19.4] 34

Lois du travail 2024-2025

- Recours devant le Tribunal administratif du travail (*suite*)
- Lieu des séances, [QUE-19] 36; [QUE-19.4] 22
 - Ordre public, [QUE-19.4] 35
 - Plus d'un membre, [QUE-19] 42
 - Procès-verbal, [QUE-19.4] 39
 - Remise, [QUE-19.4] 24–27
 - Représentation des parties, [QUE-19] 20; [QUE-19.4] 9, 12
 - Témoignage et plaidoirie, [QUE-19.4] 29
 - Audition sur dossier, [QUE-19] 35
 - Comportement vexatoire ou quérulent, [QUE-19] 9(2.1)
 - Conciliation, [QUE-19] 21–25
 - Conférence préparatoire, [QUE-19] 26-28
 - Convocation, [QUE-19] 26
 - Déroulement, [QUE-19] 27, 28
 - Entente, admission et décision, [QUE-19] 28
 - Procès-verbal, [QUE-19] 28
 - Contestation d'une décision de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 262, 359-360, 362, 570.1; [QUE-19] 9(4); [QUE-19.4] 56
 - Décision, [QUE-19] 44–51
 - Affaire instruite par plus d'un membre, [QUE-19] 44
 - Caractère obligatoire, [QUE-19] 51
 - Communication en termes clairs et concis, [QUE-19] 47
 - Contrôle judiciaire, [QUE-19] 108
 - Décision exécutoire, [QUE-2] 436
 - Défaut d'observer un délai, [QUE-19] 46
 - Délai, [QUE-19] 45
 - Erreur, [QUE-19] 48
 - Exécution forcée, [QUE-19] 51
 - Fait nouveau, [QUE-19] 49(1)
 - Impossibilité de se faire entendre, [QUE-19] 49(2)
 - Motif, [QUE-19] 47
 - Notification, [QUE-19] 47
 - Question déferée au président ou à un membre désigné, [QUE-19] 44
 - Rectification, [QUE-19] 48
 - Révision ou révocation, [QUE-19] 49, 50
 - Sans appel, [QUE-19] 51
 - Vice de fond ou de procédure, [QUE-19] 49(3)
 - Délai, [QUE-2] 359-360; [QUE-19] 15; [QUE-19.4] 62, 63
 - Calcul, [QUE-19.4] 44
 - Document, [QUE-19.4] 6, 61
 - Communication, [QUE-19.4] 11
 - Date de dépôt, [QUE-19.4] 45
 - Défaut de dépôt, [QUE-19.4] 7
 - Enquête, [QUE-19] 34
 - Expertise, [QUE-19] 41
 - Dépôt, [QUE-19.4] 15
 - Instruction, [QUE-19] 29–43
 - Membre seul, [QUE-19] 29
 - Nombre d'assesseurs, [QUE-19] 30
 - Nombre de membres, [QUE-19] 29
 - Urgence ou priorité, [QUE-2] 359; [QUE-19] 31; [QUE-19.4] 46
 - Intervention
 - Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-19] 13
 - Demande, [QUE-19.4] 47
 - Opposition à une demande, [QUE-19.4] 48
 - Jonction des affaires, [QUE-19] 19
 - Ordonnance, [QUE-19] 9(3)
 - Ordonnance de surseoir, [QUE-2] 359; [QUE-19] 9(3); [QUE-19.4] 57
 - Preuve, [QUE-19] 39; [QUE-19.4] 6
 - Communication, [QUE-19.4] 10, 12-14
 - Défaut de dépôt, [QUE-19.4] 7
 - Dépôt dans un autre dossier, [QUE-19.4] 37
 - Retrait sur permission, [QUE-19.4] 17
 - Principe de proportionnalité, [QUE-19.4] 2
 - Question de droit ou de fait, [QUE-19] 9
 - Récusation, [QUE-19] 32, 33; [QUE-19.4] 40-43
 - Décision, [QUE-19.4] 43
 - Déclaration, [QUE-19.4] 42
 - Demande, [QUE-19.4] 41
 - Suspension, [QUE-19.4] 40, 41
 - Règles de preuve et de procédure, [QUE-19] 12, 16, 35, 39, 43, 50, 105, 262, 263; [QUE-19.4]
 - Suppléance, [QUE-19] 43
 - Règles particulières selon la division

Index analytique

Recours devant le Tribunal administratif du travail (*suite*)

- • Construction et qualification professionnelle, [QUE-19.4] 11, 22, 46-48, 60-63
- • Relations du travail, [QUE-19.4] 11, 22, 46-55
- • Santé et sécurité du travail, [QUE-19.4] 10, 12, 22, 56-58
- • Services essentiels, [QUE-19.4] 11, 22, 46-48, 59
- Renseignements confidentiels, [QUE-19] 9(7)
- Suspension de l'instance, [QUE-19] 18
- • Retour du dossier à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-19] 18
- Témoin
- • Citation à comparaître, [QUE-19.4] 18-21
- • Défaut de dépôt, [QUE-19.4] 7
- • Document relatif à l'état de santé d'une personne, [QUE-19.4] 20
- • Exclusion, [QUE-19.4] 31
- • Expert, [QUE-19.4] 21, 27
- • Indemnité, [QUE-19] 40
- • Liste, [QUE-19.4] 6
- • Serment, [QUE-19.4] 32
- Traitement, [QUE-19.4] 1
- Transmission du dossier, [QUE-19] 13
- Travailleur handicapé, [QUE-2] 329
- Visite des lieux, [QUE-19] 41; [QUE-19.4] 38

Recours extraordinaire, voir *Pourvoi en contrôle judiciaire*

Recouvrement des prestations, [QUE-2] 430-437

- Certificat d'exigibilité, [QUE-2] 435
- • Dépôt au greffe d'un tribunal, [QUE-2] 436
- Compensation, [QUE-2] 434
- Débiteur en défaut, [QUE-2] 435
- Décision exécutoire, [QUE-2] 436
- Délai de recouvrement, [QUE-2] 431-432
- Exigibilité de la dette, [QUE-2] 433
- Mise en demeure, [QUE-2] 432
- Remboursement du trop-perçu par le bénéficiaire, [QUE-2] 129, 133, 363, 430, 431
- Remise de dette, [QUE-2] 437

Recouvrement de salaire ou indemnité

impayé, voir aussi *Plainte concernant les normes du travail (fédéral)*

- Dispositions non applicables, [CAN-2] 251.17
- Recours civil, [QUE-13] 98, 99; [CAN-2] 261
- Règlements d'application, [CAN-2] 251.16
- Responsabilité civile des administrateurs, [CAN-2] 251.18
- • Assimilation, [CAN-2] 251.19

Rééducation physique, mentale ou sociale, voir *Établissement de rééducation physique, mentale ou sociale, Réadaptation*

Référence de main-d'œuvre

- Bureau des permis de service de référence de main-d'œuvre, [QUE-15] 107.1, 107.4-107.6
 - • Dépenses, [QUE-15] 107.6
 - • Fonctions, [QUE-15] 78; 107.5
 - Permis, [QUE-15] 107.1-107.3, 107.07
 - • Association de salariés affiliée, [QUE-15] 107.1
 - • Conditions, [QUE-15] 107.3
 - Service de référence de main-d'œuvre de l'industrie de la construction, [QUE-15] 4(10), 107.2, 107.7-107.11
 - • Déclaration de besoin de main-d'œuvre, [QUE-15] 107.8(2), 107.9 [QUE-15.1] 1
 - • • Numéro d'embauche, [QUE-15] 107.10; [QUE-15.1] 3
 - • • Transmission, [QUE-15.1] 2
 - • Définition, [QUE-15] 107.7; [QUE-15.1] 1
 - • Disponibilité des salariés, [QUE-15.1] 25
 - • Fonctionnement général, [QUE-15] 107.8; [QUE-15.1] 4-18
 - • • Information aux associations titulaires de permis, [QUE-15.1] 4-6
 - • • Réponse de la Commission à l'employeur, [QUE-15] 107.10(2); [QUE-15.1] 7-11
 - • • Réponse des associations titulaires de permis, [QUE-15.1] 12-18
 - • Infraction et peine, [QUE-15] 119.0.1-119.0.3
 - • Situations d'urgence, [QUE-15.1] 19-24
- ### Refus de fournir des renseignements
- Infraction, [QUE-4] 33; [QUE-9] 18; [QUE-13] 140(3); [QUE-16] 235

Refus de travailler, voir *Droit de refus*

Régie de l'assurance maladie du Québec,
voir aussi *Professionnel de la santé*,
Services de santé

- Décision, [QUE-10] ann. I
- Refus de paiement, [QUE-2] 207
- Remboursement par la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 197-198; [QUE-16] 247
- Rémunération des professionnels de la santé, [QUE-2] 196; [QUE-16] 111
- Renseignements à la Commission, [QUE-2] 42

Régie des rentes du Québec, voir *Retraite Québec*

Régie du bâtiment, [QUE-15] 123.4.4

Régie intermunicipale

- Accès à l'égalité en emploi
- • Application de la Loi, [QUE-1] 2(2)
- Policier et pompier
- • Grève interdite, [QUE-3] 105
- • Médiateur, [QUE-3] 94
- Service public, [QUE-3] 111.0.16

Régie régionale, voir *Agence de la santé et des services sociaux*

Régime complémentaire d'avantages sociaux (construction)

- Administration, [QUE-15] 92(1), 92(5)
- Décision de la Commission
- • Appel, [QUE-15] 93
- Définition, [QUE-15] 1(t)
- Frais d'administration, [QUE-15] 92(2), 92.1
- Frais payables, [QUE-15] 126.0.2
- Transfert à un autre régime, [QUE-15] 92(3)-92(3.1)

Régime d'apprentissage, voir *Apprenti*

Régime d'assurance de personnes

- Discrimination, [C-2] 97(1), 137
- • Exception, [CAN-1] 20-22

Régime d'avantages sociaux

- Discrimination, [C-2] 97(1), 137

Régime d'invalidité de longue durée

- Assuré, [CAN-2] 239.2(1)
- • Preuve de l'assurance, [CAN-2] 249(2)c.1

- Infraction et peine, [CAN-2] 256(1)-(2)
- Non assuré, [CAN-2] 239.2(2)
- Règlement, [CAN-2] 239.3

Régime de pensions

- Acte non discriminatoire, [CAN-1] 20-22, 40(7)

Régime de rentes

- Discrimination, [C-2] 97(1), 137

Régime de retraite

- Comité paritaire, [QUE-4] 23
- Cotisation, [QUE-2] 116
- Dévolution ou blocage obligatoires des cotisations à des âges déterminés ou déterminables
- • Acte non discriminatoire, [CAN-1] 15(1)d)
- Discrimination, [C-2] 97(1)
- • Dispositions applicables, [C-2] 137
- *Loi canadienne sur les droits de la personne*
- • Parties non applicables, [CAN-1] 62
- Participation du travailleur invalide, [QUE-2] 116, 235
- Syndicat professionnel, [QUE-18] 14
- Tribunal administratif du Québec
- • Membre, [QUE-10] 59
- Union et fédération, [QUE-18] 21

Registraire des entreprises

- Administration de la Loi, [QUE-18] 30
- Avis, [QUE-18] 1(5), 11
- Changement de nom d'un syndicat professionnel, [QUE-18] 10
- Constitution d'un syndicat professionnel, [QUE-18] 1(3)-1(5)
- • Dépôt au registre, [QUE-18] 1(5), 11

Registre, voir aussi *Commission de la construction du Québec*

- Accès, [QUE-4] 33
- Altération ou falsification, [QUE-15] 122(4)
- Autre mode de déclaration, [CAN-2.2] 24(3)
- Conservation, [CAN-2.2] 24
- Consultation, [QUE-2] 280, 296, 454; [QUE-16] 52
- Contenu, [QUE-13.4] 1-2; [CAN-2.2] 24(2)
- Délai de conservation, [QUE-13.4] 2; [CAN-2] 252(2); [CAN-2.2] 24(1)-24(2)

Index analytique

- Registre (*suite*)
- Employeur en défaut, [QUE-4] 33
 - Fausse inscription, [QUE-13] 118
 - Infraction et peine, [QUE-4] 33–34; [QUE-13] 139; [CAN-2] 256(3)
 - Inspection, [QUE-4] 22(e); [CAN-2] 251(1.2), 264(c)
 - • Entrave, [QUE-4] 33
 - Production régie par règlement, [CAN-2] 264(c)
 - Registre de dépouillement
 - • Infraction, [QUE-15] 119.8
 - Registre des accidents, [QUE-2] 280
 - Registre inexact, [CAN-2] 258(3)
 - Registre sur les postes de travail, [QUE-16] 52
 - Registre des premiers soins, [QUE-2] 280
 - Registre des questions, [CAN-2] 135.1(9)
 - Registre des salaires, congés, heures supplémentaires, [CAN-2] 252(2)
 - • Infraction et peine, [CAN-2] 256(3)
 - Registre des salariés, [QUE-4] 22(g); [QUE-13] 29(3), 92.9; [QUE-13.4] 1
 - Registre du syndicat, [QUE-18] 5
 - Règlement, [CAN-2] 264(a), (c)
 - Tenue des registres, [CAN-2] 252; [CAN-2.2] 24
- Règlement**
- Définition, [QUE-16] 1; [CAN-2] 122(1)
 - Municipal, [QUE-9] 37
 - Tribunal administratif du Québec
 - • Rémunération des membres, [QUE-10] 56, 57
 - • Sélection des membres, [QUE-10] 42
- Règlement d'application de la Loi sur les biens non réclamés (chapitre B-5.1, r. 1), [QUE-18] 27**
- Règlement sur la classification des employeurs (R.R.Q., 1981, c. A-3, r. 5), [QUE-2] 580**
- Règlement sur les consultants en immigration (chapitre I-0.2.1, r. 1), [QUE-13.1] 24**
- Règlement sur le contrôle de l'énergie atomique (C.R.C., c. 365), [CAN-2.2] 10(1)b(iii)**
- Règlement définissant le terme « promotion » (DORS/2005-376), [CAN-4.1] 1(1)**
- Règlement sur les documents et informations électroniques (DORS/2014-117), [CAN-2.2] 35**
- Règlement sur la durée du travail des conducteurs de véhicules automobiles (C.R.C., ch. 990), [CAN-2.7] 3, 4**
- Règlement sur l'équité en matière d'emploi (DORS/96-470), [CAN-4.1] 1(2)**
- Règlement sur l'éthique et la discipline dans la fonction publique (chapitre F-3.1.1, r. 3), [QUE-19.1] 2**
- Règlement de 2013 sur les explosifs (DORS/2013-211), [CAN-2.2] 10(1)b(ii)**
- Règlement sur l'immigration au Québec (chapitre I-0.2.1, r. 3), [QUE-13.1] 1**
- Règlement sur les impôts (chapitre I-3, r. 1), [QUE-5] 15, 16; [QUE-13] 39.0.4**
- Règlement sur la nomination des membres du comité d'experts médicaux (R.R.Q., 1981, c. I-7, r. 1), [QUE-2] 575**
- Règlement sur le permis de service de référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction (chapitre R-20, r. 8.1), [QUE-19.4] 63**
- Règlement du Canada sur les normes du travail (C.R.C., ch. 986), [CAN-2.2] 33.1**
- Règlement sur les normes du travail (chapitre N-1.1, r. 3), [QUE-2] 6**
- Règlement d'application de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (chapitre P-45, r. 1), [QUE-6.1] 2**
- Règlement à l'amiable, voir Règlement pacifique des conflits de travail**
- Règlement des désaccords (fédéral)**
- Désaccord survenant à l'expiration de la convention collective, [CAN-2] 67(5)
 - Mode de règlement définitif sans arrêt de travail, [CAN-2] 57
 - • Clause obligatoire absente de la convention, [CAN-2] 57(2)
 - • Clause obligatoire dans la convention, [CAN-2] 57(1)
 - • Effet prolongé de la clause obligatoire, [CAN-2] 67(4)
 - Renvoi à un arbitre, [CAN-2] 57(2)
 - • Choix par les parties, [CAN-2] 57(2)a)
 - • Demande de nomination, [CAN-2] 57(2)b), 57(4)

Lois du travail 2024-2025

Règlement des désaccords (fédéral) *(suite)*

- • Nomination par le ministre du Travail, [CAN-2] 57(2)b), 57(5)
- Renvoi à un conseil d'arbitrage, [CAN-2] 57(3), 65(1)
- • Demande, [CAN-2] 57(4)
- • Représentant nommé par le ministre du Travail, [CAN-2] 57(5)
- • Suspension de l'arbitrage, [CAN-2] 65(2)

Règlement des différends et des griefs

- Absence d'une partie, [QUE-3] 100.5
- Audition des parties, [QUE-3] 100.5
- Audition publique, [QUE-3] 82, 100.4
- Avis de convocation, [QUE-3] 100.2
- Citation à comparaître, [QUE-3] 84, 100.6; [QUE-3.2] 8.2
- Contrainte, [QUE-3] 85, 100.6
- Indemnité des témoins, [QUE-3] 86, 100.6
- Interrogatoire, [QUE-3] 100.7, 100.9
- Notification, [QUE-3] 87
- Procédure, [QUE-3] 81, 100.2
- Refus de répondre, [QUE-3] 100.8
- Règlement du gouvernement, [QUE-3] 103
- • Publication, [QUE-3] 104
- Remboursement des frais, [QUE-3] 100.6
- Réouverture d'enquête, [QUE-3] 100.16
- Serment du témoin, [QUE-3] 100.6
- Visite des lieux, [QUE-3] 100.9

Règlement interne des plaintes, voir aussi *Droit de refus (fédéral), Prévention du harcèlement et de la violence*

- Employé réputé être au travail, [CAN-2] 128.1
- Maintien des autres recours, [CAN-2] 131
- Obligation de l'employeur, [CAN-2] 127.1(6)
- Plainte au supérieur hiérarchique, [CAN-2] 127.1(1)
- • Forme, [CAN-2] 127.1(1.2)
- • Règlement à l'amiable, [CAN-2] 127.1(2)
- Réaffectation, [CAN-2] 128.1(3)
- Remboursement du salaire, [CAN-2] 128.1(4)
- Renvoi au comité local ou au représentant
- • Avis, [CAN-2] 127.1(4)
- • Enquête, [CAN-2] 127.1(3)

- • Recommandation, [CAN-2] 127.1(5)
- Renvoi et plainte au chef, [CAN-2] 127.1(8), (8.1)
- • Enquête, [CAN-2] 127.1(9), (9.1)
- • Pouvoirs, [CAN-2] 127.1(10), (11)
- • Situations visées, [CAN-2] 127.1(8)

Règlement pacifique des conflits de travail

- Accès aux locaux de l'employeur, [CAN-2] 109
- Commission d'enquête, [CAN-2] 108
- Communication des états financiers, [CAN-2] 110
- Enquête du ministre du Travail, [CAN-2] 106
- Médiateur, [CAN-2] 105
- Pouvoirs supplémentaires du ministre, [CAN-2] 107
- Scrutin sur les offres de l'employeur, [CAN-2] 108.1
- • Conséquences sur autre délai, [CAN-2] 108.1(2)
- • Ordonnance par le ministre du Travail, [CAN-2] 108.1(1), 108.1(4)
- • Vote favorable, [CAN-2] 108.1(3)

Relations du travail

- Agent de l'État exclu, [CAN-2] 6
- Application de la Loi, [CAN-2] 4-6
- Entreprise canadienne visée par la Loi, [CAN-2] 5.1
- Entreprise fédérale visée par la Loi, [CAN-2] 4
- Grands travaux, [CAN-2] 7
- Société d'État visée par la Loi, [CAN-2] 5(1)-(3)

Relations de travail dans l'industrie de la construction, voir *Industrie de la construction*

Relevé des prestations, [CAN-2] 213(2), voir aussi *Certificat de travail*

Religion, [CAN-1] 2, voir aussi *Croyance*

- Discrimination interdite, [C-1] 15(1); [C-2] 10; [CAN-1] 3(1)
- • Infraction, [C-2] 134(1)
- Éducation religieuse et morale, [C-2] 41
- Laïcité de l'État, [C-2] 9.1
- Liberté, [C-1] 2(a); [C-2] 3
- Objection à la cotisation syndicale pour motif religieux, [CAN-2] 70(2)

Index analytique

Rémunération

- Commission canadienne des droits de la personne
- • Commissaire, [CAN-1] 30
- Conseil de la justice administrative
- • Membre, [QUE-10] 171
- Définition, [QUE-13] 39.0.1; [CAN-4.1] 1(2); [CAN-5] 3
- Délégué de chantier, [QUE-15] 86(3)
- Équité salariale
- • Catégories d'emplois types (en l'absence de catégories d'emplois à prédominance masculine), [QUE-6.2] 2-4
- • Rémunération flexible (aux fins de l'estimation des écarts salariaux), [QUE-6] 65
- • • Absence de catégories d'emplois à prédominance masculine, [QUE-6.2] 4
- Tribunal administratif du Québec
- • Membre, [QUE-10] 45
- • Personnel, [QUE-10] 86
- Tribunal canadien des droits de la personne
- • Membre, [CAN-1] 48.6(1)

Rémunération des arbitres de grief et de différend

- Allocation de déplacement, [QUE-3.3] 7
- Compte, [QUE-3.3] 20
- Conférence préparatoire, [QUE-3.3] 3
- Délibéré et rédaction de la sentence, [QUE-3.3] 4
- Dispositions applicables, [QUE-3.3] 1
- Formulaire de déclaration, [QUE-3.3] 12, 15
- Frais de location de salles, [QUE-3.3] 9
- Frais de transport, de repas et de logement, [QUE-3.3] 6
- Frais inhérents à l'arbitrage, [QUE-3.3] 5
- Honoraires, [QUE-3] 101.8; [QUE-3.3] 2, 10
- Indemnité en cas de désistement ou de règlement total, [QUE-3.3] 8
- Liste des tarifs, [QUE-3.3] 18
- Membre d'un groupement d'arbitres, [QUE-3.3] 16
- Membre du Tribunal d'arbitrage procédure allégée, [QUE-3.3] 17
- Modification, [QUE-3.3] 14
- Paiement, [QUE-3.3] 19
- Réclamation, [QUE-3.3] 13

- Réglementation, [QUE-3] 103; [QUE-3.3] 21-24
- Rémunération par les parties, [QUE-3.3] 11
- Séance d'arbitrage, [QUE-3.3] 2

Renseignement

- Infraction à la loi commise par l'employeur
- • Sanctions disciplinaires prises avec l'intention de forcer l'employé à s'abstenir de fournir des renseignements
- • • Menaces et représailles, [CAN-3] 425.1

Renseignement confidentiel, voir aussi Confidentialité

- Divulgence, [C-2] 9
- Équité en matière d'emploi, [CAN-4] 9(3), 24, 28(10), 34
- Tribunal administratif du travail, [QUE-19] 9 al. 2(7)

Renseignement personnel, [QUE-11] 8-9

Rente pour incapacité permanente, [QUE-2] 554

Rente pour incapacité totale, [QUE-2] 448, 451

Rente d'invalidité

- Date de la demande, [QUE-2] 42.1 al. 2a)
- Détermination des montants, [QUE-2] 42.1 al. 2c)
- Identification des cotisants, [QUE-2] 42.1 al. 2b), b.1), d)

Rente de retraite, [QUE-2] 42.1, 144

Rente mensuelle

- Disposition transitoire, [QUE-2] 560-568
- Facteurs de nivellement, [QUE-2] 564, ann. IX
- Facteurs de redistribution, [QUE-2] 563, ann. VIII
- Indemnité de décès, [QUE-2] 101, 102, ann. IV
-

Renvoi

- Discrimination interdite, [C-2] 16
- • Infraction, [C-2] 134(1)
- Illégalité, [CAN-2] 256(1)c)

Renvoi abusif

- Dommages-intérêts exemplaires, [QUE-4] 31
- Infraction et peine, [QUE-4] 30
- • Récidive, [QUE-4] 30

Renvoi à une ancienne loi, [QUE-2] 477, 505; [QUE-9] 35; [QUE-16] 333

Repas

- Période, [QUE-13] 79

Repos, voir aussi *Congé annuel, Jour férié*

- Dimanche, [CAN-2] 173
- Lieu de repos, [QUE-13] 86
- Nombre de jours par semaine, [QUE-13] 78; [CAN-2] 173
- Période entre chaque quart de travail, [CAN-2] 169.2(1)
- Exception, [CAN-2] 169.2(2)
- Période fixée par le ministre du Travail, [CAN-2.2] 8
- Repos hebdomadaire, [CAN-2.2] 8, 9
- Travailleur agricole, [QUE-13] 78

Représailles interdites, [C-2] 82, 134(5); [C-3] 45; [QUE-2] 32; [QUE-3] 15; [QUE-13] 122; [QUE-15] 101; [QUE-16] 30, 81, 97; [CAN-1] 14.1; [CAN-3] 425.1

Représentant à la prévention, voir aussi *Programme de prévention, Représentant en santé et en sécurité*

- Absence du travail, [QUE-16] 91–93
- Avis, [QUE-16] 88
- Collaboration de l'employeur, [QUE-16] 94
- Contestation d'une réaffectation, [QUE-16] 37
- Révision, [QUE-16] 37.1
- Cours de formation, [QUE-16] 91
- Frais d'inscription, [QUE-16] 91
- Définition, [QUE-16] 1
- Désignation, [QUE-16] 87–89
- Droit de refus, [QUE-16] 16
- Fonctions, [QUE-16] 29, 90
- Exercice abusif, [QUE-16] 31, 97
- Instruments nécessaires, [QUE-16] 95
- Présomption de travail, [QUE-16] 96
- Sanction interdite, [QUE-16] 31, 97

Représentant en matière de santé et de sécurité, voir aussi *Comité local de santé et de sécurité*

- Accès aux renseignements, [CAN-2] 136(7), 136.1
- Droit au salaire, [CAN-2] 136(9)
- Fonctions, [CAN-2] 136(5)
- Absence de désignation, [CAN-2] 136(4)
- Exception, [CAN-2] 136(5.1)

- Immunité, [CAN-2] 136(10)
- Mandat, [CAN-2.8] 12
- Nomination, [CAN-2] 136(1), (2), 137
- Employés sans syndicat, [CAN-2.8] 11
- Employés syndiqués, [CAN-2] 136(2)
- Employeur, [CAN-2] 136(1)
- Mise en demeure, [CAN-2] 136(3)
- Poste vacant, [CAN-2.8] 13
- Programme de formation, [CAN-2] 125(1)z.01; [CAN-2.8] 14
- Règlement du gouverneur en conseil, [CAN-2] 136(11)
- Règlement interne des plaintes, [CAN-2] 127.1(3)-(5)
- Renseignements exigibles de l'employeur, [CAN-2] 136(6)
- Temps nécessaire à l'exercice des fonctions, [CAN-2] 136(8)

Représentant en santé et en sécurité

- Absence du travail, [QUE-16] 212
- Chantier de construction, [QUE-16] 209–215
- Définition, [QUE-16] 194(3)
- Désignation, [QUE-16] 209, 212.1
- Nombre, [QUE-16] 212.1
- Dispositions applicables, [QUE-16] 208, 213, 215
- Fonctions, [QUE-16] 210
- Présomption de travail, [QUE-16] 214
- Programme de formation, [QUE-16] 211
- Frais, [QUE-16] 211

Représentant patronal

- Désignation, [CAN-2] 34(3), (4), 34(7)
- Droits, [QUE-16] 11
- Obligations, [QUE-16] 7, 8; [CAN-2] 34(6)
- Statut, [CAN-2] 34(5)
- Statut de non-travailleur, [QUE-16] 1

Représentation

- Tribunal administratif du Québec
- Restriction, [QUE-10] 102
- Section des affaires sociales, [QUE-10] 102
- Services d'un avocat, [QUE-10] 103

Représentation du salarié

- Association accréditée, [QUE-3] 69
- Comité paritaire, [QUE-4] 22(a)

Index analytique

- Représentation du salarié (*suite*)
- Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-13] 123
 - Tribunal administratif du travail, [QUE-3] 19
- Représentation syndicale dans le secteur des affaires sociales**, voir *Unité de négociation dans le secteur des affaires sociales*
- Représentativité (association de salariés)**, voir aussi *Agent de relations du travail*, *Association représentative (construction)*, *Unité de négociation*
- Conditions pour être reconnu membre, [QUE-3] 36.1; [QUE-3.2] 30
 - Décision de la Commission, [QUE-3] 32
 - • Enquête, [QUE-3] 32
 - • Parties intéressées, [QUE-3] 32
 - Enquête de l'agent de relations du travail, [QUE-3] 41
 - Rapport d'enquête, [QUE-3] 41
 - • Contestation, [QUE-3] 41
 - Scrutin secret, [QUE-3] 32, 37–37.2
- Reprise d'instance**, voir *Comité paritaire*
- Réputation**
- Droit à la sauvegarde, [C-2] 4
- Requête en accréditation**, voir aussi *Accréditation*, *Requête en révocation d'accréditation*, *Tribunal administratif du travail*
- Contenu, [QUE-3.2] 9
 - Délai pour rendre la décision, [QUE-3] 39.1
 - Documents accompagnant la requête
 - • Exposé des faits et représentations à l'appui, [QUE-3.2] 6
 - • Résolution de l'association, [QUE-3.2] 9
 - Effet
 - • Maintien des conditions de travail, [CAN-2] 24(4)
 - Époque de la demande, [CAN-2] 24(2), 47(2)
 - • Grève ou lock-out, [CAN-2] 24(3)
 - Inscription dans un registre public, [QUE-3.2] 3, 5
 - Modification, [QUE-3.2] 38
 - Requête au Conseil canadien des relations industrielles, [CAN-2] 24(1), 47(2)
 - Transmission, [QUE-3.2] 3.1, 10
- Requête d'attestation d'association**, [QUE-3.2] 31
- Requête en récusation d'un arbitre de grief (construction)**, [QUE-15] 65
- Requête en révocation d'accréditation**
- Accréditation d'un regroupement de syndicats, [CAN-2] 41
 - • Demandeur, [CAN-2] 41(1)
 - Disposition applicable, [QUE-3.2] 30
 - Éléments de preuve, [CAN-2] 40(2)
 - Époque de la demande, [CAN-2] 38(2), (5), 40(1), 41(3)
 - Fraude du syndicat, [CAN-2] 40
 - • Demandeur, [CAN-2] 40(1)
 - Modification, [QUE-3.2] 38
 - Syndicat antérieur, [CAN-2] 36(1)b
- Réseau de transport métropolitain**
- Accès à l'égalité en emploi
 - • Application de la Loi, [QUE-1] 2(2)
- Réserviste des Forces canadiennes**, voir *Salarié réserviste des Forces canadiennes*
- Résidence**
- Droit d'établissement, [C-1] 6(2), (3)
- Résidu minier**, voir *Parc à résidus miniers*
- Résiliation du contrat de travail**, voir *Contrat de travail*
- Responsabilité civile**, voir *Action en responsabilité civile*
- Ressource de type familial**
- Définition, [QUE-2] 2
- Ressource intermédiaire**
- Définition, [QUE-2] 2
- Restaurateur professionnel**
- Entrepreneur autonome, [QUE-15] 19 al. 1(13)ii)
- Retenue sur salaire**, voir *Employeur professionnel*, *Salaires*
- Retenue syndicale**, voir *Cotisation*
- Retrait préventif du travailleur exposé à un contaminant**
- Avantages liés à l'emploi, [QUE-16] 38, 39
 - Certificat médical, [QUE-16] 32, 33
 - Cessation de travail, [QUE-16] 35
 - Droit, [QUE-16] 32
 - Incapacité à accomplir les tâches, [QUE-16] 37

Retrait préventif du travailleur exposé à un contaminant (*suite*)

- Indemnité de remplacement du revenu, [QUE-16] 36
- Réaffectation, [QUE-16] 32, 35
- Recours devant le Tribunal administratif du travail, [QUE-16] 36, 37.1–37.3
- Réintégration, [QUE-16] 35, 38
- Rémunération, [QUE-16] 36

Retrait préventif de la travailleuse enceinte

- Avantages liés à l'emploi, [QUE-16] 43
- Certificat médical, [QUE-16] 40, 40.1, 48.1
- Cessation de travail, [QUE-16] 41
- Danger physique pour l'enfant à naître ou la mère, [QUE-16] 40, 40.1
- Protocole sur les dangers et les conditions de travail, [QUE-16] 40.1, 48, 48.1
- Droit, [QUE-16] 40
- Indemnité de remplacement du revenu, [QUE-16] 44
- Imputation du coût, [QUE-16] 45
- Montant irrécouvrable, [QUE-16] 44
- Paiement temporaire, [QUE-16] 44
- Réaffectation, [QUE-16] 40
- Contestation, [QUE-16] 42
- Réintégration, [QUE-16] 43
- Travailleuse allaitante, [QUE-16] 46–48.1
- Certificat, [QUE-16] 46, 48.1
- Cessation de travail, [QUE-16] 47
- Dispositions applicables, [QUE-16] 48

Retraite, voir *Âge de la retraite, Mise à la retraite, Régime de retraite*

Retraite Québec, [QUE-10] 26, 97(2), ann. I

- Entente avec la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 42.1; [QUE-16] 174.1
- Rente d'invalidité, [QUE-2] 144

Rétroactivité

- Convention collective, [QUE-3] 72
- Loi, [C-1] 11(g); [C-2] 37
- Règlement du gouvernement du Québec, [QUE-13] 90.1

Rétrogradation illégale, [C-3] 45; [QUE-15] 101; [CAN-2] 209.3, 238–239, 239.1(1); [CAN-3] 425.1

Réunion pacifique

- Liberté, [C-1] 2(c); [C-2] 3

Révision administrative

- Procédure applicable, [QUE-10] 2

S

Saisie abusive, [C-1] 8; [C-2] 24.1

Saisie-arrêt, voir *Saisie en mains tierces*

Saisie en mains tierces, [QUE-13] 122(3); [CAN-2] 238

Salaire, voir aussi *Bulletin de paie, Équité salariale (fédéral), Équité salariale (provinciale), Recouvrement de salaire ou indemnité impayé, Rémunération, Traitement*

- Acte discriminatoire, [CAN-1] 11; [CAN-2] 182
- Administrateur
- Responsabilité, [QUE-15] 122(7)
- Application exclusive de la convention, [CAN-2] 168(1.1)
- Application de la Loi, [QUE-13] 157; [CAN-2] 167–168
- Calcul, [CAN-2] 264(d), (e); [CAN-2.2] 20
- Jour férié et congé de décès, [CAN-2.2] 17, 18
- Déclaration, [QUE-2] 291, 454
- Définition, [C-2] 56(2); [QUE-4] 1(i); [QUE-13] 1(9); [QUE-15] 1(q); [CAN-1] 11(7); [CAN-2] 166
- Taux de salaire de base, [CAN-2.2] 19(1)
- Distinction non discriminatoire, [C-2] 19–20
- Égalité pour travail équivalent, [C-2] 19
- Employé introuvable, [CAN-2.2] 23(1)
- Avis, [CAN-2.2] 23(1.1)
- Remise au ministre du Travail, [CAN-2] 264(i)
- Indemnité de présence, [QUE-13] 58; [CAN-2.2] 11.1
- Infraction et peine, [CAN-2] 256(1)a
- Normes du travail, [QUE-13] 40–51.1
- Obligatoire, [QUE-4] 9
- Paiement, [CAN-2] 247
- Autre mode autorisé, [QUE-13] 39(11)
- Chèque, [QUE-13] 42
- En espèces, [QUE-13] 42
- Jour de paye, [QUE-13] 43, 45; [CAN-2] 247
- Virement bancaire, [QUE-13] 42

Index analytique

- Salaire (suite)**
- Pourboire, [QUE-13] 50–50.2
 - Présomption d'employé, [CAN-2] 167.01
 - Projet pilote, [CAN-2] 263, 263.1
 - Réduction illégale, [QUE-4] 12, 36; [QUE-15] 122(5)
 - Réduction permise, [CAN-2.2] 21
 - Règlement, [CAN-2] 264(d)
 - Remboursement par la Commission, [QUE-15] 122(8)
 - Remise illégale, [QUE-4] 36; [QUE-15] 122(5)
 - Renonciation sans effet, [QUE-18] 23
 - Repas, logement et autres formes de rémunération, [CAN-2.2] 21–22
 - Retenues sur salaire, [QUE-13] 49; [CAN-2] 254.1(1)
 - Autorisation, [CAN-2] 254.1(2)
 - Dommages et pertes, [CAN-2] 254.1(3)
 - Règlements, [CAN-2] 254.1(4)
 - Salarié à temps partiel, [QUE-13] 41.1, 41.2
 - Sanction administrative pécuniaire, [CAN-2] 270(1a), 273; [CAN-2.6] 2, ann. 2
 - Solidarité, [QUE-4] 14; [QUE-15] 54
 - Statut d'emploi du salarié, [QUE-13] 41.1, 41.2
- Salaire minimum**
- Accident du travail et maladies professionnelles, [QUE-2] 6
 - Apprenti, [QUE-8] 30(d); [CAN-2.2] 11
 - Avantage matériel, [QUE-13] 41
 - Employé affecté à la cueillette des fruits, [QUE-13.2] 4.1
 - Employé de moins de 18 ans, [CAN-2] 179(b)
 - Employés non visés, [QUE-13] 41.1; [QUE-13.2] 2; [CAN-2] 167(2)–(3), 168(1.1)
 - Entreprises et personnes visées, [CAN-2] 167(1)–(1.2)
 - Équité salariale
 - Absence de catégories d'emplois à prédominance masculine
 - Taux horaire de rémunération attribué à chacune des catégories d'emplois types, [QUE-6.2] 3(1)
 - Fixation par arrêté ministériel, [CAN-2] 178(4)
 - Fixation par règlement, [QUE-13] 40, 89(1)
 - Infraction et peine, [CAN-2] 256(1a)
 - Majoration, [CAN-2] 178(2)
 - Mode autre que le temps, [CAN-2] 178(4)
 - Fixation par arrêté ministériel, [CAN-2] 178(4)
 - Obligation de l'employeur, [CAN-2] 178(5)
 - Règlements, [CAN-2] 181
 - Salaire horaire minimum, [QUE-13.2] 3; [CAN-2] 178, 178.1
 - Salarié au pourboire, [QUE-13.2] 4
 - Rajustement annuel, [CAN-2] 178.1
- Salaire ou indemnité payé en partie, voir *Inspecteur (fédéral)***
- Salarié, voir aussi *Employé, Plainte du salarié, Travailleur***
- Aliénation de l'entreprise, [QUE-13] 96, 97
 - Définition, [QUE-3] 1(l); [QUE-4] 1(j); [QUE-6] 4; [QUE-13] 1(10); [QUE-15] 1(r); [CAN-4.1] 1(2)
 - Salarié lié par la convention collective, [QUE-3] 67
 - Salarié non régi par la Loi, [QUE-13] 3
 - Salarié régi par la Loi, [QUE-13] 2, 158
- Salarié à commission**
- Calcul du salaire fixé par règlement, [CAN-2] 264(e.1)
 - Indemnité, [QUE-13] 62
 - Indemnité compensatoire, [QUE-7] 4; [QUE-13] 83
 - Non-assujettissement au salaire minimum, [QUE-13.2] 2(4)
- Salarié de la construction, voir aussi *Association de salariés (construction), Convention collective (construction)***
- Convention collective, [QUE-15] 27
 - Indemnité compensatoire, [QUE-15] 122(3)
- Salarié de la fonction publique, [QUE-13] 83.2**
- Salarié permanent**
- Définition, [QUE-15] 1(s)
- Salarié au pourboire, voir aussi *Pourboire, Salaire minimum***
- Définition, [QUE-13.2] 1
 - Indemnité compensatoire, [QUE-7] 4
- Salarié réserviste des Forces canadiennes**
- Absence du travail, [QUE-13] 81.17.1
 - Avantage, [QUE-13] 79.6, 81.17.6

Lois du travail 2024-2025

Salarié réserviste des Forces canadiennes (*suite*)

- • Avis à l'employeur, [QUE-13] 81.17.3
- • Congédiement, suspension ou déplacement, [QUE-13] 79.4, 81.17.6
- • Document justificatif, [QUE-13] 81.17.4
- • Durée supérieure à 12 mois, [QUE-13] 81.17.5
- • Exception, [QUE-13] 81.17.2
- • Licenciement ou mise à pied, [QUE-13] 79.5, 81.17.6
- • Réintégration du salarié, [QUE-13] 79.4, 81.17.6
- • Retour au travail
- • • Avant la date prévue, [QUE-13] 81.17.3
- • Congé annuel, [QUE-13] 70

Salarié surnuméraire, voir *Surnuméraire*

Salarié à temps partiel

- Accès à l'égalité en emploi
- • Exclusion, [QUE-1] 4
- Congé annuel, [QUE-13] 74.1
- Programme d'accès à l'égalité en emploi
- • Exclusion, [QUE-1] 11
- Taux de salaire, [QUE-13] 41.1

Salariée enceinte, voir *Employée enceinte*

Salon

- Admission, [QUE-9] 14

Sanction administrative pécuniaire (fédéral), voir aussi *Équité salariale (fédéral)*

- Appel au Conseil canadien des relations industrielles, [CAN-2] 285-288
- • Avis au chef, [CAN-2] 286(1)
- • Décision, [CAN-2] 287
- • • Caractère définitif de la décision, [CAN-2] 287(6)
- • • Copie au comité local ou au représentant, [CAN-2] 287(4)
- • • Correction de la pénalité, [CAN-2] 287(2)
- • • Motifs, [CAN-2] 287(3)
- • Demande, [CAN-2] 285(1)
- • • Délai, [CAN-2] 285(1)
- • • Moyens d'appel, [CAN-2] 285(2)
- • Document, [CAN-2] 286(2), (3)
- • Observation et preuve par le chef, [CAN-2] 286(4)

- • Recours extraordinaire, [CAN-2] 287(7)
- • Rémunération de l'employé témoin, [CAN-2] 288; [CAN-2.6] 10
- Aveu de responsabilité
- • Défaut de demande de révision ou d'appel, [CAN-2] 290
- • Paiement de la pénalité, [CAN-2] 289
- Moyen de défense
- • Exclusion, [CAN-2] 277(1)
- Paiement
- • Date, [CAN-2.6] 7(2)
- • Obligation, [CAN-2] 284(5), 287(5)
- • Paiement hâtif, [CAN-2.6] 7(1)
- Pénalité
- • Montant, [CAN-2] 273; [CAN-2.6] 4-6, ann. 3
- • Plafond, [CAN-2] 270(2)
- Personne morale, [CAN-2] 274
- • Dirigeant, administrateur ou mandataire, [CAN-2] 274
- • Personnel de gestion ou de surveillance, [CAN-2] 274
- Pouvoir du chef, [CAN-2] 271
- • Délégation, [CAN-2] 272
- Preuve, [CAN-2] 275, 293
- • Fardeau, [CAN-2] 294
- Principe de common law, [CAN-2] 277(2)
- Procédure pénale, [CAN-2] 279
- • Cumul interdit, [CAN-2] 279(1)
- Procès-verbal de violation, [CAN-2] 271, 276
- • Admissibilité en preuve, [CAN-2] 293
- • Agent verbalisateur, [CAN-2] 271, 276(1), 294
- • Contenu, [CAN-2] 276(2)
- • Copie au comité local ou au représentant, [CAN-2] 276(3)
- • Modification, [CAN-2] 282
- • Prescription, [CAN-2] 280
- • Signification, [CAN-2] 276(1); [CAN-2.6] 8
- • Projet pilote, [CAN-2] 296, 297
- • Publication, [CAN-2] 295; [CAN-2.6] 11
- Recouvrement, [CAN-2] 291, 292
- • Certificat de non-paiement, [CAN-2] 292
- • Créance, [CAN-2] 291(1)
- • Prescription, [CAN-2] 291(1)
- Règlement, [CAN-2] 270(1)

Index analytique

- Sanction administrative pécuniaire (fédéral) (suite)**
- Révision, [CAN-2] 281–284
 - Décision du chef, [CAN-2] 284
 - Caractère définitif de la décision, [CAN-2] 284(6)
 - Copie au comité local ou au représentant, [CAN-2] 284(4)
 - Correction de la pénalité, [CAN-2] 284(2)
 - Motifs, [CAN-2] 284(3)
 - Signification, [CAN-2] 284(3); [CAN-2.6] 8
 - Demande par l’auteur, [CAN-2] 281
 - Délai, [CAN-2]
 - Modalité, [CAN-2.6] 9
 - Règles de procédure, [CAN-2] 283(2)
 - Traitement comme une demande d’appel, [CAN-2] 283(3)
 - Violation, [CAN-2] 270(1)a), 273; [CAN-2.6] 2, 3, ann. 1, 2
 - Continuité sur plusieurs jours, [CAN-2] 278
 - Types, [CAN-2.6] 3, ann. 1, 2
- Sanction disciplinaire illégale, voir *Mesure disciplinaire illégale***
- Sanction pécuniaire**
- Pratique déloyale de l’employeur, [CAN-2] 94(3)c), e), f)
- Santé et sécurité au travail, voir aussi *Accident du travail, Agent régional de santé et de sécurité, Agent de santé et de sécurité, Comité local de santé et de sécurité, Comité d’orientation en matière de santé et de sécurité, Comité de santé et de sécurité, Commission des normes, de l’équité, de la santé et de la sécurité du travail, Commission de la sécurité dans les mines de charbon, Danger, Droit de refus, Inspection en matière de santé et de sécurité au travail, Lésion professionnelle, Maladie professionnelle, Représentant en matière de santé et de sécurité, Retrait préventif du travailleur exposé à un contaminant, Retrait préventif de la travailleuse enceinte***
- Besoins spéciaux de l’employé
 - Mode de communication des instructions, avis et renseignements, [CAN-2] 122.3
 - Cas de mort ou blessure, [CAN-2] 148(2), (3)
 - Interdiction de toucher aux débris ou objets se rapportant à l’événement, [CAN-2] 127
 - Champ d’application de la Loi, [QUE-16] 2–8.1; [CAN-2] 123, 123.1
 - Communication de renseignements, [CAN-2] 155
 - Déficience des conditions de santé, [QUE-16] 123
 - Dispositions applicables, [CAN-2] 160
 - Dispositions d’ordre public, [QUE-16] 4
 - Dispositions générales, [QUE-16] 2–8.1
 - Dispositions plus avantageuses, [QUE-16] 4
 - Droit de la personne, [CAN-2] 123.1
 - Employée enceinte ou allaitante, [QUE-13] 122; [CAN-2] 132
 - Facturation des services, installations ou produits, [CAN-2] 156.1
 - Infraction et peine, [QUE-16] 234–242; [CAN-2] 148–154
 - Ordonnance de la Commission, [QUE-16] 238
 - Récidive, [QUE-16] 237
 - Revalorisation annuelle des amendes, [QUE-16] 237.1
 - Mesure disciplinaire, [CAN-2] 147–147.1
 - Moyens et équipement de protection, [QUE-16] 3
 - Objet de la Loi, [QUE-16] 2; [CAN-2] 122.1, 122.2
 - Obligation d’installer des matériaux, [QUE-15] 88
 - Clause de la convention collective réputée non écrite, [QUE-15] 89
 - Obligations de l’employé, [CAN-2] 126
 - Obligations de l’employeur, [C-4] 2087; [CAN-2] 124–125.3
 - Plainte découlant de mesures disciplinaires, [CAN-2] 133, 134, 156
 - Plainte du salarié
 - Processus de règlement interne, [CAN-2] 127.1–131
 - Programme de santé et de sécurité au travail, [CAN-2] 138(6)
 - Programme de surveillance médicale, [CAN-2] 139
 - Projet pilote, [CAN-2] 161, 162
 - Recherche, [QUE-16] 169
 - Régime particulier, [QUE-16] 8.2–8.12
 - Application, [QUE-16] 8.4–8.5
 - Choix, [QUE-16] 8.5

Lois du travail 2024-2025

Santé et sécurité au travail (*suite*)

- Remboursement de l'organe responsable, [QUE-16] 8.5
- Dépôt à l'Assemblée nationale, [QUE-16] 8.10
- Entente, [QUE-16] 8.2, 8.6
- Mise en œuvre, [QUE-16] 8.2
- Publication, [QUE-16] 8.9
- Résiliation, [QUE-16] 8.11
- Modification, [QUE-16] 8.3
- Objet, [QUE-16] 8.3
- Publication, [QUE-16] 8.9
- Règlement, [QUE-16] 8.3, 8.7, 8.8, 8.11
- Assentiment préalable des Mohawks de Kahnawake, [QUE-16] 8.8
- Dépôt à l'Assemblée nationale, [QUE-16] 8.10
- Publication, [QUE-16] 8.12
- Renvoi, [QUE-16] 8.7
- Règlement, [QUE-16] 223.1, 225
- Entrée en vigueur, [QUE-16] 225
- Règlement du gouverneur en conseil, [CAN-2] 125(3), (6), 157–159
- Recommandation ministérielle, [CAN-2] 157(3)
- Sanction administrative pécuniaire, [CAN-2] 270(1a), 273; [CAN-2.6] 2, ann. 1
- Santé de l'enfant allaité, [CAN-2] 204(1)
- Santé de la mère et celle du fœtus, [QUE-13] 122; [CAN-2] 204(1)

Scierie

- Définition, [QUE-13.2] 1
- Semaine normale de travail, [QUE-13] 89(4); [QUE-13.2] 11

Scrutin (construction)

- Association sectorielle d'employeurs, [QUE-15] 41.1

Scrutin (offres de l'employeur), [CAN-2] 108.1, voir aussi *Règlement pacifique des conflits de travail*

Scrutin de représentation (fédéral), voir aussi *Accréditation, Scrutin secret*

- Adhésion au syndicat, [CAN-2] 29(3)
- Bulletin de vote, [CAN-2] 30(1)b, 30(2)
- Dépouillement, [CAN-2] 30(1)b
- Fusion de syndicats ou transfert de compétence, [CAN-2] 43(3)
- Garde des urnes, [CAN-2] 30(1)b
- Majorité, [CAN-2] 31(3)

- Mode de scrutin, [CAN-2] 30(1)b
- Obligations du Conseil canadien des relations industrielles, [CAN-2] 30(1), (2)
- Participation minimale, [CAN-2] 31(2)
- Pouvoirs du Conseil canadien des relations industrielles, [CAN-2] 30(3)
- Régularité du scrutin, [CAN-2] 30(1)b
- Résultat, [CAN-2] 31(1)
- Scellage des urnes, [CAN-2] 30(1)b

Scrutin secret, voir aussi *Accréditation, Scrutin de représentation (fédéral)*

- Association représentative (construction), [QUE-15] 32
- Délégué de chantier, [QUE-15] 86.1
- Entente tenant lieu de convention (construction), [QUE-15] 44.1, 44.2

Secours

- Droit et obligation, [C-2] 2

Secret ou procédé de fabrication

- Divulgence illégale, [QUE-16] 234

Secret professionnel, [CAN-1] 33(2)f

- Droit au respect, [C-2] 9

Secteur génie civil et voirie, [QUE-15] 1(v)

Secteur industriel, [QUE-15] 1(w)

Secteur institutionnel et commercial, [QUE-15] 1(x)

Secteur résidentiel, [QUE-15] 1(y)

Secteurs public et parapublic, voir aussi *Entente sur les services essentiels, Fonction publique, Liste des services essentiels, Maintien des services essentiels, Service public, Tribunal administratif du travail*

- Accréditation, [QUE-3] 111.3
- Action préjudiciable au public, [QUE-3] 111.17, 111.18
- Engagement d'une personne, [QUE-3] 111.19
- Ordonnance du Tribunal administratif du travail, [QUE-3] 111.17, 111.18
- Affiliation, [QUE-3] 111.4
- Délai, [QUE-3] 111.4
- Conditions de travail
- Modification interdite, [QUE-3] 111.11
- Convention collective
- Effet continué, [QUE-3] 111.6
- Expiration, [QUE-3] 111.6
- Négociation, [QUE-3] 111.6, 111.7

Index analytique

Secteurs public et parapublic (*suite*)

- • Parties liées, [QUE-3] 111.3
- Définition, [QUE-3] 111.2
- Dispositions applicables, [QUE-3] 111.1-111.15.3
- Enquête, [QUE-3] 111.16
- Entreprise du secteur parapublic
 - • Équité salariale, [QUE-6] 3 al. 2(1), (3)
 - • • Comité, [QUE-6] 19.1, 20.1, 21.1
 - • • Programme, [QUE-6] 11
 - Grève
 - • Approbation préalable, [QUE-3] 111.12
 - • Avis préalable, [QUE-3] 111.11
 - • Délai, [QUE-3] 111.11
 - • Interdiction, [QUE-3] 111.14
 - • Renouvellement de l'avis, [QUE-3] 111.11
 - Interprétation, [QUE-3] 111.2
 - Lock-out
 - • Avis préalable, [QUE-3] 111.11
 - • Délai, [QUE-3] 111.11
 - • Interdiction, [QUE-3] 111.13, 111.14
 - • Renouvellement de l'avis, [QUE-3] 111.11
 - Maintien des services, [QUE-3] 111.10-111.15.3
 - • Information, [QUE-3] 111.10.2
 - Proposition non salariale
 - • Association accréditée non partie d'un groupement, [QUE-3] 111.8(2)
 - • Association accréditée partie d'un groupement, [QUE-3] 111.8(1)
 - • Comité patronal, [QUE-3] 111.8(3)
 - Proposition salariale, [QUE-3] 111.8(4)

Sécurité

- Définition, [CAN-2] 122(1)
- Droit, [C-1] 7

Sécurité civile, voir *État d'urgence local ou national*

Sécurité incendie, voir *Service municipal de sécurité incendie*

Sécurité et santé au travail, voir *Droit de refus, Retrait préventif du travailleur exposé à un contaminant, Retrait préventif de la travailleuse enceinte, Santé et sécurité au travail*

Sécurité sociale, [QUE-4] 22(m)

Sécurité syndicale, [QUE-15] 61, 108

Semaine normale de travail, voir aussi

Durée du travail, Heures de travail, Heures supplémentaires, Horaire de travail, Jour de travail

- Alimentation au détail, [QUE-13] 89(4)
- Définition, [QUE-13] 1(11); [CAN-2] 166
- Durée, [QUE-13] 52; [QUE-13.2] 9-13; [CAN-2] 169(1)a)
- Endroit isolé, [QUE-13.2] 12
- Exploitation forestière, [QUE-13.2] 10
- Fixation par règlement, [QUE-13] 89(4)
- Gardien, [QUE-13.2] 9
- Licenciement, [CAN-2.2] 31(3)
- Présomption, [QUE-2] 289.1
- Salariaés non visés, [QUE-13] 54
- Scierie, [QUE-13.2] 11

Sentence arbitrale, voir aussi *Arbitre de différend, Arbitre de grief*

- Contenu, [QUE-3] 92, 99.7
- Correction, [QUE-3] 91.1
- Délai, [QUE-3] 90, 101.5
- Durée, [QUE-3] 92, 99.8
- Effet, [QUE-3] 93, 99.8
- Éléments à considérer, [QUE-3] 99.5
- Erreur matérielle, [QUE-3] 91.1
- Exécution, [QUE-3] 93
- Fondement sur la preuve, [QUE-3] 100.11
- Modification, [QUE-3] 92, 99.8
- Motif, [QUE-3] 101.2
- Ordonnance de la Commission, [QUE-3] 101.7
- Parties liées, [QUE-3] 99.8, 101
- Preuve, [QUE-3] 99.6
- Sans appel, [QUE-3] 101
- Serment, [QUE-3] 79
- Taxe des témoins, [QUE-3] 88
- Traduction, [C-3] 44
- Transmission au ministre, [QUE-3] 89, 101.6
- Transmission aux parties, [QUE-3] 89, 101.6

Serment

- Commission canadienne des droits de la personne
 - • Commissaire et agent, [CAN-1] 33(1)
 - • Conseil de la justice administrative
 - • Membre, [QUE-10] 170
- Tribunal administratif du Québec

Serment (*suite*)

- Membre, [QUE-10] 68
- Tribunal canadien des droits de la personne
- Enquêteur (pouvoir de faire prêter serment ou d'interroger sous serment), [CAN-1] 48.3(4)

Serre destinée à la production agricole

- Loi non applicable aux travaux de construction, [QUE-15] 19 al. 1(1)

Service canadien du renseignement de sécurité

- Équité en matière d'emploi, [CAN-4] 21(3), 21(5), (6)
- Règlement, [CAN-4] 41(5)–(7)

Service communautaire, voir Centre local de services communautaires

Service continu, voir aussi Avis de cessation d'emploi ou de mise à pied, Congé annuel, Jour férié ou chômé

- Base de calcul pour le congé annuel, [QUE-13] 67–69
- Condition préalable aux jours fériés ou chômés, [QUE-13] 65
- Congédiement sans cause juste et suffisante, [QUE-13] 124
- Définition, [QUE-13] 1(12)

Service d'ambulance, [QUE-5.1] 1

Service de garde

- Ordonnance interdisant à une personne d'offrir ou de fournir le service, [QUE-10] 119(5.0.3)
- Sanction interdite, [QUE-13] 122(21)

Service fédéral de médiation et de conciliation, [CAN-2] 70.1, 111.1

Service municipal de sécurité incendie, voir aussi Pompier

- Personne qui assiste les membres
- Cotisation de l'employeur (santé et sécurité au travail), [QUE-2] 310(3.1)
- Immunité de l'autorité responsable, [QUE-2] 440
- Personne considérée à l'emploi de l'autorité responsable, [QUE-2] 12.0.1
- Travailleur victime d'une lésion professionnelle, [QUE-2] 77–78, 81

Service public, voir aussi Entente sur les services essentiels, Fonction publique, Liste des services essentiels, Maintien des services essentiels, Secteurs public et

parapublic, Service public, Tribunal administratif du travail

- Action préjudiciable au public, [QUE-3] 111.17, 111.18
- Engagement d'une personne, [QUE-3] 111.19
- Ordonnance du Tribunal administratif du travail, [QUE-3] 111.17, 111.18
- Conditions de travail, [QUE-3] 111.0.23
- Définition, [QUE-3] 111.0.16
- Dispositions applicables, [QUE-3] 111.0.15–111.0.26
- Droit de grève, [QUE-3] 111.0.23
 - Avis, [QUE-3] 111.0.23, 111.0.23.1
 - Délai, [QUE-3] 111.0.23
 - Entente préalable, [QUE-3] 111.0.23
 - Renouvellement de l'avis, [QUE-3] 111.0.23
- Suspension, [QUE-3] 111.0.17, 111.0.24
- Enquête, [QUE-3] 111.16
- Interprétation, [QUE-3] 111.0.16
- Lock-out interdit, [QUE-3] 111.0.26
- Maintien des services, [QUE-3] 111.0.17–111.0.24

Services ambulanciers

- Tribunal administratif du Québec
- Recours portant sur la suspension ou le refus de cession d'un permis d'exploitation
 - Instruction, décision et jugement d'urgence, [QUE-10] 25, 119(5.1), ann. I

Services d'évaluation des possibilités professionnelles, [QUE-2] 167, 171

Services de santé, voir aussi Médecin, Professionnel de la santé

- Cessation, [QUE-16] 136
- Préavis, [QUE-16] 136
- Établissement, [QUE-16] 115
- Médecin responsable, [QUE-16] 117
- Personnel intégré à un centre hospitalier, [QUE-16] 134, 136
- Reconnaissance, [QUE-16] 130
- Annulation ou renouvellement, [QUE-16] 132
- Rémunération du personnel, [QUE-16] 133

Services essentiels, voir Entente sur les services essentiels, Liste des services essentiels, Maintien des services essentiels,

Index analytique

- Services essentiels (*suite*)
Secteurs public et parapublic, Service public, Tribunal administratif du travail
- Sexe**, [CAN-1] 2
- Discrimination interdite, [C-1] 15(1); [C-2] 10; [CAN-1] 3
 - • Disparité salariale, [CAN-1] 11(5)
 - • Infraction, [C-2] 134(1)
 - Égalité des droits, [C-1] 28
- Signal de danger**, voir aussi *Substance dangereuse (fédéral)*
- Définition, [CAN-2] 122(2)
- Situation de famille**, voir *Famille*
- Société**
- Catégorie, [C-4] 2188
 - Correction de la déclaration, [C-4] 2191–2193
 - Déclaration d'immatriculation, [C-4] 2189, 2195, 2196
 - • Mise à jour, [C-4] 2194, 2195
 - Déclaration de mise à jour, [C-4] 2191, 2195
 - Définition, [C-4] 2186
 - Formation, [C-4] 2187
 - Intervention du tribunal, [C-4] 2192
 - Responsabilité des associés, [C-4] 2196
- Société canadienne de la Croix-Rouge**
- Service public, [QUE-3] 111.0.16
- Société d'énergie de la Baie James**, [QUE-13.2] 1
- Société d'État**, voir *Relations du travail*
- Société de développement de la Baie James**, [QUE-13.2] 1
- Société de transport en commun**
- Accès à l'égalité en emploi
 - • Application de la Loi, [QUE-1] 2(2)
- Société en commandite**
- Catégorie, [C-4] 2188
 - Déclaration d'immatriculation, [C-4] 2189
 - Formation, [C-4] 2187, 2189
 - Forme juridique, [C-4] 2197
 - Intervention du tribunal, [C-4] 2197
 - Nom, [C-4] 2189, 2197
 - Responsabilité, [C-4] 2197
 - Responsabilité des associés, [C-4] 2197
- Responsabilité des commanditaires, [C-4] 2196
- Société en nom collectif**
- Catégorie, [C-4] 2188
 - Déclaration d'immatriculation, [C-4] 2189
 - Formation, [C-4] 2187, 2189
 - Forme juridique, [C-4] 2197
 - Intervention du tribunal, [C-4] 2197
 - Nom, [C-4] 2189, 2197
 - Responsabilité, [C-4] 2197
 - Responsabilité des associés, [C-4] 2196, 2197
- Société en participation**, [C-4] 2188
- Société libre et démocratique**, [C-1] 1
- Société municipale ou intermunicipale de transport**
- Accès à l'égalité en emploi
 - • Application de la Loi, [QUE-1] 2(2)
- Société par actions**, [C-4] 2188
- Société québécoise d'information juridique**, [QUE-10] 90
- Société québécoise de développement de la main-d'œuvre**, voir aussi *Commission des partenaires du marché du travail*
- Abrogation, [QUE-11] 125
- Soins d'enfant**
- Acte non discriminatoire, [CAN-1] 15(1)f)
 - Refus de travailler, [QUE-13] 122(6)
- Soins médicaux**, voir aussi *Lésion professionnelle*
- Remboursement des frais de déplacement, [QUE-2] 115
- Sous-entrepreneur**, [QUE-4] 14; [QUE-13] 95
- Solidarité avec l'entrepreneur, [QUE-15] 54
- Sous-ministre**, voir *Ministère du Travail, Ministère de la Sécurité du revenu*
- Sous-traitant**, [QUE-4] 14; [QUE-13] 95
- Stagiaire**
- Absence, [QUE-21] 9–17
 - • Accommodement pour absence selon les normes du travail, [QUE-21] 4
 - • Avis à l'employeur, [QUE-21] 11, 16, 17
 - • Décès ou funérailles d'une personne proche, [QUE-21] 4, 12, 13

Lois du travail 2024-2025

- Stagiaire (*suite*)
- Examen médical relié à la grossesse, [QUE-21] 4, 11, 16
 - Interruption de grossesse, [QUE-21] 4, 15
 - Jours fériés, [QUE-21] 9, 10
 - Maladie ou raison familiale ou parentale, [QUE-21] 4, 11
 - Document attestant les motifs, [QUE-21] 11
 - Mariage ou union civile, [QUE-21] 14
 - Naissance ou adoption, [QUE-21] 4, 15
 - Grossesse pour autrui, [QUE-21] 15
 - Application, [QUE-21] 2
 - Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail
 - Plainte pour harcèlement psychologique, [QUE-21] 26–29
 - Plainte pour pratique interdite, [QUE-21] 21–24
 - Poursuite pénale, [QUE-21] 36
 - Surveillance de la mise en œuvre des normes, [QUE-21] 7
 - Désignation du personnel en charge, [QUE-21] 8
 - Fonctions, [QUE-21] 7
 - Convention ou décret
 - Condition plus avantageuse, [QUE-21] 6
 - Nullité d'une dérogation à la loi, [QUE-21] 6
 - Définition, [QUE-5.1] 7(3); [QUE-21] 1, 6, 11, 18
 - Employeur, établissement d'enseignement ou ordre professionnel
 - Obligation envers le stagiaire, [QUE-21] 4
 - Accommodement pour absence selon les normes du travail, [QUE-21] 4
 - Information des droits, [QUE-21] 5
 - Obtention d'un permis, [QUE-21] 4
 - Prévention du harcèlement psychologique et protection, [QUE-21] 19
 - Réussite des études ou de la formation, [QUE-21] 4
 - Pratique interdite, [QUE-21] 20
 - Exclusion
 - Congé annuel, [QUE-13] 77(7)
 - Statut de salarié, [QUE-6] 8(3)
 - Financement, [QUE-21] 31
 - Harcèlement psychologique, [QUE-21] 18, 19
 - Droit du stagiaire, [QUE-21] 19
 - Immunité de l'employeur, [QUE-2] 440
 - Infraction et peine, [QUE-2] 32–37
 - Administrateur ou dirigeant de la personne morale, [QUE-21] 34
 - Complicité, [QUE-21] 33
 - Poursuite par la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-21] 36
 - Prescription, [QUE-21] 35
 - Ministre responsable, [QUE-21] 42
 - Rapport sur l'application de la loi, [QUE-21] 41
 - Non-assujettissement au salaire minimum, [QUE-13.2] 2(2), (3)
 - Normes d'ordre public, [QUE-21] 6
 - Nullité d'une dérogation, [QUE-21] 6
 - Réadaptation, [QUE-4] 29(e)
 - Recours en cas de harcèlement psychologique, [QUE-21] 26–29
 - Convention collective, [QUE-21] 26
 - Plainte à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-21] 26–29
 - Enquête, [QUE-21] 27
 - Représentation du stagiaire, [QUE-21] 29
 - Transfert au Tribunal administratif du travail, [QUE-21] 28
 - Pouvoirs du tribunal, [QUE-21] 30
 - Recours en cas de pratique interdite, [QUE-21] 20–25
 - Plainte à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-21] 21–24
 - Information confidentielle, [QUE-21] 22
 - Nomination d'une personne en vue d'un règlement, [QUE-21] 22
 - Représentation du stagiaire, [QUE-21] 24
 - Pratique interdite, [QUE-21] 20
 - Transfert au Tribunal administratif du travail, [QUE-21] 23
 - Pouvoirs du tribunal, [QUE-21] 30
 - Présomption, [QUE-21] 25
 - **Statistique Canada**, [QUE-2] 66, 120
 - **Statut des obligations**, [C-4] 3118

Index analytique

- Statut personnel**, [C-4] 3083, 3084, 3084.1
- Stratégie de développement des compétences en milieu de travail**
- Objectifs, [QUE-5] 25.6
- Substance dangereuse (fédéral)**, voir aussi *Matière dangereuse, Produit contrôlé*
- Contrôle des concentrations, [CAN-2] 125.1(a)
 - Définition, [CAN-2] 122(1)
 - Enquête, [CAN-2] 125.1(f)
 - Entreposage et manipulation, [CAN-2] 125.1(b)
 - Identification, [CAN-2] 125.1(c)
 - Infraction et peine, [CAN-2] 148
 - Obligations de l'employeur, [CAN-2] 125.1
- Substitut du procureur général**, voir *Procureur général*
- Subvention à l'entreprise**, [QUE-2] 167, 178
- Subvention à la création d'emploi**, [QUE-2] 186
- Sûreté**
- Droit, [C-2] 1
- Sûreté du Québec**, [QUE-1] 2; [QUE-3] 1(1)5°
- Surnuméraire**, voir aussi *Arbitrage relatif à un licenciement, Comité mixte de planification, Employé de ferme, Licenciement collectif*
- Définition, [CAN-2] 211
 - Exclusion du congé annuel, [QUE-13] 77(6)
 - Réemploi, [CAN-2] 213
- Suspension de l'employé**
- Discrimination interdite, [C-2] 16, 134(1)
 - Interdiction, [QUE-2] 32; [QUE-3] 15; [QUE-13] 122; [QUE-16] 30, 81, 97; [CAN-2] 94(3)a, c, f, 209.3, 238, 239, 239.1(1)
- Suspension de la prescription**, voir *Prescription*
- Syndicat (fédéral)**, voir aussi *Adhésion à une association de salariés ou un syndicat, Association de salariés, Pratique déloyale du syndicat*
- Accès aux locaux de l'employeur, [CAN-2] 109(1)
 - Aide financière, [CAN-2] 94(1)a, 94(2)
 - Assujettissement à la convention, [CAN-2] 32(4)
 - Avis de négociation, [CAN-2] 36(2)
 - Communication à distance avec les membres, [CAN-2] 109.1
 - Définition, [CAN-2] 3(1), 88, 166, 211; [CAN-5] 3
 - Demande de déclaration d'illégalité d'un lock-out, [CAN-2] 92
 - Discrimination interdite, [CAN-1] 9; [CAN-2] 37
 - Dominé par l'employeur, [CAN-2] 25(1)
 - États financiers, [CAN-2] 110
 - Communication, [CAN-2] 110(1)
 - Contenu, [CAN-2] 110(2)
 - Ordonnance du Conseil canadien des relations industrielles, [CAN-2] 110(3), (4)
 - Plainte d'un adhérent, [CAN-2] 110(3)
 - Formation et administration, [CAN-2] 94(1)a, (2)
 - Grève interdite, [CAN-2] 89(1)
 - Interdictions, [CAN-2] 95
 - Intervention de l'employeur, [CAN-2] 94(1)a, (2)
 - Mauvaise foi, [CAN-2] 37
 - Regroupement de syndicats, [CAN-2] 32(1)
 - Adhésion, [CAN-2] 32(3)
 - Représentation interdite d'unités, [CAN-2] 26
 - Substitution, [CAN-2] 36(1)c
- Syndicat d'une copropriété divisée**
- Travaux bénévoles de construction, [QUE-15.2] 4(2)
- Syndicat professionnel**, voir aussi *Confédération, Registraire des entreprises, Union et fédération*
- Administrateur, [QUE-18] 2
 - Application de la Loi
 - Désignation du ministre responsable, [QUE-18] 30
 - Approbation des statuts et règlements, [QUE-18] 29
 - Changement de nom, [QUE-18] 10–12
 - Comptabilité et caisses spéciales, [QUE-18] 13–15
 - Dettes, [QUE-18] 17
 - Insaisissabilité des fonds, [QUE-18] 18
 - Conditions d'admission des membres, [QUE-18] 7, 8

Syndicat professionnel (*suite*)

- Constitution, [QUE-18] 1(1), 3
- • Déclaration, [QUE-18] 1(2)
- Constitution autorisée, [QUE-18] 1(5), (6)
- Constitution refusée, [QUE-18] 1(4)
- Cotation, [QUE-18] 2
- • Exploitant ou producteur agricole
- • Paiement suspendu, [QUE-18] 2
- Directeurs, [QUE-18] 2
- Dissolution, [QUE-3] 14.0.1; [QUE-18] 25
- Droit d'entrée, [QUE-18] 2
- Droits, [QUE-18] 9
- Fin de l'existence, [QUE-18] 26
- Liquidateur, [QUE-18] 25
- • D'office, [QUE-18] 27
- • Pouvoirs, [QUE-18] 25
- • Rémunération, [QUE-18] 25
- Liquidation, [QUE-18] 25
- • Dévolution des biens, [QUE-18] 25
- Mission, [QUE-18] 6
- Nom, [QUE-18] 1(2.1), (4)
- • Recours, [QUE-18] 12.1
- Obligation aux dettes, [QUE-18] 17
- Ordonnance du registraire des entreprises, [QUE-18] 26
- Personne morale, [QUE-18] 1(6)
- Pouvoirs, [QUE-18] 9
- Régime de retraite, [QUE-18] 14
- Registre du syndicat, [QUE-18] 5
- Règlement, [QUE-18] 2, 4
- Retrait d'adhésion, [QUE-18] 22
- Salaire stipulé, [QUE-18] 23
- Suspension d'un membre, [QUE-18] 3

Syndicat professionnel (construction), voir aussi Association de salariés (construction)

- Définition, [QUE-15] 1(a)
- Normes, [QUE-15] 96(2)
- Renseignements à jour, 86.1

Syndicat québécois de la construction (SQC), [QUE-15] 28

Système d'enregistrement, voir Registre

T

Tableau d'affichage

- Convention collective (construction)
- • Arbitrage de griefs, [QUE-15] 62

Taux de cotisation de l'employeur, voir aussi Cotisation de l'employeur

- Détermination, [QUE-13.3] 1
- Règlement remplacé, [QUE-13.3] 3, 4

Technologue professionnel, [C-4] 2118-2121

Télétravail, [QUE-16] 5.1

Témoignage

- Inadmissibilité en justice, [CAN-2] 87
- Interdiction, [C-1] 11(c); [C-2] 33.1
- Protection de la Loi, [C-1] 13; [C-2] 38

Témoin, voir aussi Règlement des différends et des griefs

- Définition, [CAN-2.4] 1(1)
- Indemnité au témoin, [CAN-2] 118
- Témoin défaillant, [CAN-2] 102

Temps supplémentaire, voir Heures supplémentaires

Territoire du Yukon, [CAN-1] 37(1)d, 63, 66(1)

- Application de la Charte, [C-1] 30, 32(1)a
- Entreprise exclue de l'application de la Loi, [CAN-2] 123(1)a, 167(1)a

Territoires du Nord-Ouest, [CAN-1] 37(1)d, 63, 66(1)

- Application de la Charte, [C-1] 30, 32(1)a
- Entreprise exclue de l'application de la Loi, [CAN-2] 123(1)a, 167(1)a

Test génétique, [CAN-2] 247.98-247.992

- Définitions, [CAN-2] 247.98(1)
- Employeur, [CAN-2] 247.99(1.1)
- Mesures disciplinaires interdites, [CAN-2] 247.98(4)
- Plainte au chef, [CAN-2] 247.99(1)
- • Conciliation, [CAN-2] 247.99(4)
- • • Échec, [CAN-2] 247.99(5)
- • Délai, [CAN-2] 247.99(2)
- • • Prorogation, [CAN-2] 247.99(3); [CAN-2.2] 29.2
- • Renvoi au Conseil canadien des relations industrielles, [CAN-2] 247.99(6)
- • • Décision, [CAN-2] 247.99(7), 247.991
- • • Ordonnance, [CAN-2] 247.99(8)
- • • Rejet de la plainte, [CAN-2] 247.99(6.5), (6.6)
- • • Retrait de la plainte, [CAN-2] 247.99(6.1)
- • • Suspension de l'examen, [CAN-2] 247.99(6.2)-(6.4)

Index analytique

- Test génétique (*suite*)
- Refus, [CAN-2] 247.98(2)
 - Règlement, [CAN-2] 247.992
 - Résultats, [CAN-2] 247.98(3)
 - • Collecte ou utilisation, [CAN-2] 247.98(6)
 - • Communication par un tiers, [CAN-2] 247.98(5)
- Traitement**, voir aussi *Salaire*
- Commission canadienne des droits de la personne
 - • Commissaire, [CAN-1] 30
 - Définition, [C-2] 56(2)
 - Égalité pour travail équivalent, [C-2] 19
- Transport**
- Travaux de construction non régis par la Loi, [QUE-15] 19 al. 1(11)
- Travail dangereux**, voir *Droit de refus*
- Travail au service de plusieurs employeurs**, voir aussi *Employeurs multiples*
- Définition, [CAN-2] 203(1); [CAN-2.2] 19(1)
 - Salaire, [CAN-2.2] 19
- Travail des enfants**
- Durant les heures de classe, [QUE-13] 84.4-84.5
 - Enfant de moins de 14 ans, [QUE-13] 84.3, 89.1
 - • Conditions, [QUE-13.2] 35.0.3
 - • Consentement de l'autorité parentale ou du tuteur, [QUE-13] 84.3, 89.1
 - • Exception, [QUE-13] 84.3; [QUE-13.2] 35.0.3
 - • Formulaire, [QUE-13] 84.3
 - Heures de travail, [QUE-13] 84.5-84.7, 89.1
 - Infraction et peine, [QUE-13] 140-140.1
 - Interdiction, [QUE-13] 84.2-84.4
 - Travail de nuit, [QUE-13] 84.6-84.7, 89.1; [QUE-13.2] 35.1-35.2
 - Travail disproportionné ou nuisible, [QUE-13] 84.2
- Travailleur**, voir aussi *Droit de refus*, *Employé*, *Salarié*
- Accès au dossier de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 36
 - Conditions de travail, [QUE-16] 9
 - Défaut de l'employeur, [QUE-2] 35
 - Définition, [QUE-2] 2, 12, 12.0.1; [QUE-16] 1
 - Droits, [QUE-16] 9, 10
 - • Personnes visées, [QUE-16] 11
 - Inscription à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail
 - • Absence d'obligation, [QUE-2] 18
 - Lésion professionnelle, [QUE-2] 1
 - Obligations, [QUE-16] 49, 49.1
 - Personnes considérées travailleurs, [QUE-2] 9-17
- Travailleur agricole**, [QUE-13] 75, 78, voir aussi *Employé de ferme*
- Travailleur autonome**, voir aussi *Association de travailleurs autonomes*, *Entrepreneur autonome*
- Définition, [QUE-2] 2
 - Disposition non applicable, [QUE-6] 9
 - Inscription à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 18
 - Obligations, [QUE-16] 7
 - Revenu brut, [QUE-2] 72
 - Statut de travailleur, [QUE-2] 9
- Travailleur bénévole**
- Application de la Loi, [QUE-2] 12, 13
 - Déclaration à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 13
 - Indemnité de remplacement du revenu, [QUE-2] 82
 - Liste des bénévoles, [QUE-2] 14
 - • Infraction et peine, [QUE-2] 461
 - Protection, [QUE-2] 14
- Travailleur de la construction**, voir aussi *Chantier de construction*, *Convention collective (construction)*, *Travailleur victime d'une lésion professionnelle*
- Certificat de classification, [QUE-2] 249
 - Commission de la construction, [QUE-2] 248
 - Définition, [QUE-16] 194(4)
 - Dispositions applicables, [QUE-16] 195
 - Information à la Commission de la construction, [QUE-2] 274, 277
 - Infraction et peine, [QUE-2] 463
 - Lésion professionnelle
 - • Droit au retour au travail, [QUE-2] 247-249

Travailleur domestique, voir aussi

Association de travailleurs domestiques

- Application de la législation, [QUE-16.5] 1
- Chambre et pension, [QUE-13] 51.0.1
- Cotisation
- • Versement périodique, [QUE-2] 315.1
- Définition, [QUE-2] 2; [QUE-13] 1(6)
- Dispositions applicables, [QUE-2] 8.2, 8.4
- Entente de protection des travailleurs, [QUE-16.5] ann. I
- • Avis, [QUE-16.5] ann. I(7.2)
- • Effet et durée, [QUE-16.5] ann. I(8.1)
- • Immunité, [QUE-16.5] ann. I(6)
- • Modification, [QUE-16.5] ann. I(8.2)
- • Objet, [QUE-16.5] ann. I(2)
- • Obligations de la Commission, [QUE-16.5] ann. I(5)
- • Obligations du ministre, [QUE-16.5] ann. I(4)
- • Résiliation, [QUE-16.5] ann. I(9)
- • Suivi, [QUE-16.5] ann. I(7.1)
- Établissement, [QUE-2] 8.3
- Indemnité pour congédiement illégal, [QUE-13] 123
- Indemnité pour congédiement sans cause juste et suffisante, [QUE-13] 128
- Inscription à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 18

Travailleur étranger temporaire, voir aussi

Agence de recrutement de travailleurs étrangers temporaires

- Définition, [QUE-13.1] 1
- Obligation de l'employeur, [QUE-13] 92.9
- • Interdiction de confiscation, [QUE-13] 92.11
- • Interdiction de frais, [QUE-13] 92.12
- Protection des droits, [QUE-13] 92.7; [QUE-13.1] 49
- • Atteinte, [QUE-13] 92.10
- • Recours, [QUE-13] 92.10
- Règlement du gouvernement, [QUE-13] 92.7

Travailleur étudiant, voir aussi Étudiant

- Indemnité de remplacement du revenu, [QUE-2] 79–80

Travailleur exposé à un contaminant, voir
Retrait préventif du travailleur exposé à un contaminant

Travailleur forestier, [QUE-13] 115

Travailleur handicapé, [QUE-2] 329

Travailleur saisonnier, [QUE-2] 68

Travailleur sur appel, [QUE-2] 68

Travailleur temporaire ou à temps partiel

- Accès à l'égalité en emploi
- • Exclusion, [QUE-1] 4
- Programme d'accès à l'égalité en emploi
- • Exclusion, [QUE-1] 11

Travailleur victime d'une lésion

professionnelle, voir aussi *Bénéficiaire de prestations, Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, Indemnité de remplacement du revenu, Indemnité pour préjudice corporel, Procédure d'évaluation médicale, Procédure de réclamation, Réadaptation, Recours devant la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, Travailleur de la construction*

- Action en responsabilité civile, [QUE-2] 438, 441
- Ancienneté, [QUE-2] 235, 239
- Assistance, [QUE-2] 279
- Assistance médicale, [QUE-2] 188, 189, 194
- Attestation médicale, [QUE-2] 267
- Avis au supérieur, [QUE-2] 265, 266
- Choix du professionnel de la santé, [QUE-2] 192, 199
- Convention collective, [QUE-2] 235, 238, 239
- Dispositions particulières à certains travailleurs, [QUE-2] 77–82
- Droit à des services de santé, [QUE-2] 188
- Droit à l'indemnité de remplacement du revenu, [QUE-2] 44–58
- Droit à l'indemnité pour préjudice corporel, [QUE-2] 83
- Droit à la réadaptation, [QUE-2] 146
- Droit au retour au travail, [QUE-2] 234–243
- • Contrat à durée déterminée, [QUE-2] 234, 237
- • Contrat à durée indéterminée, [QUE-2] 234
- • Emploi convenable, [QUE-2] 239, 242
- • Emploi équivalent, [QUE-2] 236
- Droit au salaire, [QUE-2] 59–61
- • Attestation médicale, [QUE-2] 60

Index analytique

Travailleur victime d'une lésion professionnelle (*suite*)

- • Trop-perçu, [QUE-2] 60
- Établissement de santé, [QUE-2] 193
- Examen médical requis, [QUE-2] 204, 209–211
- Frais de déplacement, [QUE-2] 115
- Information à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 274, 276
- Information à l'employeur, [QUE-2] 274
- Infraction et peine, [QUE-2] 463
- Période d'absence continue, [QUE-2] 240, 241
- Période d'exercice des droits, [QUE-2] 240
- Premiers secours, [QUE-2] 190
- • Services de premiers soins, [QUE-2] 191
- Priorité d'emploi, [QUE-2] 236
- Professionnel de la santé, [QUE-2] 192, 199, 204, 209
- Réclamation à la Commission, [QUE-2] 270, 271
- Réclamation en vertu d'un autre régime, [QUE-2] 449, 450
- • Appel, [QUE-2] 450, 451
- • Cumul d'indemnités interdit, [QUE-2] 448
- • Option et avis à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-2] 452
- Refus d'embauche interdit, [QUE-2] 243
- Régimes de retraite et d'assurance, [QUE-2] 116, 235 al. 1(2)
- Remboursement de certains frais, [QUE-2] 177
- Remboursement du trop-perçu, [QUE-2] 129, 133, 430
- Rémunération, [QUE-2] 242
- Révision ou appel, [QUE-2] 241
- Subvention à l'entreprise, [QUE-2] 178

Travailleuse enceinte, voir *Employée enceinte*, *Retrait préventif de la travailleuse enceinte*

Travaux bénévoles de construction

- Application, [QUE-15.2] 1
- Au bénéfice de, [QUE-15.2] 2
- Certificat ou exemption non requis, [QUE-15.2] 3
- • Au bénéfice de, [QUE-15.2] 4
- Titulaire de certificat, [QUE-15.2] 2

Travaux communautaires, [QUE-2] 11(2)

Travaux compensatoires, [QUE-2] 11(1)

Travaux de construction, voir aussi

Commission de la construction du Québec

- Application de la Loi, [QUE-15] 19–20
- Exclusion de la Loi, [QUE-15] 19
- Infraction et peine, [QUE-15] 119.3
- Interdiction, [QUE-15] 19.2
- Interprétation, [QUE-15] 21
- Personne morale ou société
- • Représentant, [QUE-15] 19.1
- Pouvoirs de la Commission, [QUE-15] 7.1–7.5.1
- Reprise, [QUE-15] 7.5
- Suspension, [QUE-15] 7.4
- Violence, menaces ou intimidation, [QUE-15] 123.4.5

Travaux d'entretien et de réparation

- Loi non applicable, [QUE-15] 19 al. 1(2)

Travaux exécutés pour son compte

- Loi non applicable, [QUE-15] 19 al. 1(9)

Travaux publics, [QUE-13] 89(4)

Tribunal

- Audition publique et impartiale, [C-1] 11(d); [C-2] 23
- Cautionnement, [C-1] 11(e)
- Chose jugée, [C-1] 11(h)
- Définition, [C-2] 56(1)
- Délai raisonnable, [C-1] 11(b)
- Devoir d'assurer le respect du secret professionnel, [C-2] 9
- Dommages-intérêts punitifs imposables, [C-2] 49
- Huis clos, [C-2] 23
- Interprète, [C-1] 14; [C-2] 36
- Irrecevabilité d'éléments de preuve, [C-1] 24(2)
- Judiciaire ou quasi judiciaire
- • Entrave (divulgaration de renseignements), [CAN-1] 33(2)e
- Langue officielle, [C-1] 19(1)
- Mesures de redressement, [C-2] 80, 83–85
- Mesures d'urgence, [C-2] 81, 83–85
- Présomption d'innocence, [C-1] 11(d); [C-2] 33
- Recours pour atteinte aux droits et libertés, [C-1] 24(1)

Tribunal (*suite*)

- Témoignage interdit, [C-1] 11(c)
- Témoignage sous protection, [C-1] 13

Tribunal administratif des marchés financiers, [QUE-10] 167

Tribunal administratif du logement

- Conseil de la justice administrative
- Membre, [QUE-10] 167(7), (8)

Tribunal administratif du Québec, [QUE-5] 23.1; [QUE-16] 120, *voir aussi Appel, Conciliation, Conférence de gestion, Conférence préparatoire, Justice administrative, Plainte contre un membre du Tribunal administratif du Québec, Preuve, Recours devant le Tribunal administratif du Québec*

- Accès aux dossiers, [QUE-10] 89, 114
- Assistance aux parties, [QUE-10] 104
- Banque de jurisprudence, [QUE-10] 90
- Code de déontologie, [QUE-10] 70, 76, 177(2), 180–182
- Compétence, [QUE-10] 14, 158
- Composition, [QUE-10] 38–67
- Connaissance des faits, [QUE-10] 141
- Connaissance du droit, [QUE-10] 140
- Conseil de la justice administrative
 - Membre, [QUE-10] 167(1), (2)
- Copie du dossier, [QUE-10] 114
- Indemnité pour défaut de transmettre dans le délai, [QUE-10] 114.1
- Création, [QUE-10] 1, 14
- Document authentique, [QUE-10] 88
- Exercice financier, [QUE-10] 93
- Fonction, [QUE-10] 14
- Fonctionnement, [QUE-10] 75–98
 - Avance de fonds, [QUE-10] 98
 - Sommes requises, [QUE-10] 97
- Fonds, [QUE-10] 97, 98
- Immunité, [QUE-10] 74, 158
- Impartialité, [QUE-10] 9
- Livres et registres
 - Vérification, [QUE-10] 95
- Membre
 - Activité didactique, [QUE-10] 73
 - Affectation temporaire, [QUE-10] 77
 - Avantages sociaux, [QUE-10] 56 al. 2, 56 57
 - Charge administrative, [QUE-10] 61–67

- • • Cessation d'exercice, [QUE-10] 58 al. 2
- • • Durée, [QUE-10] 64
- • • Renonciation, [QUE-10] 65
- • Conditions de travail, [QUE-10] 56, 57
- • Conflit d'intérêts, [QUE-10] 69, 70, 182
- • Congédiement, [QUE-10] 54
- • Consultation, [QUE-10] 72
- • Continuation des fonctions, [QUE-10] 55
- • Déclaration d'aptitude, [QUE-10] 44
- • Démission, [QUE-10] 51, 55
- • Déontologie, [QUE-10] 179.1
- • Destitution, [QUE-10] 53
- • Devoir d'agir avec diligence, [QUE-10] 179.1
- • Exercice exclusif, [QUE-10] 71
- • Fin des fonctions, [QUE-10] 51
- • Fonctionnaire, [QUE-10] 60
- • Immunité, [QUE-10] 74
- • Incapacité permanente, [QUE-10] 193–197
- • Incompatibilité des fonctions, [QUE-10] 70, 182
- • Lieu de résidence, [QUE-10] 39.1
- • Maintien des compétences, [QUE-10] 179.1, 181
- • Nomination, [QUE-10] 38–40
- • Plainte, [QUE-10] 182–192
- • Pouvoirs, [QUE-10] 74
- • Recrutement, [QUE-10] 41–45
- • Récusation, [QUE-10] 143, 144
- • Régime de retraite, [QUE-10] 59
- • Remboursement des dépenses, [QUE-10] 45 al. 2
- • Rémunération, [QUE-10] 45 al. 1, 45, 56–58
- • Rente de retraite, [QUE-10] 58
- • Retraite, [QUE-10] 51, 55
- • Serment, [QUE-10] 68
- • Surnombre, [QUE-10] 55
- Personnel
 - Assistance, [QUE-10] 104
 - Immunité, [QUE-10] 86
 - Nomination et rémunération, [QUE-10] 86
- Plan de gestion, [QUE-10] 78
- Pouvoirs, [QUE-10] 15, 74; [QUE-21] 30
- Précédent judiciaire, [QUE-10] 15

Index analytique

- Tribunal administratif du Québec (*suite*)
- Président
 - Charge administrative
 - Durée, [QUE-10] 64
 - Manquement, [QUE-10] 193–197
 - Restriction, [QUE-10] 65
 - Congédiement, [QUE-10] 67
 - Délégation de pouvoirs, [QUE-10] 79
 - Déontologie, [QUE-10] 76
 - Désignation, [QUE-10] 61
 - Fonctions, [QUE-10] 75 al. 2
 - Exclusivité, [QUE-10] 62
 - Plan de gestion, [QUE-10] 78
 - Prévision budgétaire, [QUE-10] 94
 - Renseignements mensuels, [QUE-10] 78 al. 2
 - Responsabilité, [QUE-10] 75 al. 1
 - Révocation, [QUE-10] 66
 - Suppléance, [QUE-10] 63
 - Prévision budgétaire, [QUE-10] 94
 - Rapport d'activités, [QUE-10] 96
 - Récusation d'un membre
 - Avis, [QUE-10] 143
 - Demande, [QUE-10] 144
 - Règles de base, [QUE-10] 99
 - Absence de dispositions applicables, [QUE-10] 108
 - Séance
 - Affaire complexe, [QUE-10] 82
 - Assignation, [QUE-10] 82
 - Évaluation foncière, [QUE-10] 85
 - Formation d'un membre, [QUE-10] 82
 - Lieu, [QUE-10] 84
 - Présidence, [QUE-10] 83
 - Secrétaire, [QUE-10] 87
 - Section, [QUE-10] 17
 - Section des affaires économiques, [QUE-10] 17, 36, ann. IV
 - Instruction des recours, [QUE-10] 37
 - Section des affaires immobilières, [QUE-10] 17, 32, ann. II
 - Garde des dépositions, [QUE-10] 135
 - Instruction des recours, [QUE-10] 33
 - Regroupement de territoires, [QUE-10] 85
 - Section des affaires sociales, [QUE-10] 17, 18, 102, ann. I
 - Accès aux dossiers, [QUE-10] 89
 - Assurance parentale, [QUE-10] 117
 - Commission d'examen, [QUE-10] 19
 - Composition des membres, [QUE-10] 40
 - Immigration, [QUE-10] 30, 102
 - Indemnisation, [QUE-10] 28–29, 120
 - Instruction, [QUE-10] 31
 - Protection des personnes dont l'état mental présente un danger pour elles-mêmes ou pour autrui, [QUE-10] 22–23, 103
 - Régime des rentes, [QUE-10] 26–27, 117, 120
 - Représentation, [QUE-10] 102, 103
 - Services de santé et services sociaux, d'éducation et de sécurité routière, [QUE-10] 24–25
 - Soutien du revenu, aide et allocations sociales, [QUE-10] 20–21, 120
 - Section du territoire et de l'environnement, [QUE-10] 17, 34, ann. III
 - Instruction des recours, [QUE-10] 35
 - Siège, [QUE-10] 16
 - Vice-président
 - Assistance, [QUE-10] 80
 - Charge administrative
 - Durée, [QUE-10] 64
 - Manquement, [QUE-10] 193–197
 - Restriction, [QUE-10] 65
 - Congédiement, [QUE-10] 67
 - Désignation, [QUE-10] 61
 - Fonctions, [QUE-10] 80, 81
 - Exclusivité, [QUE-10] 62
 - Révocation, [QUE-10] 66
 - Suppléance, [QUE-10] 63
- Tribunal administratif du travail, voir aussi**
Accréditation, Artistes des arts visuels, du cinéma, du disque, de la littérature, des métiers d'art et de la scène, Entente sur les services essentiels, Liste des services essentiels, Maintien des services essentiels, Recours devant le Tribunal administratif du travail, Secteurs public et parapublic, Service public
- Accréditation, [QUE-3] 21–47.6
 - Agent de relations du travail, [QUE-19] 48, 86, 89, 108; [QUE-19.1] 1–4
 - Arbitrage, [QUE-3] 47.5
 - Assesseur, [QUE-19] 30, 84, 89, 269; [QUE-19.1] 1–5
 - Association d'employeurs, [QUE-3] 2

Lois du travail 2024-2025

- Tribunal administratif du travail (*suite*)
- Associations de salariés multiples, [QUE-3] 46, 46.1
 - Bureau, [QUE-19] 3, 11, 82 al. 2(3)
 - Bureau régional, [QUE-19] 90
 - Code de déontologie, [QUE-19] 67, 68, 70, 74, 268; [QUE-19.2]
 - Compétence, [QUE-19] 1, 9, 103, 108
 - Formation et qualification professionnelles de la main-d'œuvre, [QUE-8] 41.1
 - Industrie de la construction, [QUE-15] 21, 80.1
 - Composition, [QUE-19] 2
 - Concession d'entreprise, [QUE-3] 45-46
 - Conciliateur, [QUE-19] 21, 23, 85, 89, 269; [QUE-19.1] 1-4
 - Conduite des affaires, [QUE-19] 77-109
 - Conflit de compétence, [QUE-15] 21
 - Conseil de la justice administrative
 - Membre, [QUE-10] 167(3), (4)
 - Convention collective
 - Date d'expiration, [QUE-3] 52.2
 - Décision
 - Conflit de compétence relatif à l'exercice d'un métier ou d'une occupation (industrie de la construction), [QUE-15] 53.1
 - Dépôt, [QUE-15] 7.8
 - Révision ou révocation, [QUE-15] 7.7
 - Définition, [QUE-2] 1; [QUE-16] 1; [QUE-17] 2; [QUE-19] 2
 - Délai, [QUE-19] 15
 - Difficulté d'interprétation ou d'application, [QUE-15] 21
 - Disposition transitoire, [QUE-19] 255-271
 - Division
 - Affectation d'un membre, [QUE-19] 83
 - De la construction et de la qualification professionnelle, [QUE-19] 4, 8; [QUE-19.4] 11, 22, 46-48, 60-63
 - De la santé et de la sécurité du travail, [QUE-19] 4, 6, 13, 18, 23, 30, 40, 47, 51, 83, 84, 106; [QUE-19.4] 10, 12, 22, 56-58
 - Des relations du travail, [QUE-19] 4, 5, ann. I; [QUE-19.4] 11, 22, 46-50
 - Des services essentiels, [QUE-19] 4, 7; [QUE-19.4] 11, 22, 46-48, 59
 - Documents, [QUE-19] 95, 96
 - Droit d'association des employeurs, [QUE-3] 10
 - Enquête
 - Délai d'assignation d'un témoin, [QUE-3.2] 8.2
 - Enregistrement sur magnétophone, [QUE-3.2] 8
 - Lieu de l'enquête, [QUE-3.2] 8
 - Remise, [QUE-3.2] 8.1
 - Enquêteur, [QUE-19] 87, 89; [QUE-19.1] 1-4
 - Entente, [QUE-19] 92
 - Entrave, [QUE-15] 23
 - Exercice financier, [QUE-19] 100
 - Financement, [QUE-19] 98
 - Fonctions, [QUE-19] 1
 - Fonds, [QUE-2] 366.1; [QUE-16] 228.1; [QUE-19] 97-99, 101
 - Contribution de la Commission de la construction du Québec, d'une corporation mandataire ou de la Régie du bâtiment du Québec, [QUE-15] 8.1
 - Contribution de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-13] 28.1
 - Fusion d'unités de négociation, [QUE-3] 46, 46.1
 - Grève, [QUE-15] 58.1
 - Immunité, [QUE-19] 10, 107-109
 - Impartialité et intégrité, [QUE-19.1] 1
 - Indemnité, [QUE-3] 19
 - Injonction
 - Clause privative, [QUE-19] 108
 - Inspection en santé et sécurité du travail, [QUE-16] 20, 191.1
 - Institution, [QUE-19] 1
 - Instruction des affaires, [QUE-19] 29-43
 - Intervention de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, [QUE-19] 13
 - Livres et comptes, [QUE-19] 102
 - Mandat administratif, [QUE-19] 77-81
 - Membre, [QUE-10] 167(4); [QUE-19] 52-76
 - Activités didactiques, [QUE-19] 71
 - Activités incompatibles, [QUE-19.2] 17-19
 - Affectation, [QUE-19] 83, 265
 - Allocation de transition, [QUE-19.5] 25-29

Index analytique

- Tribunal administratif du travail (*suite*)
- Avantages sociaux et autres conditions de travail, [QUE-19.5] 14-29, ann. I, ann. III
 - Cessation d'exercice d'un mandat administratif, [QUE-19] 63
 - Code de déontologie, [QUE-19] 67, 68, 70, 74, 268; [QUE-19.2]
 - Objet, [QUE-19.2] 1
 - Comité d'examen, [QUE-19] 59, 60
 - Comité de sélection, [QUE-19] 56
 - Décision, [QUE-19.3] 16
 - Fonctionnement, [QUE-19.3] 10-13
 - Formation, [QUE-19.3] 5-9
 - Impartialité, [QUE-19.3] 6
 - Rapport, [QUE-19.3] 13, 16-19
 - Comportement public, [QUE-19.2] 13
 - Conflit d'intérêts, [QUE-19] 69; [QUE-19.2] 14
 - Congé sans solde, [QUE-19.5] 23, 24
 - Connaissances et habiletés, [QUE-19] 52; [QUE-19.2] 8
 - Déclaration d'aptitude, [QUE-19] 55
 - Démission, [QUE-19] 72, 73, 76; [QUE-19.5] 22
 - Destitution, [QUE-19] 72, 74, 76
 - Discrétion, [QUE-19.2] 9
 - Discrimination, [QUE-19.2] 4
 - Disponibilité, [QUE-19.2] 7
 - Durée du mandat, [QUE-19] 57
 - Évaluation du rendement, [QUE-19.5] ann. IV
 - Fin du mandat, [QUE-19] 72
 - Fonctionnaire nommé membre, [QUE-19] 65
 - Fonctions au sein d'un ordre professionnel ou organisme, [QUE-19.2] 16
 - Fonctions continuées, [QUE-19] 76
 - Fonctions exclusives, [QUE-19] 71
 - Fonctions exercées avec honneur, dignité et intégrité, [QUE-19.2] 3
 - Fonctions incompatibles, [QUE-19.2] 17, 18
 - Impartialité et objectivité, [QUE-19.2] 11
 - Incapacité permanente, [QUE-19] 75
 - Indépendance, [QUE-19.2] 6, 12
 - Intégrité, [QUE-19.2] 6
 - Mandat administratif, [QUE-19] 61, 63
 - Mandat confié par le gouvernement, [QUE-19] 71
 - Neutralité politique, [QUE-19.2] 15
 - Nom des personnes déclarées aptes (registre), [QUE-19] 54
 - Nomination, [QUE-19] 2, 65
 - Perte d'une qualité requise, [QUE-19] 75
 - Procédure de recrutement et de sélection, [QUE-19] 53; [QUE-19.3]
 - Avis de recrutement, [QUE-19.3] 1-3
 - Candidature, [QUE-19.3] 4, 10-13
 - Confidentialité, [QUE-19.3] 30
 - Critères de sélection, [QUE-19.3] 14, 15
 - Déclaration d'inaptitude, [QUE-19.3] 20, 21
 - Recommandation au ministre, [QUE-19.3] 22-24
 - Registre des personnes aptes, [QUE-19.3] 1, 20, 21
 - Qualification, [QUE-19] 52; [QUE-19.2] 8
 - Récusation, [QUE-19] 32, 33; [QUE-19.4] 40-43
 - Régime de retraite, [QUE-19] 64
 - Règles de conduite, [QUE-19.2] 3-16
 - Rémunération, [QUE-19] 61-63; [QUE-19.5] 1-13, ann. I-IV
 - Renouvellement du mandat, [QUE-19] 58, 59; [QUE-19.3] 25-29
 - Respect et courtoisie, [QUE-19.2] 5
 - Secret du délibéré, [QUE-19.2] 10
 - Serment, [QUE-19] 66
 - Situation incompatible avec l'exercice de ses fonctions, [QUE-19] 70
 - Visite d'un chantier de construction, [QUE-15] 22
 - Modification du statut de salarié, [QUE-3] 20.0.1
 - Notification des documents, [QUE-3.2] 7
 - Ordonnance, [QUE-3] 101.7
 - Permis d'agence de placement ou de recrutement
 - Contestation d'une décision de la Commission, [QUE-13] 92.8
 - Délai, [QUE-13] 92.8
 - Permis octroyé à une association de salariés, [QUE-3] 8, 9
 - Personnel, [QUE-19] 2, 21, 82 al. 2(1), (6), 93, 107

Lois du travail 2024-2025

- Tribunal administratif du travail (*suite*)
- Plainte, [QUE-3] 16–17, 47.3
 - • Enquête, [QUE-15] 121
 - Plainte en matière d'équité salariale, [QUE-6] 104–113
 - Plainte en matière de harcèlement psychologique, [QUE-13] 123.9, 123.12, 123.15
 - Plainte en matière de liberté syndicale (construction), [QUE-15] 105–107
 - Plainte en matière de normes du travail, [QUE-13] 123, 123.4, 123.5
 - Plainte lors d'un changement du mode d'exploitation d'une entreprise, [QUE-13] 86.1
 - Pourvoi en contrôle judiciaire
 - • Clause privative, [QUE-19] 108
 - Pouvoirs, [QUE-3] 15, 46, 46.1, 111.33; [QUE-19] 9, 10; [QUE-20] 3
 - Président, [QUE-10] 167(3); [QUE-19] 19, 21, 29-31, 33, 34, 42, 44-46, 48, 50, 66, 67, 71, 74-90, 95, 96, 101, 104, 265
 - • Affectation des membres, [QUE-19] 83, 265
 - • Code de déontologie, [QUE-19] 89
 - • Copie certifiée conforme, [QUE-19] 95
 - • Délégation de ses attributions, [QUE-19] 90
 - • Désignation par le gouvernement, [QUE-19] 77
 - • Direction et administration, [QUE-19] 82
 - • Durée du mandat administratif, [QUE-19] 79
 - • Fin du mandat administratif, [QUE-19] 80
 - • Fonctions, [QUE-19] 82
 - • Nomination des agents de relations du travail, [QUE-19] 86
 - • Nomination des assesseurs, [QUE-19] 84
 - • Nomination des conciliateurs, [QUE-19] 85
 - • Nomination des enquêteurs, [QUE-19] 87
 - • Perte d'une qualité requise, [QUE-19] 81
 - • Plan de gestion, [QUE-19] 104
 - • Prévisions budgétaires, [QUE-19] 101
 - • Répartition du travail des membres, [QUE-19] 83
 - • Suppléance, [QUE-19] 78
 - Prévisions budgétaires, [QUE-19] 101
 - Rapport d'activités, [QUE-19] 103
 - Recours, [QUE-19] 2, 105, 107-109
 - • Clause privative, [QUE-19] 108
 - • Prohibition, [QUE-3] 139
 - Réglementation, [QUE-3] 138; [QUE-19] 105, 106
 - Règles à suivre dans la conclusion d'une entente ou la détermination d'une liste, [QUE-3] 138
 - Règles de preuve et de procédure, [QUE-19] 12, 35, 39, 43, 50, 105, 262, 263; [QUE-19.4]
 - • Demande de modification du statut d'un salarié, [QUE-3] 20.0.1
 - • Demande de vote sur les offres patronales, [QUE-3] 58.2
 - • Demande en vertu de l'article 45.3 du *Code du travail*, [QUE-3] 45.3
 - Renseignements confidentiels, [QUE-19] 9 al. 2(7)
 - Retrait préventif, [QUE-16] 36, 37.1–37.3
 - Séance (lieu), [QUE-19] 36
 - Secrétaire, [QUE-19] 93, 94
 - Services essentiels
 - • Aide professionnelle, [QUE-3] 111.0.18, 111.10.1
 - • Clause privative, [QUE-3] 139, 140
 - • Dispositions non applicables, [QUE-3] 111.22
 - • Engagement d'une personne, [QUE-3] 111.19
 - • • Copie conforme, [QUE-3] 111.20
 - • • Force exécutoire, [QUE-3] 111.20
 - • • Transgression ou refus d'obéir, [QUE-3] 111.20
 - • Enquête, [QUE-3] 111.16
 - • • Rapport, [QUE-3] 111.16
 - • Entente, [QUE-3] 111.0.18, 111.0.19, 111.10.4, 111.10.5
 - • • Approbation, [QUE-3] 111.10.1, 111.10.7
 - • Entrave, [QUE-3] 143.1
 - • Évaluation de la suffisance, [QUE-3] 111.0.19, 111.10.4
 - • • Modification, [QUE-3] 111.10.5
 - • • Ordonnance de surseoir à l'exercice du droit de grève, [QUE-3] 111.0.19
 - • • Recommandations, [QUE-3] 111.0.19, 111.10.5
 - • Fausse déclaration, [QUE-3] 431.1
 - • Information du public, [QUE-3] 111.21

Index analytique

- Tribunal administratif du travail (*suite*)
 - Intervention en cas de défaut d'entente
 - Caractère obligatoire de la décision, [QUE-3] 111.15.3
 - Demande d'une partie aux négociations, [QUE-3] 111.15.1
 - Pouvoirs, [QUE-3] 111.15.2
 - Liste, [QUE-3] 111.0.18, 111.0.19, 111.10.3, 111.10.4-111.10.7
 - Ordonnance, [QUE-3] 111.0.17, 111.0.19, 111.17, 111.18
 - Application, [QUE-3] 111.0.17.1
 - Copie conforme, [QUE-3] 111.20
 - Date, [QUE-3] 111.0.17
 - Dépôt ou autorisation de dépôt au bureau du greffier, [QUE-3] 111.20
 - Force exécutoire, [QUE-3] 111.20
 - Opération assimilable à un service public, [QUE-3] 111.0.17
 - Présentation d'observations, [QUE-3] 111.0.17.2
 - Révocation, [QUE-3] 111.0.17.1
 - Transgression ou refus d'obéir, [QUE-3] 111.20
 - Pouvoirs de redressement, [QUE-3] 111.17, 111.18
 - Recours interdit, [QUE-3] 139
 - Séance
 - Présence obligatoire, [QUE-3] 111.0.19, 111.10.4
 - Sensibilisation des parties, [QUE-3] 111.21
 - Services insuffisants
 - Suspension du droit de grève, [QUE-3] 111.0.24
 - Tromperie par réticence, [QUE-3] 143.1
 - Sièges, [QUE-19] 3
 - Vice de forme ou irrégularité, [QUE-19] 14
 - Vice-président, [QUE-19] 34, 77-81, 90, 91
 - Attributions déléguées par le président, [QUE-19] 90
 - Désignation par le gouvernement, [QUE-19] 77
 - Durée du mandat administratif, [QUE-19] 79
 - Fin du mandat administratif, [QUE-19] 80
 - Fonctions, [QUE-19] 91
 - Perte d'une qualité requise, [QUE-19] 81
 - Suppléance, [QUE-19] 78
 - Vote sur les offres patronales, [QUE-3] 58.2
- Tribunal canadien des droits de la personne**, [CAN-1] 48.1-48.9
 - Composition, [CAN-1] 48.1(1)
 - Constitution, [CAN-1] 48.1(1)
 - Définition, [CAN-1] 25
 - Équité salariale
 - Appel d'une décision ou ordonnance, [CAN-5] 168-171
 - Décision, [CAN-5] 170
 - Délai, [CAN-5] 168(1)
 - Demande, [CAN-5] 168
 - Désignation d'un ou des membres instructeurs, [CAN-5] 169
 - Recours judiciaire, [CAN-5] 171
 - Suspension de l'ordonnance, [CAN-5] 168(2)
 - Déposition en matière civile, [CAN-5] 179
 - Présence de l'employé à titre de partie ou de témoin
 - Salaire, [CAN-5] 174
 - Renvoi pour question de droit ou de compétence, [CAN-5] 162
 - Comparution du Commissaire à l'équité salariale, [CAN-5] 165
 - Confidentialité, [CAN-5] 166
 - Décision, [CAN-5] 167
 - Désignation d'un ou des membres instructeurs, [CAN-5] 163
 - Frais des témoins, [CAN-5] 164(5)
 - Instruction de l'enquête, [CAN-5] 164
 - Pouvoirs, [CAN-5] 164(3)
 - Rejet, [CAN-5] 164(2)
 - Restriction à la preuve, [CAN-5] 164(4)
 - Instruction des plaintes, voir *Plainte*
 - Membre, [CAN-1] 48.1(1)
 - Absence ou empêchement, [CAN-1] 48.1(5)
 - Compétence, [CAN-1] 48.1(2)
 - Continuation des affaires malgré l'échéance du mandat, [CAN-1] 48.2(2)
 - Durée maximale du mandat, [CAN-1] 48.2(1)
 - Expérience, [CAN-1] 48.1(2)
 - Frais de déplacement et de subsistance, [CAN-1] 48.6(2)
 - Indemnisation, [CAN-1] 48.6(3)

Lois du travail 2024-2025

- Tribunal canadien des droits de la personne (*suite*)
- • Lieu de résidence (membre à temps plein), [CAN-1] 48.5
 - • Membre du barreau d'une province ou de la Chambre des notaires du Québec, [CAN-1] 48.1(3)
 - • Mesures correctives ou disciplinaires, [CAN-1] 48.2(1), 48.3
 - • • Motif, [CAN-1] 48.3(13)
 - • Nombre, [CAN-1] 48.1(1)
 - • Nomination, [CAN-1] 48.1(1), (4), (4.1)
 - • Nouveau mandat, [CAN-1] 48.2(3)
 - • Poste à temps plein ou à temps partiel, [CAN-1] 48.2(2), 48.4(1)
 - • Qualification, [CAN-1] 48.1(2)
 - • Remplaçant à titre provisoire, [CAN-1] 48.1(5)
 - • Rémunération, [CAN-1] 48.6(1)
 - • Représentativité des régions, [CAN-1] 48.1(4)
 - • Statut, [CAN-1] 48.6(3)
 - Plainte
 - • Instruction, [CAN-1] 48.9(1), 49–59
 - • • Assignation des témoins à comparaître, [CAN-1] 50(3)
 - • • Caractère public, [CAN-1] 52(1)
 - • • Comparution, [CAN-1] 50(1)
 - • • Conciliateur : témoin ni compétent ni contraignable, [CAN-1] 50(5)
 - • • Confidentialité, [CAN-1] 52
 - • • Droits, chances ou avantages accordés à la personne dont l'acte discriminatoire l'a privée, [CAN-1] 53(2)b)
 - • • Expulsion de l'occupant de bonne foi de locaux, moyens d'hébergement ou logements, [CAN-1] 54(2)b)
 - • • Frais et indemnités aux témoins assignés, [CAN-1] 50(6)
 - • • Inadmissibilité en preuve des éléments confidentiels, [CAN-1] 50(4)
 - • • Indemnité, [CAN-1] 53(2)c)–e), (3), (4), 54(1)b)
 - • • Intérêt public, [CAN-1] 51
 - • • Intérêts sur l'indemnité, [CAN-1] 53(4)
 - • • Menace, intimidation ou discrimination interdite, [CAN-1] 59, 60(1)c)
 - • • Membre instructeur, [CAN-1] 49, 50, 52, 53, 58
 - • • • Entrave, [CAN-1] 60(1)b)
 - • • Mesures de redressement ou destinées à prévenir un acte discriminatoire, [CAN-1] 53(2)a)
 - • • Opposition à la divulgation des renseignements demandée par l'enquêteur ou le membre instructeur, [CAN-1] 58
 - • • Ordonnance prise lorsque la plainte est jugée fondée, [CAN-1] 53(2), (3)
 - • • • Exécution, [CAN-1] 57
 - • • • Restriction, [CAN-1] 54
 - • • Plainte mettant en cause la compatibilité d'une disposition d'une autre loi fédérale, [CAN-1] 49(5), (6)
 - • • Plainte non fondée, [CAN-1] 53(1)
 - • • Plainte portant sur des actions ou omissions survenues au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest ou au Nunavut, [CAN-1] 63
 - • • Présentation de la preuve et des observations, [CAN-1] 50(1)
 - • • Questions de droit et de fait, [CAN-1] 50(2)
 - • • Représentation par avocat, [CAN-1] 50(1)
 - • • Retrait d'un poste accepté de bonne foi, [CAN-1] 54(2)a)
 - • • Sanction pécuniaire, [CAN-1] 54(1)c), (1.1)
 - • Règles de pratique, [CAN-1] 48.9(2)–(4), 49(4)
 - Président, [CAN-1] 48.1(1), (3)
 - Absence ou empêchement, [CAN-1] 48.4(3), (4)
 - Affectation, [CAN-1] 48.3(1), 48.4(2)
 - Durée maximale du mandat, [CAN-1] 48.2(1)
 - Membre instructeur, [CAN-1] 49
 - Nouveau mandat, [CAN-1] 48.2(3)
 - Poste à temps plein, [CAN-1] 48.4(1)
 - Poste à titre inamovible, [CAN-1] 48.2(1)
 - Premier dirigeant, [CAN-1] 48.4(2)
 - Règles de pratique, [CAN-1] 48.9(2)
 - Remplaçant, [CAN-1] 48.4(3), (4)
 - Révocation du poste, [CAN-1] 48.2(1)
 - Vacance du poste, [CAN-1] 48.4(3), (4)
 - Siège, [CAN-1] 48.7

Index analytique

- Tribunal canadien des droits de la personne (*suite*)
- Vacataire, [CAN-1] 48.1(6)
 - Vice-président, [CAN-1] 48.1(1), (3)
 - Absence ou empêchement, [CAN-1] 48.4(4)
 - Affectation, [CAN-1] 48.4(3)
 - Durée maximale du mandat, [CAN-1] 48.2(1)
 - Nouveau mandat, [CAN-1] 48.2(3)
 - Poste à temps plein, [CAN-1] 48.4(1)
 - Poste à titre inamovible, [CAN-1] 48.2(1)
 - Remplacement du président, [CAN-1] 48.4(3)
 - Vacance du poste, [CAN-1] 48.4(4)
- Tribunal des droits de la personne**
- Absence d'une partie, [C-2] 122
 - Accès à l'égalité en emploi, [C-2] 111.1
 - Délai de transmission du rapport d'analyse, [QUE-1] 6
 - Appel, [C-2] 132–133
 - Permission d'appeler, [C-2] 132
 - Assesseur, [C-2] 101
 - Audience
 - Avis, [C-2] 120
 - Date, [C-2] 120
 - Compétence, [C-2] 111
 - Composition, [C-2] 101
 - Constitution et organisation, [C-2] 100–110
 - Coopération de la Cour, [C-2] 105
 - Décision écrite, [C-2] 125
 - Correction, [C-2] 127
 - Dépôt, [C-2] 125
 - Homologation, [C-2] 130
 - Décision exécutoire, [C-2] 130
 - Défense, [C-2] 115
 - Demande écrite, [C-2] 114
 - Avis, [C-2] 114
 - Contenu, [C-2] 114
 - Lieu d'introduction, [C-2] 114
 - Modification, [C-2] 117
 - Déposition, [C-2] 124
 - Discours haineux, [C-2] 111.0.1
 - Discours incitant à la violence, [C-2] 111.0.1
 - District judiciaire, [C-2] 119
 - Entrave, [C-2] 134(3)
 - Frais de justice, [C-2] 126
 - Immunité, [C-2] 112
 - Infraction et peine, [C-2] 134(2)
 - Institution, [C-2] 100
 - Instruction, [C-2] 104
 - Demande préliminaire ou incidente, [C-2] 104
 - Membre
 - Mandat, [C-2] 101, 108
 - Nomination, [C-2] 101, 103
 - Récusation, [C-2] 118
 - Rémunération, [C-2] 101
 - Serment, [C-2] 102
 - Observation par autres parties, [C-2] 115
 - Outrage au tribunal, [C-2] 131
 - Parties, [C-2] 111, 115, 116
 - Pourvoi en contrôle judiciaire interdit, [C-2] 109
 - Pouvoirs, [C-2] 112–113
 - Président
 - Consultation, [C-2] 101
 - Fonctions, [C-2] 106
 - Remplacement, [C-2] 107
 - Preuve, [C-2] 123
 - Programme d'accès à l'égalité en emploi
 - Modification, [QUE-1] 18
 - Modification, report ou annulation en raison de faits nouveaux
 - Décision, [QUE-1] 19
 - Ordonnance d'élaborer, de modifier ou d'implanter, [QUE-1] 18
 - Tribunal compétent, [C-2] 111.1
 - Protection des renseignements, [C-2] 121
 - Amende, [C-2] 131
 - Recours aux frais du plaignant, [C-2] 84
 - Règlement, [C-2] 110
 - Révision ou rétractation, [C-2] 128
 - Signification, [C-2] 105, 114, 129
- Tribunal de l'équité en matière d'emploi**
- Assignation de l'employeur, [CAN-4] 39(3)
 - Audience, [CAN-4] 29(2), (3)
 - Huis clos, [CAN-4] 29(4)
 - Certificat, [CAN-4] 39(7), 40; [CAN-4.1] 13, ann. V
 - Comparution de l'employeur, [CAN-4] 39(3)
 - Composition, [CAN-4] 28(2), (3)
 - Constitution, [CAN-4] 28(1)

Tribunal de l'équité en matière d'emploi (*suite*)

- Décision, [CAN-4] 39(4), (5), (8); [CAN-4.1] 13
- Définition, [CAN-4] 3
- Ordonnance, [CAN-4] 30(1)
 - Diffusion, [CAN-4] 29(6)
 - Effet, [CAN-4] 30(3)
 - Exécution, [CAN-4] 31
 - Motifs, [CAN-4] 29(5)
 - Réexamen, [CAN-4] 30(2)
 - Restriction, [CAN-4] 33
 - Révision, [CAN-4] 30(3)
- Pouvoir, [CAN-4] 29(11)
- Présidence, [CAN-4] 28(4)
- Preuve, [CAN-4] 39(6)
- Prolongation de mandat (membre), [CAN-4] 28(4.1)
- Règles de procédure et de pratique, [CAN-4] 28(9)
- Rémunération des membres, [CAN-4] 28(5), (6)
- Renseignements, [CAN-4] 28(10), 34
- Services de l'administration publique fédérale, [CAN-4] 28(8)

Tuteur, [QUE-2] 141

U

Uniforme de travail, [QUE-13] 85

Union et fédération, voir aussi *Confédération, Syndicat professionnel*

- Approbation des statuts et règlements, [QUE-18] 29
- Caisse ou régime de retraite, [QUE-18] 21
- Conseil de conciliation, [QUE-18] 21
 - Sentence, [QUE-18] 21
- Constitution, [QUE-18] 19
- Pouvoirs, [QUE-18] 21
- Règlements, [QUE-18] 19
- Représentation, [QUE-18] 19
- Résolution des syndicats adhérents, [QUE-18] 19
- Responsabilité, [QUE-18] 19

Unité de négociation, voir aussi *Agent de relations du travail, Représentativité d'une association de salariés*

- Décision de la Commission, [QUE-3] 32
- Définition, [CAN-2] 3(1)

- Désaccord, [QUE-3] 28(c), (d); [CAN-5] 3
- Détermination des unités de négociation, [CAN-2] 27-37
- Enquête de la Commission, [QUE-3] 32
- Modification, [QUE-3] 32
- Unité habile à négocier, [CAN-2] 27(1), (2)
 - Agent de police privé, [CAN-2] 27(6)
 - Construction, [QUE-15] 85
 - Membre de profession libérale, [CAN-2] 27(3), (4)

Unité de négociation dans le secteur des affaires sociales

- Accréditation, [QUE-20] 9, 11
- Application des dispositions du *Code du travail*, [QUE-20] 2
- Cession partielle d'activités, [QUE-20] 29-34
 - Accréditation d'une association de salariés, [QUE-20] 31
 - Ancienneté, [QUE-20] 33
 - Avis au Tribunal administratif du travail, [QUE-20] 29
 - Décision du Tribunal administratif du travail, [QUE-20] 32
 - Dispositions applicables, [QUE-20] 34
 - État de situation, [QUE-20] 30
 - Vote requis, [QUE-20] 31, 32
- Composition, [QUE-20] 9
- Intégration d'activités ou fusion d'établissements, [QUE-20] 12-28
 - Avis au Tribunal administratif du travail, [QUE-20] 13
 - Décision du Tribunal administratif du travail, [QUE-20] 20, 26
 - Entente, [QUE-20] 19
 - Établissement privé conventionné, [QUE-20] 13
 - État de situation, [QUE-20] 14
 - Identification d'une nouvelle unité de négociation, [QUE-20] 16
 - Interprétation, [QUE-20] 12
 - Participation, [QUE-20] 22
 - Regroupement, [QUE-20] 18
 - Renseignements à transmettre, [QUE-20] 15
 - Requête en accréditation, [QUE-20] 17, 23, 25, 28
 - Requête en révocation, [QUE-20] 23
 - Requête pendante, [QUE-20] 28

Index analytique

- Unité de négociation dans le secteur des affaires sociales (*suite*)
- Révocation de l'accréditation, [QUE-20] 24
 - Subrogation, [QUE-20] 27
 - Vote requis, [QUE-20] 21
 - Liste des titres d'emploi, [QUE-20] 10
 - Loi non applicable, [QUE-20] 94
 - Ministre responsable, [QUE-20] 95
 - Personnel de bureau, techniciens et professionnels de l'administration, [QUE-20] 7
 - Personnel en soins infirmiers et cardio-respiratoires, [QUE-20] 5
 - Personnel paratechnique, de services auxiliaires et de métiers, [QUE-20] 6
 - Régime de représentation syndicale, [QUE-20] 1
 - Catégorie de personnel, [QUE-20] 4
 - Régime transitoire
 - Prise d'effet, [QUE-20] 71
 - Regroupement des unités de négociation
 - Décision de la Commission, [QUE-20] 79
 - Entente, [QUE-20] 78
 - État de situation, [QUE-20] 73
 - Identification d'une nouvelle unité de négociation, [QUE-20] 75
 - Interprétation, [QUE-20] 72
 - Participation, [QUE-20] 81
 - Regroupement, [QUE-20] 77
 - Renseignements à transmettre, [QUE-20] 74
 - Requête en accréditation, [QUE-20] 76, 82, 84, 85, 87
 - Révocation de l'accréditation, [QUE-20] 83
 - Subrogation, [QUE-20] 86
 - Vote requis, [QUE-20] 80
 - Stipulations négociées et agréées à l'échelle locale ou régionale
 - Ancienneté, [QUE-20] 90
 - Convention collective applicable, [QUE-20] 89
 - Dispositions applicables, [QUE-20] 92
 - Négociation, [QUE-20] 88
 - Recommandation conjointe, [QUE-20] 91
 - Stipulations négociées et agréées à l'échelle locale ou régionale, [QUE-20] 35–51
 - Ancienneté, [QUE-20] 37
 - Cessation immédiate des négociations, [QUE-20] 51
 - Choix d'une offre finale, [QUE-20] 42
 - Convention collective applicable, [QUE-20] 36
 - Décision du médiateur-arbitre, [QUE-20] 44–47
 - Défaut de remettre une offre finale, [QUE-20] 43
 - Désaccord, [QUE-20] 41
 - Dispositions applicables, [QUE-20] 38, 44, 50
 - Entente, [QUE-20] 37, 38
 - Fonctions du médiateur-arbitre, [QUE-20] 40
 - Honoraires et frais, [QUE-20] 49
 - Interdiction, [QUE-20] 93
 - Négociation, [QUE-20] 35, 51
 - Nomination du médiateur-arbitre, [QUE-20] 35, 39
 - Pouvoirs du médiateur-arbitre, [QUE-20] 48
 - Recommandation conjointe, [QUE-20] 39
 - Reprise des négociations, [QUE-20] 51
 - Techniciens et professionnels de la santé et des services sociaux, [QUE-20] 8
 - Tribunal administratif du travail
 - Décision, [QUE-20] 10, 20, 26, 32
 - Pouvoirs, [QUE-20] 3
- Université, voir aussi Établissement d'enseignement**
- Accès à l'égalité en emploi
 - Application de la Loi, [QUE-1] 2(3)
- Urgence**
- Injonction interlocutoire, [C-5] 510
 - Recours instruit et jugé d'urgence, [QUE-10] 119
- V**
- Vacances, voir Congé annuel**
- Valeurs démocratiques**
- Respect, [C-2] 9.1
- Véhicule automobile, [QUE-2] 152, 155–157; [CAN-2] 127(2)b**
- Vente de l'entreprise, voir Accréditation, Entreprise**

Vente sous contrôle de justice, [QUE-2] 34

Vérificateur général, [QUE-3] 1(1.3)

Verre plat

- Travaux non régis par la Loi, [QUE-15] 19 al. 1(7)

Vestiaire, [QUE-13] 86

Victime d'une lésion professionnelle, voir *Travailleur victime d'une lésion professionnelle*

Vie

- Droit, [C-1] 7; [C-2] 1
- En péril, [C-2] 2

Vie privée

- Droit au respect, [C-2] 5

Violence, voir aussi *Congé pour les victimes de violence familiale, Prévention du harcèlement et de la violence*

- Définition, [CAN-2] 122(1), 157(1)a.01)
- Discours incitant à la violence, [C-2] 11.1, 57, 111.0.1; [C-5] 509
- Ordonnance de protection, [C-5] 509
- Travaux de construction, [QUE-15] 123.4.5
- Violence conjugale, familiale ou à caractère sexuel
 - Obligation de mesures de protection et de prévention, [QUE-16] 51(16)
- Violence en milieu de travail
 - Imposition de mesure disciplinaire, [QUE-13] 97.1

Violence à caractère sexuel

- Définition, [QUE-2] 2; [QUE-16] 1
- Formation des arbitres de grief, [QUE-3] 100.0.0.1
 - Conditions, [QUE-3] 100.0.0.1
- Imposition de mesure disciplinaire, [QUE-13] 97.1
- Imputation des coûts, [QUE-2] 327(4)
- Obligation de l'employeur
 - Mesures de protection et de prévention, [QUE-16] 51(16)
 - Pouvoir de réglementation, [QUE-16] 223(9.1)

Virement bancaire, [QUE-13] 42

Vote de grève, voir *Grève*

Vote de soutien de représentation, [CAN-2] 29(1)

- Obligatoire, [CAN-2] 29(2)

Y

Yukon, voir *Territoire du Yukon*